NUMERO SPECIAL

JUILLET 1973 - N° 561

LA VÉRITÉ

C.E.R.M.T.R.L.

organe du Comité Central
de l'Organisation
Communiste
Internationaliste (pour
la reconstruction
de la 4e Internationale)

Documents politiques adoptés par les 17e et 18e congrès de l'OCI

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation communiste internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :
88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos :** 1 an (5 numéros) : 25 F - 2 ans (10 numéros) : 45 F - 2 ans soutien : 100 F - Perpétuel : 250 F. **Pli clos :** ajouter 2,50 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER : **Pli non clos :** 1 an : 35 F - **Pli clos :** Demander à l'administration.

Le directeur de la publication : P. LAMBERT.
Imprimerie ABEXPRESS - Paris

introduction

Préparés par différents documents soumis à la discussion des militants, les « éléments pour huit thèses », ont été adoptés par le 17e congrès de l'OCI (pour la reconstruction de la IVe Internationale) (juin 1971). Le rapport de l'OCI sur « les tâches de la reconstruction de la IVe Internationale » soumis à la discussion de la préconférence internationale (juillet 1972) constitue la neuvième thèse. Le rapport politique a été adopté par le 18e congrès de l'OCI (décembre 1972).

La réédition des « éléments pour des thèses » et du rapport politique a été décidé par la direction de l'OCI en particulier, pour que dans les camps de formation qui se dérouleront cet été, les militants soient amenés à réexaminer le bilan des résultats de l'activité politique en relation avec ce qui la fonde : la ligne politique préalablement établie.

Dans les limites de cette courte préface, il ne s'agit pas de nous livrer à une analyse des événements politiques que l'OCI a abordés munie des éléments adoptés par ses congrès, republiés dans ce numéro spécial de *la Vérité*. Dans les notes politiques et les résolutions du CC, ont été consignées les analyses et les leçons que la direction de l'OCI a tirées dans le cours même de la lutte des classes. Il s'agit donc, en vue de renforcer la cohésion politique, de procéder dans les camps et plus généralement dans les cellules de l'OCI, à un nouvel examen critique des documents fondamentaux, à la lumière de l'expérience.

Mais cette réflexion que l'OCI doit approfondir sur les enseignements de sa propre activité, s'inscrit dans une discussion qui concerne tous les militants qui entendent se poser pratiquement et théoriquement les problèmes de la construction du Parti révolutionnaire, en particulier ceux qui, dès à présent, s'organisent dans les groupes politiques. C'est pourquoi l'OCI rend ces documents publics.

Le marxisme est étranger à l'empirisme. Les marxistes abordent l'action révolutionnaire pour la construction du Parti révolutionnaire et la reconstruction de la IVe Internationale munis d'un programme, le Programme de transition, qui guide l'intervention dans la lutte de classes : nous ne doutons pas que les éléments de thèses et le rapport politique ont été élaborés dans la recherche d'une application vivante des principes du Programme. Il reste néanmoins à examiner si l'expérience a confirmé ou infirmé les textes politiques issus des congrès de l'OCI. Nous estimons que les événements ont, dans une large mesure, confirmé les grandes lignes de l'analyse qui a servi de base à l'activité politique.

Mais nous pensons toujours que : « *Toutes les données sont d'ores et déjà réunies qui nous permettraient d'effectuer ce bond qualitatif*

qui doit nous affirmer comme « organisation », les difficultés reflétant dans une large mesure les conditions disloquées par lesquelles le prolétariat et la jeunesse saisissent la nouvelle période que nous avons définie comme celle de la révolution imminente.

Alors que s'accomplit un profond « processus moléculaire » d'accumulation de charges explosives dans toutes les classes de la société, la lente maturation des plus grandes luttes de classes qui se préparent, pèse de tout son poids sur l'avant-garde. Telles sont les raisons objectives de nos difficultés que nous devons surmonter dans des délais très brefs par l'assimilation de la méthode du Programme » (Extrait de l'avertissement des éléments pour des thèses adoptées en juin 1971.)

Cea ne signifie pas, bien entendu, que l'expérience de la lutte, l'élaboration politique n'ait pas apporté telle ou telle correction. C'est ainsi, par exemple, que le rapport du 18e congrès emploie la formule « Comité pour l'unité ouvrière » pour désigner des regroupements transitoires de militants dans la voie de la construction du parti révolutionnaire, formule qui pouvait permettre l'équivoque, car elle pouvait être comprise comme identifiant de tels regroupements à des comités pour le front unique ouvrier regroupant des militants de toutes tendances.

C'est « le groupe politique » tel que l'ont défini les participants de la réunion nationale des délégués les 26 et 27 mai qui constitue la forme précise aujourd'hui d'un tel regroupement militant.

***

Nous avons encore à surmonter les difficultés. Mais ici, un problème doit être résolu, qui est celui-ci : « Est-ce que la lente maturation des grandes luttes de classes représente un facteur négatif pour le renforcement et la construction de l'OCI ? »

Pour résoudre ce problème, il est nécessaire d'en bien peser les données. Les éléments pour des thèses et le rapport du 18e congrès sont bâtis sur les leçons de la lutte des partisans de la IVe Internationale couvrant plusieurs décennies.

Brièvement, rappelons quelques-unes des principales leçons que nous avons dégagées des « enseignements de notre histoire » :

— l'OCI n'est pas le Parti révolutionnaire pour la construction duquel elle lutte, armée du programme du Parti mondial de la révolution socialiste, le Programme de la IVe Internationale. Cette constatation, résultat d'une longue et difficile assimilation du marxisme, qui s'appuie sur la reconnaissance la plus rigoureuse (réaliste) « des leçons de notre histoire » est capitale pour évaluer les problèmes à résoudre. En effet, le fait que l'OCI ne soit pas le Parti révolutionnaire entraîne une première conséquence, le cours de la lutte de classe, explosif en 1968, ou bien ralenti depuis et jusqu'à ce jour

entraîne à ceci : les conditions qui doivent être réunies pour forcer le barrage contre-révolutionnaire des appareils relèvent et relèveront pendant un temps que nul ne peut préciser, largement des conditions objectives.

C'est donc que la première étape de la radicalisation révolutionnaire des masses renforcera les organisations traditionnelles. Mais notre politique, nos mots d'ordre, l'intervention organisée de l'avant-garde organisée ne peuvent être conduites comme le simple reflet du mouvement objectif qui poussera les masses vers les organisations traditionnelles. Auquel cas l'OCI se transformerait en flanc gauche des appareils.

La politique, les mots d'ordre, l'intervention organisée de l'OCI, en fécondant le mouvement des masses, contradictoire à la politique des appareils qui l'entrave, deviennent un facteur constituant du mouvement des masses se dirigeant objectivement vers les affrontements révolutionnaires entre les classes au niveau de l'Etat. C'est dans ce cadre que nous pouvons tout à la fois définir une perspective de renforcement et de construction de l'OCI et les limites de cette progression. Le renforcement de l'OCI, c'est-à-dire le passage dans les faits, du groupe à l'organisation, est donné par le mouvement des masses contradictoire à la politique des appareils qui s'exprime et s'exprimera dans toute une série d'actions parfois limitées et parfois larges qui se heurtent au barrage des appareils. A travers ces actions se forgent les conditions où une avant-garde peut, en se détachant de la tutelle des appareils, être centralisée par l'OCI. Mais les conditions mêmes où cette avant-garde peut se détacher du contrôle des organisations traditionnelles s'inscrivent dans le mouvement des masses qui chargeront nécessairement les organisations traditionnelles de leurs espérances révolutionnaires, les directions des organisations faisant et continuant à tout faire, d'une part, pour entraver la lutte de classes, et d'autre part, pour garder le contrôle de masses.

C'est ainsi que le contenu vivant du mouvement révolutionnaire et chacune des actions qui le constitue, limite nécessairement la progression de l'OCI. Il est hors de doute que le prolétariat français n'abordera pas la crise révolutionnaire ouverte avec un parti révolutionnaire dirigeant. Mais il est possible que l'OCI en progression aborde cette situation comme organisation révolutionnaire centralisée ayant noué des liens avec la classe et la jeunesse lui permettant dans la période directement révolutionnaire, de se constituer en parti révolutionnaire dirigeant. Nous le disons : cela est possible, cela est nécessaire, car si nous ne donnons pas à nous-mêmes tous les moyens de « centraliser les matériaux épars » que nous constituons par notre action, il n'y aurait aucune possibilité de construire le Parti révolutionnaire qui ne saurait être une catégorie « objective ».

XVIIe CONGRÈS de L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(pour la reconstruction de la 4e internationale)

Éléments pour des thèses

avertissement

Les multiples tâches politiques (politique d'organisation) à mener de front pour la construction de l'Organisation, par l'intervention dans la lutte de classe, sous tous les aspects du combat politique, ont conduit à ce retard dans la publication du document principal soumis au XVIIe Congrès.

Certes, des éléments publiés (première partie du projet de rapport, notes politiques, etc.) se dégagent la ligne et les perspectives proposées par la direction, mais le fait que nous ne pouvons soumettre que des éléments pour l'élaboration de thèses démontre tout le pas que nous avons à franchir. Alors que toutes les données sont d'ores et déjà réunies, qui nous permettraient d'effectuer ce bond qualitatif qui doit nous affirmer comme « organisation », ces difficultés reflètent, dans une large mesure, les conditions disloquées par lesquelles le prolétariat et la jeunesse saisissent la nouvelle période que nous avons définie comme celle de la Révolution imminente. Alors que s'accomplit un profond « processus moléculaire » d'accumulation de charges explosives dans toutes les classes de la société, la lente maturation des plus grandes luttes de classes qui se préparent, pèse de tout son poids sur l'avant-garde. Telles sont les racines objectives de nos difficultés, que nous devons surmonter, que nous pouvons surmonter dans des délais très brefs, par l'assimilation de la méthode du programme.

C'est parce que nous avons conscience de cette situation que nous avons estimé devoir présenter des thèses ; ceci afin d'appréhender les questions vitales à résoudre dans leur aspect le plus fondamental. Nous n'avons pu mener cette tâche à terme. Néanmoins, en présentant ces éléments, il nous semble que la discussion peut et doit s'ouvrir largement ; le XVIIe Congrès en marquera une première étape. Ses travaux devraient dégager l'essentiel qui nous permettra de passer à la rédaction définitive de thèses qui rassembleront ce qui est nécessaire pour avancer dans l'accomplissement de nos tâches pour la construction du Parti et la reconstruction de la IVe Internationale.

L'Histoire connaît des périodes de la lutte de classes où les révolutionnaires doivent affronter toutes les contradictions où s'enchevêtrent, sous une forme originale, les facteurs caractérisant une situation déjà en voie de dépassement, et une autre dont les contours ne sont pas encore nettement définis. Nous sommes dans une telle situation. Pour les révolutionnaires, la règle de comportement qui en découle doit être « hâte-toi lentement ».

Il est toujours indispensable de préparer un Congrès à la lumière des résultats atteints en relation avec l'application de la ligne politique et des décisions prises par le précédent. La méthode marxiste est rigoureuse. Elle exige, pour préparer ce qui doit être le devenir, que soit confirmé ce qui est par rapport à ce qui a été décidé. Il nous faut, plus encore que par le passé, appliquer cette méthode. En effet, il nous faut tirer plus complètement les conséquences de la nouvelle période de lutte de classes caractérisée au XVIe Congrès comme la période de l'imminence de la Révolution ouverte avec la Grève Générale de Mai-Juin 68 en France, et la marche de la Révolution politique en Tchécoslovaquie.

A y réfléchir de plus près, sur des bases différentes, la crise conjointe, de l'impérialisme mondial et de la bureaucratie stalinienne, engendre des processus politiques parallèles. Ainsi, en France, en dépit de la trahison de la Grève Générale, la bourgeoisie n'a remporté aucun succès décisif dans la lutte de classes. Au contraire, le gouvernement Pompidou-Chaban, qui n'est plus exactement l'équivalent du gouvernement bonapartiste de Gaulle-Pompidou, mais n'est pas un gouvernement de la démocratie bourgeoise, apparaît comme cumulant du point de vue de la lutte des classes, toutes les faiblesses de ces deux formes de domination de la dictature de classe de la bourgeoisie.

En Tchécoslovaquie, le gouvernement Husak, imposé directement par le Kremlin, n'a également pu remporter de succès décisif contre les masses tchécoslovaques. Il est possible de dire que ce qui caractérise les situations, en France et en Tchécoslovaquie, se retrouve dans ses lignes fondamentales, à l'échelle de tous les pays gravitant dans l'orbite de l'impérialisme mondial et dans les pays contrôlés par la bureaucratie stalinienne. Ce caractère « suspendu » se retrouve partout : au Vietnam et au Proche-Orient, aux U.S.A. et en Angleterre, en U.R.S.S. et en Chine, en Amérique Latine et aux Indes, dans l'économie comme en diplomatie et dans la politique. Tout semble être en équilibre, un équilibre gros des plus violents conflits car, en dépit des apparences, la politique de « coexistence pacifique » ne se survit qu'en raison directe de la crainte qu'exerce sur l'impérialisme et la bureaucratie (Chine comprise) la lutte de classe internationale du prolétariat.

Il est frappant de constater dans notre activité la réfraction des processus que nous venons brièvement de caractériser. Il est indéniable que, tant sur le plan de la reconstruction de la IVe Internationale, que dans la lutte politique pour la construction de l'Organisation au travers des déterminations spécifiques de l'Alliance Ouvrière et de l'A.J.S., nous avons effectué des pas certains en avant. Mais nous n'avons encore remporté aucun succès décisif vers l'objectif qui est celui de forger par l'intervention consciente dans la lutte des classes, sur ses différents terrains, des liens de direction avec des secteurs de la classe. En quelque sorte, nous sommes dans une situation où nous avons créé, par notre activité, les matériaux pour atteindre cet objectif : Campagne du 1er février, les 9.000 jeunes au Bourget, Journées d'Etude sur les enseignements de notre histoire, Congrès de l'Alliance Ouvrière-Congrès Ouvrier, campagne des pionniers rouges pour l'I.R.J., camps de l'A.J.S. et camps de l'O.C.I., politique financière, parution de **La Vérité** et, dans une moindre mesure, les résultats de l'activité dans les syndicats, dans l'U.N.E.F., tandis que nous abordons seulement le

travail vers la crise du P.C.F., résultats positifs bien que limités dans le travail international, faiblesse dans la bataille pour le Fonds International et la diffusion de I.O. (liste bien évidemment non limitative) représentent ces matériaux qui restent comme des matériaux épars.

Il suffit de réfléchir sur le Congrès de l'Alliance Ouvrière-Congrès Ouvrier, pour aboutir à cette conclusion : les résultats de notre politique sont largement supérieurs à ce que nous capitalisons. Mais l'écart entre les résultats de notre politique et notre capacité de les appréhender (centraliser) résume très exactement le problème fondamental de l'assimilitation véritable du bolchevisme, en vue de construire, dans la dimension de la reconstruction de la IV°, l'O.C.I. comme organisation centralisée démocratiquement, surmontant son activité trop souvent dispersée. Telle est la tâche du XVII° Congrès qui doit être préparé comme centralisant l'activité théorique-politique-d'organisation en vue de combler cet écart. Ce qui ne peut être atteint que par la lutte politique pour l'homogénéisation de l'O.C.I. afin que ce que nous avons rassemblé comme matériaux, dans leurs résultats positifs, conduise à une progression décisive de l'O.C.I. sur tous les plans.

1 - LA PERIODE DE L'IMMINENCE ET LA REVOLUTION

Il y a une profonde relation entre notre activité, toujours insuffisamment centralisée, et le fait que nous n'ayons pas suffisamment assimilé les leçons de la Grève Générale, et le caractère de la nouvelle période dont le contenu est donné par la Révolution prolétarienne nécessaire dans chaque pays, expression nationale des conditions objectives arrivées à maturité à l'échelle mondiale.

La contradiction fondamentale du système capitaliste est, nous le savons, celle des forces productives étouffant dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux. Cette contradiction exprime la maturité des conditions objectives de la Révolution prolétarienne. Certes, les conditions objectives pour la Révolution mondiale sont arrivées à maturité depuis plus d'un demi-siècle, depuis le déclenchement de la première guerre impérialiste ouvrant l'ère des guerres et des révolutions, mais l'Histoire ne connaît aucun automatisme. La conscience retarde toujours sur les faits. La non maturité relative des conditions subjectives (motivée essentiellement par la trahison de la social-démocratie) et les conséquences ouvertes par la maturité des conditions objectives pour la Révolution ont été contenues. La première guerre impérialiste a exprimé la révolte des forces productives mais, en raison même des échecs de la Révolution prolétarienne à l'échelle internationale, une situation contradictoire s'est établie où, d'une part les conditions objectives de la Révolution prolétarienne arrivée à maturité commencent à pourrir, et où, d'autre part, continuent à subsister les cadres sociaux et politiques périmés de la société bourgeoise.

Les crises économiques et financières, l'inflation, la décadence des forces productives et l'appauvrissement continu de la culture et de la civilisation, le fascisme, la bureaucratisation du premier Etat ouvrier, la deuxième guerre impérialiste, la militarisation de l'économie ont

exprimé cette contradiction, traduction dans les faits de l'impasse historique du système de la propriété privée. Nulle part ailleurs, plus qu'en Allemagne et aux U.S.A., cette contradiction ne s'est révélée avec autant de force. Elle a conduit l'Allemagne à l'abîme du nazisme ; aux U.SA., après la première guerre impérialiste, la société a tendu à reconstituer sa situation d'avant 1914. La crise de 1929 sonnait le glas de ses espérances.

Avec la deuxième guerre impérialiste, et après la brève période de reconstruction, l'économie et la politique américaines sont directement dépendantes de la militarisation croissante de l'économie, qui marque de son sceau toute la vie sociale et politique, tant aux U.S.A. qu'à l'échelle mondiale. C'est ainsi que dès l'ère des guerres et des révolutions, ouverte en 1914, les processus économiques, politiques et sociaux ont également pris des formes contradictoires.

La Révolution d'Octobre 1917 a traduit avec éclat la perspective de la solution positive de la crise de la civilisation humaine. Mais l'isolement de la Révolution d'Octobre, motivé, répétons-le, par la trahison de la social-démocratie aidée par ailleurs par toutes les formations centristes, anarchistes, etc, a entraîné la dégénérescence du premier Etat ouvrier. Le régime de la propriété privée ayant été sauvegardé, les processus de pourrissement de la société capitaliste arrivée à son stade impérialiste, se sont poursuivis. Mais le processus de pourrissement engendre également sa propre contradiction. D'un côté, il menace d'ensevelir les bases mêmes de la civilisation humaine, de l'autre, il affermit la volonté du prolétariat et des couches exploitées de lutter pour survivre, exprimant ainsi le besoin de survie de la civilisation humaine.

Marx, dégageant les lois du Capital alors qu'elles ne s'exprimaient sous une forme développée que dans quelques pays, a pu dire à l'adresse des autres pays qui n'étaient pas encore décisivement engagés dans la voie de l'industrialisation capitaliste : « de te fabula narratur » (c'est ton histoire qu'elle raconte).

De la même façon, l'analyse de Lénine de l'impérialisme stade suprême du capitalisme — l'ère des guerres et des révolutions — précédait une situation historique ; les formes en transition, caractérisant la période, allaient atteindre plus tard leur pleine maturité. La dégénérescence de l'U.R.S.S. et le pourrissement de l'impérialisme d'une part, et les plus gigantesques combats révolutionnaires du prolétariat mondial et, comme conséquence, la préservation des bases sociales de l'Etat ouvrier dégénéré, les conquêtes sociales du prolétariat dans les pays capitalistes avancés comme produit de la lutte de classe révolutionnaire, d'autre part, ont formé la trame d'une période historique couvrant 1925-1953, date de la mort de Staline.

Encore une fois, il n'était pas fatalement donné que la victoire de la Révolution d'Octobre ne représente pas le prologue immédiat de la Révolution mondiale. Néanmoins, c'est à l'intérieur même de cette situation, caractérisée par le pourrissement de l'impérialisme et les défaites de la Révolution, que le stalinisme, agence de la bourgeoisie, a pu (nourri par, et nourrissant l'impérialisme) se développer. Mais l'impasse historique de l'impérialisme a entraîné l'impasse de la bureaucratie stalinienne dont les intérêts, étant donné sa nature d'organe bourgeois de la Révolution, entraient en contradiction avec les bases sociales de l'Etat ouvrier dégénéré. L'engagement définitif de l'impé-

rialisme U.S., chef de l'impérialisme mondial, dans la voie de la militarisation de l'économie, la position de gendarme qu'il occupe à l'échelle mondiale, le blocus de l'U.R.S.S. et des pays de l'Est approfondissant toutes les contradictions de l'économie soviétique d'une part et, d'autre part le fait que le stalinisme a épuisé entre 1947 et 1952, à peu près toutes les possibilités d'une politique de pression (visant, sur une ligne contre-révolutionnaire, à utiliser la lutte de classe du prolétariat international en vue de desserrer l'étreinte de l'impérialisme), ont noué les premiers éléments de la nouvelle période, celle de la Révolution imminente.

Avec l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953, et la Grève Générale d'août 1953 en France, les premières et fondamentales caractéristiques de cette nouvelle période trouvent leur expression dans une situation mondiale que nous avons définie comme celle de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie. Les formes les plus développées de cette crise se sont exprimées dans les évènements de Pologne et la Révolution des Conseils Hongrois, la guerre d'Algérie, les mouvements révolutionnaires en Amérique Latine dont Cuba, les grèves générales de 1955 et les mouvements de soldats contre la guerre d'Algérie, la renaissance du prolétariat allemand comme classe et les combats en Espagne, la Grève Générale belge (1960), les actions révolutionnaires au Japon en 1960 contre la venue d'Eisenhower, etc. Mais, dans ce même mouvement ,l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne conjuguaient leur politique pour entraver la marche en avant de la lutte de classe internationale.

Les accords de Genève en 1954, terminant la première phase de la guerre d'Indochine, ont constitué le terrain où, aidé par Moscou et Pékin, l'impérialisme U.S. allait s'engager à fond dans l'orientation qui allait faire de lui le gendarme contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale ; la guerre de Suez et la répression de la Révolution hongroise des Conseils en 1956, l'instauration, en vue de préserver l'Etat bourgeois menacé de dislocation, du bonapartisme gaulliste en 1958, l'affaire des missiles à Cuba en 1962 et l'élimination de Khrouchtchev dans la volonté de la bureaucratie de mettre un terme à la « libéralisation » en U.R.S.S., l'émergence et le plein développement du conflit russo-chinois, etc., expriment le mouvement contradictoire de la contre-révolution à la montée de la révolution.

Dans une période de transition, qui allait prendre fin à partir de 1953, Staline cherche désespérément, dans le cadre de la « guerre froide », de reconstituer les conditions périmées où la bureaucratie stalinienne utilisait, tant les contradictions inter-impérialistes, que la lutte de classe internationale du prolétariat, pour la défense des intérêts de la bureaucratie.

Au travers de multiples contradictions, la tendance se dessine de ce qui, qualitativement, avec la Grève Générale en France de Mai-Juin 68, et la Révolution politique en Tchécoslovaquie, va donner le contenu développé de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne. La nouvelle période de l'imminence de la Révolution s'ouvre. Les traits principaux de cette nouvelle période, préparés dans la période antérieure de l'ère des guerres et des révolutions, peuvent être schématiquement définis dans les points suivants :

1. La crise de décomposition de l'impérialisme a atteint un stade où elle tend à se transformer dans chaque pays, y compris aux U.S.A., en

une crise de la domination de classe de chaque bourgeoisie. Mais la crise de la domination de classe des bourgeoisies de chaque pays aboutit à la concentration des problèmes soulevés par cette crise, dans les principaux pays de l'Occident et, en particulier, en Europe, qui devient ainsi l'enjeu de la période de l'imminence de la Révolution.

2. La crise conjointe de la bureaucratie stalinienne a atteint le seuil où, après s'être exprimée dans les pays de l'Est, en Chine, le processus de la marche en avant de la Révolution politique menace de déferler en Union Soviétique même.

3. L'impérialisme mondial, et particulièrement son chef de file, l'impérialisme U.S., et la bureaucratie du Kremlin, parfaitement conscients de l'enjeu immédiat de la lutte de classes internationale, tendent à unifier leurs forces et leur politique contre la Révolution. Mais, à la différence des accords de Yalta en 1944, la bureaucratie de Moscou n'est plus dans la situation où, pour conduire sa politique contre-révolutionnaire d'accord avec l'impérialisme, par l'utilisation de la pression révolutionnaire des masses, elle pouvait conserver une pleine autonomie. La Révolution politique qui s'annonce en Union Soviétique, la ferme volonté de l'impérialisme de ne pas céder à l'utilisation de la pression de la lutte de classes internationale, conduisent la caste contre-révolutionnaire du Kremlin à accepter que la direction de la lutte contre-révolutionnaire soit confiée à l'impérialisme U.S.

4. Le prolétariat international et dans chaque pays, en dépit des échecs dont aucun n'a eu un caractère décisif, non seulement garde intact son potentiel de classe, mais est conduit, en relation avec l'approfondissement des conditions objectives, à engager des combats dont l'enjeu est directement le Pouvoir.

Nous allons à présent, aborder l'analyse de chacun de ces quatre points.

2 - LE CONTENU DE LA PERIODE DE L'IMMINENCE DE LA REVOLUTION

Avant de procéder à l'analyse des quatre points par lesquels s'exprime la période de l'imminence de la Révolution, il est indispensable d'en bien saisir toutes les données. La période de l'imminence de la Révolution est une étape de l'ère des guerres et des révolutions. Elle ne constitue en aucune façon, ni d'aucune manière, une période qualitativement nouvelle de l'ère des guerres et des révolutions. Il ne s'agit en aucun cas d'un dépassement de l'impérialisme dans on ne sait quel néo-capitalisme, ou capitalisme monopoliste d'Etat, qualifications données par les révisionnistes petits-bourgeois de tout poil (pablistes ou sociaux démocrates ou staliniste), capitulant devant les tâches révolutionnaires de notre époque.

La période de l'imminence de la Révolution concentre le plein développement de toutes les contradictions et de toutes les tendances de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Il est également indispensable de saisir comment cette nouvelle période de l'ère des guerres et des révolutions rassemble dans son sein, toutes les conditions et contradictions antérieures — mais sur

une autre dimension. En effet, à l'intérieur de la période de l'imminence de la Révolution qui s'amorce, toutes les contradictions de la situation passée (qui tendent à se dépasser) mais qui n'ont pu trouver leur solution historique, continuent à s'exprimer, donnant ainsi son contenu vivant à la nouvelle situation politique. En quelque sorte, les formes du passé continuent à se survivre, mais elles sont entrées en contradiction avec le nouveau contenu. Il est nécessaire de s'expliquer.

Dans le cours de la liquidation de la crise révolutionnaire ouverte à la fin de la seconde guerre mondiale, la bureaucratie stalinienne et l'impérialisme ont tenté, dans un autre contexte, de recréer un cadre de relations internationales portant la marque du statu-quo passé et dépassé. L'O.N.U. remplaçait la S.D.N., l'impérialisme français reprenait sa place dans le monde, bientôt suivi par l'impérialisme italien. Le cadre d'une Europe amputée, avec une Allemagne qui n'allait pas tarder à se reconstituer, était rétabli. Si, au sein des empires coloniaux anglais et français, les signes évidents qui tendaient à leur désagrégation se multipliaient, les impérialismes français et britannique, sous des formes diversifiées, s'accrochaient à préserver leur domaine. A l'autre pôle, la Chine de Tchang-Kai-Sheck restaurée faisait partie des cinq Grands, membre permanent du Conseil de Sécurité, avec l'U.R.S.S., les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France. Certes, la place de l'Union Soviétique s'était élargie avec la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Allemagne de l'Est, mais l'impérialisme mondial et, particulièrement, l'impérialisme U.S. qui dut accepter, pour contenir la situation révolutionnaire, l'élargissement de la zone contrôlée par Moscou, se préparait à en modifier les données. Postdam n'est déjà plus Yalta. Non dans le sens de l'affaiblissement du caractère contre-révolutionnaire du compromis réalisé entre la bureaucratie et le Capital financier, mais en ceci que l'impérialisme, avec la bombe atomique, va amorcer la politique du « containment » (guerre froide). Ainsi, en 1944-1945, dans un autre contexte, le cadre des relations du passé semble rétabli ; mais il ne s'agit que des apparences, bien que ces apparences représentent le cadre « réel » des relations tant à l'échelle internationale qu'à l'intérieur de chaque pays, qui tendent à se modifier.

La nécessité de résister à la pression de l'impérialisme mondial contraint la bureaucratie stalinienne à opérer le renversement complet de la bourgeoisie et du cadre bourgeois des relations qu'elle aurait désiré préserver en Hongrie, en Tchécoslovaquie et dans les Pays de l'Est, tandis que la Chine de Tchang-Kaï-Shek s'effondre malgré l'appui que lui apporte Staline. C'est ainsi que l'équilibre mondial qui, en 1944-1945 cherchait, sur une nouvelle base, à se rétablir dans les termes du passé, est définitivement rompu. Ce qui ne signifie pas que toutes les bases de cet équilibre vont d'un coup, disparaître. L'Histoire ne procède jamais ainsi. C'est toujours au sein même des formations sociales, politiques et économiques dépassées, mais qui continuent à se survivre, que les nouvelles tendances prennent forme, qui intègrent nécessairement tous les éléments de l'ancien contenu qui tendent eux-mêmes à se refondre, dans un contenu nouveau ; mais nouveau contenu et nouvelles formes ne peuvent arriver à maturité que sur la ligne d'une brusque rupture, laquelle est préparée par l'accumulation de processus moléculaires. C'est dans les années qui vont de la fin de la

guerre à 1952-1953, que Staline épuise toutes les ressources par lesquelles il cherche à retourner au statu-quo des années d'avant-guerre.

Dans la période qui suit la mort de Staline, l'impérialisme en partie (politique d'Eisenhower) et surtout la bureaucratie, en recherchant et en trouvant les voies du compromis contre la Révolution (accords de Genève de 1954), s'efforcent tout en en modifiant les termes, de préserver encore le statu-quo. La montée de la Révolution politique en Pologne et en Tchécoslovaquie, la crise de l'impérialisme français et des empires coloniaux, l'effondrement américain à Cuba, représentent tout autant les éléments favorisant la préservation du statu-quo, que les facteurs qui minent le statu-quo. C'est ainsi que la crainte des perspectives ouvertes par la Révolution politique dans les Pays de l'Est, amène l'impérialisme à apporter un appui des plus précieux à la bureaucratie, tandis que celle-ci, sur une même ligne contre-révolutionnaire, aidera l'impérialisme U.S. à Suez, et que bureaucratie et impérialisme soutiendront de Gaulle. Mais la pression de l'impérialisme sur l'U.R.S.S. ne saurait pour autant se relâcher. La bureaucratie, en y répondant par le mur de Berlin, traduit toujours sa volonté de préserver le statu-quo dans le cadre duquel elle s'est constituée comme caste privilégiée.

De même, la rupture du Kremlin avec la Chine, dans le but de préserver le statu-quo, exprime à sa façon un appui ouvert à l'impérialisme U.S. La bureaucratie de Moscou cherche à détourner vers la Chine Populaire les visées du Capital financier américain qui essaie de s'ouvrir les marchés de tous les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, y compris l'U.R.S.S.

Mais, d'un autre côté, l'affaire des missiles soviétiques à Cuba (1962) permet de mesurer les données réelles des relations qui se nouent entre l'impérialisme et la bureaucratie. L'envoi des missiles à Castro pour résister à l'agression de l'impérialisme U.S., entre directement dans la ligne classique de la pression. L'ultimatum de Kennedy, soutenu par tous les autres impérialismes, fut bientôt suivi du retrait des missiles soviétiques. C'est très exactement à partir de cette affaire de missiles que s'amorce la plus réelle des collaborations entre l'impérialisme U.S. et la bureaucratie stalinienne pour contenir les perspectives de développements révolutionnaires en Amérique Latine, qui amènera les dirigeants castristes de la Révolution cubaine à abandonner ses perspectives.

De même que nous voyons les nouveaux facteurs se développer à partir de l'ancien contexte (statu-quo) lequel continue à constituer la trame de la situation caractérisée comme celle de la crise conjointe de la bureaucratie et de l'impérialisme, la période de l'imminence de la Révolution intègre tous les facteurs anciens (statu-quo) et nouveaux qui ont pris naissance dans la situation de la crise conjointe. Répétons-le, les nouvelles tendances prennent naissance dans l'ancien contexte, lequel continue à fournir le cadre à leur développement. C'est dans l'enchevêtrement des nouvelles tendances de l'ancien contexte que se matérialise la vivante lutte de classe. Mais les axes sur lesquels tendent à se résoudre les contradictions se modifient. Ce n'est plus dans le cadre du statu-quo qu'elles cherchent à se résoudre, bien que ce cadre continue à subsister comme forme vivante, donc recélant les tendances toujours présentes du passé qui se perpétue.

Tous les traits de l'ancien et du nouveau coexistent, donnant son contenu vivant et varié à la situation. Il n'en saurait être autrement, sinon dans l'image abstraite d'un schéma historique. C'est en tenant un compte rigoureux et en prenant conscience de la coexistence vivante de tous les traits et tendances qui s'enchevêtrent et s'entrelacent, recélés dans une situation, que les militants marxistes organisés peuvent prendre appui sur la réalité vivante.

« La théorie est sèche, mon ami, mais l'arbre de la vie reste éternellement vert » dit Goethe dans Faust. Lénine rappelait souvent contre les dogmatiques, cette phrase. Il reste qu'on ne peut appréhender « l'arbre de vie » que par la théorie qui est la généralisation de toutes les déterminations de la vie.

C'est sur ces nouveaux axes, dégagés par l'analyse, que doivent à présent s'organiser tous les éléments, facteurs, tendances diverses et contradictions. Ce sont ces nouveaux axes qu'il nous faut maintenant définir.

3 - LA CRISE DE DOMINATION DE CLASSE DES BOURGEOISIES

Il est possible de situer, à peu près précisément, le moment où les traits qui vont donner forme à la situation caractérisée comme la crise conjointe de la bureaucratie stalinienne et de l'impérialisme, amorcent le tournant radical par rapport à une situation où a été rétabli le précaire statu-quo. Ce moment, c'est le déclenchement de la guerre de Corée en 1950. Ce n'est pas par hasard si c'est justement avec la guerre de Corée que le pablisme va se constituer comme force politique étrangère à la IVe Internationale.

La situation en 1950 se présentait ainsi : les masses mobilisées par l'appareil stalinien, en particulier en France et, dans une moindre mesure, en Italie, s'étaient heurtées à l'intransigeance des bourgeoisies française et italienne appuyées sur l'impérialisme américain, qui s'étaient refusées au compromis que cherchait à réaliser Staline pour desserrer l'étreinte de l'impérialisme.

La rupture du Parti Communiste Yougoslave avec le Kremlin, expression de la situation de crise dans les démocraties populaires, que Staline tentait d'enrayer préventivement par des purges sanglantes, était consommée. L'impact de la Révolution chinoise qui venait de triompher en dépit et contre les directives de Staline, représentait une menace mortelle pour le précaire équilibre établi aux Indes, en Indonésie et dans toute l'Asie, tandis qu'il contribuait décisivement à radicaliser la guerre révolutionnaire des peuples indochinois. Autant pour épuiser la Révolution chinoise, qui ne pouvait pas ne pas s'engager dans le conflit, que pour — en vue de l'amener à un compromis — utiliser la guerre comme pression sur l'impérialisme U.S., Staline va créer les conditions de son déclenchement.

Aux Etats-Unis, après le boom consécutif à la deuxième guerre et à la période de reconstruction des pays dévastés, une récession s'amorce qui menace de se transformer en une crise économique infiniment plus profonde que celle de 1929. L'impérialisme U.S. a subi une

grave défaite avec la victoire de la Révolution chinoise. Toutes les positions de l'impérialisme mondial sont menacées en Asie. L'impérialisme U.S. doit réagir s'il veut préserver contre la Révolution, les bases sociales et politiques de la domination du Capital financier dans le monde. D'autant plus que les dirigeants du P.C. chinois « placés dans les conditions exceptionnelles de l'effondrement de l'Etat bourgeois semi-féodal de Tchang-Kaï-Shek » avaient pris le pouvoir en dépit des injonctions de Staline qui avait appuyé la proposition du Général Marshall pour la formation d'un Gouvernement de coalition présidé par Tchang-Kaï-Shek où serait entré Mao-Tsé-Toung.

Avec la guerre de Corée, la militarisation de l'économie américaine qui depuis, s'est constamment développée, va enrayer la crise en évitant que les récessions (qui toutes se résolvent par un bond en avant plus accentué des budgets de guerre), se dénouent dans une nouvelle crise mondiale plus dévastatrice que celle qui a secoué le monde en 1929. Après la mort de Staline et la gigantesque opération contre-révolutionnaire déclenchée par l'impérialisme U.S. en Corée, la bureaucratie du Kremlin ayant pris conscience qu'elle ne pouvait plus utiliser la pression des masses pour aboutir à un compromis, le tournant s'opère vers l'accord entre Moscou et Washington pour contenir la Révolution.

Le capital financier yankee qui a pris en main le contrôle direct de la lutte contre la Révolution dans tous les pays asiatiques, braque ouvertement le feu de sa puissance militaire sur la Chine. L'instable équilibre rétabli à Genève et à Pyong-Yang en 1954, avec l'appui ouvert de la bureaucratie du Kremlin, a également reçu l'appui de la direction du Parti Communiste Chinois. Mais les dirigeants ont une parfaite connaissance de la volonté de Moscou de les amener, pour la défense des intérêts de la caste du Kremlin, à reculer devant les exigences de l'impérialisme U.S. C'est ce qui motivera la rupture entre Pékin et Moscou.

Mais le capital financier yankee ne peut se contenter d'un simple recul. Il s'agit pour lui de réintégrer le marché chinois dans le circuit de l'impérialisme mondial, en détruisant les bases sociales de la Révolution. Malgré la conscience qu'ils ont des buts du Kremlin, en dépit du fait que les dirigeants chinois utilisent la mobilisation contrôlée des masses (Révolution Culturelle) et la guerre révolutionnaire du Vietnam pour faire pression sur la bureaucratie et l'impérialisme, le P.C. chinois maintient sa propre ligne de coexistence pacifique ,contre-révolutionnaire), entrainant au désastre le Parti Communiste Indonésien.

La bureaucratie chinoise cherche également à trouver les voies d'un modus vivendi contre-révolutionnaire avec l'impérialisme U.S.

Une situation se crée en Asie où les forces de la Révolution prolétarienne sans avoir pour autant subi de défaites décisives — encamisolées, et isolées du prolétariat mondial par la politique de coexistence pacifique tant russe que chinoise — contenues par la puissance militaire de l'impérialisme américain, n'ont pu déboucher sur la victoire. En même temps la résistance révolutionnaire des masses approfondit aussi bien la crise politique de la classe dominante américaine, que la crise sociale et politique aux U.S.A.

C'est dans ce cadre, qui s'est maintenu depuis à peu près deux dizaines d'années, que le pourrissement des classes dominantes s'est

poursuivi et accéléré dans tous les pays asiatiques. Mais les prolétariats n'ont pu s'ouvrir que par la guerre (dans laquelle ils sont amenés pour partie à subordonner leurs intérêts révolutionnaires à la Chine ou à l'U.R.S.S.), le chemin de la Révolution, chemin entravé en raison même de cette subordination.

S'il en est ainsi en Asie, le tableau de la situation en Amérique Latine est encore plus clair. L'évolution de la politique castriste, se repliant sur Cuba, abandonne ouvertement toute politique de liaison entre la Révolution cubaine et la Révolution en Amérique Latine. Sur ce continent également, aucune défaite décisive n'a pu être infligée aux masses populaires.

L'échec de la politique des guérillas s'appuyant sur la paysannerie à l'exclusion du prolétariat que les dirigeants petits-bourgeois voudraient transformer en force d'appoint à l'utopique « révolution agraire », relié à l'intervention la plus cynique de l'impérialisme U.S., fait subsister le régime compradores dans un état de crise permanente. Dans cet état de crise permanente de tous les régimes bourgeois, en dépit de reculs momentanés, la montée révolutionnaire tend à s'ordonner de plus en plus ouvertement autour du prolétariat. C'est dans ce cadre que nous avons parlé « d'utopie » : la révolution agraire et démocratique doit, pour triompher, se transcroitre en révolution prolétarienne.

Il en est de même au Proche-Orient où la domination des bourgeoisies autochtones et des castes de propriétaires fonciers est étayée par l'U.R.S.S. et les U.S.A. ; tandis que la lutte des masses populaires dirigées par les formations petites-bourgeoises subordonnées aux Etats bourgeois compradores formellement indépendants (Egypte, Irak, Jordanie, Algérie, Maroc ou Tunisie) isolée de la lutte de classe internationale du prolétariat, si elle ne permet pas de déboucher sur des perspectives révolutionnaires directes, mine la stabilité de régimes croupissants.

Il serait néanmoins totalement erroné de ne tenir compte dans l'analyse que des seules données par lesquelles la marche de la Révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est entravée et reste contenue. En effet, la puissante montée révolutionnaire des masses, à qui l'impérialisme n'a pu infliger, répétons-le, de défaite décisive, introduit au sein même des Etats impérialistes et, en particulier, aux U.S.A., les plus importants éléments de déséquilibre politique.

Il suffit de mentionner l'impact de la guerre du Vietnam aux Etats-Unis et celui des événements du Proche-Orient pour en mesurer toute l'importance. Les combats révolutionnaires des masses opprimées entrent comme composante dans la lutte de classe internationale du prolétariat. La désagrégation des systèmes politiques et des Etats dans tous les pays coloniaux et semi-coloniaux portés à bout de bras par l'impérialisme et la bureaucratie soviétique, les luttes des peuples opprimés s'introduisent comme facteurs de la crise de domination de classe des bourgeoisies occidentales.

Il serait évidemment erroné d'exclure, pour l'avenir, un effondrement des systèmes politiques bourgeois dans les secteurs coloniaux et semi-coloniaux du monde du même type que celui qui a entraîné le Parti Communiste Chinois ou, sur une autre dimension et avec un autre contenu, le mouvement petit-bourgeois de Castro à prendre le pouvoir.

La Grève Générale de Mai-Juin 68 et la montée de la Révolution politique qui a trouvé son expression en Tchécoslovaquie puis en Pologne, attestent la puissance de classe des prolétariats des pays occidentaux et des Pays de l'Europe de l'Est, y compris le prolétariat soviétique. Il importe de comprendre parfaitement la place de la crise révolutionnaire révélée d'une façon magistrale par la Grève Générale de Mai-Juin 68 en France et la révolution politique en Tchécoslovaquie dans l'enchaînement de la Révolution Internationale. Dans un premier temps, pendant et immédiatement après la deuxième Guerre mondiale, l'accord entre la bureaucratie et l'impérialisme a pu aboutir en Europe à une stabilisation relative et à une consolidation politique. Cette stabilisation, en partie, dure encore et peut même épisodiquement s'affermir contre les masses.

En 1944, l'essentiel pour Staline et les dirigeants de l'impérialisme, consistait avant tout à contenir le foyer européen de la Révolution mondiale, foyer décisif car la victoire de la Révolution en Europe eût sonné le glas de la domination de l'impérialisme dans le monde et de celle de la bureaucratie.

La bureaucratie stalinienne et l'impérialisme ont uni leurs efforts pour enrayer cette menace mortelle et pour atteindre cet objectif. Mais, dans le même mouvement, l'impérialisme a dû concéder aux masses des positions de classe nouvelles, tant en Europe de l'Ouest qu'en Europe de l'Est où le prolétariat a arraché à la bourgeoisie des positions encore plus décisives.

Dans ce même développement contradictoire, le mouvement de la Révolution mondiale embrasait l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine. C'est ce mouvement de la Révolution qui trouvait son expression dans les conquêtes sociales arrachées par les prolétariats des pays occidentaux et l'expropriation des capitalistes en Europe de l'Est, la victoire de la Révolution chinoise qui, consolidant les forces et points d'appui de la Révolution mondiale, entraînait les masses populaires des pays coloniaux et semi-coloniaux sur la voie de la Révolution prolétarienne.

Au-delà des apparences qui se sont reflétées dans l'idéologie de toutes les formations petites-bourgeoises (y compris pablistes) c'est dans la force de classe des prolétariats des pays avancés et d'Union Soviétique que la montée révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a nourri ses propres forces qui, se déployant en actions révolutionnaires, ont contribué à approfondir toutes les contradictions au sein des Etats impérialistes et en U.R.S.S. même.

Mais après la victoire de la Révolution chinoise, si la Révolution avait remporté des victoires décisives en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, en dépit des résultats atteints dans la voie de la stabilisation et de la consolidation de la domination du Capital en Europe, ces victoires auraient sonné le glas de l'impérialisme dans le monde, et de la domination de la bureaucratie. L'impérialisme et la bureaucratie ont une nouvelle fois uni leurs efforts pour enrayer le mouvement des masses opprimées et, pour atteindre cet objectif, ont été amenés avec l'appui des appareils et des formations centristes, à contenir la lutte des masses, la détournant vers l'impasse de l'indépendance politique formelle, impasse où aucun des problèmes vitaux : ni l'indépendance nationale, ni la question de la terre, ni l'expropriation du Capital financier, ne pouvait trouver de solution.

Mais ce même mouvement intègre le processus accéléré de désintégration des impérialismes européens — anglais, français, belge, etc. — au profit de l'impérialisme U.S. Processus où sont minées les positions économiques, financières et politiques des grands pays européens de l'Occident capitaliste. Ces processus sont devenus maintenant le fondement principal de la nouvelle crise révolutionnaire.

La crise révolutionnaire de la période de l'imminence de la Révolution est celle qui est, d'ores et déjà, caractérisée par le fait que les problèmes de la lutte des classes internationale tendent à reprendre le contenu simple des affrontements directs, en quelque sorte classiques, entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est ainsi que dans le Proche-Orient, le combat pour l'indépendance nationale tend à se dégager de la « gangue » du nationalisme bourgeois et petit-bourgeois qui, en Algérie, au Maroc ou ailleurs, a embourbé la lutte dans l'ornière de l'indépendance politique « tiers-mondiste ». La guerre civile en Jordanie atteste que l'enjeu est à présent clairement défini. C'est par la destruction des Etats bourgeois-féodaux compradores, c'est contre l'ennemi « qui est dans leur propre pays » : la bourgeoisie et la caste des propriétaires fonciers, que les masses palestiniennes peuvent réaliser leurs aspirations.

Les illusions sur « l'indépendance politique » épuisent leur force, broyées par la lutte de classes. Mais les illusions petites-bourgeoises sur l'indépendance politique sont les supports idéologiques des formations politiques dirigeantes de la lutte des masses palestiniennes et de leurs alliés stalino-centristes (pablistes). La destruction des illusions sous le feu de la guerre civile forge le terrain où va se déployer la lutte de classe sous une forme purifiée. Mais la forme purifiée de la lutte de classe rend toute sa dimension à l'hégémonie du prolétariat dans la Révolution des peuples opprimés. Et l'hégémonie du prolétariat combattant contre l'oppression nationale, combattant contre l'exploitation capitaliste dans son propre pays, donne à ce combat le contenu même de la Révolution internationale du prolétariat.

La guerre civile au Proche-Orient est partie intégrante de la lutte de classe internationale du prolétariat. Quels qu'en soient les rythmes et les formes, le sort de la guerre civile au Proche-Orient est directement fonction des rythmes et des formes que prendra la Révolution prolétarienne dans les pays de l'Occident capitaliste et des développements de la Révolution politique en U.R.S.S. Mais la marche en avant de la Révolution prolétarienne et de la Révolution politique est directement rythmée par la nécessité dans laquelle se trouve l'impérialisme de détruire la cohésion de classe du prolétariat, en détruisant les positions nouvelles arrachées par le prolétariat, tant dans les pays occidentaux qu'en U.R.S.S., dans les Pays de l'Est européen et en Chine. Engagé dans une lutte de classe où il doit combattre pour sa propre survie, le prolétariat combat pour la survie de l'Humanité.

La période de l'imminence de la Révolution doit donc être saisie comme la période où se concentrent dans le secteur décisif de l'évolution historique — là où le capitalisme a atteint le stade le plus élevé de son développement, d'abord en Europe, ensuite aux U.S.A. — toutes les contradictions du système de la propriété privée dans l'impasse. C'est la période où le processus révolutionnaire mondial tend de nouveau à s'unifier, mais sur une base historique plus élevée.

C'est à présent au sens plein des termes que l'on doit envisager « les problèmes de la Révolution dans chaque pays,en partant des tendances du développement mondial envisagé comme un tout, dans lesquelles le pays est inclus avec toutes ses particularités nationales et dont il dépend » (Léon Trotsky).

C'est ainsi que l'on peut comprendre « la dynamique du processus révolutionnaire dans son ensemble. La Révolution internationale (étant) considérée comme un processus qui embrasse tout un ensemble de relations internes, si bien qu'on ne peut prévoir ni déterminer concrètement la succession de toutes ses phases, mais dont les traits historiques généraux sont parfaitement clairs. Sans cette compréhension, il est absolument impossible de s'orienter correctement en politique » (Léon Trotsky).

4 - LA MARCHE EN AVANT DE LA REVOLUTION POLITIQUE DANS LES PAYS DE L'EST, EN CHINE, ET EN UNION SOVIETIQUE

Quels sont les faits rigoureusement établis qui nous permettent de déduire que la Révolution politique est en marche ?

Pour répondre à cette question, il est nécessaire de situer la place de l'Union Soviétique dans la lutte de classes internationale : C'est le premier pays qui a vu la victoire de la Révolution internationale du prolétariat.

C'est à partir d'Octobre 1917 qu'une nouvelle page de l'Histoire universelle qui conduit au socialisme s'est ouverte. La dégénérescence de l'Etat ouvrier a multiplié les obstacles sur le chemin de la Révolution mondiale.

Le pourrissement de l'impérialisme, les gigantesques combats du prolétariat mondial, en dépit des défaites dont la cause unique réside dans la trahison des appareils sociaux-démocrates et stalinien, ont préservé les bases sociales d'Octobre. La préservation de ces bases a constitué le cadre dans lequel le prolétariat soviétique saigné à blanc par la guerre civile et la deuxième guerre impérialiste, s'est reconstitué. Dans le même processus et contradictoirement, la bureaucratie du Kremlin devenait de plus en plus, non seulement un frein, mais le principal obstacle au développement des rapports économiques et sociaux édifiés par la Révolution d'Octobre.

Le rapport de Staline au 19e Congrès du P.C. russe en même temps qu'il représente la charnière entre deux époques — la sienne et celle qui, au départ, sera liée au nom de Khrouchtchev, puis à celui de Brejnev — exprime l'impuissance insensée où l'a conduit la « théorie» du Socialisme dans un seul pays. Le rapport de Staline est une tentative désespérée de préserver les cadres de la domination de la caste parasitaire sur la classe ouvrière (au moment où la reconstitution du potentiel économique rend impérieuse la nécessité d'intégrer l'économie soviétique à la division internationale du travail et au marché mondial). Mais cette intégration ne saurait se réaliser que de deux façons : soit la destruction, par l'impérialisme, des conquêtes d'Octobre sur lesquelles la bureaucratie a édifié ses privilèges, ce qui impliquerait, avec un saut dans la barbarie, la liquidation physique de

dizaines de millions, des ouvriers et kolkhoziens dont l'existence est physiquement dépendante des raports d'Octobre, soit la Révolution mondiale du prolétariat, expropriant le capitalisme et détruisant les Etats bourgeois, ce qui signifierait le renversement du pouvoir de la bureaucratie.

La folie sénile de Staline qui le conduisait à préparer de nouvelles et plus sanglantes purges atteignant de nouveau et plus largement la bureaucratie elle-même, n'était pas simplement le fait d'un individu malade. Le contenu insensé de son rapport qui balayait d'un trait de plume la théorie de la valeur et toutes les catégories de l'économie politique, exprimait les contradictions intolérables de l'économie soviétique, isolée du marché mondial et sur laquelle la pression de l'impérialisme s'exerçait avec la puissance accrue d'un blocus renforcé

Parallèlement, comme nous l'avons vu, la politique de pression sur l'impérialisme, pour desserrer l'étreinte — par l'utilisation de la force de classe du prolétariat international et des contradictions entre les impérialismes — épuisait de plus en plus ses possibilités, face à la détermination de l'impérialisme U.S., chef de file de l'impérialisme mondial, qui ne pouvait être mise en échec que par la Révolution prolétarienne, menace mortelle pour la bureaucratie.

Avant de poursuivre, un élément est à considérer : ce que nous devons dégager par l'analyse marxiste, c'est la tendance principale des événements. Mais réduire la réalité à l'une de ses tendances, même la principale, c'est transformer cette réalité en un schéma sans vie. Tant que la bureaucratie règnera, elle sera contrainte d'utiliser et les luttes du prolétariat international — qu'elle ne peut conduire qu'à a défaite — et les contradictions inter-impérialistes qui ne peuvent pas ne pas subsister même si l'impérialisme U.S. est devenu le chef de file. Tant que le système de l'impérialisme dominera le monde, il y aura des luttes de classe du prolétariat international — avec des victoires partielles et des échecs — et des contradictions inter-impérialistes.

C'est ainsi que nous ne saurions comprendre les rapports entre les classes et les particularités concrètes de chaque moment de l'Histoire, sans dégager d'abord la tendance principale des événements pour, ensuite, analyser toutes les autres tendances, l'ensemble permettant de reconstituer avec le maximum de précision, la ligne de la marche complexe du processus historique.

Après la mort de Staline, Khroutchchev a tenté de dégager la bureaucratie de toutes les contradictions auxquelles elle se trouvait confrontée. Pour consolider le pouvoir de la bureaucratie et lui permettre de jouir sans crainte de ses privilèges, il a cherché à desserrer l'étreinte sanglante par laquelle Staline imposait son pouvoir totalitaire.

Dans les failles ouvertes, la Révolution politique en Pologne et en Hongrie a déferlé. Le sort de Khrouchtchev était scellé.

Face au prolétariat des pays de l'Est, et, avant tout, face au prolétariat soviétique, la bureaucratie doit maintenir l'étreinte stalinienne. La politique de Brejnev représente la tentative de préserver cette étreinte bureaucratique tout en ne retournant pas aux méthodes sanglantes que Staline utilisait. Mais, répétons-le, les méthodes de Staline ne sont à considérer que secondairement sous l'angle personnel. Elles découlent essentiellement de la nature de la bureaucratie.

En dépit de ses efforts, Brejnev a dû affronter le prolétariat tchécoslovaque ; il affronte aujourd'hui, directement, le prolétariat polonais. Les

efforts de Brejnev comme ceux de son prédécesseur Khrouchtchev, sont désespérés car, ni l'un ni l'autre ni Staline ne pouvaient et ne peuvent surmonter, par les moyens de la bureaucratie contre-révolutionnaire, les contradictions insurmontables de la société soviétique.

Sur le plan des relations internationales, la bureaucratie du Kremlin, du point de vue des besoins de l'économie soviétique, reste plus encore qu'auparavant, prisonnière des rapports antérieurs. L'impérialisme ne relâche pas sa pression sur l'économie soviétique. A l'arrière-plan des discussions interminables qui se déroulent au sujet de l'interdiction des armes soviétiques, il demeure toujours la volonté de l'impérialisme U.S. de porter atteinte, à travers l'institution d'un système de contrôle international , aux conquêtes d'Octobre.

C'est ainsi que la situation objective dans laquelle se débat la bureaucratie, est caractérisée par :

1. Un manque de stabilité de la bureaucratie dans ses relations internationales, non seulement avec l'impérialisme, mais également avec les pays de l'Est, la Chine, instabilité renforcée par la succession rapide des crises révolutionnaires à l'échelle de tous les pays (Proche-Orient, Indonésie, Vietnam, France, etc.).

2. Des oscillations brusques et irrégulières de l'économie soviétique sur tous les terrains, dans toutes les branches, et avant tout, dans les relations entre la ville et la campagne.

3. Les reflets brusques de ces oscillations économiques sur la politique

4. Enfin, une volonté renforcée des masses, en Union Soviétique et dans les pays de l'Est, ayant le sentiment qu'avec les méthodes de la bureaucratie, il n'y a pas d'issue.

Ces quatre éléments caractérisent une situation pré-révolutionnaire qui se dirige vers la Révolution politique.

Mais le problème fondamental de toute révolution (la Révolution politique comme la révolution prolétarienne) est celui du pouvoir.

Il nous faut à présent considérer également les faits qui nous permettent de déduire que le problème du pouvoir est posé dans les pays de l'Est, en Chine et en Union Soviétique. Auparavant, il est nécessaire de revenir à la théorie. La place de la bureaucratie dans la production sociale ne la définit pas comme une classe. Les voies du développement historique ne peuvent dégager une société intermédiaire entre le capitalisme (l'impérialisme stade suprême du capitalisme) et le socialisme, sous la forme d'une société « bureaucratique », la transition entre le capitalisme et le socialisme ne peut être assurée que par la dictature du prolétariat. Mais il n'y a aucun automatisme dans l'Histoire. Si le prolétariat, guidé par le Parti international, ne remporte pas la victoire, le capitalisme entraînera la civilisation humaine dans la barbarie. Il s'agit d'une situation historique caractérisée par l'enchevêtrement complexe où, d'une part, la décomposition accélérée de l'impérialisme à l'échelle mondiale, la faiblesse politique du prolétariat trahi par les directions qui exprimaient les intérêts de l'aristocratie ouvrière et, d'autre part, la puissance de classe du prolétariat mobilisé par la décomposition de l'impérialisme dans de gigantesques actions révolutionnaires (en dépit des défaites et des échecs de la lutte de classe prolétarienne) ont présidé au développement de la bureaucratie stalinienne et à son maintien. Les rapports d'Octobre ont subsisté mais la bureaucratie les a confisqués à son profit. Dans la

succession historique des régimes sociaux, l'abolition de la propriété privée des moyens de production doit faire place à la propriété collective (le Communisme) des moyens de production. C'est au sein même du capitalisme que les bases matérielles de la propriété collective se forgent. Mais le marxisme vivant veut que l'on tienne compte non seulement des rapports sociaux de production qui définissent les classes, mais ausi des institutions dans lesquelles ces rapports sociaux évoluent. Les institutions édifiées sur la base des rapports bourgeois de production ont comme fonction de défendre la propriété privée des moyens de production et l'exploitation de la classe ouvrière. Les produits du travail échappant au contrôle des producteurs (marchandises) se dressent en face d'eux comme ennemis (Capital).

Les institutions de la société bourgeoise constituant les Etats bourgeois, assurent la dictature d'une minorité (la bourgeoisie) sur la majorité des masses exploitées.

La Révolution prolétarienne expropria la bourgeoisie. Par la Révolution prolétarienne, le prolétariat guidant les masses exploitées, forge de nouvelles institutions pour la défense de la propriété collective des moyens de production qu'il a substituée à la propriété privée. Ces institutions sont formes dans lesquelles s'exprime le contenu de la dictature du prolétariat, transition vers la société sans classes et sans Etats. Le Communisme, nécessité historique, ne saurait être édifié du jour au lendemain : Si le niveau des forces productives atteint par le capitalisme exige que soit brisé le carcan de la propriété privée, entrave à leur progression, il est encore insuffisant pour satisfaire les besoins sociaux de l'Humanité. La nécessité de l'Etat pendant la période de transition procède de cette situation, mais l'Etat qui seul peut assurer la transition du capitalisme au socialisme après que la bourgeoisie ait été renversée est un Etat qui doit garantir à la « majorité » le contrôle sur les « institutions » de cet Etat. L'expropriation du Capital, la propriété collective des moyens de production, exigent le contrôle des producteurs sur la marche de la production sociale. Le Socialisme, notait Engels, c'est le saut du règne de la nécessité au règne de la liberté (nécessité contrôlée) rendue possible par la propriété collective des moyens de production. Les institutions de l'Etat ouvrier qui ont pour fonction de réaliser la transition vers le but (socialiste), doivent correspondre à ce but, c'est-à-dire garantir un contrôle de plus en plus étendu des hommes sur la production sociale, assurée d'un développement illimité par la mise en action des forces productives libérées du carcan de la propriété privée et des Etats nationaux.

La bureaucratie stalinienne a anéanti le contrôle du prolétariat sur la production sociale, mais n'a pas aboli la propriété collective des moyens de production.

En « expropriant » le prolétariat du contrôle des conquêtes d'Octobre, la bureaucratie a liquidé les institutions (soviets, comités d'usines) qui, fondant la dictature du prolétriat, garantissaient le contrôle des masses laborieuses (la majorité) sur la société.

La bureaucratie a substitué aux institutions soviétiques, ses propres institutions qui assurent son propre contrôle sur les conquêtes d'Octobe dont elle a « exproprié » le prolétariat. Elle a substitué sa propre dictature de « minorité » à la dictature de la « majorité ». Mais qu'est-ce que cette minorité ? Autrement dit, quel est le contenu de classe de cette minorité ? Pour répondre à cette question il faut considérer les enseigne-

ments de l'Histoire universelle. Une classe, avant de se constituer comme classe se forme dans les cadres du système économique, social, institutionnel de la société qu'elle a mission de détruire. Avant de devenir la bourgeoisie — qui allait être la classe fossoyeuse de la société féodale pour lui substituer son propre système économique et social et ses institutions (bourgeoises) — les éléments qui allaient constituer cette classe ont reproduit au départ, dans la ville, tous les rapports sociaux et les institutions de la société féodale. Ce n'est qu'en se développant que la bourgeoisie, devenue ainsi une classe, a inséré ses propres institutions (en commençant à se débarrasser pour elle-même des institutions féodales) dans le régime des institutions de la société féodale. Si une classe est définie, en dernière analyse, par les intérêts distincts fondés sur la place qu'elle occupe dans es rapports sociaux de production, elle ne peut se constituer en classe qu'autour de ses propres « institutions ». L'équivalent des institutions de la bourgeoisie insérées au sein de la société féodale c'est, pour la classe ouvrière, ses organisations, ses conquêtes sociales, ses droits, ses libertés, autant de positions concrétisant ses intérêts distincts, insérés dans la société bourgeoise. Les institutions de la dictature du prolétariat (soviets, comité d'usines) sont de même nature que les « institutions » (organisations, etc.) que la lutte de classe du prolétariat arrache dans la société bourgeoise. Néanmoins, par la révolution prolétarienne, la situation du prolétariat est qualitativement modifiée : de classe exploitée, le prolétariat devient classe dominante.

La nature de l'Etat ouvrier représente la deuxième considération pour répondre à la question formulée. Dans l'esprit de Lénine, la définition de l'Etat ouvrier, état bourgeois sans bourgeoisie, marquait les bornes de la marche progressive vers la construction du socialisme : l'Etat ouvrier assurant le développement des forces productives libérées par la Révolution dans une situation transitoire où coexistent contradictoirement et nécessairement les forces tendant à la renaissance des rapports capitalistes, et les forces socialistes édifiées par les rapports d'Octobre.

C'est ainsi que la théorie, confirmant les enseignements de l'Histoire, ouvre deux voies : l'une, celle de la marche en avant vers le dépérissement de l'Etat par le développement élargi des soviets, diversifiant les mécanismes du système soviétique, associant sans cesse davantage les masses au contrôle de la société. L'autre, celle qui a été suivie par la bureaucratie, expropriant du pouvoir politique et du contrôle de la société, les masses. Mais cette voie est celle d'une bureaucratie privilégiée qui assure ses privilèges sur un système social où la propriété privée a été abolie. Les privilèges de la bureaucratie sont de contenu bourgeois, mais la source de ces privilèges réside dans les conquêtes d'Octobre. Les institutions que la bureaucratie s'est créée pour assurer la défense de ses privilèges portent ainsi la marque de son ambiguïté. Elle a substitué sa propre dictature à la dictature du prolétariat, le contenu bourgeois de ses privilèges l'a amenée à liquider les soviets et les comités d'usines. La bureaucratie a reconstitué une police permanente, une armée permanente, un corps de fonctionnaires comme organes bourgeois distincts et oppresseurs. C'est ainsi que la bureaucratie qui n'est pas une classe, tend à se constituer comme classe ; elle utilise les institutions bureaucratiques qu'elle a édifiées, contre les masses. Les institutions de l'Etat de la bureaucratie peuvent donc être

définies par leur fonction : ce sont des organes de défense de privilèges bourgeois.

La bureaucratie stalinienne tire ses privilèges des conquêtes d'Octobre, d'un système social fondé sur la propriété collective des moyens de production, la planification, le monopole du commerce extérieur, déviés de leurs fonctions (socialistes).

Pour consolider ses privilèges bourgeois, la bureaucratie devrait détruire les conquêtes d'Octobre. Pour devenir une classe, elle devrait mettre en rapport les institutions étatiques qu'elle a édifiées au sein du système structuré sur la propriété collective des moyens de production, et une autre forme de propriété qui ne saurait être que la propriété privée des moyens de production.

La définition d'Etat ouvrier dégénéré, formulée par Trotsky, doit être comprise comme la dégénérescence bourgeoise de l'Etat ouvrier : Etat bourgeois sans bourgeoisie dont le caractère bourgeois est hypertrophié. Il reste que la bureaucratie qui n'est pas une classe, ne peut au risque d'exploser, devenir une classe. L'expérience de la Yougoslavie atteste que la bureaucratie ne saurait se transformer en classe. D'ores et déjà une situation se dégage où, prise entre les tenailles des classes fondamentales, la bureaucratie titiste, qui a conduit le pays au bord de la guerre civile, témoigne qu'elle ne peut aller qu'à l'explosion. Poursuivons. Les petits-bourgeois (l'artisan, le boutiquier, le petit paysan propriétaire) sont, dans les rapports sociaux de production, propriétaires privés. Mais les relations de production de ces couches de la petite bourgeoisie ne sont pas de type capitaliste ; elles seraient plutôt le reflet de relations de type pré-capitaliste en voie de désagrégation. .Propriétaires privés, les petits-bourgeois tendent à s'élever et à accéder à la bourgeoisie. Les sommets y parviennent tandis que l'immense masse des couches inférieures est rejetée dans les rangs du prolétariat. La petite bourgeoisie est ainsi une classe intermédiaire. Dans un autre contexte, les intellectuels, comme couche sociale, ne peuvent être définis comme partie constituante de la classe bourgeoise. La couche supérieure des intellectuels tend à s'assimiler et à s'intégrer à la classe capitaliste. Ses couches moyennes, à la petite bourgeoisie, tandis que la crise historique du système capitaliste rejette la majorité des intellectuels du côté du prolétariat. Les intellectuels forment ainsi une couche intermédiaire.

A considérer sous cet angle, et l'analogie a des limites que l'on ne doit jamais oublier, la bureaucratie qui n'est pas une classe, peut être considérée comme une couche sociale intermédiaire. Ses couches inférieures tendent vers le prolétariat, ses sommets tirent vers la grande bourgeoisie, et ses couches moyennes vers la bourgeoisie, dont les bureaucrates ont assimilé le mode de vie et jusqu'au moindre réflexe, renforcé — s'il est possible — par une mentalité de parvenus.

*
**

Dans les pays de l'Est, la bureaucratie occupe une place identique à celle de la bureaucratie soviétique, à un niveau inférieur ; satellites de la bureaucratie du Kremlin, soumises aux impératifs de la « politique du socialisme dans un seul pays » qui consiste, au nom d'un prétendu internationalisme prolétarien, à les contraindre à une subordination totale aux intérêts de Moscou, la position des bureaucraties des pays de l'Est est

rendue plus précaire, plus instable. Néanmoins, les problèmes soulevés dans les pays de l'Est sont qualitativement de même nature que ceux posés en Union Soviétique. Les institutions des Etats satellites ont pour fonction de garantir avec les intérêts parasitaires de la bureaucratie du Kremlin, les intérêts particuliers, également parasitaires, des bureaucraties satellites. Les masses, pour reprendre le contrôle de leurs conquêtes, doivent détruire ces institutions et édifier les institutions soviétiques. La position précaire, instable, des bureaucraties satellites, est rendue plus précaire, plus instable dans la mesure où l'antagonisme qui les oppose aux masses est renforcé par les frictions qui les opposent à la bureaucratie du Kremlin. Toutes les tensions et les contradictions internes entre le système politique de la bureaucratie et la propriété collective des moyens de production, sont donc ainsi considérablement aggravées dans les pays de l'Est.

⁂

Ce que nous venons d'analyser nous permet, à partir de la nature de la bureaucratie chinoise, de poser avec l'ampleur historique nécessaire, les problèmes de la Révolution politique. Certes, la différenciation de la bureaucratie chinoise privilégiée, d'avec la classe ouvrière et les masses, est moins accusée que celle qui oppose les bureaucrates du Kremlin aux travailleurs et kolkhoziens soviétiques. Mais les privilèges de la bureaucratie du Kremlin n'ont pas toujours été aussi exorbitants. De 1923 à 1932, la différenciation était moins avancée. De cette constatation, en procédant par analogie, on pourrait faussement déduire que l'avant-garde devrait adopter envers la bureaucratie chinoise l'attitude de l'Opposition de Gauche qui, jusqu'en 1933, ne combattait pas pour la Révolution politique, mais préconisait la réforme. Ce serait, au nom d'un schématisme économique abstrait qui ne tiendrait pas compte de la réalité historique, commettre une profonde erreur. Et ce pour les raisons essentielles suivantes :

1) La Révolution prolétarienne qui a exproprié la bourgeoisie ne peut avancer vers le socialisme que sur la base d'institutions (soviétiques) qui correspondent à sa fin. Dans le même mouvement qui, en relation avec l'effondrement de l'Etat bourgeois compradore de Tchang-Kaï-Shek, conduisait à l'expropriation, la bureaucratie chinoise expropriait politiquement les masses en leur interdisant l'accès au pouvoir politique (soviets). Les institutions de la bureaucratie chinoise ont été édifiées pour exproprier politiquement le prolétariat de ses conquêtes sociales. La nature de la bureaucratie chinoise est de ce point de vue la même que celle de la bureaucratie du Kremlin. Sa position, en dépit de l'antagonisme qui l'oppose à Moscou, est totalement dépendante de la survie de la bureaucratie du Kremlin.

2. La dictature du prolétariat dans un pays, c'est une victoire de la Révolution du prolétariat international dans ce pays. L'Etat ouvrier édifié en Octobre 1917 procède de la Révolution mondiale — c'est-à-dire de la République universelle des Soviets, comme l'I.C. ne cessait de le répéter — dont il représentait une première position. La théorie du socialisme dans un seul pays a été conçue comme camouflage des intérêts d'une bureaucratie qui, dans le même mouvement qui allait l'amener à exproprierf politiquement les masses, liquider les soviets et tous les organes de

la démocratie ouvrière, s'est dressée comme force contre-révolutionnaire à l'échelle internationale. Les processus de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et de la dégénérescence bourgeoise de l'Internationale Communiste et de ses Partis ,sont de nature identique, parce qu'ils procèdent les uns et les autres du caractère international de la Révolution russe et des défaites de la Révolution mondiale. Les uns et les autres sont intégrés dans les processus économique, social et politique s'exprimant par la révolte des forces productives étouffant dans le carcan de la propriété privée et des Etats nationaux, qui exigent un cadre mondial non entravé par l'impérialisme et les Etats bourgeois pour poursuivre leur développement.

La capitulation sans combat à laquelle a été conduit le prolétariat allemand trahi par Staline et le P.C. allemand, amène Trotsky à expliquer que l'I.C. est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois. Trotsky substitue à la politique d'« Opposition » fondée sur le redressement du Komintern et de ses Partis, la lutte pour la construction d'une nouvelle Internationale, la IVe, et pour de nouveaux Partis Communistes. De même à l'orientation basée sur la « réforme » de l'Etat soviétique, est substituée la perspective de la révolution politique, seul moyen pouvant régénérer l'Etat ouvrier dégénéré.

Les processus de la dégénérescence de l'Etat ouvrier et de la dégénérescence « bourgeoise » de l'I.C. et de ses Partis, s'intègrent dans le processus unifié qui conduit le stalinisme, pour la défense des intérêts de la bureaucratie, à se constituer comme force contre-évolutionnaire à l'échelle internationale.

Pour caractériser la nature de la bureaucratie chinoise, il faut tenir compte des principaux éléments qui fondent sa réalité :

a) La Révolution chinoise a exproprié le Capital, chassé l'impérialisme. Ses conquêtes représentent un acquis de la lutte de classe du prolétariat international. La défense inconditionnelle de la Chine Populaire contre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, est un impératif absolu.

b) Le P.C. chinois a pris le pouvoir dans des circonstances exceptionnelles, originales, dont le Programme de Transition rend compte.

c) Le P.C. chinois n'a pu prendre le pouvoir qu'en rompant avec Staline. Sous cet angle, il a cessé d'être un parti « stalinien ». Ce fait, dont l'importance est énorme — la suite des événements le prouvera — l'est cependant moins que ceux qui caractérisent le P.C. chinois profondément gangréné par le bureaucratisme. Le P.C. chinois a édifié des « institutions » bureaucratiques qui ont exproprié politiquement les masses du contrôle de leurs conquêtes. La bureaucratie chinoise s'est immédiatement différenciée, par les institutions politiques que le P.C. a mises en place, du prolétariat et des masses laborieuses des villes et des campagnes.

d) Le contenu politique de ces institutions différenciant la bureaucratie chinoise, est caractérisé par le lien qui unit le P.C. chinois aux théories contre-révolutionnaires du socialisme dans un seul pays et à la coexistence pacifique (modèle chinois) sur l'arène internationale. Le contenu politique de ces institutions exprime la défense d'intérêts matériels privilégiés, opposés aux masses. Les intérêts matériels et politiques de la bureaucratie chinoise sont frein au développement harmonieux de la Révolution chinoise, dans la mesure où, obstacles à l'insertion de l'économie chinoise dans l'économie mondiale, ils s'opposent à la Révo-

lution mondiale, conduisant à la défaite le prolétariat et les masses exploitées et opprimées (Indonésie) les entraînant nécessairement à la recherche d'un modus vivendi contre-révolutionnaire avec l'impérialisme.

Pour assurer la défense des conquêtes, la nécessité s'impose de dresser le programme et l'organisation de la Révolution politique contre la bureaucratie chinoise, de liquider les « institutions bureaucratiques » qui assurent la défense d'intérêts opposés aux intérêts des travailleurs, pour y substituer les institutions soviétiques. Ce programme est celui de la IV° Internationale, cette organisation, c'est l'organisation chinoise de la IV° Internationale.

⁂

Il ne suffit pas, pour des marxistes, de définir la perspective de la Révolution politique formulée en ses termes généraux. Il est également insuffisant de constater que cette perspective s'est matérialisée en Allemagne de l'Est (insurrection de Berlin-Est de juin 1953), en Pologne et en Hongrie (1956), en Chine (Cent-Fleurs en 1956), en Tchécoslovaquie (1968) et encore en Pologne (en décembre 1970).

La perspective scientifiquement établie avec la méthode du marxisme, nous indique les objectifs généraux, en tenant compte de ce que ceux-ci sont nécessairement modifiés par les situations économiques et politiques concrètes à chaque phase particulière de l'Histoire. La démarche du marxisme est aussi éloignée du schématisme que de l'empirisme. Le trait commun des mouvements de classe qui, depuis 1953, matérialisent la perspective de la Révolution politique dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, intégré, dans la lutte de classe internationale du prolétariat, c'est la volonté des masses, pour exprimer leurs revendications, leurs besoins et leurs aspirations, de se doter d'organes de pouvoir (comités de grève, comités d'usines, conseils).

Toutes ces explosions révolutionnaires, surtout à partir de 1956, posent ainsi dans toute son ampleur, le problème fondamental de toute révolution, le problème du pouvoir, celui du passage du pouvoir de la bureaucratie au pouvoir soviétique de la classe.

Entre les événements de Pologne, de Hongrie et de Chine, en 1956, et ceux de Tchécoslovaquie et de Pologne en 1968-1970, des différences qualitatives essentielles se sont révélées. Certes, le mouvement vers la Révolution politique ne peut trouver ses premières formes d'expression que dans le cadre des institutions bureaucratiques, des Partis et des syndicats bureaucratisés. Les masses et les militants ne sauraient projeter autrement les premières étapes de la lutte contre la bureaucratie, mais en Pologne (1956), en Hongrie et en Chine, les militants conservaient toutes leurs illusions sur le redressement (la réforme) de ces institutions et des Partis.

Le XIV° Congrès du P.C. tchécoslovaque a matérialisé la différence qualitative fondamentale. C'est avant tout pour prévenir la tenue de ce XIV° Congrès que la bureaucratie du Kremlin s'est décidée à envahir la Tchécoslovaquie. Mais l'intervention des armées du Pacte de Varsovie a entraîné une nouvelle situation où les militants, pour résoudre les problèmes posés, devaient détruire le P.C. bureaucratisé, agence nationale du Kremlin, et construire un nouveau Parti Communiste. Jusqu'à l'intervention, masses et militants conservaient (en partie) les illusions sur le redressement (réforme) que l'équipe Dubcek exprimait politiquement. En partie seulement, mais durant plusieurs mois, les masses ont pu

librment discuter de tous les problèmes posés par la Révolution politique contre la bureaucratie et, principalement, du rôle du P.C. bureaucratisé, agence du Kremlin. Certes, la démarche qui allait conduire à la convocation du XIVe Congrès clandestin, restait empreinte d'illusions, n'exprimait pas consciemment la nécessité de la Révolution politique, mais le XIVe Congrès clandestin du P.C. tchécoslovaque marque une rupture capitale, non en ce sens que d'autres circonstances ne pourront faire jaillir de nouvelles illusions, mais parce que le point le plus élevé de l'expérience que les masses et, avant tout, les militants ont faites par eux-mêmes, est inscrit dans cette rupture. Et cette expérience est d'ores et déjà un acquis pour tous les prolétariats des pays de l'Europe de l'Est et d'U.R.S.S.

C'est en ceci que l'aide politique et matérielle à l'activité des militants trotskystes dans les pays de l'Est, doit être considéré comme une tâche centrale de l'O.C.I. combattant pour la reconstruction de la IVe Internationale. Car c'est seulement par la construction, sur le Programme de la IVe Internationale, de noyaux et de Partis, que la démarche consciente vers la révolution politique peut être assumée.

Il est possible d'apprécier la signification historique de cette rupture, dans la marche de la Révolution politique, en référence avec la Révolution hongroise des Conseils et la Révolution culturelle en Chine.

Certes, sous le feu de la Révolution hongroise des Conseils, le Parti stalinien a sauté, mais les militants n'ont pas eu le temps matériel de confronter et de débattre : le P.C. bureaucratisé a explosé sous l'impact du mouvement des masses, mais l'intevention de Khrouchtchev a rapidement stoppé le processus. Les militants hongrois ne comprenaient pas comment il était possible de faire la Révolution contre un « pays socialiste » (l'U.R.S.S.) et de construire un nouveau Parti Communiste contre un Parti Communiste (stalinien).

Mais le temps qui leur a fait défaut a été donné aux militants tchécoslovaques en raison même de l'approfondissement de la crise politique au sommet de la bureaucratie du Kremlin au cours des douze années qui séparent les deux étapes, hongroise et tchécoslovaque, de la Révolution politique.

En Chine, pour surmonter les contradictions intolérables nées de la politique aventuriste du « grand bond en avant », conséquences de la politique du socialisme dans un seul pays et de la pression renforcée de l'impérialisme U.S. combinée à celle de la bureaucratie de Moscou, les sommets du P.C. chinois ont été amenés à opérer une politique de mobilisation contrôlée pour desserrer l'étreinte. La fraction dirigeante du P.C. chinois a conduit cette mobilisation jusqu'à détruire quasiment le P.C. chinois. Mais cette mobilisation restait contrôlée pour ne pas permettre aux masses de se doter d'organes de pouvoir, dont la campagne des Cent-Fleurs en 1956 avait montré toutes les menaces pour le pouvoir de la buraucratie. Les objectifs assignés par la bureaucratie à la « Révolution culturelle » une fois atteints, principalement ceux qui ont amené la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme U.S. à reculer devant les conséquences d'une mobilisation révolutionnaire des masses se substituant à la mobilisation contrôlée, la fraction dirigeante s'est empressée de reconstruire un P.C. bureaucratisé et de rétablir les institutions de l'Etat bureaucratique ébranlées par la Révolution Culturelle.

*
**

C'est ainsi que la défense des intérêts véritables de la Révolution est dictée par l'hostilité irrémédiable de la bureaucratie chinoise aux « Soviets », égale à l'hostilité de la bureaucratie russe aux Soviets ; hostilité absolue au contrôle des conquêtes socialistes par les masses organisées en Conseils. C'est ainsi que la position conforme aux intérêts conjoints du prolétariat chinois et du prolétariat international est intégralement la Révolution politique qui détruira les institutions politiques de l'Etat bureaucratique, pour substituer au pouvoir de Mao la libre République des Conseils préservant et élargissant les conquêtes arrachées par la Révolution chinoise.

*
**

La nouvelle montée en Pologne, avec les événements de décembre 1970, matérialise le tournant dans le processus de la Révolution politique commencée à partir de l'insurrection de Berlin-Est (1953). C'est contre la prétendue politique « réformiste » liée au nom de Gomulka (1956) que les masses prolétariennes ont engagé le combat. Le contenu qualitativement nouveau est donné par le fait que les masses, en se dressant contre les institutions de l'Etat bureaucratique, se dressaient contre leurs propres illusions qui, en 1956, les avaient amenées à donner leur confiance à Gomulka et à sa prétendue politique de « réforme » de l'Etat bureaucratique. C'est ainsi que les Comités de grève et les Conseils qui s'organisent actuellement en Pologne au travers des plus grandes difficultés, traduisent l'orientation fondamentale de la lutte des masses se dirigeant vers la destruction des institutions politiques de l'Etat bureaucratique.

Le contenu nouveau, du point de vue politique, réside aujourd'hui en ce que les masses saisissent instinctivement que leurs aspirations matérialisées dans les Conseils ne peuvent se réaliser dans le cadre des institutions politiques bureaucratiques. C'est à partir de cette analyse que nous pouvons comprendre les développements apparemment lents de la marche de la Révolution politique en Pologne. Les masses ont appris par une dure expérience le prix qu'elles ont dû payer pour leurs illusions. Elles apprécient, avec un instinct de classe des plus aigus, après l'invasion des troupes du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie, le lien indissoluble qui existe entre les institutions politiques de l'Etat bureaucratique, le P.C. polonais et la bureaucratie du Kremlin. La question pour des révolutionnaires agissants, n'est pas de savoir avec quelle rapidité les événements vont se dérouler, mais où ils vont aller :

— ou la bureaucratie du Kremlin interviendra à nouveau, par la force des armes, en Pologne comme elle est intervenue en Tchécoslovaquie (s'appuyant sur l'appareil prétendument « autoréformé » de Gomulka-Gierek, selon le qualificatif pabliste),

— ou les masses approfondiront, selon des formes et des délais impossibles à formuler, leur offensive à partir des Comités et Conseils forgés dans le feu de la lutte contre les institutions bureaucratiques, nécessairement dans une situation où la bureaucratie polonaise cherchera par ses propres moyens à enrayer le mouvement des masses (répression, etc.),

— ou bien encore, une situation combinant les deux premières peut voir coexister et une intervention armée, et l'offensive des masses vers les Conseils.

De ce fait, il nous faut apprécier le moment de la situation en Union Soviétique, plaque centrale de la révolution politique, d'un triple point de vue : d'abord les relations entre l'U.R.S.S. et les pays de l'Est, ensuite les relations internes entre la bureaucratie du Kremlin et les masses, enfin les relations internationales tant de l'Union Soviétique que de celles de la bureaucratie avec les développements de la situation internationale.

En ce qui concerne le premier point, la période historique qui a ouvert directement les processus de la Révolution politique, débute en 1953 avec l'insurrection de Berlin-Est. Elle dure depuis dix-huit années. C'est en relation directe avec la crise politique qui a secoué la bureaucratie du Kremlin après la mort de Staline et qui allait provisoirement se conclure par l'éviction de Beria, que les ouvriers de Berlin-Est se sont insurgés. Un processus convergent s'amorce, après l'écrasement de l'insurrection, tant dans les pays de l'Est qu'en U.R.S.S. et en Chine pour, au 20e Congrès du P.C. russe, exprimer son contenu et ses limites. C'est la tentative de la bureaucratie, sous la direction de Khrouchtchev, de désamorcer les contradictions explosives accumulées dans tous les domaines sous le gouvernement de Staline, en évitant, par des mesures partielles, limitées, la confrontation avec les masses. C'est la période de « libéralisation » qui culmine et se termine par l'invasion de la Hongrie qui, en octobre 1956, clôt la première étape du processus historique de la Révolution politique. Dans cette période, les lignes principales des forces sociales que la dictature totalitaire de Staline a comprimées, prennent leur place sur la scène. Dans le cadre même des institutions et du Parti bureaucratiques, ces forces tendent à trouver leur expression. Aux deux pôles, bureaucratie/masses, c'est un mouvement quasiment automatique qui noue une situation culminant dans la Révolution hongroise des Conseils. Naturellement, en rainson même de ce caractère « mécanique », le mouvement suit la ligne de la moindre résistance ; c'est-à-dire commence à s'exprimer sur les chaînons les plus faibles : en Hongrie, en Pologne, dans les pays satellites. Mais en Union Soviétique également, les forces comprimées cherchent à trouver leur expression d'une part, à l'intérieur de la bureaucratie, y compris dans ses sommets, d'autre part, en partie à l'extérieur de la bureaucratie : en prenant appui sur les contradictions au sein de la bureaucratie : la « nouvelle opposition » commence à s'organiser.

Une deuxième étape s'ouvre avec la défaite de la Révolution hongroise des Conseils en 1956 ; le processus se poursuit mais sous une forme contradictoire. A l'intérieur de l'Union soviétique, la bureaucratie, effrayée des conséquences révolutionnaires que la « libéralisation » a fait jaillir, amorce un tournant en vue de reprendre en mains la situation. La répression s'organise contre la « nouvelle opposition ». De même en Chine.

A l'extérieur, en Tchécoslovaquie, où le mouvement de « libéralisation » est resté contenu par la direction Novotny, se concentrent, pour leur donner une force infiniment plus explosive, tous les éléments qui, d'une part dans la phase de 1953-1956 ont amené à l'explosion révolutionnaire en Pologne et en Hongrie, et ceux qui se développent à partir de la nouvelle situation créée par la défaite de la Révolution hongroise et des développements de la lutte de classes internationale.

D'une part, sur la ligne même qui a conduit à la Révolution hongroise des Conseils, le mouvement élémentaire des contradictions internes

opposant la bureaucratie et « les rapports d'Octobre qui vivent dans la conscience des masses » se dirige vers les Conseils ; d'autre part, une conscience, certes fragmentaire, tend à se cristalliser sur une large et instinctive compréhension que la bureaucratie est incapable de « s'autoréformer ». L'invasion des Armées du Pacte de Varsovie et le XIVe Congrès clandestin nouent la troisième étape de la montée vers la Révolution politique. Celle-ci est caractérisée par le fait que la bureaucratie n'a pas infligé aux travailleurs tchécoslovaques, une défaite comparable à celle que les ouvriers hongrois ont subie en 1956. En dépit d'un recul certain, la révolution politique en Tchécoslovaquie n'a pas été écrasée, tandis qu'un peu plus de deux années séparent l'invasion d'Août 68 de la nouvelle explosion de la révolution politique qui prend de nouveau son essor à partir des grèves de Pologne (décembre 1970).

En Union soviétique même, la reprise en main à partir de laquelle Khrouchtchev, puis Brejnev cherchent à contenir le mouvement vers la Révolution politique, se heurte à de puissantes forces contraires que l'on peut schématiquement énumérer :

1° La bureaucratie, après la Hongrie, a été contrainte d'envahir la Tchécoslovaquie. En 1956, puis en 1968, les soldats soviétiques ont manifesté la plus profonde répugnance à accomplir les tâches contre-révolutionnaires que les Khrouchtchev et Brejnev leur ont assignées. D'où :

2° Les hésitations à intervenir en Pologne, renforcées puissamment par les problèmes non résolus (qui ne peuvent l'être par la bureaucratie) relevant de la question nationale en Pologne, et qui trouvent leur prolongement en Ukraine et en Union soviétique.

3° Sur une ligne d'attaques contre les masses, la bureaucratie du Kremlin s'efforce de geler tous les problèmes, tant économiques que sociaux, politiques et internationaux. Ce faisant, elle ne fait que renforcer leur caractère explosif.

La « nouvelle Opposition » qui continue à manifester sa présence, atteste que jusques et y compris dans les sommets de la bureaucratie, des conflits des plus aigus restent présents. La crise internationale des P.C. et, tout particulièrement, les rapports avec la Chine, expriment et alimentent les conflits à l'intérieur de la bureaucratie. La « victoire » de Brejnev au XXIVe Congrès n'est qu'apparente. Rien n'est réglé. Tout cherche une solution qui ne peut être trouvée que dans des affrontements.

4° Le prolétariat et les masses laborieuses en Union Soviétique n'ont subi aucune défaite majeure depuis la mort de Staline. Bien au contraire, le fait que la bureaucratie du Kremlin ait été contrainte à larguer Gomulka et de reculer devant le prolétariat polonais, de même le fait que le XXIVe Congrès soit dans l'obligation de promettre aux travailleurs l'amélioration de leurs conditions de vie et d'existence, — promesse que Brejnev ne peut pas tenir — attestent la pression des masses laborieuses et le recul de la bureaucratie devant les travailleurs.

5° En Union Soviétique, les gigantesques contradictions sociales, économiques et politiques, nées et se développant à partir de la contradiction entre les bases sociales d'Octobre et la gestion bureau-

cratique, sont décuplées par la nécessité dans laquelle se trouve la bureaucratie d'intégrer les contradictions spécifiques des pays de l'Est. Plus généralement, en assurant la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale pour préserver ses privilèges, la bureaucratie soviétique est contrainte d'intégrer sous une forme particulière toutes les contradictions de la société capitaliste en décomposition. Tout particulièrement, les contradictions qui assaillent les P.C. contraints pour défendre les intérêts de la bureaucratie, de se soumettre plus étroitement à la bourgeoisie s'insèrent dans la crise de la bureaucratie du Kremlin. L'appareil du Kremlin est aussi dépendant des appareils des P.C. que ceux-ci le sont de Moscou. L'U.R.S.S. est ainsi devenue le siège et le centre de toutes les contradictions mondiales.

6° C'est ainsi que les processus de la Révolution politique en marche depuis l'insurrection de Berlin-Est, se concentrent à l'intérieur de l'Union Soviétique. C'est dans le pays des soviets que les Conseils ouvriers, écrasés en 1956 (Hongrie) liquidés en 1968 (Tchécoslovaquie) contenus depuis 1970-71 (Pologne) matérialiseront la volonté des masses soviétiques d'arracher à la bureaucratie le contrôle des conquêtes d'Octobre. Toutes les conditions murissent pour la Révolution politique en Union Soviétique. Telle est la conclusion que l'analyse permet de tirer. Celle-ci exige, répétons-le, que soit pleinement appréciée par les militants en lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale, l'importance décisive du travail organisé des militants trotskystes des pays de l'Est. Sur la base de l'expérience accumulée dans les luttes contre la bureaucratie depuis 1953, le prolétariat, la jeunesse, les masses ouvrières et les intellectuels. éduqués dans le cadre de régimes où la propriété privée a été abolie, sont amenés à commencer de surmonter leurs propres illusions sur les Partis et institutions bureaucratiques prétendument « communistes » et « socialistes ».

Le XIVe Congrès du P.C. tchécoslovaque atteste que la marche spontanée vers les Conseils fait jaillir la nécessité de nouveaux Partis communistes, mais la construction de nouveaux Partis Communistes ne saurait découler de la spontanéité. Les tâches des militants trotskystes, tâches de préparation et de groupement des premiers éléments du Parti prolétarien de la IVe Internationale. trouvent ainsi leur véritable dimension.

5 - LE MOUVEMENT DE CLASSE : LES LEÇONS DE LA GREVE GENERALE DE MAI-JUIN 68

Le mouvement objectif de l'Histoire vers la dictature du prolétariat a été matérialisé en France dans la Grève générale de Mai-Juin 68.

Dix millions de travailleurs et de jeunes en grève tendaient à diriger leur combat vers le pouvoir : en Mai-Juin 68, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie française s'est littéralement volatilisé. Le gouvernement bonapartiste de De Gaulle, suspendu en l'air, n'avait plus aucune prise sur les rouages disloqués par la Grève générale, de l'appareil d'Etat. Mais la grève générale a démontré que la grève générale ne suffisait pas en elle-même pour assurer le pouvoir au prolétariat.

Il n'a pas suffi que durant trois semaines « en haut on ne puisse vivre comme auparavant ». Autrement dit, la caractérisation de Lénine doit être inversée : il faut que la classe ouvrière se convainque, par sa propre expérience, de la nécessité de substituer son propre pouvoir politique au pouvoir, disloqué par la grève générale, de la bourgeoisie. Autrement, les appareils et, principalement, l'appareil stalinien ont pu, en dépit de la puissance élémentaire du mouvement qui a submergé la bourgeoisie et son gouvernement, réussir à en conserver la maîtrise. En disloquant la grève générale en une addition de grèves professionnelles, locales, par usines, entreprises, professions, les staliniens ont réussi à éviter que les masses posent la question du pouvoir, question qui ne saurait être résolue que par la centralisation du combat prolétarien pour le pouvoir centralisé du prolétariat. C'est ainsi que les appareils ont réussi à canaliser en quelques jours la plus grandiose des luttes de classes dans laquelle le prolétariat français et la jeunesse étaient engagés. Ils ont réussi à trahir parce qu'ils ont pu interdire à la grève générale de se doter des formes d'organisation centralisées — Comité central et national des Comités de grève — qui seules pouvaient, en conférant le pouvoir comme objectif de la Grève générale, assurer aux masses laborieuses une première victoire sur la bourgeoisie et son Etat disloqué.

Ces premiers enseignements de la Grève générale de Mai-Juin 68 vérifient donc tout à la fois la période de l'imminence de la Révolution que nous caractérisons, répétons-le, comme la période où toute lutte de classe d'envergure pose directement le problème du pouvoir dans son mouvement, et la puissance des illusions dont les chefs petits-bourgeois de la classe ouvrière, agents conscients du Capital, infectent la classe ouvrière et la jeunesse. Pour trahir, les appareils n'ont pas hésité à se servir de la Grève générale contre la Grève générale. Force également est de constater que la puissance de ces illusions a été telle que les directions bureaucratiques ont pu, dans les quelques jours qui ont suivi le 1er juin 68, liquider rapidement la Grève générale afin de l'enliser ensuite dans les eaux fangeuses des élections-trahison du 30 juin 68.

Un second ordre d'enseignements doit être tiré. D'une part, si haut puisse-t-il s'élever, le mouvement de la classe ne saurait, par lui-même, surmonter les illusions. Sur le terrain de la spontanéité, sous une forme ou une autre, les illusions dont les appareils bourgeois se saisissent, renaissent sans cesse comme obstacles à la Révolution. D'autre part, pour combattre les illusions, il est indispensable de prendre la mesure exacte des problèmes en jeu dans toute lutte de classes d'envergure avant et pendant le déroulement des actions, qui, répétons-le, se concentrent tous sur la question du pouvoir centralisé.

Sous cet angle, si les mots d'ordre, les idées, la politique, le combat antérieur de l'O.C.I. ont été dans l'ensemble entièrement confirmés par la Grève Générale, dans la réalité concrète, les choses qui ne peuvent pas ne pas se passer autrement que ce que nous pouvions prévoir (que personne ne pouvait prévoir) ont désarçonné l'Organisation. Ces questions sont capitales. L'expérience de Nantes permet de saisir la nature de l'intervention de l'Organisation des révolutionnaires. A Pâques 1968, au cours d'une réunion des délégués à Paris, Papon, alors président de Sud-Aviation, déclare en substance : « Vous pouvez pro-

tester, vous y opposer, en haut lieu (c'est-à-dire de Gaulle), la décision est prise, les usines de La Rochelle et de Bouguenais (Nantes) seront fermées le 30 juin. » Centralement, nous discutons de la situation. Un examen objectif des forces en présence est établi. Dans ce cadre, les positions d'organisation de l'avant-garde organisée à l'O.C.I. et à l'Alliance Ouvrière, leurs rapports avec les syndicats, les militants des organisations traditionnelles et les appareils, sont soigneusement recensés. Nous décidons que le combat doit être préparé sur la ligne du front unique ouvrier contre les grèves tournantes, pour le « Tous ensemble ». Cette bataille a été correctement menée.

Il est clair que personne, à Pâques 68, n'avait prévu et ne pouvait prévoir, ni le moment ni les formes du mouvement de classe qui allait se déclencher quelques semaines après. Le marxisme, c'est-à-dire l'unité organisée de la théorie et de la pratique, permet de saisir la direction du mouvement. Il ne saurait — sauf au stade le plus élevé de la lutte de classes, quand le problème du pouvoir se pose comme tâche pratique, résultat de la fusion du mouvement objectif de la classe et du mouvement subjectif (parti révolutionnaire dirigeant) — établir un calendrier où seraient consignés tous les événements à venir, les événements étant, dans la situation où le Parti Révolutionnaire fait défaut, le résultat des forces aveugles.

A partir de cette compréhension de la direction du mouvement, les militants révolutionnaires peuvent se fixer un objectif de lutte. Ils ne peuvent décider des délais, du moment, des formes que l'action va prendre. Mais une chose était certaine, les ouvriers de Bouguenais n'accepteraient pas de « subir sans réagir ». Cela dictait la campagne politique sur laquelle il fallait s'engager : combattre, préparer, organiser pour la grève totale et illimitée avec occupation.

La question, pour des marxistes révolutionnaires, n'est pas de prétendre définir (répétons-le, tant que le Parti dirigeant n'est pas construit, c'est-à-dire tant que les liens de direction avec la classe sont insuffisants pour que la prise du pouvoir résulte de sa propre décision) les contours exacts des événements, avant que ceux-ci prennent forme et consistance, la question n'est également pas de savoir si, dans une phase de la marche concrète de la lutte de classes avant les combats, les ouvriers sont prêts à se saisir de la perspective révolutionnaire, mais à quoi et comment il faut les préparer et, pour l'avant-garde, comment renforcer, élargir les liens de direction par l'intervention politique judicieuse dans la lutte de classes. Le caractère révolutionnaire de l'époque de la révolution imminente ne consiste pas à permettre, à chaque instant, de réaliser la Révolution, c'est-à-dire de prendre le pouvoir. Le caractère révolutionnaire est assuré par la marche des événements où se succèdent les changements brusques, brutaux, imprévus, dans lesquels nous devons intégrer les tâches de construction du Parti Révolutionnaire.

*
**

Les causes qui ont fait que l'Organisation s'est trouvée désarçonnée dans la Grève Générale, sont multiples : faiblesse des liens avec la classe et la jeunesse, insuffisante expérience de l'Organisation, et d'autres encore. Mais l'essentiel réside avant tout dans l'insuffisante élaboration théorique et politique préalable. Il est nécessaire de revenir sur cette dernière question. Depuis la Grève Générale des mineurs en 1963, nous nous sommes correctement engagés dans la préparation de mou-

vements dont la Grève Générale de mai-juin 68 a été le moment culminant. Cette orientation a été matérialisée par les mots d'ordre « Tous ensemble », « Assises Nationales pour l'Unité », et les campagnes d'organisation : lutte pour la Conférence de Défense de la S.S. contre les Ordonnances, sur la ligne du Front Unique — travail en direction de la construction de l'Organisation de jeunesse, en prenant parfaitement conscience de la place qu'allaient jouer les étudiants (C.L.E.R.) tout en dirigeant notre action étudiante vers la liaison pratique avec l'avant-garde ouvrière (Comité de Liaison des Etudiants - R.A.T.P./Sécurité sociale, Comité de Coordination, etc.) jusqu'à proclamer la F.E.R. quelques jours avant le déclenchement de la Grève Générale. Mais, avec cette simple énumération, il saute aux yeux que, avant la Grève Générale, nous ne placions pas fermement au centre de notre propagande et de notre agitation, la question du pouvoir. Ou plutôt, des mots d'ordre judicieux, formes d'organisations adéquates et revendications correctes que nous dégagions, nous faisions dériver le problème du gouvernement, alors qu'il eût fallu procéder à l'inverse. En quelque sorte, notre propagande et notre agitation se situaient sur le terrain de la Grève Générale (le « Tous ensemble ») qui, automatiquement, mécaniquement, allait, de par son mouvement, régler par elle-même la question du pouvoir. Autrement dit, nous nous situions en partie sur le terrain des illusions qui allaient trouver leur plein développement en Mai-Juin 68.

Dans l'énumération des causes qui expliquent notre situation d'organisation dans la Grève Générale, nous avons mentionné la faiblesse des liens avec la classe. Nous devons apprécier la portée relative de ce facteur, important certes, mais non décisif, dans la mesure où nous ne prétendions pas devenir dans une seule bataille, fût-ce la Grève Générale, la direction révolutionnaire du prolétariat français. Ce n'est pas la faiblesse de ces liens, ni même l'expérience globale limitée de l'organisation qui expliquent notre situation d'organisation. C'est essentiellement l'insuffisante élaboration théorique sur la place des problèmes de gouvernement dans la définition des mots d'ordre, insuffisance théorique de laquelle ont découlé les insuffisances dans le domaine de la propagande et de l'agitation politique. Certes, nous nous sommes politiquement redressés (en partie) rapidement dans les premiers jours de la Grève Générale, en centrant notre propagande et notre agitation autour de la lutte pour le Comité Central et National des Comités de Grève, mais ce redressement tardif ne s'est essentiellement réalisé qu'au niveau de la propagande sans que nous soyons à même d'utiliser pleinement nos positions dans la classe comme supports de notre intervention.

Il est capital de tirer les leçons pour les appliquer à la situation actuelle, transition de la première étape qui a laissé apparemment intacte la forme bonapartiste de l'Etat bourgeois (par suite de la soumission des appareils à la bourgeoisie) à la deuxième étape qui sera marquée par la chute du bonapartisme déjà moribond (Pompidou) comme résultat direct ou indirect de l'affrontement entre les classes qui se prépare. Nous devons comprendre que cette transition est caractérisée essentiellement par l'assimilation des leçons de la Grève Générale que les masses appréhendent par la vie. Sans le renversement du gouvernement Pompidou, il n'y a pas possibilité d'amélioration durable de leurs conditions d'existence.

Il nous faut donc tirer toutes les conséquences de la perspective que nous avons dégagée, à savoir : la Grève Générale de Mai-Juin 68 représente l'un des deux volets qui, avec la Révolution politique en Tchécoslovaquie, nous a amenés à caractériser la situation internationale comme la période de l'imminence de la Révolution. L'absolue nécessité de tirer complètement les enseignements de notre combat, découle de cette appréciation qui doit nous conduire à considérer la Grève Générale de Mai-Juin 68 comme la répétition générale de la Révolution prolétarienne en France. Dans toute répétition générale, s'expriment sur la scène, toutes les forces et toutes les faiblesses. Auteurs et acteurs se doivent en conséquence d'examiner le travail d'ensemble avec un œil froid, critique, sans concession.

Notre activité dans la région nantaise a concentré à la fois toutes les forces et toutes les faiblesses de notre travail d'ensemble. Si, répétons-le, Nantes accuse les faiblesses, c'est justement parce que toute l'activité positive de l'Organisation depuis 1952 (et même dans les années antérieures) a atteint là son plus haut niveau car c'est à Nantes qu'une continuité politique dans l'intervention des trotskystes dans la lutte de classes a été préservée, continuité qui n'a pas eu son équivalent dans les autres secteurs d'intervention.

C'est donc — à travers un aspect de son activité qui concentra les problèmes majeurs de sa lutte — de l'O..C.I., de ses faiblesses comme de ses acquis qu'il s'agit.

*
**

Il est remarquable de constater une première contradiction. Dans la période préparatoire à la Grève Générale, notre intervention se situe en partie sur un plan politique, saisissant correctement la détermination syndicale comme facteur de construction d'une force politique d'intervention active dans la lutte de classes, axée sur la construction de l'O.C.I. Bien qu'il faille relever des faiblesses, celles-ci reflètent les faiblesses politiques d'ensemble de l'Organisation, principalement sur les problèmes de gouvernement. Sans remonter jusqu'à l'action positive autour de l'appel de Nantes, il est indéniable qu'un réel effort de centralisation politique, à partir de la fin 67, combinait l'intervention dans le syndicat et l'intervention politique indépendante. Sur la ligne du F.U., condamnation des grèves tournantes pour un mouvement d'ensemble, pour les assemblées de travailleurs et les conférences ouvrières démocratiques — condamnation de l'intégration, appel à l'unité pour « abattre le gaullisme » — un manifeste est signé en décembre 1967 par 138 travailleurs de Sud-Aviation. Le 31 janvier 1968, la Grève Générale des travailleurs de l'Aéronautique contre les licenciements, pour les revendications, est proposée par la Section syndicale des « horaires » F.O. de Sud-Aviation. Fin mars 1968, se prépare, comme nous l'avons vu, les moyens d'une grève avec occupation, contre la décision prise par de Gaulle, communiquée par Papon, de liquider Bouguenais au 30 juin 1968.

Le 4 avril, la Section syndicale F.O., après les refus des organisations C.G.T.-C.F.D.T. de réaliser l'unité pour la lutte, consulte les travailleurs. Sur 252 bulletins, 22 se prononcent pour un arrêt par demi-heures répétées (proprosition stalino-chrétienne), 59 pour un arrêt général limité

et 127 pour un arrêt général illimité. Une agitation constamment renouvelée se développe sur la ligne définie, utilisant l'expression politique ainsi que les déterminations syndicales de la politique sous les formes propres au syndicat, dans le respect de son indépendance. Le 22 avril 1968, à l'initiative du C.A.O., un appel est signé à l'adresse des U.D. pour le Front Unique. Le 9 mai 1968, la section « horaires » de Sud-Aviation sort un tract qui, renouvelant sa condamnation des grèves tournantes, affirme : « Une seule solution maintenant : la Grève totale ! »

Le 13 mai : Grève Générale à Nantes : étudiants, travailleurs envahissent la Préfecture. Le préfet recule, les étudiants obtiennent satisfaction.

Le 14 mai, à partir de notre intervention, les travailleurs de Sud-Aviation donnent l'envoi à la Grève Générale de 10 millions de travailleurs et jeunes.

A chaque étape du développement de l'action qui conduit au 14 mai, le Syndicat intervient sur son propre plan, formulant la tactique concrètement adaptée, le C.A.O. sur le sien, ouvre la perspective politique.

Il reste que, même dans cette période, et la responsabilité ne saurait en incomber à la région de Nantes, on constate à la lecture des tracts une insuffisante concentration dans la propagande et l'agitation sur la question du gouvernement. Si l'objectif « abattre de Gaulle » est précisé, la formule gouvernementale traduisant le gouvernement de Front Unique l'est insuffisamment. Mais il s'agit là d'une insuffisante élaboration de la direction de l'O.C.I. qui se traduit dans le journal, à Nantes et ailleurs. C'est ainsi que le Comité de Coordination des Travailleurs de Nantes prend en main l'organisation de l'avant-garde (tract d'avril appelant à la signature militante). « Le même jour, dans toute la France — dit l'appel — les organisations ouvrières doivent prendre leurs responsabilités : manifestations ouvrières et de jeunes, en province devant les Préfectures, à Paris, au siège du gouvernement, contre le gouvernement qui mobilise les C.R.S. »

Le tract poursuit :

« Il faut réaliser le Front Unique de classe dans la lutte :

— contre les grèves tournantes qui dissocient,

— contre les pétitions sans lendemain,

— contre les manifestations disloquées.

« Ce sont les travailleurs qui font grève, c'est à eux de décider, etc. »

Il est temps de réaliser l'unité à tous les échelons contre le Capital et l'Etat. Pour cela, il faut s'organiser. La perspective des 29 et 30 juin pour les « 3.500 jeunes à la Mutualité » est intégrée à la bataille pour l'organisation de l'avant-garde sur le plan de classe.

La ligne est correcte, les objectifs politiques de combat et d'organisation bien tracés. Il est visible que la lutte pour le gouvernement ouvrier de F.U. n'est pas placée au cœur de l'agitation politique comme détermination centrale sur laquelle toutes les déterminations politiques d'intervention, d'agitation, d'organisation doivent s'ordonner. C'est au travers de ces insuffisances politiques, dont la responsabilité incombe à la direction, qu'à partir du 14 mai, la pression conjointe des illusions et de la dislocation de la Grève Générale, opérée par les appareils, va s'exercer. Ouvrons la collection des tracts diffusés dans la Grève Générale.

Le 17 mai : Le Comité de Coordination de Nantes convoque une réunion, reprenant l'appel du Comité de Coordination de la R.P., qui dit :

« Rejoignez la lutte des travailleurs de Sud-Aviation !

« Travailleurs, élisez vos Comités de grève pour la préparation de la Grève Générale, jusqu'à ce que nous obtenions des garanties. »

Pour gagner, nos Confédérations doivent organiser la Grève. Elles doivent appeler à la constitution de Comités de Grève, au plan des entreprises et des universités, au plan local, au plan national.

« Vive la Grève Générale unie ! »

Le 17 mai, la Grève Générale prend son essor et, à partir des 20, 21 et 22 mai, elle rassemble, avec son enjeu le pouvoir, 10 millions de travailleurs et jeunes.

Le 21 mai : Le Comité de Coordination des Travailleurs de Nantes continue à ouvrir la perspective du Comité Central National de la Grève Générale, en diffusant le tract national édité à Paris.

Il faudra ensuite attendre le **26 mai** pour qu'un tract reprenne, une nouvelle fois, un tract édité nationalement sur la ligne du Comité Central de la Grève Générale. Ainsi, pendant cinq jours, aucune agitation à partir de la Grève Générale telle qu'elle se déroule concrètement à Nantes, n'est développée pour le C.C. de Grève. Puis, nouveau silence. Aucune bataille, ni politique ni syndicale, n'est engagée pour le Comité Central National de Grève pendant plus de dix jours. C'est seulement le 6 juin qu'une résolution adoptée par le C.A.O. de Nantes :

« appelle les organisations syndicales ouvrières, les travailleurs et militants, à refuser la reprise du travail tant que les revendications essentielles ne sont pas garanties ».

Le tract poursuit :

« Pour le succès de la Grève Générale, le Comité d'Alliance Ouvrière de Nantes appelle tous les Comités de Grève à être présents à la réunion centrale des Comités de Grève le vendredi 7 juin à 19 heures. »

Ici, différents éléments sont à retenir. En dehors des prises de position de l'U.D.-F.O. pour le Comité Central et National de Grève, aucun tract n'est édité à Sud-Aviation pour reprendre le mot d'ordre.

C'est là une constatation nette, précise, brutale. Il est non moins visible qu'aucun combat sur cette ligne n'est engagé dans la C.G.T.-Sud-Aviation, car aucune déclaration signée par des militants C.G.T. ne demandera à la C.G.T. de prendre position pour le Comité Central et National de Grève.

Quant au C.A.O. de Nantes, il est muet, se contentant de reprendre les tracts nationaux. Il ne pouvait d'ailleurs faire autrement ; dans la mesure où aucune bataille centralisée (politique) n'est engagée sur le Comité Central National de Grève, il lui est évidemment impossible d'agir sur cette ligne.

En fait, l'O.C.I. et la médiation pour la construction du Parti Révolutionnaire que représente l'Alliance Ouvrière, sur la ligne de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, disparaît. La ligne politique : la bataille pour la centralisation de la Grève Générale autour du Comité Central de Grève, transition vers le pouvoir, se réfugie dans des communiqués ou résolutions de l'U.D. qui, nécessairement, ne peut assumer cette bataille que sur son plan limité, syndical. En quelque sorte, nous tendons à faire assurer à l'U.D. une bataille politique qu'elle ne saurait mener.

Une première conclusion doit être tirée : l'action de l'Organisation à Nantes se manifeste dans une totale confusion entre la lutte syndicale et la lutte politique. La lutte syndicale n'est plus saisie

comme la détermination spécifique et particulière (avec ses formes propres et indépendantes) de la lutte politique. Une deuxième confusion en découle entre Parti et classe. Le Comité de Grève est une organisation autonome de la classe. La lutte pour le Comité Central et National de Grève doit s'engager à partir des Comités de Grève. Il est clair que cette bataille n'a pas été engagée au sein du Comité de Grève de Sud-Aviation. C'est ainsi que l'absence de bataille politique au niveau de la grève conduit le C.A.O. à convoquer par tract :

« Une réunion centrale des Comités de Grève, le vendredi 7 juin à 19 heures. »

La confusion s'élève ici d'un cran. Le Comité de Grève, organisme élu par les travailleurs de toutes tendances, rassemblant les délégués des grévistes, au niveau de la grève, embryon du pouvoir, est identifié au C.A.O. (médiation vers le Parti Révolutionnaire) qui se rend ainsi lui-même impuissant à mener la lutte politique pour le pouvoir, par sa propre intervention politique dans la lutte de classes, à partir du mouvement de la classe qu'il est incapable de traduire en conscience (mots d'ordre, revendication du C.C.N. de Grève). Le C.A.O., par un acte arbitraire, se substitue à la classe ; il ne se construit plus dans le mouvement même de la classe comme son expression politique d'organisation. Il se dresse comme extérieur à la classe, face et comme force étrangère au mouvement de la classe qui pose inconsciemment le problème du pouvoir.

Par là-même, nous avouons notre impuissance et notre isolement : le Comité Central et National des Comités de Grève ne peut être que l'émanation des Comités de Grève, et non l'émanation des C.A.O. La réunion centrale des Comités de Grève ne peut être convoquée que par les Comités de Grève. Mais pour se fixer un tel objectif, il aurait fallu auparavant mener la bataille politique à l'intérieur des Comités de Grève, pour cette réunion centrale qui, en aucun cas, n'aurait pu être convoquée par le C.A.O. Dans ce combat, guidé politiquement par l'Alliance Ouvrière et l'O.C.I. intervenant sur cette ligne, à chaque étape de la Grève Générale, sous forme de tract, des réunions de militants auraient dû être convoquées. En relation avec ce combat, et en tenant un compte rigoureux de la progression sur le terrain de l'organisation, **une réunion de délégués de Comités de Grève** aurait pu être convoquée, mais sur l'initiative des délégués. L'Alliance Ouvrière aurait pu, mais avec l'accord des délégués des Comités de Grève, faire de l'agitation pour cette réunion. Ainsi, la force militante du combat pour la convocation de la réunion centrale des Comités de Grève à partir des Comités de Grève, aurait pu être organisée.

Encore une fois, il serait politiquement malsain d'imputer ces erreurs aux seuls trotskystes nantais. Toute l'Organisation a été disloquée par les appareils qui, dans le cours de la Grève Générale — par essence, combat centralisé — ont disloqué la Grève Générale centralisée en grèves particulières, dont il faut comprendre que chacune de ces grèves particulières exprimait néanmoins la Grève Générale centralisée. Répétons-le, nous n'avons pu politiquement et organisationnellement résister à cette dislocation en raison du fait des insuffisances dans l'élaboration théorique et politique sur le problème du gouvernement. Mais à Nantes, une erreur supplémentaire a été commise. Le fait de décider de convoquer par le C.A.O. la réunion centrale des Comités de Grève, atteste que « nous nous prenions pour la direction révolutionnaire du prolé-

tariat ». Ce que nous ne sommes, ni à Nantes, ni ailleurs. En outre, même si nous avions été la direction révolutionnaire, nous nous serions efforcés de faire prendre la responsabilité de la réunion centrale par les Comités de Grève eux-mêmes. Dans tous les cas, une direction révolutionnaire aurait évité de convoquer, derrière le dos de la classe organisée dans ses Comités de Grève, à une réunion centrale des Comités de grève, par un ordre qui, comme le diable sortant d'une boîte, arrive le 6 juin, 25 jours après le déclenchement de la Grève Générale (14 mai).

***

Un exemple complémentaire de confusion politique peut être administré par l'examen de l'activité du « Comité de Grève des travailleurs de X..., localité où nous disposions d'une implantation sérieuse, notamment en milieu enseignant.

Une note rédigée après la Grève Générale par les camarades, sous le titre : « Une expérience : le Comité de Grève des travailleurs de X... », en établit le bilan.

Il est signalé que le Comité de Grève des travailleurs de X... s'est constitué le mercredi 22 mai et s'est réuni chaque jour en Assemblée générale jusqu'au 5 juin. Le Comité de Grève a assumé toutes sortes d'activités allant de « l'organisation des centres d'accueil réservés aux enfants de grévistes » jusqu'au « contrôle de la distribution de l'essence ». Il a organisé :

— des commissions de travail, en particulier sur les problèmes pédagogiques et la carte scolaire ;
— des rencontres et libres discussions sur la laïcité, le socialisme et les voies de passage, l'autogestion,.., etc.

Il serait incorrect de ne mentionner que ce type d'activité qui rejoint très exactement les illusions distillées à la Sorbonne et ailleurs, par lesquelles gauchistes et appareils « amusaient » la Grève Générale avec les discussions idéologiques, la pédagogie, projection de films et le reste.

Certes, le Comité de Grève a pris des mesures qui ressortissaient d'une véritable activité de Grève : protection des locaux, action dans les communes rurales où des instituteurs étaient en butte à des calomnies et menaces, Mais toutes ces activités conservent un caractère « technique » car elles ne sont pas reliées à la perspective politique de la Grève Générale : la question gouvernementale comme expression de la bataille pour le Comité Central et National des Comités de Grève.

Nous lisons dans ce rapport :

« Le Comité eut de nombreuses autres activités ; chaque Assemblée générale commençait par un court rapport et une discussion sur la situation générale du mouvement gréviste en France.

« Les discussions ne restent pas cantonnées à la solution des problèmes locaux ; au contraire, les problèmes généraux sont discutés, des motions votées, telle celle du 4 juin votée à l'unanimité :

« Le Comité de Grève

« — demande aux organisations syndicales de mettre en avant les revendications générales qui ne pourront triompher que par la lutte générale et unie de tous les travailleurs. En conséquence, il demande qu'il n'y ait pas de reprises du travail séparées avant la satisfaction de nos revendications communes ;

« — demande que les augmentations de salaires soient garanties par une véritable échelle mobile ;

« — confirme sa volonté de continuer sa lutte dans l'unité la plus totale de toutes les organisations syndicales, ouvriers, enseignants, étudiants agricoles. »

Nous citons textuellement cette motion qui démontre combien était totalement absente la perspective politique. Ainsi, nous votons le 4 juin une résolution « demandant aux organisations syndicales de mettre en avant les revendications générales » ! Comme si elles ne les avaient pas mises en avant (pas de salaires à moins de 1.000 F, les 40 heures, l'échelle mobile, l'abrogation des Ordonnances) ! Comme si les Organisations syndicales ne venaient pas de les brader depuis le 27 mai à Grenelle !

Nous affirmons que les revendications générales ne « pourront triompher que par la lutte générale et unie ». Comme si la Grève Générale qui s'est étendue depuis le 17 mai à 10 millions de travailleurs et de jeunes, ne démontrait pas que la Grève Générale par elle-même ne peut vaincre qu'avec la dimension du pouvoir centralisé, c'est-à-dire le Comité Central et National des Comités de Grève comme transition et son expression.

Bien évidemment, sur une telle orientation, le rapport ne pouvait que se terminer ainsi :

« Le Comité de Grève des travailleurs de X... n'est pas disparu avec la fin de la grève. Depuis, quatre réunions ont été tenues, des actions décidées. Le Comité de Grève est devenu Comité de Liaison des travailleurs de X... et entend poursuivre son action. »

Est-ce forcer que d'écrire que nous avons affaire là à une ligne bien connue : la ligne « Comités d'Action », la ligne des gauchistes ?

Précisons. Le Comité de Grève des travailleurs de X..., comme tout Comité de Grève, ne pouvait que disparaître après la Grève Générale, à moins que celle-ci, poursuivant son mouvement vers le pouvoir autour du Comité Central et National des Comités de Grève, ait amené les Comités de Grève à dresser le pouvoir centralisé de la classe ouvrière, le pouvoir centralisé des Conseils, des Soviets.

Si donc le Comité de Grève de X... ne pouvait que disparaître avec la fin de la Grève Générale, cela veut dire que les « actions » à décider ne pouvaient à nouveau que s'organiser dans le cadre élémentaire que représente le syndicat dirigé par ceux qui ont bradé la Grève Générale. Que cela nous navre n'est pas d'un intérêt majeur ; il reste que de vouloir maintenir les Comités de Grève après la Grève Générale pour qu'ils « décident des actions », cela signifie que nous donnions nous-mêmes un contenu « Comité d'Action » à notre activité. Cela, même si on lui trouvait une autre dénomination. C'était nous interdire de tirer le bilan politique de la Grève Générale avec les travailleurs qui avaient participé aux Comités de Grève, nous empêcher de leur ouvrir la tâche de construire le Parti. Ce faisant, nos illusions « gauchistes » désorientaient non seulement les travailleurs, mais nous-mêmes plus encore.

Il n'y a pas d'autre explication au fait que, d'une part, nous n'avons pu organiser la plupart des travailleurs que nous avions recrutés à l'O.C.I. : ces travailleurs étaient recrutés sur la base d'une équivoque. Ils étaient appelés à s'organiser dans le « Parti Révolutionnaire dirigeant » — nous nous refusions de partir de la réalité, celle-là même

qu'ils ne pouvaient pas ne pas ressentir lorsqu'ils entraient à l'O.C.I. : Nous ne sommes pas le Parti Révolutionnaire, nous organisons les travailleurs pour la construction de ce Parti.

En effet, tandis que nous suportions et subissions toutes les illusions, les appareils eux, ne perdaient pas le nord. Ils faisaient de la politique ;

Nous possédons les procès-verbaux des A.G. du Comité de Grève de X..., du 28 mai au 5 juin.

Le 28 mai : Appel du Comité de Grève des enseignants de X... : pas un mot sur le C.C.N. de Grève, pas un mot sur une perspective gouvernementale.

A.G. du 28 mai du Comité de Grève :

« Le Comité de Grève des enseignants, réuni en A.G. élargie aux parents d'élèves, demande à la F.E.N. de préciser avec netteté les objectifs de leur mouvement déclenché le 22 mai 1968. »

Est-il nécessaire de qualifier cette résolution qui réduit la Grève Générale à une action « revendicative » ?

Le 29 mai : Alors que le responsable stalinien de l'U.D.-C.G.T. a présenté avec la netteté la plus absolue la politique du P.C.F. : « entente des partis de gauche pour qu'ils présentent une solution de rechange », le camarade de l'O.C.I. qui préside rappelle « la nécessité d'être tous dans la lutte et de s'organiser plus efficacement » !

Si l'on croit le compte rendu de l'A.G., personne n'a répondu au responsable de l'U.D. lorsqu'il était présent. C'est seulement après son départ que l'on apprend que le Bureau élargi des Comités de Grève locaux a adopté un vœu unanime tendant à ce que soient organisés des Comités de Grève à tous les niveaux : local, départemental et national.

Notre perspective est réduite de la façon la plus anodine qui soit. Mais, même sous cette forme, ni avant ni après, elle ne sera reprise. Dans l'A.G. du 1er juin 1968, il est dit, le compte rendu nous l'apprend : « Ne nous laissons pas enfermer dans le problème des élections, **mais il faut gagner la grève** » (souligné dans le compte rendu). Comment ? Sur quelle perspective politique ? Contre qui ? (pas une allusion, dans aucun P.-V., sur les accords de Grenelle, 27 mai). Mais le 2 juin, on apprend que la « discussion sur l'autogestion reprendra le 3 juin » — le 3 juin, « le film "Le Sel de la terre" a été présenté, tandis que « la discussion sur le socialisme sera poursuivie à 20 h 30, et elle reprendra sur l'autogestion à 14 h 30 ».

Mais ce qui est à proprement parler incroyable, c'est la lecture du compte rendu de l'A.G. du 4 juin à laquelle participaient 100 personnes. Une motion a été présentée où il est textuellement écrit :

« demande de participation aux réformes de structures de l'enseignement, de toutes les organisations syndicales ».

Aucnun motion n'ayant été opposée à cette résolution, il faut donc admettre que nos positions qui, du moins on ose l'espérer, ont été défendues, ne l'ont pas été jusqu'au point où ce qui devait être fait, à savoir présenter notre position condamnant la « participation aux réformes de structures de l'enseignement — autrement dit, à la réforme Fouchet — ait été formulé dans une motion.

Répétons-le, staliniens et C.F.D.T., ainsi que les gauchistes, ont tous défendu au cours de la grève, leur position politique : là, le pouvoir

syndical et l'autogestion, ici, le gouvernement d'unité démocratique. Nous étions, nous, les « bons » grévistes, cavalcadant, nous grisant sur la ligne même de la dislocation de la Grève Générale. Nous étions les « bons » grévistes comme nous avons été les « bons » signataires d'un « bon » accord.

Il suffit de rappeler que Lénine et les Bolcheviks n'ont pas apprécié réellement la signification du Soviet comme organe de la Révolution prolétarienne, dans la première Révolution russe de 1905. C'est parce que Lénine, en tout premier lieu, et les Bolcheviks (pas tous, loin de là !) en ont assimilé, dans les années suivantes, la signification, que la Révolution russe de 1917 a été victorieuse et que le Parti bolchevique s'est construit comme direction révolutionnaire. La Grève Générale de Mai-Juin 68 est en quelque sorte, répétons-le, la répétition générale de la Révolution prolétarienne en France, en ce sens qu'elle place le pouvoir comme l'enjeu direct immédiatement ressenti par des millions d'hommes, de la lutte de classes. La discussion pour le XVIIe Congrès a pour objectif de permettre à tous les militants de l'O.C.I. d'en assimiler les leçons ainsi que les enseignements à tirer pour agir avec une efficacité et un rendement politiques renforcés.

6 - ENCORE SUR LES LEÇONS DE LA GREVE GENERALE

Répétons-le, la nécessité de la Révolution prolétarienne procède, en dernière analyse, du niveau atteint par les forces productives entrées en contradiction avec la propriété privée et l'Etat national. Autrement dit, à l'échelle internationale, les conditions objectives sont arrivées à maturité. La Grève Générale de Mai-Juin 68 et la révolution politique en Tchécoslovaquie, ouvrent la période que nous avons qualifiée de période de la Révolution imminente. L'analyse fondamentale de la période exige que soient correctement établies toutes les déterminations qui la fondent. Nous avons, dès lors, affaire à plusieurs ordres de problèmes.

1. Les conditions objectives sont œuvres humaines. Autrement dit, elles procèdent des conditions d'une histoire réelle où l'activité des hommes échappe à leur contrôle et se dresse face à eux comme résultat, indépendamment de leur volonté, les forces objectives étant produit de l'activité, aveugle mais sociale, des hommes.

2. Si nous avons compris le contenu concret (humain) que recouvre la notion des conditions objectives, il nous faut dès lors les considérer comme résultat de l'activité subjective.

De là, découle que l'activité consciente basée sur les principes du Programme de la IVe Internationale, s'exerce dans des conditions objectives qui, comme l'écrit Marx, deviennent « contingentes » à l'activité des hommes.

L'activité de construction du Parti de la IVe Internationale s'exerce dans une situation objective qui est résultante de contradictions internationales.

Mais, s'il en est ainsi, si on établit une corrélation correcte entre les conditions objectives, produits de l'activité subjective, les résultats de

notre propre activité de construction du Parti dans l'intervention dans la lutte de classe, participent à la construction des conditions objectives qui mettent en mouvement la classe ouvrière. Soit dit en passant, c'est là la méthode même du Programme de Transition qui est en particulier à la base de la stratégie du gouvernement ouvrier et paysan.

C'est ainsi qu'en dernière analyse, la conquête du pouvoir est le résultat d'un mouvement objectif de la lutte de classes se constituant comme produit de toute la situation historique, et l'activité du Parti Révolutionnaire agissant dans cette situation historique. Autrement dit, si la fusion entre le mouvement objectif et le Parti (facteur subjectif) permet au prolétariat de prendre le pouvoir, c'est parce qu'à chacun des moments limités de ce mouvement objectif de la classe, l'activité du Parti Révolutionnaire fusionne avec ce moment en segments limités.

3. Nous avons donc affaire à un processus global intégrant l'ensemble des processus objectifs et du processus de construction du Parti Révolutionnaire, réagissant constamment l'un sur l'autre, sur la base des « lois de l'Histoire » qui en sont le fondement.

Cela implique que, tout en se mesurant par une progression de l'Organisation, les résultats de notre activité devenant partie constituante des conditions objectives, permettent au mouvement de la classe de se développer, en même temps que ce mouvement échappe à notre contrôle. Au moins jusqu'au moment où le prolétariat dirigé par un Parti révolutionnaire qui ne saurait être que le Parti de la IVe Internationale est à même de prendre le pouvoir. La progression de la marche en avant vers la Révolution prolétarienne se mesure également à notre propre progression qui, en définitive, se résume à un contrôle de plus en plus développé du mouvement objectif de la classe.

4. Du point de vue stratégique, ces considérations ont l'importance la plus décisive pour la construction du Parti par l'intervention dans la lutte de classes. C'est ainsi que par une action judicieusement conduite, et des mots d'ordre corrects, qui impliquent, comme condition majeure, une préparation centralisée et méthodique (organisée) nous sommes à même de nourrir le mouvement de la classe, en même temps que nous ne devons jamais oublier que celui-ci ne peut pas ne pas nous échapper, à une étape ou à une autre, répétons-le, tant que nous ne sommes pas le Parti dirigeant. L'expérience l'atteste. Quelques exemples :

En 1947, nous avons lancé un mot d'ordre correct : « 10 F d'augmentation uniforme » qui, face à la politique des staliniens (produire d'abord - la grève, arme des trusts, etc.) présentait un contenu politique des plus évidents.

Nous avons, combinant la lutte dans les syndicats et le combat pour la sélection de l'avant-garde, regroupé pour préparer la lutte, dans l'immédiat, dans des comités pour la préparation de la lutte unie (comités de lutte). Une intense agitation et un travail d'organisation ont abouti après toute une série de grèves que nous avions contribué à déclencher dans d'autres usines de la région parisienne (Unic, Renaudin, etc.) à une grève pour les 10 F, dans un secteur de l'usine Renault où les V.O., à la première étape, ont joué un rôle positif. Mais la généralisation de la grève à toute l'usine a été le produit de notre seule activité. De même, la tentative de généraliser la grève aux usines de Puteaux-Suresnes et à toute la métallurgie parisienne. Comment avons-

nous abordé cette lutte à partir de la grève des 1.800 ouvriers du secteur Collas ? Tout à la fois avec la volonté de l'étendre, et avec la certitude que les staliniens nous « coifferaient » pour en reprendre le contrôle et l'enliser. L'essentiel était de « pousser » l'action au maximum de ses possibilités, afin que sur une base élargie la classe puisse par elle-même faire l'expérience des directions traîtres. C'est ainsi que nous estimions que, tout à la fois, les masses seraient amenées à faire leur expérience la plus poussée, et que nous pourrions renforcer nos liens avec l'avant-garde pour les organiser.

Il faut parfaitement l'assimiler, si nous ne voulons pas sombrer dans l'illusion, répétons-le : tant que nous ne serons pas Parti dirigeant, sous une forme ou une autre, ce schéma se renouvelle toujours. C'est pour ne pas l'avoir véritablement compris que nous n'avons pu maîtriser notre propre action dans la Grève Générale de Mai-Juin 68. Il est clair que notre analyse, notre stratégie, les tactiques, les mots d'ordre mis en avant, les formes d'organisation sur lesquelles nous combattions pour regrouper l'avant-garde dans les mois qui ont précédé la Grève Générale, étaient dans l'ensemble corrects. Tant à l'Université que dans les entreprises. Il est non moins clair que du meeting que nous avons organisé dans la cour de la Sorbonne le 3 mai, sa dispersion, jusqu'au 9 mai, nous sommes arrivés à tenir en main, au moins en partie le contrôle du mouvement étudiant, parce que nous contrôlions notre propre intervention. Il est non moins évident que le mot d'ordre « 500.000 travailleurs pour libérer la Sorbonne » exprimait la ligne la plus correcte qui soit. Nous « poussions » ainsi le mouvement étudiant le plus loin possible en lui assurant politiquement la jonction avec le prolétariat.

Dans la nuit du 10 au 11 mai, le mouvement étudiant nous a échappé des mains. Il est évident que le devoir des révolutionnaires est de combattre pour garder ou conquérir le contrôle de l'action. Mais l'action se développe selon sa propre logique, en relation avec les rapports de forces donnés, lesquels sont traduction donnée des rapports à un moment donné entre les conditions objectives du mouvement et le facteur subjectif. Dans la Grève Générale, ces relations et rapports étaient tels que nous devions perdre le contrôle du mouvement. Y compris si nous avions pu hisser le mouvement jusqu'au niveau de la constitution du Comité Central National des Comités de Grève, nous n'aurions pu, d'emblée, en prendre la direction que les staliniens auraient nécessairement assumée pour toute une étape.

Cette analyse vivante se traduit par une règle que nous devons faire nôtre : « Nous sommes comptables de nos actions dans la lutte des classes. Nous ne sommes pas comptables d'une lutte de classes entravée par les appareils. »

En clair, du 3 au 10 mai, nous étions comptables de notre intervention et de la forme de combat que cette intervention nourrissait. Dans la nuit du 10 au 11 mai, NOUS N'ETIONS PAS COMPTABLES DES BARRICADES. Ni dans un sens, ni dans un autre.

De la même façon, pour prendre un autre exemple, nous avons nourri et développé la grève des employés de la Sécurité Sociale, en octobre-novembre 1969. Dans une large mesure, nous avons contribué à son déclenchement dont nous avons pris la responsabilité.

La politique de trahison des staliniens ne pouvait permettre la généralisation d'une grève (justifiée) limitée à certaines catégories. Nous

n'avons pas pris la responsabilité de dire aux grévistes : « Il faut arrêter la grève. »

Nous avons fait retomber la responsabilité de la reprise sur les staliniens qui, parce que nous ne sommes pas la « direction révolutionnaire » (eux sont la direction traître) ont contraint les travailleurs à reculer.

Dans la nuit du 10 au 11 mai, nous n'étions pas comptables des barricades. Nous l'étions de notre propre stratégie exprimée par le mot d'ordre « 500.000 travailleurs à la Sorbonne ». Nous n'avions pas d'autres responsabilités à assurer. Et cela est essentiel. Car notre ligne a été celle-là même du développement réel de la marche de la lutte de classe : le 13 mai, 1 million de travailleurs libéraient la Sorbonne.

L'Organisation n'a pas véritablement assimilé cette loi de la lutte de classes toute simple, qui consiste à comprendre que la première étape, et même la seconde ou la troisième de la Révolution, renforcent les grandes organisations. Ce qui implique qu'il faut comprendre qu'en dépit de la justesse de nos mots d'ordre et de la stratégie qui nourrit, pousse, constitue la lutte de classe dans le cours de la première, de la deuxième, de la troisième étape, le mouvement nous échappera.

L'Organisation n'avait pas assimilé ces principes de l'action de classe, dans la Grève Générale, c'est pourquoi elle a subi la pression des appareils et des gauchistes, reflet « gauche » de la pression des appareils.

Nous aurions pu et dû éviter l' « erreur » tactique du 10 mai. Si, en raison même des insuffisances dans l'élaboration théorique et politique sur la question fondamentale du gouvernement, il était plus difficile de passer de la propagande pour le C.C. des Comités de Grève à l'agitation (et à l'organisation) pratique sur cette ligne (cela était néanmoins possible et, dans un secteur limité, à la Sécurité Sociale, cela a pu en partie être réalisé : une Assemblée des Comités de Grève a été convoquée ; en raison de nos propres faiblesses politiques nous n'avons pu exploiter politiquement et dans l'action cette initiative). Il était dans une large mesure inévitable que nous n'arrivions pas à apprécier pleinement le contenu de décomposition du gauchisme, révélé déjà dans la Grève Générale.

Répétons-le, on ne peut demander plus au marxisme que ce qu'il peut donner. C'est-à-dire une méthode, des principes sans lesquels il est impossible d'appréhender la réalité du point de vue de la Révolution Socialiste, mais avec lesquels il est impossible de prévoir dans leurs contours précis, les événements qui fondent la réalité vivante. Il ne faut pas confondre prévisions et prophéties. Les prévisions, le pronostic, fondent la perspective qui s'incarnera concrètement dans une réalité concrète où les événements prennent des contours vivants que la théorie ne peut prévoir.

Mai-Juin 68 a révélé qu'avec le stalinisme et, comme sa conséquence et son revers, le gauchisme décomposé est devenu le pire ennemi de la Révolution. La raison en est simple : le problème fondamental de la Révolution prolétarienne est celui du pouvoir centralisé des Conseils. Le stalinisme, agence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, se dresse contre le mouvement objectif de la classe qui se dirige vers le pouvoir. Le gauchisme décomposé — avec ses « théories » petites-bourgeoises les plus éculées : pouvoir dans la rue, pouvoir à la Sor-

bonne, pouvoir étudiant, pouvoir dans l'entreprise, autogestion — s'est totalement adapté à la dislocation de la Grève Générale en prétendus pouvoirs qui garantissaient à la bourgeoisie que le prolétariat ne dresserait pas la lutte pour son pouvoir centralisé, autour du Comité Central et National des Comités de Grève. Le stalinisme a disloqué la Grève Générale, le gauchisme décomposé qui s'est adapté au stalinisme, a justifié avec des phrases révolutionnaristes la dislocation. Le stalinisme (sans compter évidemment le réformisme) et le gauchisme décomposé sous toutes ses variantes : P.S.U., Ligue Communiste, A.M.R., Mouvement du 22 mars, Lutte Ouvrière, Anarcho-maoïstes, etc. se sont rangés du côté de la bourgeoisie sur la question fondamentale de toute Révolution, qui est, répétons-le, celle du Pouvoir.

C'est ainsi que nous pouvons comprendre le contenu « décomposé » qui doit à présent qualifier le gauchisme.

En effet, lorsque Lénine, polémiquant avec le gauchisme de 1920-1921, le caractérisait justement en tant que « maladie infantile du Communisme » : en ce sens qu'à l'époque, les gauchistes voulaient avancer plus rapidement vers la dictature du prolétariat en cherchant à brûler les étapes. Ce faisant, ils accumulaient toutes sortes de fautes théoriques, pratiques, qui gênaient la marche vers la victoire et la construction de véritables Partis Communistes. Mais le gauchisme, alors comme courant, se situait sur le terrain de la révolution prolétarienne, sur le terrain de la dictature du prolétariat : c'était un courant communiste.

Le « gauchisme » qui, dans la Grève Générale ,a concentré ses feux contre la centralisation de la grève, a abandonné la lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'est rangé du côté de l'ordre bourgeois ; consciemment ou inconsciemment, peu importe à ce stade de l'analyse. Le gauchisme doit donc être qualifié de décomposé. Il faut néanmoins distinguer : il y a la position des organisations petites-bourgeoises gauchistes décomposées, qui obscurcit la conscience des jeunes, propageant les illusions petites-bourgeoises, renforçant en dernière analyse l'influence de la bourgeoisie et des appareils, qu'elle prétend combattre.

Mais il y a également l'impatience révolutionnaire de la jeunesse, non comme une caractéristique individuelle, mais du point de vue de la situation d'ensemble de la jeunesse dans la crise de la société. Ici, il s'agit d'orienter l'impatience révolutionnaire vers la Révolution prolétarienne, donc vers l'Organisation et l' « ordre révolutionnaire ». Mais le gauchisme décomposé trompe les jeunes en spéculant sur la Révolution, en prônant la « Révolution » sexuelle, morale, idéologique. Le gauchisme décomposé, au mieux, se refuse à comprendre les prémisses matérielles de la Révolution (cf. les forces productives ont cessé de croître), d'où découle la nécessité de la lutte pour la dictature du prolétariat exigeant le combat pour la construction, sur la base du centralisme démocratique, du Parti centralisé du prolétariat. Il faut s'en convaincre et l'expliquer : la Révolution n'est pas une affaire de libération individuelle, mais l'affaire du prolétariat comme classe entraînant et organisant les masses laborieuses, la jeunesse, les intellectuels honnêtes. Toute crise révolutionnaire met en mouvement les plus larges masses, y compris les larges masses de la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes qui, pour la première fois, s'éveillent à la vie politique, commencent à y participer en charriant toutes les illusions. Cela est particulièrement vrai pour la jeunesse. Il faut tenir compte de cette situation, non pour

s'adapter ou adopter les illusions, mais pour combattre fermement, avec souplesse et détermination, les illusions sur le terrain des illusions. Il en va tout autrement avec le « gauchisme décomposé » des Sartre, Cohn-Bendit, etc., auxquels se sont ralliés les Krivine, Frank, Germain, Weber et Cie. Ceux-là, les Mandel et autres, ont exploité dans la Grève Générale et après, l'impatience révolutionnaire de la jeunesse pour la détourner de ses tâches véritables. Ils se sont couchés dans le lit du gauchisme décomposé, comme avant Mai-Juin 68, ils se prosternaient devant le stalinisme, comme ils l'ont toujours fait et le feront demain encore. Aussi attentifs devons-nous être face aux illusions de la jeunesse, aussi décidés devons-nous être avec le gauchisme décomposé qui exploite les illusions des jeunes pour le compte de la bourgeoisie et des appareils. Aucune concession, si minime soit-elle, au gauchisme décomposé ne saurait être tolérée.

7 - LA CONSTRUCTION DE L'O.C.I. COMME MOYEN DE LA CONSTITUTION DU PARTI REVOLUTIONNAIRE DIRIGEANT

Nous allons, dans cette septième thèse, avancer les arguments qui importent le plus pour l'accomplissement des tâches pratiques de construction de l'O.C.I., sans prétendre analyser les problèmes de la tactique sous tous leurs aspects. A partir de l'analyse des rapports entre Parti et classe, la place de l'O.C.I. doit être soigneusement déterminée. La pire des erreurs, on le sait, serait de confondre notre organisation avec le Parti Révolutionnaire pour la constitution duquel nous devons nous comprendre comme moyen. Non un moyen parmi d'autres, car le Programme de la IVe Internationale qui fonde l'O.C.I. comme résultat théorique-pratique de la nécessité historique concrète, ne contient pas de choses superflues, artificielles ou occasionnelles. Il a été vérifié par des décades où se sont déroulées les plus gigantesques luttes de classes. « Le programme c'est le Parti ; le programme assure la cohésion du Parti, cohésion qui réside dans une méthode permettant une compréhension commune des événements et des tâches qui en découlent. » (Léon Trotsky.)

Mais notre combat ne se développe pas sur un terrain vierge. Le terrain sur lequel nous combattons est obstrué non seulement par les appareils contrôlant de puissantes organisations, mais par des organisations traîtres qui se réclament formellement de notre programme.

Reconnaître dans ces conditions que nous ne sommes pas le Parti Révolutionnaire dirigeant, que la construction de l'O.C.I. est le moyen pour constituer ce Parti, c'est par là même reconnaître la nécessité de formuler en termes d'organisation les médiations pour atteindre l'objectif tracé par le Programme. La nécessité de ces médiations spécifiques pour la construction du Parti Révolutionnaire dirigeant, est basée sur l'assimilation des rapports entre Parti et classe. Aussi longtemps que dure le capitalisme qui se maintient non seulement par la violence, mais aussi grâce à l'inconscience, à la routine, au manque d'organisation des masses vouées à l'inculture et à l'ignorance, la différence ne saurait être abolie entre le Parti (qui est le résultat d'une sélection cons-

ciente de l'avant-garde assimilant le marxisme) et la classe qui se constitue automatiquement (aveuglément) dans la marche de la production. Mais le Parti, catégorie particulière, non identifiable à la classe, est catégorie incluse dans la classe comme sa détermination de conscience historique, son expression la plus élevée. Ce n'est pas le Parti qui « fabrique » la lutte de classes. Le programme qui est le Parti est l'expression la plus développée de la nécessité historique (objective) qui prend consistance matérielle (organisée) dans la marche concrète de l'Histoire, bien qu'il soit préalable, comme programme, à la marche concrète fondée objectivement de l'Histoire.

Le marxisme est l'expression consciente du mouvement inconscient de l'Histoire. Le Parti Révolutionnaire est l'expression consciente du mouvement inconscient de la classe qui, historiquement, est porteuse de tout le devenir de la civilisation humaine. Le Parti est donc le résultat, comme action continue des révolutionnaires organisés sur le programme de la IVe Internationale, d'une action progressant dans le temps à travers un ensemble d'événements vers la solution des problèmes soulevés par la crise de l'humanité, qui se réduit à surmonter la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

Autrement dit, nous partons de cette prémisse : Nous ne sommes pas la direction révolutionnaire que nous devons construire en construisant l'O.C.I. dans le processus inconscient de la lutte de classes qui ne sera élevé à la conscience historique qu'au moment où le Parti Révolutionnaire dirigera victorieusement les masses vers la conquête du pouvoir. Mais le processus de la Révolution prolétarienne est développement combiné de moments, d'événements qui tous doivent être traduits par l'avant-garde en conscience, donc en termes d'organisation. Il n'y a pas une « Conscience » (avec un grand C) qui jaillira d'un seul coup comme Athéna du crâne de Zeus. Il y a la conscience organisée de chacun des moments de la lutte de classes où, dans chacun de ces moments, la forme particularisée des mots d'ordre, de la tactique, est donnée par le contenu du but à atteindre : la Révolution prolétarienne, le pouvoir, la dictature du prolétariat. La classe ouvrière ne peut arracher la victoire que par l'organisation. C'est l'organisation qui, fondant l'unité de la classe, assure aux prolétaires la possibilité d'être une classe. Dans sa lutte de classe, comme résultat de ses combats contre l'exploitation et l'Etat bourgeois, la classe ouvrière a arraché des organisations, des droits, des garanties, des conquêtes, « ses institutions » qui l'ont contituée comme classe. Chacun de ces résultats, expression du mouvement pour l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes, représente une des cristallisations organisées du processus de la conscience de classe. Le Soviet est l'expression la plus élevée de la conscience globale que la classe a conquise dans son mouvement historique fondant son unité, en rassemblant toutes les déterminations organisées arrachées par la lutte de classe (Syndicats, Partis, Comités d'usines, milices, etc.).

Dans ce cadre, nous pouvons comprendre la place du Parti Révotionnaire dans la lutte de classes. Le prolétariat, de par la place qu'il occupe dans les rapports sociaux de production, est le résultat le plus élaboré du combat de l'Humanité pour maîtriser les forces de la nature. La dimension de la mission historique du prolétariat est de briser l'Etat bourgeois pour assurer le libre développement des forces productives libérées du carcan de la propriété privée et des frontières natio-

nales, condition de la progression de la civilisation. Le Parti prolétarien révolutionnaire, qui ne saurait être que le parti de la IVe Internationale, est donc expression consciente de tout le mouvement de l'Histoire. Mais, s'il en est ainsi, il est expression consciente de tous les résultats des luttes passées de la classe ouvrière, cristallisées en organisations, droits et libertés. C'est ainsi que le Parti Révolutionnaire de la IVe Internationale se construit comme produit du mouvement de l'Histoire et dans le processus concret de la lutte de classe du prolétariat. Il est continuité historique de la lutte de la classe exploitée sur les épaules de laquelle repose le devenir de la civilisation humaine.

Les rapports entre Parti et classe sont donc inclus dans un même mouvement qui a été inscrit sur le drapeau de la Ire Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » dont le Parti, bâti sur le programme, assume la direction. C'est dans la langue du bolchevisme que le mouvement doit se traduire.

Il nous faut maintenant examiner la place de l'O.C.I. dans les rapports entre Parti et classe.

L'O.C.I. n'est pas le Parti Révolutionnaire, qu'elle doit construire sur les bases du bolchevisme. Le but détermine le contenu, la forme et les moyens qu'on s'assigne pour l'atteindre. Il en découle que l'O.C.I. ne peut construire le Parti Révolutionnaire qu'en se construisant elle-même comme organisation bolchevique.

Mais l'O.C.I. n'étant pas le Parti Révolutionnaire : la place de l'O.C.I. ne peut donc être appréhendée que par rapport aux principaux éléments qui suivent :

1. La crise sociale de la domination de classe de la bourgeoisie qui caractérise la période de l'imminence de la Révolution, se transforme fatalement en une crise politique de la classe ouvrière où seront remis en cause les appareils bourgeois contrôlant les organisations.

Mais si cette direction est celle que dicteront nécessairement les lois de l'Histoire, qui sont plus fortes que les appareils, cela ne signifie pas que fatalement la crise politique de la classe ouvrière et des organisations se dirigera vers l'O.C.I. Il dépend de notre politique et de notre activité qu'il en soit ainsi.

2. La domination des appareils sur les vieilles organisations de la classe, entraîne non seulement une crise politique en leur sein, mais entraîne également, d'ores et déjà, une usure profonde, un découragement des générations de militants qui ont porté sur leurs épaules ces organisations. Il suffit de mentionner, d'une part la désagrégation continue du Parti socialiste et, d'autre part, la disparition de toute activité militante chez des dizaines de milliers de militants P.C.F. depuis 1945, pour en mesurer la portée et les conséquences. Schématiquement, la situation peut être ainsi caractérisée : Toute une fraction de ces militants — qui constitue les appareils — sont totalement intégrés à la bourgeoisie qui, par la corruption directe et indirecte, se les assujettit. Parlementaires, membres du Conseil Economique et Social, Conseillers Généraux et Municipaux gestionnaires des Comités d'Entreprise et des Mutuelles, employés municipaux dans les mairies socialistes et P.C.F., etc., assurent par dizaines de milliers une base des plus réelles à l'appareil des directions politiques et syndicales. C'est au travers de cette couche qui, directement, trouve sa subsistance dans la corruption bourgeoise, que les appareils bourgeois exercent leur contrôle sur les

cadres organisateurs de la classe, par les méthodes du terrorisme politique, la calomnie et la violence s'exerçant avant tout sur l'avant-garde révolutionnaire, mais également sur les militants du P.C.F. qui cherchent à rester fidèles à leur classe. Dans ces conditions, la politique de l'O.C.I. n'attire pas encore la confiance de ces cadres organisateurs, non parce que l'O.C.I. n'est pas une organisation révolutionnaire, mais parce que ceux-ci ne croient pas à nos facultés de remporter la victoire contre l'appareil. De là, découlent quatre conclusions. La première :

a) Pour dégager cadres organisateurs et militants des appareils, nous devons établir notre politique en partant exclusivement des besoins et aspirations de la classe ouvrière formulés en termes de mots d'ordre transitoires adaptés aux situations concrètes, en leur donnant sous une forme appropriée aux conditions réelles de la conscience actuelle des masses, le contenu de tout le mouvement qui se dirige vers la Révolution prolétarienne.

b) La seconde, tactique : ces cadres et militants organisateurs sont placés face à une contradiction insupportable. Ils veulent rester fidèles à leur Parti et, en même temps, exprimer les aspirations de la masse. Si, à l'étape actuelle, nous leur présentons nos mots d'ordre qui sont ceux répondant aux besoins de la classe — comme impliquant l'adhésion à l'O.C.I., ils se refuseront à les adopter. Il faut donc, à chaque moment et sur chacune des questions, définir une tactique qui mène l'appareil à s'opposer ouvertement, publiquement, à nos mots d'ordre qui correspondent aux aspirations de la classe.

C'est-à-dire amener, dans une première étape, les cadres et militants à s'opposer aux appareils sans qu'ils soient conduits à penser que l'O.C.I. leur demande de rompre immédiatement avec la confiance (ébréchée certes, mais confiance tout de même) qu'ils gardent dans les directions traditionnelles.

c) La troisième conclusion qu'il nous faut tirer est celle-ci : Une telle politique signifie qu'en toutes circonstances, sous une forme appropriée, nous définissions clairement nos positions comme militants de l'O.C.I., constructeurs du Parti Révolutionnaire. Ce qui exige une conscience de soi, une confiance en soi, une confiance dans les principes appliqués judicieusement en termes de politique concrète par l'organisation de type bolchevik que l'O.C.I. doit devenir — une organisation communiste qui est à notre portée quand on songe à la force militante que nous organisons dans ce pays — et dont la politique, d'ores et déjà, participe directement à la maturation de cette crise politique des Organisations (Comité Central et National des Comités de grève en 1968, U.N.E.F., double « Non » au referendum, 200 F d'indemnité uniforme, 1er février, journées des 17 et 18 octobre sur la crise du P.C.F., Tchécoslovaquie, etc.) parce qu'elle exprime les aspirations réelles de la classe. C'est cet objectif que nous devons atteindre dès le XVIIe Congrès.

d) Quatrième conclusion : Si donc le travail révolutionnaire de l'O.C.I. est de rendre clair la nécessité du Parti, comme produit conscient du mouvement objectif de l'Histoire, si donc elle ne saurait se présenter comme ce Parti Révolutionnaire dirigeant pour lequel elle combat, l'O.C.I. doit surmonter cette contradiction. C'est là une tâche dont nous ne sous-estimons pas les difficultés, mais qu'il nous faut prendre à bras-le-corps. La condition pour la résoudre réside dans une compréhension

globale du contenu du marxisme. Le Programme établit que sur la ligne du mouvement objectif de l'Histoire, il nous faut définir des mots d'ordre transitoires qui partent de la conscience actuelle des masses, et du mouvement de la classe, mots d'ordre se succédant dans une seule direction : le Pouvoir. Nous avons établi comme résultat des leçons de notre histoire, dès le XIVe Congrès, que la lutte pour la construction du Parti, relevant également de la transition, exigeait que soient abandonnées les déviations subjectivistes qui partant de l'idée fausse que « nous sommes le Parti Révolutionnaire », transformait le Parti en une catégorie figée sans histoire et sans développement, ce qui nous a souvent conduits à considérer notre combat comme extérieur au mouvement de la lutte de classe. C'est dans cette déviation idéaliste du marxisme, commune à toutes les sections de la IVe Internationale, analysée dans « Les enseignements de notre histoire », que se situe la racine de la trahison pabliste.

Nous nous considérions comme le « Parti Révolutionnaire » mais, dans les faits, nous n'étions pas et nous ne pouvions pas être reconnus par la classe comme son Parti dirigeant. C'est ainsi qu'avant 1950, nous combattions sur une ligne qui nous amenait à faire découler la construction du Parti comme produit automatique de la lutte de classes, donc extérieure à elle. C'est à partir de cette contradiction, et pour la résoudre, que le pablisme a rejeté la classe au compte des « forces objectives » de la bureaucratie, capitulant ainsi devant le stalinisme.

Nous avons, quant à nous, surmonté théoriquement cette contradiction en définissant une méthode relevant du Programme de transition comme stratégie pour la construction du Parti Révolutionnaire. Nous avons reconnu — théoriquement — que nous ne sommes pas le Parti révolutionnaire que l'O.C.I., avec son Programme — qui est le programme du Parti révolutionnaire — doit construire. Nous avons concrétisé cette stratégie relevant de la Transition, dans la perspective de la médiation vers le Parti par la « Ligue ouvrière révolutionnaire » dont l'Alliance ouvrière est une expression. Ainsi, nous nous sommes dotés d'une stratégie qui tient compte tout à la fois du mouvement de la lutte de classes, de la position des militants et cadres organisateurs de la classe par rapport à ce mouvement et à l'appareil, et de notre position exacte dans l'ensemble de ce processus. Il est clair que nous n'avons pas encore réussi à transcrire dans la pratique organisée ce que nous avons dégagé théoriquement, et ce que nous enseigne notre histoire.

Cette assimilation insuffisante s'exprime également dans le contenu de notre intervention dans la lutte de classes qui donne à celle-ci son caractère oscillant et hésitant face aux forces étrangères à la Révolution (stalinisme, gauchisme décomposé, centrisme) et nos faiblesses dans le regroupement de l'avant-garde dans les C.A.O.). Ces hésitations et faiblesses trouvent comme toujours leur expression dans le domaine de l'organisation. Si l'O.C.I. doit se construire pour construire le Parti Révolutionnaire, comme organisation bolchevique, la médiation organisationnelle que représente l'Alliance ouvrière et les C.A.O. ne peut être bâtie comme organisation bolchevique. Car si tel était le cas, il n'y aurait aucune différence qualitative entre l'O.C.I. et l'Alliance ouvrière, cela coule de source. Mais dans la pratique, nous opérons nous-mêmes cette confusion qui nous conduit nécessairement à une nouvelle confusion, celle qui nous fait perdre de vue la situation réelle des militants et cadres organisateurs que nous devons aider à surmonter la contra-

diction dans laquelle ils se débattent. Si l'Alliance ouvrière et les C.A.O. sont confondus avec l'O.C.I., cela signifie que ces militants et cadres organisateurs, en opposant leur propre mouvement (fidélité à la classe) aux appareils bourgeois, doivent adhérer directement à l'O.C.I. Il est clair que pour certains d'entre eux, cette possibilité est immédiatement ouverte, mais cela n'est pas vrai pour la majeure partie d'entre eux. Avec cette confusion, nous abandonnons les moyens de notre politique. A ces deux ordres de confusion, s'en ajoute une troisième : nous abandonnons la méthode de transition pour la construction du Parti Révolutionnaire. En procédant ainsi, nous refusons de tenir compte des puissantes tendances vers le centrisme qui ne peuvent pas ne pas tendre à se cristalliser dans les conditions de la crise du stalinisme qui a dominé la classe ouvrière depuis plus de quarante ans, et qui la domine encore. Nous devons comprendre que le centrisme des militants et cadres organisateurs qui cherche à se déplacer vers la gauche, remplit une fonction progressive en ce sens qu'il contribue à les détacher du réformisme et du stalinisme, à condition, répétons-le, que nous affirmions sans ambiguïté la politique trotskyste de l'O.C.I., et restions fermes pour dénoncer les ambiguïtés du centrisme. Mais le centrisme, si nous n'agissons pas sur la ligne de la Ligue ouvrière révolutionnaire, évolue nécessairement sur une autre voie : celle de permettre une autre évolution vers le réformisme, la petite bourgeoisie, une opération de camouflage du stalinisme. Alors, soit parce que nous sommes absents, soit parce que nous sommes carents, le centrisme accomplit une tâche réactionnaire, celle que poursuivent les pablistes de la Ligue, Lutte Ouvrière, Unir-Débat, etc.

Quand nous sommes « absents », notre responsabilité n'est pas directement engagée, mais elle l'est lorsque nous sommes carents .Il nous faut surmonter nos propres carences par une juste évaluation de la place de l'Alliance ouvrière dans la construction de l'O.C.I. pour, graduellement, saper les bases du centrisme réactionnaire que, dans les rapports de forces existant actuellement, nous ne pouvons liquider d'un seul coup. Cela implique en particulier une compréhension correcte du fonctionnement politique des C.A.O. qui ne doivent pas être structurés sur les formes d'organisation du bolchévisme. Fonctionnement, ordres du jour, activité doivent répondre à la nécessité d'assurer aux C.A.O. le caractère et le contenu d'un regroupement large de militants lutte de classe pour l'intervention politique sous toutes ses formes dans la lutte de classe du prolétariat, que l'O.C.I. qui en est le moteur élève ainsi à la conscience des tâches révolutionnaires du combat pour le pouvoir, auxquelles la classe est amené par son propre mouvement spontané lequel, par ailleurs, ne peut aboutir sans Parti Révolutionnaire. Que cela soit possible est démontré par le fait qu'il existe des C.A.O. répondant à ces normes et à cette tâche.

La nécessité d'appliquer les méthodes de transition pour la construction du Parti Révolutionnaire par la médiation de la Ligue ouvrière révolutionnaire dont l'Alliance ouvrière est l'expression, milite pour la construction de l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse dont l'A.J.S. est l'expression.

L'Alliance ouvrière et l'A.J.S. sont l'une et l'autre médiation du combat de l'O.C.I. pour la construction du parti de la IVe Internationale en France.

Mais les différences de situation entre la classe et la jeunesse sont considérables. Non en ce sens que les luttes de la jeunesse soient

indépendantes de la lutte de la classe : bien au contraire, la lutte de la jeunesse en est étroitement dépendante ; le fait qu'elle prenne des formes spécifiques sur des mots d'ordre particularisés n'a qualitativement rien de différent des luttes spécifiques engagés par telle ou telle couche de la classe sur tel ou tel mot d'ordre ou revendication particularisés. Mais en toutes circonstances ce sont les travailleurs eux-mêmes qui s'émancipent par eux-mêmes, et non telle ou telle couche ou bien la jeunesse qui pourrait être investie de la tâche de faire la Révolution.

L'O.C.I. rejette avec mépris toutes les illusions petites-bourgeoises dont la Ligue pabliste a été le véhicule en ce qui concerne les nouvelles avant-gardes (avant-garde jeunesse) pour affirmer l'hégémonie du prolétariat dans la Révolution dont la conséquence directe est l'affirmation de la direction de l'O.C.I. sur l'Alliance ouvrière et l'A.J.S. De la même façon que l'hégémonie du prolétariat ne saurait être garantie que par la dictature du prolétariat et la démocratie des Conseils, la direction de l'O.C.I. ne saurait être assurée que par l'application des méthodes de la démocratie ouvrière, tenant compte de la nécessaire indépendance d'organisation de l'Alliance ouvrière et de l'A.J.S., tout en exigeant des militants de l'O.C.I. membres de l'A.J.S. et de l'Alliance ouvrière, une stricte discipline à l'égard de l'O.C.I., organisation fonctionnant dans le respect des principes du centralisme démocratique.

Cela dit, il nous faut opérer, en ce qui concerne les problèmes soulevés par la construction de l'A.J.S., avec la même méthode qui nous a conduit à définir la place de l'Alliance ouvrière dans le groupement des éléments du Parti prolétarien révolutionnaire.

Il est clair que le poids des organisations traditionnelles ne s'exerce pas avec une force égale sur la jeunesse d'une part et, d'autre part, sur la classe, les militants et les cadres organisateurs. Dans la conjoncture présente, la jeunesse échappe dans ses larges masses à la tutelle démoralisante des appareils. Ce qui ne signifie pas que les organisations traditionnelles et tout particulièrement les J.C. aient perdu à tout jamais la possibilité de l'organiser. Ce qui aujourd'hui place les appareils dans une situation fausse à l'égard des jeunes, c'est qu'ils ne peuvent leur offrir comme seule perspective qu'un soutien honteux au régime capitaliste et plus précisément, en relation avec les impératifs de la politique stalinienne, le soutien au gouvernement Pompidou-Chaban. Telle est la raison pour laquelle l'appareil n'est pas en prise directe avec la jeunesse. Voilà pourquoi il ne cherche pas à l'organiser. Ce qui le contraindrait à concentrer dans ses organisations la pression explosive des aspirations révolutionnaires des jeunes générations.

Mais les lois de la lutte de classe s'appliquent à la classe et à la jeunesse. Tant que l'appareil pourra contenir la classe ouvrière, il manœuvrera, s'opposera ouvertement pour interdire aux travailleurs le combat révolutionnaire. Mais la crise de domination de classe de la bourgeoisie est irrémédiable. Le gouvernement Pompidou-Chaban est condamné. Les forces explosives s'accumulent et trouvent d'ores et déjà leurs premières expressions : postiers, R.N.U.R. Le Mans, manifestations paysanes, élections municipales, etc.

Le P.C.F. concentre toute la puissance de son appareil pour sauver le gouvernement Pompidou-Chaban. Lorsque cela s'avèrera impos-

sible, il ne balancera pas longtemps pour opérer la volte-face la plus rapide, confronté avec le mouvement des masses, craignant de le voir échapper à son contrôle.

Pour protéger le régime capitaliste le P.C.F. n'hésitera pas à prendre la tête du mouvement et à tenter de canaliser la jeunesse dans les structures d'organisation des J.C.

Dans une telle conjoncture, nous verrons, comme l'atteste l'expérience, les masses et la jeunesse affluer dans l'organisation stalinienne, chargeant celle-ci de leurs aspirations. Ce n'est qu'à une autre étape, lorsque les masses se heurteront aux appareils bourgeois, si l'organisation révolutionnaire est là, que s'opèrera alors le large mouvement vers le Parti Révolutionnaire. Cela dicte pour nous, la nécessité absolue d'organiser dans l'A.J.S. et dans l'O.C.I. une force conséquente de militants pour se préparer et préparer les masses à la victoire. La pire des erreurs serait de ne s'aligner que sur le processus objectif, tant il est vrai que si les conditions politiques et d'organisation ne sont pas réunies, la Révolution irait à la défaite, désagrégée par la trahison.

Dès lors, il nous faut constamment préparer ces conditions politiques et d'organisation par une intervention politique dans tous les domaines et sous tous les aspects de la lutte de classes visant au renforcement continu de l'O.C.I. par l'intermédiaire de ses médiations, l'Alliance ouvrière et l'A.J.S. Nous devons le comprendre, le moment actuel de la situation est favorable au renforcement de l'avant-garde révolutionnaire, tout particulièrement dans les secteurs jeunes, dans la mesure exacte où l'appareil, en dépit de ses manœuvres, est dans une situation fausse.

La classe saisit la révolution à partir de la revendication par laquelle elle exprime sa conscience actuelle. La conscience actuelle de la classe est nécessairement disloquée ,d'une part par les conditions matérielles de la production capitaliste, d'autre part par la politique bourgeoise des appareils. La classe ne peut ressaisir son unité que dans la lutte de classe contre la bourgeoisie et son Etat.

C'est ainsi que la revendication ne peut réaliser l'unité de la classe que si elle s'inscrit et si elle est formulée en relation avec la Révolution qu'elle exprime. En d'autres termes : les travailleurs savent compter. Ils ne perdraient pas la vie pour 0,10 F de l'heure d'augmentation, ni pour 200 F d'indemnité de vie chère. Ils savent d'expérience qu'une grève même victorieuse ne rapporte jamais ce qu'elle leur a coûté. Et pourtant, la revendication, si ele est judicieusement établie, constitue toujours le point de départ d'une mobilisation qui dresse les travailleurs d'une entreprise, d'un secteur, toute la classe, contre la bourgeoisie, pour en finir avec le morne horizon de l'exploitation.

C'est pourquoi nous voyons les travailleurs se saisir, dans certaines circonstances, de toutes les opportunités, y compris celles que les appareils dressent comme obstacles à leur lutte, pour projeter, en surmontant ces obstacles, leur combat contre la bourgeoisie et son Etat. Nous insistons : cela n'est vrai que dans certaines circonstances, pas en toutes circonstances ; les embûches organisées par les appareils bourgeois ne peuvent pas toujours être surmontées. C'est pourquoi il n'est possible de définir une tactique appropriée à chaque cas qu'en relation avec l'analyse de la situation politique en écoutant les réactions de la masse qui s'y insèrent.

Ce qui est vrai pour la classe l'est plus encore pour la jeunesse. Les jeunes à l'école, au lycée, dans les C.E.T., les étudiants, les jeunes travailleurs ; particulièrement les jeunes qui vivent dans leur famille se sentent relativement moins concernés par les revendications que les travailleurs adultes. Cela n'implique nullement que les conditions matérielles d'existence qui fondent la revendication n'ont pour les jeunes aucune importance. Loin de là. Mais ils saisissent leurs conditions matérielles d'existence avant tout comme obstacle direct immédiatement resenti à leurs aspirations, dont la puissance explosive pour les réaliser est considérablement renforcée par toutes leurs espérances et l'espoir dans la vie. Les revendications de la jeunesse ne deviennent mobilisatrices que si elles s'insèrent comme mobile de la volonté d'arracher la réalisation de ses aspirations dans la lutte contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois qui cherchent à les réduire à la déchéance matérielle, intellectuelle, morale. La dimension de la Révolution prolétarienne, de sa préparation, la dimension de l'organisation révolutionnaire doivent ainsi être formulées directement comme expression, moteur objectif de la revendication.

Nous le savons, pour la classe, c'est par et dans l'unité dans la lutte, par l'organisation, qu'elle se dresse comme classe contre la bourgeoisie et son Etat. Chez les jeunes, le besoin d'unité est considérablement plus fort dans la mesure où ils sont dans une phase de l'existence où ils cherchent à se grouper. L'adulte, avec les charges multiples de la vie, dans le cadre de son travail parcellaire, est replié sur lui-même dans sa condition d'exploité. Le jeune cherche à se réunir avec d'autres jeunes. Chez les jeunes le groupement est un besoin immédiat, situation transitoire qui abolit pour la jeunesse, dans une certaine mesure, les cloisonnements et divisions inhérents au système capitaliste. Mais c'est par la lutte de classe révolutionnaire que la classe abolit les cloisonnements et les divisions. C'est ainsi que par sa situation propre, la jeunesse est infiniment plus réceptive à la Révolution qui seule peut la rassembler comme force unie, ce qui renforce encore la nécessité d'ouvrir directement la perspective révolutionnaire au moment même où nous formulons la revendication. C'est ainsi que, par toute sa situation, la jeunesse est perméable à l'organisation.

C'est dans cette situation de la jeunesse que l'A.J.S., exprimant les aspirations des jeunes au groupement, dans tous les domaines et sous tous les aspects, doit plonger ses racines et présenter aux jeunes la volonté de les organiser dans une organisation de masse. Cela implique que soit évité un double écueil : le premier consiste à s'adapter aux illusions de la jeunesse. Dans la jeunesse se concentrent la volonté, la puissance des espoirs et des espérances n'ayant encore pas buté sur les défaites de la lutte de classe et les durs échecs de la vie qui ont marqué les générations plus âgées. Elle est, sans expérience, susceptible d'engouement pour les fausses solutions du gauchisme décomposé, agent de la bourgeoisie au même titre que le stalinisme. Mais le gauchisme décomposé présente à sa manière des réponses sur les problèmes de la vie qui angoissent les jeunes. Certes, nous savons que ce sont là de fausses réponses élaborées par des intellectuels décomposés, distillant la haine de la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière, ses traditions, la haine contre la Révolution prolétarienne et son objectif centralisé, la dictature du prolétariat, la haine contre le bolchevisme. Mais si nous ne savons pas formuler les

réponses politiques du prolétariat, les seules qui peuvent arracher la victoire, celles qui peuvent et doivent, si nous les présentons en relations avec une claire compréhension des problèmes, susciter le plus large enthousiasme des jeunes générations, alors il ne reste que les solutions petites-bourgeoises du gauchisme décomposé comme expression de la révolte qui les mobilise contre la société.

Le second écueil qui découle du premier consiste à transformer le combat en mythe, la violence en absolu. La jeune génération est capable de comprendre que l'on engage pas le combat dans n'importe quelles conditions. Les lycéens, par dizaines de milliers, ont lutté dans l'unité pour libérer G. Guiot. Avec un sûr instinct de l'enjeu, ils ont dans leur masse ,refusé de suivre les petits-bourgeois de la Ligue pabliste, les anarcho-maoïstes de tout poil qui leur demandaient, après que Guiot ait été libéré, de ressusciter les mythes du passé. Ils ont refusé de constituer la masse de manœuvre de ceux qui cherchaient à reconstituer le « Comité d'occupation de Censier » par lequel les partisans des prétendus pouvoir lycéen et pouvoir étudiant ont combattu avec acharnement contre le Comité central et national de grève. Riche leçon que nous devons assimiler : le combat politique pour la Révolution inclue toutes les formes de combat qui doivent être dégagées des situations politiques concrètes. Au combat « abstrait » nous devons opposer les combats réels, ceux qui expriment réellement la volonté de vaincre. La jeunesse a le goût de la victoire. Des plus grandioses événements qui marqueront la période de l'imminence de la Révolution, nous devons montrer que le goût de la victoire exige l'organisation, une organisation capable d'utiliser selon les situations toutes les formes de lutte pour assurer le triomphe de la Révolution prolétarienne.

C'est ainsi que l'A.J.S. se construira comme une organisation de masse. C'est ainsi que l'O.C.I. — qui doit surmonter le contenu dispersé de son travail politique, qui pour ne pas subir la dislocation des conditions matérielles et politiques d'existence du prolétariat doit surmonter par ses mots d'ordre et sa tactique le cloisonnement et la division, qui pour atteindre ses objectifs, doit assimiler pleinement les rapports entre la revendication et la Révolution — aidera et guidera politiquement l'A.J.S. à devenir l'organisation de masse de la jeunesse. Mais, de même que l'Alliance ouvrière, l'A.J.S. n'est pas et ne peut être l'Organisation bolchevique dont le prolétariat a besoin pour vaincre.

Plus encore que les C.A.O., les cercles de l'A.J.S. ne peuvent vivre et se développer que dans des structures souples où, tout à la fois, il st possible d'exiger le dévouement le plus total dans l'accomplissement des tâches, et d'assurer la plus large liberté de discuter de tous les problèmes de la vie qui passionnent les jeunes. Une large compréhension est indispensable de ce que nous caractérisons comme la mobilité de la jeunesse. Cette mobilité a deux bouts : enthousiasme pour le combat révolutionnaire — déception rapide devant les écueils et les échecs. C'est pourquoi il serait impossible de garantir une progression de l'A.J.S. sans assurer une formation politique poussée de cadres jeunes qui, seule, peut ouvrir un recrutement intense de militants A.J.S. à l'O.C.I. Ce recrutement, avec une orientation d'ensemble sur les problèmes de la jeunesse, correctement établie, est garanti par la situation spécifique de la jeunesse dans la période pré-révolutionnaire dans laquelle nous sommes entrés. Par un recrutement large

à l'A.J.S. la possibilité de dégager des militants et cadres organisateurs de la classe, de la tutelle démoralisante des appareils entraînés par l'entousiasme et la volonté de vaincre des jeunes générations, se renforcera.

La construction de l'A.J.S. comme organisation de masse, et le recrutement à l'O.C.I. des jeunes révolutionnaires — qui n'ont pas connu les effets démoralisants de la politique stalinienne et social-démocrate — sont des éléments majeurs qui permettront aux vieilles générations de surmonter le goût amer des échecs, des défaites et des déceptions. Les militants et cadres organisateurs commenceront dès lors à reprendre confiance et à croire à la capacité de l'O.C.I. de faire reculer les appareils.

Sous cet angle, la première bataille que nous avons gagnée à l'U.N.E.F. donne la mesure des problèmes qui, sous une forme ou une autre, à un moment ou un autre — l'O.C.I. ayant conscience de ce qu'elle est, confiance en ce qu'elle fait — jailliront de la crise du stalinisme, à la C.G.T. et dans le P.C.F. Car, sous le double mouvement de la volonté des étudiants de refuser les conséquences de la réforme Faure-Guichard (boycott de la participation) et de notre action politique les 10, 11 et 12 janvier 1971, l'appareil au plus haut niveau — au Secrétariat — a oscillé, acceptant les décisions du Collectif pour ne s'engager délibérément dans la voie de la scission qu'à partir du 12 janvier. Ces premières failles dans l'appareil en préfigurent de plus importantes sous l'impact du mouvement de la classe et de notre action politique. Il dépend de notre compréhension large des problèmes, de notre ténacité, de notre volonté, qui doivent se hisser à un niveau plus élevé, celui d'une capacité politique et d'organisation assurant tout à la fois une direction syndicale à l'U.N.E.F., et la construction de l'A.E.R., que le discrédit qui entoure l'appareil stalinien à l'université et dans les facultés se transforme, à une autre étape, en déroute politique.

8 - PROBLEMES DE STRATEGIE ET DE TACTIQUE

La tactique découle de la stratégie, en conséquence, la tactique (ou plus précisément les tactiques) mise au point en relation avec les situations particularisées des secteurs d'intervention particularisés, vise à nous organiser pour l'affrontement centralisé de la classe ouvrière et de la jeunesse avec le gouvernement Pompidou, pour lui substituer le gouvernement de l'unité ouvrière, le gouvernement des organisations ouvrières unies, transition vers la dictature du prolétariat. Ici se pose une première série de problèmes. Nous avons dit qu'il faut nous préparer à des tournants brusques où s'exprimera dans l'affrontement centralisé entre les classes au niveau de l'Etat, le problème du pouvoir ouvrier. Mais l'affrontement centralisé, c'est précisément le début de la Révolution prolétarienne. C'est donc que nous devons nous préparer à la Révolution prolétarienne, c'est-à-dire une période couvrant toute une époque où les classes et leurs expressions politiques disposeront leurs forces autour de la solution révolutionnaire concentrée au niveau de l'Etat, du pouvoir : premier point. Deuxième : nous le savons mais nous devons nous en persuader, jamais une classe dominante n'abandonne

le terrain sans combat. C'est dire qu'il ne faut pas confondre l'amorce du tournant brusque avec le tournant brusque. C'est-à-dire que la bourgeoisie, pour protéger son Etat, engagera des combats pour tenter de détruire la lutte des masses s'amplifiant et se dirigeant vers le pouvoir.

Pour ce faire, la bourgeoisie s'appuiera sur les appareils dont toute la politique est justement de disloquer la lutte de classe pour en empêcher la centralisation. C'est donc qu'il nous faut nous préparer, avant même que la situation se dénoue en termes de début de la Révolution prolétarienne, à des coups que le Capital et son Etat s'efforceront d'infliger à la classe, à la jeunesse et à l'avant-garde pour tenter de casser le processus centralisé de la lutte de classe qui s'amorce en s'appuyant d'une part sur les appareils et, d'autre part, sur le gauchisme décomposé, expression, les uns et les autres de la volonté (consciente ou non, peu importe) de disloquer la lutte de classe. Ces éléments d'analyse établis, nous sommes en face d'un double mouvement : d'une part le mouvement de la classe et de la jeunese qui se dirige vers les combats centralisés pour le pouvoir — autrement dit, le mouvement historique — et d'autre part le mouvement conjoint des appareils et des illusions du gauchisme décomposé qui tend à disloquer le mouvement historique vers la centralisation. Nous avons déjà vu se développer ce double mouvement de la classe et de la jeunesse qui se dirige vers les combats disloquant ouvertement la Grève Générale, et les illusions gauchistes collaboraient à ce travail contre le Comité Central et National des Comités de Grève. A partir de là, il est évident que l'avant-garde révolutionnaire doit orienter son action sur le mouvement historique qui trouve son expresion première dans le combat pour le gouvernement ouvrier se substiuant au gouvernement Pompidou-Chaban comme conséquence, directe ou indirecte, des affrontements entraînant sa chute.

Ce qui justifie cette perspective réside en ceci : durant ces dernières années, la bourgeoisie n'a pas trouvé les forces suffisantes pour conduire à terme son offensive contre les masses laborieuses. Une situation aussi instable, où la lutte du prolétariat entravée par les appareils n'a pu aboutir, où la bourgeoisie ne se sent plus maîtresse chez elle, ne peut se dénouer que dans une crise révolutionnaire ouverte, posant l'alternative : ou l'écrasement physique du prolétariat ou la dictature du prolétariat. Le bonapartisme moribond a épuisé ses ressources. Il faudrait imposer le bonapartisme policier portant des coups directs à la classe et aux organisations. Mais la bourgeoisie n'a pas confiance dans les ressources de son Etat pour contenir le mouvement des masses. Les formes actuelles que prend cette crise de la domination de la classe capitaliste renforcent encore le caractère d'instabilité de toute la situation. Le gouvernement veut frapper et hésite à frapper.

Autrement dit, les conditions objectives principales de la Révolution prolétarienne existent déjà : état de la classe dominante qui confine à l'impuissance — état du prolétariat qui évolue vers les affrontements révolutionnaires, tandis que la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes amorce une évolution à gauche, ainsi qu'en témoignent en partie le résultat des élections municipales et les manifestations paysannes.

Mais à cause de l'héritage du passé et, principalement, du poids du stalinisme sur la classe ouvrière, l'évolution globale vers la Révolution est freinée. Le stalinisme, principal soutien du régime bourgeois,

accuse son caractère contre-révolutionnaire par sa volonté de préserver le gouvernement Pompidou-Chaban. Mais le soutien du P.C.F. est en lui-même contradictoire car la confiance que les masses ont dans le P.C.F. ne va pas vers le régime bourgeois. La crise internationale de l'appareil stalinien se répercute largement sur l'appareil du P.C.F. (Pologne, Tchécoslovaquie, etc.). Il faut donc s'attendre à des frictions grandissantes et à la formation à terme (sans qu'on puisse fixer ni les rythmes ni les délais) des groupements droitiers et centristes au sein et à l'extérieur du P.C.F.

Dans une telle situation, où s'amorce l'évolution vers la Révolution prolétarienne mais où l'appareil bourgeois domine la classe ouvrière, tandis que l'O.C.I. manifeste une certaine faiblesse politique et d'organisation, les processus politiques s'accumulent au sein des profondeurs de la classe. Ils jailliront brusquement. Si l'on n'assimile pas la signification de la période de la révolution imminente, qui sera caractérisée par de brusques tournants dans la situation, préparés par de brusques combats de classes se déroulant sur une ligne chaotique, l'O.C.I. ne pourra s'éduquer vraiment comme organisation capable d'intervenir politiquement dans la lutte des classes sous tous ses aspects. Il nous faut apprendre à combiner valablement les tactiques et les mots d'ordre adaptés aux conditions concrètes du mouvement, nous armer pour être à même de modifier brusquement, avec audace et résolution, la tactique ou le mot d'ordre dépassé quand la situation l'exige.

Il nous faut savoir nous adapter de façon tout à fait précise et concrète à tous les moments d'une situation qui avance sur une ligne contradictoire vers les affrontements révolutionnaires, afin de ne pas risquer de se laisser dépasser, en répétant mécaniquement mots d'ordre et tactiques valables dans un moment, dépassés par le nouveau moment qui jaillit brusquement.

Les fondements objectifs et subjectifs de la Révolution prolétarienne ne mûrissent jamais de façon homogène. Encore moins dans une situation transitoire. En effet la situation actuelle peut être qualifiée ainsi : transition de la première étape, ouverte avec la Grève Générale de Mai-Juin 68, qui a laissé aparemment intacte la forme bonapartiste de l'Etat bourgeois, à la seconde qui, avec la chute du bonapartisme moribond comme résultat direct ou indirect des affrontements ouvrira les débuts de la Révolution prolétarienne en France.

Une telle situation renferme des possibilités diverses en relation avec les développements de la lutte de classes et l'allure de notre propre développement. Le développement de la lutte de classes, nous pouvons par une intervention judicieuse, l'accélérer, le faire mûrir, mais dans des proportions nécessairement limitées. Il se développera dans des proportions décisives selon les processus objectifs.

Pour ce qui est du levier qui est l'allure de notre propre développement, les proportions sont inversées. Notre renforcement dépend avant tout de notre propre activité. Le courant qui entraîne les masses à la Révolution est un courant objectif, mais ce courant objectif naturel ne se dirige pas objectivement vers la construction du Parti révolutionnaire, condition de la victoire de la Révolution prolétarienne. Il dépend exclusivement de nous, de notre capacité d'assimiler le marxisme et les méthodes du bolchevisme, qu'il en soit ainsi. Mais pour atteindre cette maîtrise, il nous faut apprendre à reconnaître une situation quand elle n'est encore qu'à ses débuts, afin, en nous y intégrant, de nous

donner les moyens organisés de diriger graduellement ses développements ultérieurs. Il ne suffit pas de constater que la marche vers la Révolution prolétarienne est ouverte — cela est indispensable — il faut s'y préparer en intégrant l'activité centralisée de l'O.C.I. au processus de la lutte des masses qui se préparent à la Révolution par la vie. La question, répétons-le, n'est pas de savoir avec quelle rapidité et sous quelles formes concrètes les luttes vont jaillir. Il est impossible de le prévoir. La question est de savoir que le prolétariat se dirige vers la Révolution même s'il n'en a pas encore conscience. La question est donc de nous préparer aux affrontements révolutionnaires. Répétons-le : le caractère révolutionnaire de l'époque de l'imminence de la Révolution ne consiste pas à penser qu'à chaque instant la Révolution peut se réaliser. Le caractère révolutionnaire de la situation consiste en ce que toute lutte de classe d'envergure pose le problème du pouvoir.

Cette vue large est indispensable pour comprendre que dans une telle situation on ne peut prévoir mathématiquement par avance les événements concrets qui constitueront le processus de la Révolution. Les formes que prendra la lutte ne se dégagent pas de prévisions à priori, elles ne se dégagent que par et dans la lutte.

Il nous faut mesurer, au fur et à mesure, par la pratique organisée de l'intervention politique dans la lutte de classes sous tous ses aspects et avec toutes ses déterminations spécifiques, la marche vers la Révolution ; et à chaque moment, d'après les formes concrètes de la lutte qui se dégagent de la lutte, apporter les aménagements dans la tactique, nourrir les développements ultérieurs de l'action de classe. Nous ne pouvons atteindre cette capacité que par une juste évaluation du contenu de la période, de ses caractères et formes non encore unifiés dans le moment actuel. Dans les conditions de la lutte de classes où les appareils contraignent la classe à appréhender les problèmes politiques du pouvoir dans un cadre disloqué, il serait erroné de prétendre généraliser mécaniquement tel ou tel moment de la lutte ou un secteur de la classe engage une action limitée ou plus large, dont le contenu développé se dirigera vers le pouvoir.

Mais il serait plus erroné encore de projeter mécaniquement une situation spécifique dans un secteur non encore touché par la lutte au niveau d'un comportement général de la classe. Bien au contraire, le secteur où une lutte s'insérant comme élément constituant de la période, est engagée, ouvre la voie dans laquelle s'engagera le secteur non touché. Un peu plus tôt. Un peu plus tard. Plus rapidement qu'on ne peut l'imaginer. De toutes façons, notre tâche est de nous préparer en toutes circonstances, avec les formes appropriées, aux perspectives révolutionnaires.

La première condition pour résoudre un problème de tactique, est d'apprendre à distinguer avec soin les moments par lesquels les processus révolutionnaires prennent consistance et forme. La seconde consiste à adapter la tactique à chacun des moments en maintenant ferme une stratégie générale orientée sur les affrontements de classe au niveau de l'Etat ; stratégie qui conditionne le contenu de la tactique et des mots d'ordre. Cela implique que nous sachions nous adapter aux diverses phases que prend le mouvement. Tout le problème consiste à exprimer en germes de conscience, donc en formes et organisation de lutte, donc en termes de renforcement de l'O.C.I., le processus révolutionnaire inconscient à chacun de ses moments. Ceci ne

peut être réalisé que sur la base d'une expérience commune avec et dans la lutte des masses. Il est donc indispensable de définir tactiques, mots d'ordre, formes d'organisation, en relation avec les besoins vitaux et aspirations des masses que nous devons lier à l'objectif du renversement du gouvernement bourgeois. Pour se faire, il nous faut, répétons-le, partir de la conscience actuelle des masses dominée largement par les appareils dont toute la politique consiste à désorienter les travailleurs. C'est pourquoi nous devons éviter de nous laisser enfermer dans le dilemme que les appareils dressent pour obscurcir la conscience des masses : Révolution immédiate ou subordination à la bourgeoisie.

Nous devons expliquer : notre objectif immédiat c'est la satisfaction des revendications et des aspirations. Il faut dire la vérité : si on peut arracher les revendications pour « changer la vie » avec le gouvernement Pompidou-Chaban, comme l'explique Marchais au dernier C.C. du P.C.F., alors on ne comprend pas pourquoi il faudrait renverser ce gouvernement. Si on ne peut arracher ces revendications vitales avec ce gouvernement, il faut que toutes les actions tendent vers le renversement du gouvernement Pompidou pour lui substituer un gouvernement qui prendrait toutes mesures pour donner satisfaction aux aspirations des masses : le gouvernement ouvrier.

Aux questions posées : faut-il renverser le gouvernement Pompidou ? nous disons : il faut le renverser. Peut-on le renverser tout de suite ? Nous disons : ce sont les masses qui, par leur propre mouvement, lorsqu'elles seront prêtes, le feront. L'O.C.I. dit : Il faut que toutes les organisations s'unissent pour préparer les masses à renverser le gouvernement. Il faut le dire en ajoutant sans cesse : ce sont les masses qui réaliseront elles-mêmes cet objectif. Il faut entreprendre une action résolue pour atteindre cet objectif. Nous disons : les masses y seront conduites par toute la situation. Mais nous devons en tirer toutes les conséquences. L'O.C.I., par les liens qu'elle a d'ores et déjà noué avec des secteurs de la classe et de la jeunesse, doit apporter aux travailleurs et aux militants une conscience plus aiguë de l'objectif que les masses atteindront par leurs propres luttes. Il faut le faire, par une propagande et une agitation politique où chacun des mots d'ordre acquérant le contenu de transition, éclaire chacun des moments du processus de conscience ; où les mots d'ordre lancés se succèdent et se succèderont en relation avec la direction que prendra nécessairement la lutte où chacun des mots d'ordre concret est mis en rapport avec son effet, lequel précède l'état d'esprit des masses au moment où il est lancé. Il faut le faire graduellement, selon un travail planifié mesurable et mesuré, à l'image du mouvement dans lequel la classe se dirige selon un processus graduel. Il nous faut poser les questions vitales dans les termes tels que militants et cadres organisateurs encore sous contrôle du P.C.F. ne soient pas, au départ, amenés à penser que l'O.C.I. exprimant les aspirations de la masse, les appelle à rompre immédiatement avec « le Parti ». Il faut, comme nous l'avons indiqué, amener l'appareil, par une tactique et des mots d'ordre appropriés à s'opposer aux militants et cadres organisateurs qui cherchent à exprimer les aspirations de la classe. Ainsi, nous pourrons faciliter leur évolution vers l'organisation révolutionnaire, directement vers l'O.C.I. ou par la médiation de l'Alliance ouvrière, en relation avec leur propre expérience. Cela exige que nous nous orientons d'après les circonstances objectives et l'état d'esprit des masses. Cela exige que

notre politique ne soit pas définie par rapport aux appareils, mais en relation avec les besoins des masses, lesquels sont irrémédiablement contraires à la politique bourgeoise des appareils.

Notre tâche ne consiste pas à proposer formellement le Front unique et le Gouvernement ouvrier mais à dégager les conditions mêmes de la situation, telle que celle-ci est perçue par les masses, la nécessité du Front unique et du Gouvernement ouvrier-paysan. Cela exige que nous soyons attentifs à l'expérience vivante des masses, que nous expliquions avec constance, persévérance et patience, sur la base de cette expérience, le lien entre le capitalisme dans l'impasse, le gouvernement bourgeois et les conditions concrètes d'existence qui sont faites aux travailleurs, en leur démontrant qu'il est impossible de modifier leur situation sans renverser le capital et, pour atteindre cet objectif, s'unir pour renverser le gouvernement Pompidou-Chaban.

pourrons amener les militants et l'avant-garde renforcée à comprendre

En procédant ainsi, avec souplesse et d'une manière vivante, nous que les affrontements étant inévitables, il leur faut faire un pas en avant vers l'organisation qui prépare la Révolution.

9 - LES TACHES DE RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE

La trahison du Programme de la IVe Internationale par le pablisme ne signifie par la faillite du Programme mais celle de la majorité du Secrétariat International qui, avec Pablo, a abandonné les principes du marxisme, donc de la révolution mondiale du prolétariat, en capitulant idéologiquement, politiquement, devant la bureaucratie stalinienne.

En affirmant, contrairement aux principes, que la bureaucratie stalinienne avait une double nature, le pablisme a remis en question tous les fondements marxistes du Programme de la IVe Internationale.

L'enseignement marxiste sur l'Etat ouvrier, caractérisé par Lénine comme un « *Etat bourgeois sans bourgeoisie* », inclut la double nature de l'Etat ouvrier dont l'organe bourgeois (la bureaucratie) s'est hypertrophié au point d'entraîner la dégénérescence de l'Union soviétique. La bureaucratie stalinienne, qui « *est devenue une caste incontrôlée étrangère au socialisme* » est « *passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois* ». Ce n'est pas l'effet d'un hasard si la terminologie pabliste de Mandel-Krivine a abandonné la qualification « *dégénéré* » de l'Etat ouvrier dégénéré devenu simplement « *Etat ouvrier* ». Ce n'est pas là une question de vocabulaire, c'est la question même des forces sociales en lutte, de la place du stalinisme dans la lutte des classes mondiale, de l'hégémonie du prolétariat dans la révolution, celle de la IVe Internationale.

C'est, en dernière analyse, la question des rapports entre classe et parti, l'essence du bolchevisme.

La faillite du pabisme a, nous l'avons analysé depuis 1950, pour cause fondamentale la capitulation devant la bureaucratie qui l'amène à nier le rôle du Parti prolétarien révolutionnaire.

Les pablistes, en répudiant le Programme, se bornent à considérer la lutte des classes d'un point de vue « phénoménologique », extérieur à la lutte du prolétariat, épousant toutes les idées réactionnaires de la petite-bourgeoisie intellectuelle (autogestion, néocapitalisme, théorie des

pouvoirs disloqués opposés à la lutte prolétarienne pour le pouvoir centralisé de la dictature du prolétariat). C'est une remise en cause complète du marxisme.

Nous allons démontrer, textes à l'appui, dans ce rapport, en utilisant la méthode du marxisme, que ce n'est ni la validité du Programme qui est en cause, ni la proclamation de la IVe Internationale à la Conférence de fondation en 1938, qui aurait été une erreur. Ce n'est pas la IVe Internationale qui a fait faillite ; le pablisme est une fraction politique hostile à la IVe Internationale. C'est cette tendance qui a fait faillite en voulant substituer au critère prolétarien, c'est-à-dire marxiste, les critères de forces étrangères au prolétariat, et qui a déclaré que le Programme de la IVe Internationale est dépassé.

Le pablisme liquidateur a réussi à détruire, comme organisation mondialement centralisée, l'Internationale fondée en 1938. Il n'a pu réussir à la détruire comme Programme. La continuité a été assurée par les organisations trotskystes qui, à la suite de l'O.C.I. (le P.C.I. d'alors), en 1950-52 ont combattu pour la IVe Internationale et son Programme.

La crise présente du Comité International n'enlève rien à l'action du Comité International dans son combat pour la IVe Internationale, menée en dépit des obstacles et des difficultés, lesquelles ont justement entraîné la crise actuelle du C.I. L'action du C.I. a permis de sauvegarder la continuité du combat prolétarien pour l'Internationale qui plonge ses racines dans le combat de l'Opposition de Gauche, pour sauvegarder contre Staline l'héritage d'Octobre 1917 et de la IIIe Internationale.

La IVe Internationale, l'Internationale ouvrière, n'est pas morte. Elle doit être reconstruite. La lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale passe par un combat impitoyable contre le pablisme, comme partie essentielle du combat contre le stalinisme, le réformisme et le gauchisme décomposé. La IVe Internationale reconstruite devra théoriquement et politiquement régler définitivement et résolument ses comptes avec ce courant petit-bourgeois, car on ne saurait accomplir les tâches du socialisme, on ne saurait réaliser le véritable regroupement international de l'avant-garde prolétarienne, sans rompre résolument avec le pablisme-centrisme et sans que soit compris que la faillite de ce courant est irrémédiable.

Encore un mot : il ne s'agit pas pour nous de questions de personne, mais de problèmes politiques, de problèmes de principes. La bataille nécessaire des trotskystes pour la défense du programme passe nécessairement par le combat contre les individus qui se couvrant de Trotsky, abandonnent les principes de la IVe Internationale. Ce n'est pas affaire personnelle mais, de nos jours, le terme « trotskyste » sert à couvrir le reniement du trotskysme. Pour être trotskyste, il faut dénoncer les liquidateurs pablistes.

PABLO-MANDEL CONTRE L'UNITE MONDIALE DE LA LUTTE DES CLASSES

Le pablisme a répudié le programme prolétarien de la révolution mondiale en substituant à l'unité mondiale de la lutte des classes la division du monde en camps, blocs, secteurs. Rien n'est plus important

pour les marxistes que de rechercher les causes de la crise de la IVe Internationale qui seule peut fonder les tâches des organisations de la IVe Internationale. En refusant de procéder à cette recherche, la direction de la S.L.L. fait sienne la méthode du pablisme.

Certes, il serait totalement erroné de nier qu'après avoir été politiquement le fer de lance de Pablo dans la crise de 1950-52, contre la majorité de la section française de la IVe Internationale dont l'O.C.I. est issue, G. Healy et la direction de la S.L.L. ont assumé dans le cadre du C.I., le combat théorique, politique et d'organisation contre le pablisme pendant un temps. Mais il serait encore plus erroné de ne pas constater que, depuis la rupture politique de l'organisation américaine, le Socialist Workers Party (1), avec le C.I., la direction de la S.L.L. a de plus en plus choisi de refuser d'ouvrir dans tous les domaines la discussion politique, préférant comme Pablo, procéder par ultimatum et oukases qui n'ont pas eu d'autre effet que cet appauvrissement théorique et politique de la S.L.L., manifesté depuis 1970 dans une volonté d'introduire apparemment artificiellement une discussion sur la *« philosophie marxiste »* dont la prétention n'a d'égale que l'ignorance.

« L'essence de l'internationalisme découle directement du caractère international du capitalisme auquel est organiquement relié le caractère international de la lutte du prolétariat pour le renversement du capitalisme dans chaque pays. La révolution internationale comme processus embrasse tout un ensemble de relations unitaires dans lequel les problèmes de la révolution dans chaque pays sont envisagés comme un tout dans lequel ce pays est inclus avec toutes ses particularités et dont il dépend. »

Tel est l'enseignement de Marx, Lénine, Trotsky.

Pablo et son Secrétariat International, puis le Secrétariat Unifié (S.U.), avec Mandel-Frank-Maitan, ont opposé au processus organiquement unifié mais diversifié de la lutte des classes mondiale, la division en trois secteurs : celui de la révolution coloniale, celui de la révolution politique, et celui des révolutions prolétariennes dans les pays impérialistes, qui loin de former une unité dialectique comme tente de le faire croire l'expert en camouflage Mandel, évoluent comme des réalités distinctes, autonomes.

Pour les marxistes, il n'y a pas de *« révolution coloniale »* mais des révolutions prolétariennes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux prenant en charge la solution des problèmes de la révolution bourgeoise que la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme, ne peut assumer. Cela, c'est l'essence de la révolution permanente à laquelle Mandel oppose son ralliement à la théorie menchevico-stalinienne de la révolution par étapes. Le fait même de distinguer la révolution coloniale de la révolution prolétarienne implique que la force motrice de la révolution dans les colonies n'est pas le prolétariat.

Pour le centre révisionniste et liquidateur qu'est le Secrétariat unifié (S.U.), la lutte des prolétariats des pays où le capitalisme a été exproprié est séparée de celle des prolétariats des pays capitalistes. La révolution politique n'est jamais saisie comme l'expression dans les pays où le capitalisme a été exproprié, mais où une bureaucratie parasitaire s'est hissée au pouvoir, de la révolution socialiste internationale : son unité organique avec la révolution sociale est niée.

(1) Non formellement affilié à la IVe Internationale du fait des lois réactionnaires américaines.

Le Secrétariat Unifié pabliste oppose son « découpage » d'une prétendue « réalité objective » à l'unité mondiale de la lutte des classes et, dans cette mesure, dans le cas des pays capitalistes avancés comme dans celui de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est, le prolétariat est en définitive dépossédé de sa mission historique au profit de « *nouvelles avant-gardes* » et, en dernière analyse, de la bureaucratie.

Cette conception, directement issue des thèses dont Pablo se fit le défenseur en 1950-51, constitue la continuité du S.U. de Mandel-Krivine avec le pablisme tel qu'il s'est affirmé lorsqu'il prit le contrôle de la direction de l'Internationale en 1950-51.

C'est dans *« Où allons-nous ? »*, ce manifeste du révisionnisme anti-trotskyste, que Pablo expliquait :

« La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucatie soviétique. »

Et Pablo ajoutait :

« ...le vrai rapport des forces entre l'impérialisme et les forces qui lui sont opposées ne se mesure pas simplement sur le plan des ressources matérielles et techniques réciproques, mais aussi sur le plan des rapports de classes... l'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui combattent cet impérialisme. »

C'est cette conception qui commande les thèses et résolutions adoptées par le IIIe Congrès mondial (septembre 1951). Dans la résolution générale votée par ce Congrès, on peut en effet lire :

« L'élément nouveau dans les relations internationales qui se précise de plus en plus depuis la guerre de Corée, est la rupture aggravée entre l'impérialisme et le bloc soviétique allié à la Chine QUI ELOIGNE ET REND IMPROBABLE LA PERSPECTIVE D'UN COMPROMIS GENERAL TANT SOIT PEU DURABLE ENTRE LES DEUX CAMPS (souligné dans le texte). »

Substituant à la lutte des classes internationale — dont l'antagonisme U.R.S.S. - U.S.A. est une expression comme d'ailleurs l'ensemble des relations diplomatiques — l'opposition de blocs, renonçant à Marx pour Jdanov, la résolution du IIIe Congrès mondial poursuit :

« En ce qui concerne la politique fondamentale à l'heure actuelle de la bureaucratie soviétique, celle-ci est déterminée par la crainte des conséquences révolutionnaires qu'entraînerait une guerre mondiale avec l'impérialisme, rompant tous les équilibres, embrassant des masses et des forces immenses et incontrôlables. Pour cette raison et non principalement par peur de la force militaire qu'a eue jusqu'à présent l'impérialisme, la bureaucratie soviétique vise à obtenir des délais... Mais d'autre part, devant les préparatifs évidents et accélérés de guerre de l'impérialisme et les ripostes révolutionnaires des masses, la bureaucratie soviétique est obligée de mener au moyen des P.C. une lutte réelle contre ces préparatifs et de tenir, dans une certaine mesure, compte des réactions des masses. »

Ainsi, la nouvelle « réalité objective » conduit la bureaucratie à emprunter le chemin de la direction de la lutte pour la révolution prolétarienne.

Et, comme le disent les thèses adoptées par le IIIe Congrès mondial :

« Les conditions objectives déterminent à la longue le caractère et la dynamique du mouvement des masses qui, porté à un certain niveau, peut avoir raison de tous les obstacles subjectifs dans la voie de la révolution. Cette conception continue d'être à la base de notre optimisme révolutionnaire et éclaire notre attitude envers les Partis Communistes. »

Le révisionnisme est ici arrivé au terme de sa logique.

Les « conditions objectives » (qui sont constituées par l'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A., la lutte de la classe ouvrière ne jouant plus qu'un rôle annexe) sont chargées de la révolution socialiste. Le problème de la *« crise de la direction révolutionnaire »* devient une question vaine et la bureaucratie devient l'instrument de la révolution.

Comme on le sait, la traduction pratique de cette idéologie, ce fut le rôle ouvert de « flanc-garde » des appareils joué dès 1953 par le Secrétariat International, face à la grève générale d'août 1953 en France, face à l'enjeu de la révolution politique en juin 1953 en Allemagne orientale.

Le temps a passé, l'apocalypse a été suspendue, mais la méthode demeure. Les nombreux articles et études publiés par les organisations affiliées au Comité International (en particulier les deux ouvrages de Stéphane Just, *Défense du Trotskysme 1 et 2,* les documents publiés par la S.L.L. lors de la discussion sur la réunification de 1963, les études de Cliff Slaughter) nous dispensent de reprendre ici une étude détaillée des thèses et résolutions du IIIe Congrès mondial. Répétons simplement qu'il n'y a pas la moindre solution de continuité entre Mandel-Maitan-Frank, de 1972 et Pablo-Mandel-Maitan-Frank de 1951. C'est le même abandon du marxisme.

En avril 1969, le S.U. tient son *« IXe Congrès mondial »*. Il faut au révisionnisme s'adapter à la situation créée par la montée mondiale de la révolution en 1968. Mais la méthode reste la même. Le chapitre I des thèses adoptées à ce IXe Congrès s'intitule : *« l'échec de la contre-offensive impérialiste et les nouveaux rapports entre les trois secteurs de la révolution mondiale »* et commence ainsi :

« Après la victoire de la révolution cubaine, les progrès de la révolution coloniale ont connu un incontestable temps d'arrêt. Aucun nouvel Etat ouvrier n'a été créé depuis dix ans. »

Le chapitre VI s'intitule : *« la crise du mouvement ouvrier traditionnel et l'apparition d'une nouvelle avant-garde jeune. »*

On peut y lire :

« ... La formation de cette nouvelle avant-garde jeune, qui représente un phénomène universel. En Europe occidentale, elle a des origines diverses : mouvements de contestation de l'Université bourgeoise, provenant de la crise accentuée de celle-ci à l'âge de l'explosion universitaire et de l'actuelle révolution technologique ; mouvements de contestation anti-impérialistes, surtout enthousiasmés par la résistance victorieuse de la révolution vietnamienne contre l'agression de l'impérialisme américain, et par la révolution cubaine ; opposition virulente à l'atmosphère repue, hypocrite et ultra-conformiste de la génération installée dans le néo-capitalisme de la société de consommation, etc.

Tous ces mouvements, malgré leur composition de classe et leurs contradictions politiques et théoriques, ont abouti sur une large échelle à une prise de conscience anticapitaliste et révolutionnaire ».

Ainsi sont reprises les vues les plus éculées des idéologues de la bourgeoisie, en particulier de ses prêtres de toutes confessions sur le « prolétariat repu » de pays occidentaux.

Il reste qu'il faut rechercher les causes de cette trahison du programme de la IVe Internationale. Car le pablisme n'est pas tombé du ciel en cette période d'août-octobre 1950 qui a vu Pablo entreprendre la révision du programme, d'abord seul, puis accompagné de Frank et de Mandel qui avaient d'abord condamné le fameux *« Où allons-nous ? »*, fameux comme l'a été en son temps le *« socialisme théorique et pratique »* de Bernstein entreprenant la révision du marxisme au début du siècle.

Nous l'avons montré par ailleurs dans la brochure de l'O.C.I. consacrée aux *« Enseignements de notre Histoire » :* à diverses reprises dans la IVe Internationale des offensives révisionnistes ont été engagées contre le Programme. En particulier, dès 1945, Rousset, alias Leblanc, allait présenter des thèses qui montrent une filiation avec celles développées par Pablo en 1950.

En 1945, l'Internationale, y compris Pablo, son secrétaire, sut à l'époque faire bloc contre Rousset qui fut exclu. Mais la critique des positions révisionnistes de Rousset-Leblanc se situa sur un plan formel. C'était une critique formelle sur la base des principes qui n'alla pas jusqu'à la racine des choses. En partie pour des raisons qui tiennent à l'insuffisante expérience et maturité de l'Internationale à l'époque, et pour une autre partie à celles qui tiennent aux problèmes des méthodes : la direction de l'Internationale pouvait modifier ses appréciations et analyses — et cela était courant — *« Le S.I. avait toujours raison, a eu raison, a toujours raison ».* Ce refus petit-bourgeois de reconnaître ses erreurs a évidemment ses raisons que nous analyserons dans une autre section de ce rapport.

Il reste que cette défense réelle du Programme, donc de la IVe Internationale fondée par Trotsky en 1938 n'était pas exempte d'équivoque dont personne à l'époque ne se rendit compte.

C'est ainsi, pour rester dans le cadre de ce point, que le Manifeste de la Conférence Internationale d'avril 1946 dit :

« La politique mondiale pour toute la période qui s'ouvre devant nous est caractérisée par cette contradiction fondamentale qui existe entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union Soviétique. »

Sur le terrain principiel, cette thèse est déjà totalement erronée. La politique mondiale était en 1945 comme en 1950-53 et depuis, non pas caractérisée par la *« contradiction fondamentale entre l'impérialisme dans son ensemble et l'Union Soviétique »* mais par l'antagonisme fondamental entre les classes en lutte : bourgeoisie et prolétariat.

Au sein même de l'Union soviétique, cet antagonisme s'exprime dans le conflit entre la bureaucratie stalinienne, agence bourgeoise ayant usurpé les conquêtes d'Octobre à son profit, et les conquêtes d'Octobre arrachées pour le compte du prolétariat international par la classe ouvrière russe en 1917.

A l'époque, en 1945, l'on pouvait considérer — à tort — comme mineur ce reflet de la pression du stalinisme dans les rangs de la

IV° Internationale — la pratique politique et d'organisation hésitante et souvent maladroite se situait sur le terrain du Programme dans son aspect essentiel. Mais la « théorie » des blocs et des secteurs est déjà incluse dans le Manifeste d'avril 1946.

Au II° Congrès mondial (1948), la déviation de principe allait s'amplifier :

« L'antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. domine de loin la scène internationale mais il n'éclipse pas totalement (!!!) les antagonismes secondaires ni l'importance d'autres facteurs dans le développement politique en d'autres parties du monde... La polarisation sur le terrain des rapports internationaux entre l'U.R.S.S. et ses satellites d'une part, et le camp des pays capitalistes, sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classe et à une polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes. »

Au processus unifié de la lutte de classes, essence même de l'internationalisme prolétarien, sont substitués deux processus distincts, « parallèles », l'antagonisme dominant entre l'U.R.S.S. et les U.S.A. d'une part, et les antagonismes de classe « secondaires ».

Les problèmes de la révolution dans chaque pays ne sont plus envisagés en partant des tendances du développement mondial envisagé comme un tout dans lequel chaque pays, que ce soit l'U.R.S.S., les U.S.A., la France, l'Angleterre, la Palestine, la Bolivie, le Vietnam, l'Algérie, etc., est inclus. C'est en relation avec deux « processus » parallèles que les problèmes de la révolution sont envisagés : antagonisme U.R.S.S.-U.S.A. d'une part, lutte de classes d'autre part.

L'erreur de 1946, dès 1948 amplifiée considérablement, ne sera perçue par aucune des organisations participantes au II° Congrès mondial. En 1950-51, ce qui était déjà déviation, mais encore contrebalancée par une pratique politique et d'organisation, devait se transformer en trahison dans le pablisme, expression qui a pris naissance à l'intérieur de la IV° Internationale sous la pression des forces hostiles au prolétariat.

L'unité mondiale de la lutte de classes, fondement du marxisme, sera définitivement abandonnée, *« la bureaucratie stalinienne étant,* selon Pablo, *contrainte de réaliser le socialisme à sa manière ».*

La capitulation est consommée, la trahison des principes définitive : ce n'est plus la lutte de classes qui est le moteur de l'histoire ; la lutte de classe internationale du prolétariat devient, pour Pablo, comme pour Staline, un adjuvant, un simple moyen de pression sur l'impérialisme, la bureaucratie étant chargée de la mission d'abattre l'impérialisme. C'est sur cette base que Pablo, Mandel, Frank prédisaient en 1950 l'imminence de la guerre — dans les deux à quatre années à venir — et que Mandel-Pablo en 1968 introduit non seulement les trois secteurs mais divise encore ces trois secteurs en *« grandes zones ethno-géographiques de la révolution coloniale : Amérique latine - monde arabe - Afrique noire »,* etc.

Ainsi, le pablisme en 1950 ayant abandonné la révolution permanente pour se ranger de fait sur la théorie du socialisme dans un seul pays, a poursuivi suivant l'évolution du stalinisme, jusqu'à la théo-

rie des *« voies nationales »* du socialisme. N. Weinstock ira jusqu'à rechercher les racines de la « Révolution arabe » dans l'Islam !

LA CONCEPTION SUBJECTIVISTE-OBJECTIVISTE DE L'HISTOIRE, RACINE DU PABLISME

L'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une même table afin de rédiger des résolutions hypocrites et spécieuses marquées par la duplicité. Cela, c'est la méthode du pablisme. L'Internationale c'est reconnaître cette vérité que la crise de la IVe Internationale réside en la faillite du pablisme dont il faut rechercher les causes. Le refus de la direction de la S.L.L. d'en rechercher les causes dans notre passé est à la racine de ses oscillations et de toute une série d'équivoques.

Affirmant dans les résolutions communes rédigées par le Comité International, l'unité mondiale de la lutte de classes, la direction de la S.L.L. dans son expression publique leur substitue à diverses reprises la conception pabliste petite-bourgeoise de la *« révolution coloniale »*.

En février 1968, *Fourth International,* la revue de la S.L.L. publie un éditorial sous le titre, *« The Vietnamese Revolution and the Fourth International »* (La révolution vietnamienne et la IVe Internationale).

En voici les passages essentiels :

« Après deux décennies de courageux sacrifices et de lutte implacable, le peuple vietnamien, conduit par Ho Chi Minh, se trouve aujourd'hui au seuil de ce qui promet d'être l'une des victoires les plus éclatantes et les plus décisives de la révolution anti-impérialiste et socialiste.

Il (le Vietnam) *démontre le pouvoir transcendental et le ressort de la guerre prolongée conduite et organisée par un parti basé sur la classe ouvrière et la paysannerie pauvre et inspirée par l'exemple de la révolution d'Octobre.*

Il est indiscutablement correct de dire, à partir de l'expérience vietnamienne, que les armes combinées au courage et l'endurance individuelle des guérilleros n'auraient pas eu grande signification si Ho Chi Minh et les autres leaders s'étaient montrés incapables d'analyser les contradictions principales et secondaires au sein du Vietnam et entre le Vietnam et l'impérialisme et de définir à partir de là une stratégie de conquête du pouvoir. Comme le disait Lénine "sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire".

L'idée du parti révolutionnaire n'est pas une création d'Ho Chi Minh. Elle est dérivée de l'exemple du parti bolchevik de Lénine après qu'il ait été affreusement défiguré, mutilé par Staline. La théorie de la "guerre prolongée" d'autre part n'est pas la contribution du seul général Giap. Elle aussi est dérivée, après certaines modifications, des œuvres de Mao tsé-toung et des expériences de l'armée rouge chinoise dans sa lutte contre Chang-Kaï-Tchek et les Japonais.

Seuls des idéalistes sans espoir et des pédants incurables attribueraient les succès des vietnamiens au talent organisateur de Ho et au génie intuitif de Giap.

Les marxistes qui comprennent le rôle et la valeur de leaders individuels voient cette victoire comme l'effort et la lutte collective de toute une classe et de ses organes dirigeants pour assimiler et appli-

quer la théorie révolutionnaire et enrichir la pratique révolutionnaire. C'est seulement dans ce contexte que nous pouvons comprendre et apprécier le rôle des dirigeants.

Ce qui surgit de l'étude de toute guerre révolutionnaire, c'est l'indispensable nécessité d'enrichir et de développer la conscience de classe à travers une lutte pour développer la théorie et la pratique du mouvement révolutionnaire. »

On retrouve ici un certain nombre d'attributs du pablisme sous une forme crue. Les conditions objectives (encore une fois saisies au niveau du « phénomène », à savoir ici « *la guerre prolongée* » et ses « effets transcendentaux ») suffisent à muer le plomb en or et le parti de la bureaucratie du Kremlin qui a organisé l'assassinat de Ta-Tu-Thau et des militants trotskystes indochinois, en pur parti révolutionnaire ; la confusion entre l'indispensable soutien inconditionnel aux luttes des ouvriers et des paysans du Vietnam avec l'approbation de la politique de la direction de ces luttes. Analysée en dehors de la lutte des classes internationale et de la lutte consciente pour la reconstruction de la IVe Internationale, la « *guerre révolutionnaire* » est prétexte à un abandon de fait de la méthode du Programme de transition : la crise de l'humanité trouve, localement au moins, dans le cours de la « *guerre révolutionnaire prolongée* » une autre solution que celle de la constitution de la direction révolutionnaire internationale du prolétariat.

Certes, comme le Programme de transition en rend compte, « *des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, peuvent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie* » et la direction du parti communiste vietnamien, du fait des circonstances créées par la guerre révolutionnaire menée contre l'impérialisme a dû chercher dans une certaine limite, une voie indépendante de celle qui lui traçait la politique du Kremlin.

Mais ce facteur d'une extrême importance ne règle en rien la question de la construction du parti révolutionnaire en Indochine, ni celle de la rupture politique des dirigeants du parti communiste vietnamien avec la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin, rupture en dehors de laquelle ils demeurent emprisonnés dans les limites de la politique internationale contre-révolutionnaire de la bureaucratie s'appuyant sur l'impérialisme.

Les oscillations de la S.L.L. ont atteint un degré d'intensité encore plus critique après la tentative de sa direction de briser le Comité International.

Workers Press du 6 décembre 1971 publiait une prétendue déclaration du Comité International sur l'intervention indienne au Bengale.

Dans cette déclaration, on pouvait lire :

« *La résistance bengali au régime barbare de Yahia Khan et à l'héritage de la partition impérialiste de l'Inde est entrée dans une phase décisive avec l'intervention des forces armées indiennes.*

Il (le prétendu C.I.) *est aujourd'hui sans aucune réserve pour la défaite de l'armée pakistanaise haïe et la libération du Bangla Desh comme prélude à l'unification librement consentie et révolutionnaire de l'Inde sur des fondations socialistes.*

Nous donnons notre soutien critique à la décision du gouvernement bourgeois de l'Inde de fournir son aide militaire et économique au Bangla-Desh. »

Les « buts de guerre » de la bourgeoisie indienne étaient clairs : préserver à l'échelle du sous-continent l'ordre dont sa survie dépend, c'est-à-dire la domination de l'impérialisme et s'y assurer une position privilégiée. Ces buts — qui s'intègrent au mécanisme de la coopération contre-révolutionnaire, tels qu'ils ont joué contre le peuple bengali définissent le caractère réactionnaire de la guerre du côté indien comme du côté pakistanais, guerre qui n'est en rien identifiable à la lutte légitime des masses du Bengale, même si ces dernières peuvent tenter d'utiliser à leur compte la situation créée par la guerre.

La prise de position de la S.L.L. marque un abandon de tout recours à la dialectique : un seul aspect de l'intervention militaire indienne (le fait que l'armée indienne sur le terrain a le même ennemi que les insurgés bengalis) est isolé et c'est à partir de lui qu'est défini le caractère de la guerre. Le contenu de cette renonciation à la méthode du marxisme, c'est l'appui à la bourgeoisie indienne, soudain chargée d'une mission progressive, de la réalisation d'une étape dans la voie de l'unification du sous-continent indien, et la subordination du prolétariat indien aux buts de guerre du gouvernement Gandhi.

D'autres exemples de ces oscillations pourraient être donnés comme la subordination au nom de la « révolution arabe » de la lutte des prolétariats du Moyen-Orient à la petite-bourgeoisie et aux Etats bourgeois « arabes », du Moyen-Orient.

Ces oscillations sont dues à une conception radicalement erronée du processus mondial de la révolution, qui fait dire à G. Healy, dans une réponse à Lambert lors d'une réunion du C.I. (février 1971) :

« Nous sommes dans une situation politique caractérisée par le fait que dans le développement politique en Angleterre, ce que nous mettons en avant c'est le pouvoir. C'est nous qui menons la lutte contre le gouvernement Tory. L'Internationale est au seuil d'un bond en avant comme elle l'est en Angleterre. Ce qui se prépare ici, c'est le discrédit du stalinisme, du réformisme et du centrisme. Le camarade Lambert a cité dans son intervention les nouveaux développements de la révolution politique en Pologne (grèves de la Baltique - N.D.R.L.) *Il y a une distinction à faire. C'est en Angleterre que ce bond en avant passera. Il faut prendre position sur ou passera ce bond en avant, c'est en Angleterre que la situation est explosive. »*

G. Healy, avec la direction de la S.L.L. n'a pas assimilé que *« le marxisme* (le Parti) *est l'expression consciente du processus inconscient ».* Ce sont les masses britanniques qui mènent la lutte contre le *« gouvernement Tory »* et *« nous »* exprimons ce mouvement en mettant en avant les mots d'ordre transitoires vers le pouvoir.

Il y a là, dans cette déclaration de G. Healy, un rapport évident avec l'ultimatum lancé par la direction de la S.L.L. lors de la première session de la pré-Conférence et qui prétendait faire admettre aux marxistes que nous sommes, que le *« marxisme est une philosophie ».* G.Healy prétendait faire abandonner aux marxistes la thèse sur Feuerbach. *« Les philosophes n'ont fait qu'interpréter le monde, il s'agit de le transformer. »*

Par cette prétention de rabaisser le marxisme à une philosophie, la direction de la S.L.L. ne fait pas autre chose que faire disparaître

l'activité des masses de l'histoire, abandonnant ainsi le matérialisme historique.

Nous opposons la méthode du Programme au glissement théorique et pratique vers des positions révisionnistes. Les racines de ce glissement sont à rechercher dans le « repli national » isolant la lutte de classe en Angleterre comme un processus spécifique isolé du processus de la lutte de classes internationale du prolétariat, opposant la construction du Parti en Angleterre à la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale, subordonnant et sacrifiant à la construction de la S.L.L. les tâches de l'Internationale.

Les problèmes soulevés par la reconstruction de la IVe Internationale concentrent tous les problèmes stratégiques, tactiques et d'organisation de la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire, découlant du mouvement des masses se dirigeant vers la révolution prolétarienne dans tous les pays selon des formes et des rythmes inégaux et que les masses ne peuvent résoudre, dans chaque pays, sans la direction du Parti révolutionnaire.

La période de l'imminence de la révolution c'est celle où le prolétariat et les masses laborieuses sont entrés dans une période de lutte politique pour le pouvoir. La direction de la S.L.L. a adopté la caractérisation que l'O.C.I. a faite de cette période qui peut durer des années au cours desquelles la chaîne de l'impérialisme peut se rompre à n'importe lequel de ses chaînons sous l'offensive révolutionnaire des masses.

Il s'agit d'un processus unifié où tous les pays, sans exception, sont entraînés dans le tourbillon révolutionnaire, où les pays avancés de l'Occident capitaliste sont également confrontés aux luttes révolutionnaires des masses pour le pouvoir, où en U.R.S.S. et dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, la montée de la révolution politique, intégrée au processus révolutionnaire mondial, est devenue le facteur décisif qui rythme toutes les contradictions internes entre la bureaucratie et les masses, où les problèmes de la révolution démocratique dans les pays coloniaux et semi-coloniaux dressent les masses populaires contre l'impérialisme et ne peuvent trouver leur solution que par la dictature du prolétariat.

La direction de la S.L.L. a adopté l'analyse que nous avons faite qui précise le caractère de cette période particulière dans l'ère des guerres et des révolutions analysée par Lénine, période ouverte avec la grève générale française de Mai-Juin 68 et la marche de la révolution politique en Tchécoslovaquie en 1968. Mais de là, la direction de la S.L.L. fait découler cette position fondamentalement erronée que c'est en Angleterre, d'abord, avant tout autre pays, que s'opérera le *« bond en avant »*, c'est-à-dire la révolution. Personne n'en sait rien. On ne peut pas même savoir si ce fameux *« bond en avant »* passera d'abord par un pays colonial.

Si, effectivement, comme nous l'avons établi, le processus de la révolution atteint les pays-clés de l'Occident, on n'en peut déduire mécaniquement que ce processus passera d'abord par l'Angleterre. C'est là une vue schématique, désignant l'Angleterre comme le pays « élu » : sous-entendu la « S.L.L », organisation élue à laquelle est subordonnée la construction des partis révolutionnaires de la IVe Internationale dans les autres pays. En fait, la « distinction » que G. Healy opère entre la montée révolutionnaire en Angleterre et la montée de

la révolution politique en Pologne, aboutit à rallier la position pabliste disloquant le processus unifié et diversifié de la révolution mondiale, détachant les processus révolutionnaires en Angleterre, de l'unité mondiale de la lutte de classes.

Rien n'est plus plat que cette conception étroitement « nationale », qui rejoint celle non moins « nationale » de Mandel pour qui le *« bond en avant »* doit s'effectuer dans les pays coloniaux et qui subordonne la IVe Internationale et ses organisations aux nationalistes petits-bourgeois. La S.L.L. devrait prendre garde à son avenir. En glissant vers les positions pablistes, elle se rallie à la conception « objectiviste » de l'histoire qui laisse en dehors l'unité entre la théorie — l'unité mondiale de la lutte des classes — et la pratique organisationnelle — l'activité de construction du Parti International de la révolution dans un pays.

Cette unité, pour les pablistes, n'est plus fondée sur le programme international de la IVe Internationale. Les conditions nationales de la lutte de classes ne sont plus envisagées comme expressions nationales du processus mondial de la lutte de classes. Une telle conception conduit à chercher des normes situées en dehors des conditions réelles de l'histoire (« héros » - « bureaucratie » - « petite bourgeoisie nationale » - « philosophie marxiste », etc.). Voir, comme la direction de la S.L.L. le croit, dans l'histoire l'affrontement de « théories », c'est ne pas voir la nature réelle de la lutte des forces sociales qui font l'histoire. C'est partager l'illusion des intellectuels petits-bourgeois anglais qui rêvent au destin perdu de l'empire ! Rêver que l'histoire ne peut s réaliser qu'en Angleterre et nulle part ailleurs, conception d'une étroitesse nationale indigne du prolétariat anglais, des luttes qu'il mène et qu'il prépare comme section du prolétariat mondial. Pablo-Mandel ont estimé que c'est par la bureaucratie que se passerait le « bond en avant ». Healy et la direction de la S.L.L. estiment que c'est par la S.L.L. qu'il passera. Les uns et les autres abandonnent le terrain de la IVe Internationale

UN COURANT LIQUIDATEUR REMETTANT EN CAUSE L'HEGEMONIE DU PROLETARIAT DANS LA REVOLUTION

Ce ne sont pas des divergences tactiques qui ont entraîné la scission de la IVe internationale en 1952. La scission n'a pas été motivée par des différences d'appréciation opposant la majorité du P.C.I. d'où est issue l'O.C.I. à Pablo-Mandel-Frank soutenus alors par G. Healy qui lançaient en 1950 comme un ultimatum à prendre ou à laisser, le fait que l'Internationale devait se soumettre à la « prophétie » : *« la guerre éclatera dans les deux à quatre années à venir. »*

Certes, la majorité française condamnait les contorsions impressionnistes de la direction de l'Internationale. Certes nous n'étions pas d'accord avec la tactique dite de *« l'entrisme sui generis »*. Non pas que nous estimions contraire aux principes « l'entrée », c'est-à-dire le travail de fraction dans les organisations social-démocrates, centristes ou staliniennes, mais parce que nous estimons que l'entrisme

est toujours une tactique que l'on décide d'engager selon des circonstances politiques déterminées, en vue de construire le Parti révolutionnaire de la IVe Internationale. L'entrisme *« sui generis »* est une autre affaire. Pour Pablo-Frank-Mandel-Maitan, le qualificatif prétentieux *« sui generis »* ne servait qu'à camoufler l'appréciation que la *« bureaucratie stalinienne, et ses agences nationales, entraînées hors de leur mouvement d'équilibre »* pouvaient changer de nature et devenir les instruments de la révolution mondiale du prolétariat sous la *« pression des conditions objectives »*.

Par cette opération, l'alchimie pabliste transmutait le vil métal en or pur.

Abandonnant les principes, jetant par-dessus bord le combat de Trotsky contre le stalinisme, le pablisme identifiait le *« réel mouvement des masses »* au mouvement des appareils petits-bourgeois, en l'occurrence le mouvement de l'appareil stalinien.

La bureaucratie stalinienne et ses partis — définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois — se substituaient au prolétariat comme moteur et agent de la révolution prolétarienne. Autrement dit, le mouvement des appareils se substituant au développement de la lutte de classe, devenait le mouvement de l'histoire ; le programme marxiste de la IVe Internationale était abandonné ; l'hégémonie du prolétariat dans la révolution était rejetée, le S.I. pabliste devenait le centre du révisionnisme dans la IVe Internationale.

*
**

La réalité ne pardonne aucune erreur dans le domaine de la théorie. A fortiori, la trahison des principes est-elle sanctionnée par la pratique. Ce qui n'était, nous l'avons vu, que déviations limitées, motivées par la pression des forces étrangères au prolétariat sur l'Internationale (Conférence de 1946 et IIe Congrès mondial de 1948), s'est cristallisé en courant liquidateur, expression de ces forces étrangères entre 1950-1953.

C'est ainsi que, à partir de 1950-1953, les deux courants se sont consolidés : le courant liquidateur et le courant trotskyste de la IVe Internationale. Entre ces deux courants, toute une série de nuances intermédiaires se font et se défont. Le combat pour la IVe Internationale est néanmoins circonscrit entre ces deux courants.

Il serait cependant erroné de prétendre que toutes les choses étaient claires à cette époque, ni que les problèmes étaient ipso-facto réglés par la lutte théorique et pratique menée par la majorité française pour défendre le programme.

C'est ainsi qu'en 1963, au Congrès de réunification des pablistes et des organisations qui, avec le S.W.P., ont scissionné d'avec le Comité International, des documents sur la *« Révolution coloniale »* ont été adoptés. Pour justifier la capitulation devant la petite-bourgeoisie nationaliste des pays coloniaux et semi-coloniaux, le pablisme établit comme *« tendance sociale générale, la faiblesse numérique et économique de la bourgeoisie nationale »*.

Cette erreur, la majorité française du P.C.I. l'a également faite sienne jusqu'en 1958. Constatant la *« faiblesse numérique et économique de la bourgeoisie nationale en Algérie »*, l'O.C.I. en avait conclu que les tâches de la révolution permanente — la révolution du prolé-

tariat dans les colonies, assumant la solution des tâches démocratiques — pouvaient être assurées par la masse à peine différenciée, des fellahs sans terre et de la petite-bourgeoisie des villes issue essentiellement des travailleurs émigrés qui de retour en Algérie, s'installaient comme marchands et petits commerçants.

L'erreur théorique était manifeste. Le marxisme enseigne ceci : si faible qu'elle soit, numériquement et économiquement, la bourgeoisie est puissante de toute la puissance de ses liens avec l'impérialisme mondial. Trotsky, après Lénine, dès 1923, signalait que, y compris en U.R.S.S. où la bourgeoisie nationale et l'impérialisme avaient été totalement expropriés, la force des tendances petites-bourgeoises à la campagne et à la ville, qui ont puissamment contribué à constituer la bureaucratie comme caste, tendraient nécessairement à opérer leur jonction avec l'impérialisme si la révolution prolétarienne ne triomphait pas sur « l'arène internationale ». Le petit-bourgeois suit l'ouvrier ou le bourgeois. Le prolétariat comme la bourgeoisie sont classes fondamentales ; l'« arène » de leur lutte de classes est internationale.

C'est pour l'avoir compris, parce qu'ayant analysé l'erreur jusqu'à ses racines sociales, que l'O.C.I., le 4 juin 1958, a condamné la capitulation du parti nationaliste petit-bourgeois algérien, le M.N.A., héritier de l'Etoile Nord-Africaine, du Parti du Peuple Algérien (P.P.A.), du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (M.T.L.D.) formations politiques les plus radicales de la petite-bourgeoisie radicalisée.

C'est pour garantir le lien théorique et pratique qui les unit au courant liquidateur du pablisme, qu'ils ont forgé en 1950-1952, que Pablo-Mandel-Frank se sont jusqu'au bout identifiés au F.L.N. de Ben Bella-Boumedienne qui. utilisant le mouvement des masses, allait, sur la base de l'indépendance politique, édifier, contre la révolution prolétarienne (donc contre l'accomplissement des tâches démocratiques et de l'indépendance nationale), l'Etat bourgeois algérien compradore de l'impérialisme mondial.

*
**

Comme on le sait, Pierre Frank, en 1958-1959, a découvert l'Etat ouvrier en Guinée — édifié sous la direction de Sekou Touré — et Maitan, l'Etat ouvrier égyptien construit sous la direction de Nasser.

Il serait facile d'ironiser en poursuivant l'énumération de ces pseudo-« Etats ouvriers » produits de l'imagination fertile des dirigeants pablistes.

Si le problème de la révolution cubaine pose, contrairement à l'Egypte ou la Guinée, un problème particulier, il n'a cependant rien à voir avec le *« marxisme naturel »* que le pseudo-marxiste et réel révisionniste Frank a découvert.

Formulant en termes de principes la question centrale de la revendication transitoire du gouvernement ouvrier-paysan, le programme de la IVe Internationale permet de rendre compte du développement de la révolution cubaine et fournit la clé théorique pour la comprendre :

« Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-

bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie.»

Indépendamment de la question des délais et de l'ampleur du pronostic historique qui est une autre question, Trotsky explique que cette éventualité n'exclut nullement, bien au contraire, la nécessité de la dictature du prolétariat comme seule solution stable historiquement, et donc celle du combat pour le Parti révolutionnaire du prolétariat.

L'objet de ce rapport n'étant pas d'analyser les problèmes soulevés par la révolution cubaine, nous arrêterons là nos explications pour revenir au contenu social du révisionnisme pabliste. Dans les documents adoptés en 1963 par le Congrès d'unification, nous lisons :

« Le rôle radical de la paysannerie. Sous la forme de guérillas puissantes, la paysannerie a indiscutablement joué un rôle plus radical et plus décisif dans la révolution coloniale QU'IL N'ETAIT PREVU DANS LA THEORIE MARXISTE (souligné par nous.) *Elle a fait preuve d'une nature sociale assez différente de la paysannerie traditionnelle des pays capitalistes avancés.»*

La dernière phrase est caractéristique de la duplicité centriste. Elle n'est cependant pas mise là par hasard. C'est évidemment une tautologie que de constater que la paysannerie dans les pays (colonies de semie-colonies) où la révolution agraire démocratique n'a pas été accomplie, a une place (non une nature sociale) différente de celle occupée par la paysannerie des pays capitalistes avancés où la révolution agraire n'est plus à faire. Mais de cette constatation évidente, faut-il conclure que la *« nature sociale »* de la paysannerie dans les pays coloniaux est différente de celle de la paysannerie des pays capitalistes avancés ? La restriction qualificative mise en avant avec l'adverbe *« assez »* vise bien évidemment à se ménager une prudente retraite. Mandel est coutumier du fait.

Mais *« le paysan suit l'ouvrier ou le bourgeois »*, rappelait Lénine après la révolution d'Octobre. Si, dans les pays coloniaux, le paysan a modifié, par on ne sait quelle opération du Saint-Esprit pablo-mandélien, sa *« nature sociale »*, si de surcroît — déclenchant des guérillas puissantes — il est devenu l'agent édifiant l'Etat ouvrier, alors, la paysannerie comme classe accomplit la mission historique que le marxisme assigne au prolétariat. Sur le plan de la méthode, les *« guérillas puissantes »* ne changent rien à l'affaire. L'histoire des siècles précédant les révolutions bourgeoises victorieuses ont connu les plus puissantes guerres paysannes qui, pour certaines périodes, s'étendaient sur des années et même des dizaines d'années. Elles n'ont pu arracher la terre tout en portant pour un moment de sérieux coups à la féodalité, tant que la bourgeoisie comme classe n'était pas à même de prendre le pouvoir. La révolution permanente enseigne qu'à l'époque de l'impérialisme, la bourgeoisie ne peut plus assurer l'accomplissement des tâches démocratiques qu'elle n'a pu accomplir dans la période du capitalisme ascendant.

A notre époque, les *« puissantes guérillas paysannes »* peuvent porter les plus sérieux coups à la bourgeoisie nationale compradore et à l'impérialisme. Elles ne peuvent historiquement remporter la victoire. Le paysan, répétons-le, suit le bourgeois ou l'ouvrier. Ou « l'ouvrier » dirigera jusqu'à la victoire finale « le paysan » (dictature du prolétariat) ou le « bourgeois » émasculera avant de les écraser les conquêtes arrachées par la paysannerie.

Il est bien évident que la conception mandelo-pabliste de la dynamique de classe de la révolution dans les colonies, où *« la paysannerie se substitue au prolétariat »* ne pouvait être prévue par la théorie marxiste. Elle lui est radicalement opposée parce qu'elle nie le rôle hégémonique du prolétariat dans la révolution pour se ranger sur les théories les plus éculées du populisme, témoin ce passage de document cité :

Sa *« nature sociale assez différente »*, la paysannerie des pays arriérés la tire de :

« La différence entre l'individualisme invétéré (?!!) de la paysannerie classique ayant un arrière-fond de siècles de petite production de marchandises, possédant la terre ou aspirant à la posséder, et la prédisposition vers le collectivisme chez les populations rurales vivant encore dans des conditions de propriété tribale (communale) totale ou partielle. Cette classe, contrairement à la paysannerie traditionnelle, n'est pas « per se » opposée à l'introduction de rapports socialistes à la campagne. Elle reste donc un allié du prolétariat à travers tout le processus de la révolution permanente. »

L'art du camouflage est élevé ici à des hauteurs que seul le stalinisme a égalées lorsqu'il parle de révolution socialiste ou d'internationalisme prolétarien.

D'abord, dans le processus de dissolution des rapports pré-capitalistes, la paysannerie se différencie en ouvriers agricoles (prolétariat), en petits et moyens paysans, et en paysans riches (koulaks).

C'est justement parce que la paysannerie, en dehors des ouvriers agricoles qui font partie du prolétariat, aspire à posséder la terre, qu'elle devient une alliée du prolétariat, en raison du fait qu'à l'époque de l'impérialisme, c'est seulement le prolétariat qui, par sa lutte de classes détruisant l'Etat bourgeois, instaurant l'Etat ouvrier, peut régler cette tâche démocratique héritée du passé.

A la vivante dialectique de la lutte de classes, de la révolution permanente, est substituée le « populisme » que le marxisme, à la fin du siècle dernier, avec Plekhanov et Lénine a réduit en poussière. Les populistes estimaient alors que les survivances tribales (communales) — le mir — conféraient à la paysannerie russe une nature particulière lui fournissant la possibilité de *« sauter par-dessus l'étape du capitalisme »* pour aller directement au socialisme.

Théories petites-bourgeoises qui avaient au moins, à l'époque, le mérite de n'avoir pas été tranchées par l'histoire. La révolution d'Octobre 1917 a vérifié avec éclat la théorie de la révolution permanente, et cela, non pas dans le sens d'avoir conféré à la paysannerie russe la mission *« d'introduire des rapports socialistes à la campagne »* ; bien au contraire, si le prolétariat, en prenant le pouvoir, a effectivement, par l'expropriation de la bourgeoisie, introduit les rapports socialistes *dans l'industrie,* il a, en appelant la paysannerie à prendre la terre, libéré les *rapports capitalistes* à la campagne en liquidant les survivances féodales.

Ce faisant, bien évidemment, par le fait qu'il contrôlait avec la propriété d'Etat le monopole du commerce extérieur et ses conquêtes socialistes, le prolétariat se donnait les moyens de contrôler l'évolution des *« rapports capitalistes introduits à la campagne »*.

Le fait que cette question des rapports entre le prolétariat et la paysannerie ne soit pas simple est attesté par toute l'évolution de

l'Union soviétique, mais tout ceci, Mandel le connaît parfaitement. Après avoir capitulé devant Pablo en 1950, lequel capitulait devant le stalinisme, il a poursuivi dans une voie qui l'amène à légitimer les *« voies spécifiques au socialisme »* par lesquelles la bureaucratie stalinienne, s'opposant par toutes ses fibres à la révolution socialiste, s'oppose au rôle hégémonique du prolétariat dans la révolution.

*
**

Telle est l'essence du pablisme. Changeant à peine de peau, reprenant toutes les « idées à la mode » que la bourgeoisie et ses agences petites-bourgeoises, particulièrement l'intelligentsia, sèment pour tromper les masses (autogestion, théories des pouvoirs, des forces productives continuant à croître, du néo-capitalisme rajeunissant l'impérialisme, etc.). Il en a été ainsi en Mai-Juin 1968 et pour une période qui tend à prendre fin. Au Congrès de la Ligue pabliste encore — en 1971 — il a été adopté des positions qui expliquent la nécessité *« d'utiliser le mouvement petit-bourgeois à des fins de destruction de l'hégémonie stalinienne sur la classe ouvrière » ;* théorie qui amène la Ligue à déclarer vouloir construire le Parti *« de la périphérie vers le centre ».*

Le marxisme, unité de la théorie et de la pratique dans la construction du Parti, est l'expression consciente du processus inconscient. C'est au nom d'une classe, le prolétariat, dont il assume les intérêts, que le marxisme parle. Le marxisme n'est pas l'humanisme réactionnaire des Sartre et autres intellectuels petits-bourgeois. Autrement dit, le Parti révolutionnaire de la IVe est expression consciente du *« processus inconscient »* de la lutte de classe du prolétariat... Si le Parti doit « utiliser », c'est-à-dire en fait exprimer les intérêts du mouvement petit-bourgeois, pour aider la classe ouvrière à s'émanciper du stalinisme, c'est donc que le mouvement du prolétariat n'est pas le facteur de la révolution. Il faut y ajouter quelque chose de plus — le mouvement petit-bourgeois, dont les intérêts priment ceux du prolétariat. C'est « la conscience extérieure » des intellectuels petits-bourgeois prétentieux qui prétendent se charger d'assurer l'émancipation des travailleurs aux lieu et place du prolétariat. Nous ne sommes plus seuls à le constater. J. Hansen, bien tardivement, écrit dans un texte polémique contre Maitan, dirigé également contre Mandel-Krivine :

« Le schéma de la construction du Parti est le suivant : le milieu dans lequel nous travaillons est le milieu des étudiants radicalisés. Dans un premier stade, ils passent à l'ultra-gauchisme. Vous devez être là où ils sont et les attirer. La meilleure tactique est de parler comme eux, est d'adopter leur ultra-gauchisme. »

La question n'est pas formelle comme tend à la décrire Hansen. Disons seulement ici que ce schéma de la construction du Parti n'est pas le « schéma » de la construction de Parti exprimant les intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière, ni celui d'un Parti exprimant les intérêts d'*« étudiants radicalisés »* lesquels ne peuvent trouver leur solution que sous la direction du prolétariat, mais les intérêts des couches décomposées de la petite-bourgeoisie auxquelles Krivine-Weber-Mandel confèrent un rôle autonome dans l'histoire comme Pablo-Mandel-Frank-Maitan le confèrent à la paysannerie des pays arriérés. Comme Pablo-Mandel-Frank-Maitan le conféraient en 1950 et toujours depuis à la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin.

Le révisionnisme liquide les principes marxistes du Programme de transition.

L'abandon de ce qui fonde la nécessité de l'Internationale prolétarienne (aujourd'hui la IVe Internationale), à savoir l'unité mondiale de la lutte de classe, fait disparaître le prolétariat comme classe historique. Les trois secteurs visent, en niant la mission historique du prolétariat, à légitimer:

1. dans les pays coloniaux le rôle hégémonique de la paysannerie ;
2. en U.R.S.S. et dans les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, le rôle hégémonique de la bureaucratie ;
3. dans les pays industrialisés, à conférer à la *« petite-bourgeoisie radicalisée »* ce rôle hégémonique.

Nous opposerons, dans les tâches de reconstruction de la IVe Internationale, le marxisme prolétarien au révisionnisme petit-bourgeois.

Le pablisme est directement lié politiquement à la petite-bourgeoisie, à la bureaucratie et aux courants de la petite-bourgeoisie. Il utilise pour partie la terminologie trotskyste pour capter les jeunes, surtout les jeunes intellectuels qui cherchent la voie de la révolution et du Parti ouvrier révolutionnaire, tâchant avec soin de ne pas montrer combien le pablisme est une entreprise consciente émasculant le contenu prolétarien-marxiste du programme.

Le pablisme ne compte pas pour grand-chose comme force politique ; il ne compte que par le fait que les propos petits-bourgeois des pablistes sont recueillis avec empressement par les journalistes bourgeois et petits-bourgeois. Mais ce ne sont pas les journalistes bourgeois et petits-bourgeois qui font l'histoire. Le pablisme est un courant anti-trotskyste. Ce serait une ilusion fort nuisible que d'espérer qu'il soit possible d'avancer dans la voie de la reconstruction de la IVe Internationale sans que soit clairement caractérisé le pablisme comme courant étranger au trotskysme. Le pablisme a été amené à substituer aux critères de la lutte de classes internationale du prolétariat, des critères répondant aux forces étrangères du prolétariat, à déclarer que le programme *« vieilli »* ne correspondait plus à la situation.

La IVe Internationale, pour se reconstruire, devra se débarrasser définitivement et résolument de ce courant petit-bourgeois. Telles sont les conclusions que l'avant-garde doit tirer.

Répétons-le, le pablisme est un courant anti-trotskyste. Mais il s'est développé dans la IVe Internationale. L'histoire de la IVe Internationale, depuis sa fondation, a connu d'autres courants capitulards qui se sont développés en son sein. Mais la différence capitale avec le courant liquidateur du pablisme, réside en ceci : les autres courants capitulards (Schachtman, les droitiers en France) se sont constitués à l'intérieur, mais en marge de la IVe Internationale ; le courant pabliste s'est cristallisé au centre, à la direction de la IVe Internationale, alors son Secrétariat International.

Au IIIe Congrès mondial, Pablo a réussi à grouper contre le programme — que défendait seule la majorité française dont est issue l'O.C.I. — la majorité des sections. Certes, cela n'a pas signifié que toutes les organisations qui, au IIIe Congrès mondial ont voté les positions révisionnistes de Pablo-Frank-Mandel-Maitan devenaient des organisations étrangères au trotskysme. La rupture en 1953, du S.W.P. avec le S.I., ainsi que celles de la S.L.L. et du représentant des trotskystes chinois au S.I. qui, avec l'O.C.I. allaient constituer le Comité Interna-

tional, démontrent que, des organisations fondées sur le programme de la IVe Internationale adhérentes au Secrétariat unifié, peut se développer la résistance au pablisme.

Quoi qu'il en soit, le pablisme a réussi à désintégrer comme organisation internationale centralisée la IVe Internationale fondée en 1938 par Léon Trotsky. Mais le pablisme ne pouvait détruire la IVe Internationale comme programme.

« La signification du programme, c'est la signification du parti... Mais qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion réside dans une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune — c'est cela, le programme du parti. » (Léon Trotsky)

Le Programme de la IVe Internationale est sorti vainqueur. Aucun des événements de l'histoire, depuis 1938, n'a pris en défaut le Programme. Pablo, et avec lui, Mandel, l'ont si bien compris que pour leur besogne révisionniste ils ont dû conserver le cadre formel de la IVe Internationale qu'ils trahissaient. C'est ainsi qu'ils ont déconcerté en 1950-1953 les organisations trotskystes et qu'ils continuent de déconcerter ceux des militants et organisations qui, aujourd'hui encore, voient dans le S.U., la direction de la IVe Internationale. Là réside la fonction du pablisme qui dresse l'obstacle interne majeur, au compte des appareils bureaucratiques et des courants de la petite-bourgeoisie intellectuelle décomposée, au mouvement des jeunes et militants à la recherche d'une nouvelle direction.

Le pablisme ne peut réaliser cette fonction qu'en usurpant le titre de la IVe Internationale, tout en révisant le Programme de la IVe Internationale. Abandonnant les principes prolétariens du Programme, il doit se camoufler derrière le paravent de la IVe Internationale. Mais la IVe Internationale ne peut se construire que sur son Programme. Sous cet angle, les crises et scissions multiples qui ont secoué le S.U. pabliste depuis 1950-1951, témoignent de l'œuvre de désagrégation opérée par le pablisme. Ce n'est pas là le fait du hasard si bon nombre d'organisations gauchistes décomposées sont issues de la J.C.R. et de la Ligue Pabliste. La logique des positions révisionnistes doit amener à l'abandon par le pablisme de la référence à la IVe Internationale (à l'intérieur de l'A.M.R. de Pablo-Privas, un courant propose cet abandon à la référence à la IVe Internationale). Dès lors, le pablisme ayant rompu tout lien, même formel, avec la IVe Internationale, se définirait clairement pour ce qu'il est. Par là même, il perdrait sa fonction nécessaire, celle de représenter le rempart bourgeois, relayant et étayant les appareils.

C'est en raison même de cette fonction politique dont les racines sont petites-bourgeoises, indépendamment de ce qu'en pensent les pablistes eux-mêmes, que Mandel-Krivine maintiennent le lien de référence formelle avec la IVe Internationale. Si donc le S.U. pabliste a tenté et continue à le faire, de capter le mouvement qui conduit une fraction limitée de jeunes et militants à la recherche d'une nouvelle direction , il ne peut qu'intégrer dans ses organisations, crises, ruptures et scissions en relation avec la contradiction entre sa fonction liquidatrice qu'exprime une couche d'intellectuels petits-bourgeois décomposés, et le mouvement de cette fraction limitée de jeunes et de militants à la recherche de la IVe Internationale, fraction qu'elle vouerait à la démoralisation si les défenseurs du Programme ne leur ouvrent pas une issue.

Mais la fonction de la IVe Internationale fondée sur le Programme de transition par Léon Trotsky, n'est certainement pas de « légaliser à sa direction le liquidationnisme petit-bourgeois. L'ensemble de cette analyse nous permet à bon droit de justifier l'appréciation portée sur la constatation du fait que le pablisme liquidateur a réussi à détourner comme organisation, la IVe Internationale, de la fonction de construction du Parti révolutionnaire dans chaque pays, ce pourquoi elle a été proclamée. De là découle la conclusion que la IVe Internationale a été détruite comme organisation internationale centralisée par le pablisme.

*
**

Répétons-le : l'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une table afin de rédiger des résolutions politiques et d'organisation qui, une fois adoptées, restent lettre morte.

L'Internationale consiste dans le regroupement sur le terrain de l'organisation, des militants et organisations capables de défendre et de traduire le programme par des actes, c'est-à-dire d'organiser leurs forces pour la lutte théorique, politique et pratique pour la IVe Internationale. La direction de la S.L.L. s'est constamment refusée à traduire dans la pratique les décisions adoptées à l'unanimité par le C.I. La raison en a été analysée. Avec la conception de Healy et de la direction de la S.L.L., la IVe Internationale ne deviendra réalité politique et d'organisation qu'après la victoire de la révolution en Angleterre. Conséquemment, toute l'activité « internationale » doit être subordonnée à ne pas gêner et à aider la S.L.L. à se construire. C'est pourquoi la direction de la S.L.L. s'est refusée à apporter aide politique — militants et aide matérielle — au combat que les organisations du C.I. ont engagé et qu'ils poursuivent pour la construction par exemple de sections et groupes dans les pays de l'Est. Et pas seulement dans ce travail.

Il s'agit là d'une méthode étrangère au bolchevisme de Lénine-Trotsky et de la IVe Internationale, dont nous avons analysé les racines et qui conduit à une déviation de type zinoviéviste.

Méthode d'organisation qui s'apparente à la centralisation mécanique, conçue indépendamment des bases politiques pouvant fonder une véritable centralisation internationale, par laquelle le S.I. dans les premières années de l'après-guerre a cherché à régler les problèmes de direction du mouvement international, méthode qui n'exprime pas les causes du pablisme mais qui est un effet des confusions et des faiblesses politiques qui ont été le terrain de son développement en même temps qu'elle en a constitué le véhicule organisationnel.

Mais il faut remarquer que dans le cas de la S.L.L., la prétention à être un centre international dirigeant n'est que formelle. En réalité, les tâches de reconstruction de la IVe Internationale sont ramenées à la seule construction du « grand parti révolutionnaire » en Angleterre. La construction de l'Internationale est ainsi subordonnée à une conception nationaliste de la construction du parti révolutionnaire : ce n'est que de l'apparition (indépendamment de la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale) d'une prétendue section dirigeante que peut procéder le développement de l'Internationale.

Méthode étrangère au bolchevisme qui se refuse à reconnaître cette vérité que la crise de la IVe Internationale, qui est celle de la faillite du pablisme, a ses racines dans la IVe Internationale restructurée en 1946. Peur panique de regarder la vérité en face et qui conduit à limiter la critique du pablisme à ce qui semble tout juste nécessaire pour défendre sa propre organisation nationale dont le développement est envisagé d'abord en dehors, puis contre la lutte pour l'Internationale qui devient une « gêne » insupportable. Conception « nationale-trotskyste » étrangère au trotskysme et à son programme qui conduit à faire abstraction du marxisme dans son essence : unité de la théorie et de la pratique, fondée sur la lutte pour l'Internationale qui intègre et dont dépend organiquement la construction du Parti révolutionnaire dans chaque pays.

A partir de cette méthode et de ces conceptions étrangères à l'internationalisme de la IVe Internationale marxiste, la crainte de s'avouer toute la profondeur de la crise laisse toutes portes ouvertes aux équivoques et aux fausses interprétations.

Nous avons analysé le lien équivoque de la direction de la S.L.L. avec le pablisme, motivée par une volonté non équivoque de ne pas aller jusqu'au bout de l'analyse des causes de la crise de la IVe Internationale.

Il faut en rechercher en partie la raison dans la constitution du Comité International en 1953 sous l'impulsion de la direction du S.W.P. qui ne pouvait s'y affilier.

En 1953, c'est sur la base d'une lettre ouverte rédigée au nom du S.W.P. que la scission d'avec Pablo-Maitan-Mandel fut consommée et que fut constitué le C.I. La lettre de Cannon procédait à une analyse correcte de certains aspects du pablisme, mais n'allait pas au fond de sa caractérisation, comme courant liquidateur étranger à la IVe Internationale, exprimant dans son sein des forces de classes étrangères au prolétariat.

En 1963, la direction du S.W.P. rompit d'avec le C.I. pour opérer la réunification avec le S.I. La résolution du Comité Politique du S.W.P. qui fut adopté comme base de la réunification, stipule :

« Bien que des divergences substantielles subsistent encore, en particulier sur les causes de la scission de 1953, les points de désaccord apparaissent d'importance secondaire en face du programme fondamental commun et de l'analyse commune des principaux événements actuels dans les développements mondiaux qui unissent les deux courants. Avec de la bonne volonté il devrait être possible de contenir les divergences reconnues qui subsistent encore dans le cadre d'une organisation unifiée, permettant la poursuite de la discussion et une clarification. »

Le caractère et le contenu équivoque de cette réunification est établi par l'éditorial de la revue pabliste *IVe Internationale*, 3e trimestre 1963.

« La IVe Internationale vient, à son dernier congrès, de surmonter une pénible scission qui l'affecta il y a dix ans. L'importance de cette décision a été le fruit d'un rapprochement politique très étroit. »

Alors que Mandel-Pablo-Frank réaffirment intégralement leurs positions révisionnistes et parlent *« d'un rapprochement politique très étroit »*, la direction du S.W.P. réaffirme de son côté *« ses divergences substantielles sur les causes de la scission de 1953 »* et des *« diver-*

gences reconnues » (sans préciser publiquement quelles sont ces divergences).

Le caractère diplomatique de cette réunification saute aux yeux ; cette combinaison n'a pas résisté à l'épreuve des faits. Il suffit pour s'en convaincre de lire le long document rédigé en mars 1971 par Joseph Hansen, l'un des dirigeants du S.W.P. et qui s'intitule *« Défense de la stratégie léniniste de la construction du parti ».*

C'est une polémique féroce contre l'orientation développée en particulier par Mandel et Maitan. Le point de départ de cette polémique c'est la critique des positions adoptées par le « IXe Congrès Mondial », organisé par le S.U., à savoir *« une orientation vers une « stratégie » de lutte armée ou de guérilla,* plus particulièrement en ce qui concerne l'Amérique du Sud où, d'après Hansen, *« la position de la majorité nous dessert dans notre combat pour le programme trotskyste et sert même des anti-léninistes conscients ».*

Mais — et c'est le titre de l'un des chapitres du texte de Hansen — *« il ne s'agit pas que de l'Amérique latine ».*

Hansen considère à juste titre — et c'est le fil conducteur de son argumentation — que l'on est en présence, à partir du moment où l'on fait de la guérilla une *« stratégie »,* d'une tentative de substituer *« l'action exemplaire »* sous la forme de la lutte armée à l'action consciente des masses et à la construction d'un parti de type léniniste. Il est nécessaire, précise-t-il, y compris par rapport à l'activité du S.W.P. aux Etats-Unis de mener *« une polémique contre tout idéologue qui considère que la stratégie léniniste de construction du parti a été supplantée par l'activité de guérilla qu'elle soit rurale ou urbaine ».*

Mais le texte de Hansen n'est pas qu'une réfutation formellement correcte, à partir des enseignements généraux de Lénine et de Trotsky, de l'orientation aventuriste et petite-bourgeoise ouverte que constitue le « guérillerisme ». Il tente de répondre à la question : pourquoi la majorité du S.U. a-t-elle adopté cette position ?

Il rassemble toute une série de citations de « guérilléristes » brésiliens, uruguayens, boliviens et les commente en disant que *« considérées à la lumière de l'orientation du camarade Maitan, ces citations devraient aider à une meilleure compréhension des forces exerçant leur pression sur notre mouvement ».*

La prise de position du IXe Congrès mondial n'est donc pas présentée par Hansen comme un « glissement » conjoncturel mais comme l'expression de forces sociales hostiles au prolétariat. Comment cette preession a-t-elle été transmise ? Pour Hansen, les composantes de la majorité sont d'une part *« certains des jeunes radicalisés que notre mouvement a recruté dans divers secteurs qui ne sont pas libérés de l'ultra-gauchisme »* et d'autre part la volonté de certains secteurs latino-américains qui voulaient s'engager dans la voie de la guérilla. Mais Hansen va plus loin.

Il cite une lettre étrange de Maitan en date du 15 mai 1968 (remarquons qu'avec Mandel, Maitan est désigné comme le principal responsable de cette orientation) dont l'idée générale est que le S.U. doit s'affirmer, faire une percée et qui comporte ce passage : *« Permettez-moi de m'expliquer un peu paradoxalement, il est nécessaire de comprendre et d'expliquer qu'à cette étape l'Internationale se bâtira autour de la Bolivie. »*

Et plus loin, Hansen donne une clé :

« Le changement qui s'inscrivit dans une modification qualitative de la majorité en 1969 trouve, je crois, son origine, en relation avec la conférence de l'OLAS tenue à La Havane en 1967.

Les conséquences des débats et des décisions de cette conférence tiennent à ce que les Cubains entendaient devenir directement partie prenante dans les actions de guérilla sur le continent. Cela signifiait un changement considérable de la situation, les Cubains ayant à leur disposition les ressources d'un pouvoir d'Etat. »

Et, dans sa conclusion, Hansen explique :

« Dans la seconde moitié de l'année 1967 — à la suite de la conférence de l'OLAS — l'un ou plusieurs des leaders de la IVe Internationale aboutirent à la conclusion que la ligne précédente, si juste qu'elle ait été en son temps, devait être modifiée, qu'il était d'une nécessité vitale de faire un ample tournant. »

Et plus loin :

« La réalité me semble être que l'un ou plusieurs des camarades dirigeants de la IVe Internationale, au cours de l'année 1967 ou avant, n'étaient plus satisfaits par la stratégie de construction du parti formulée lors de la conférence de fondation du mouvement.

Quelque chose manquait. Notre mouvement avait prouvé sa valeur sur le terrain de la théorie, mais il ne s'était nulle part montré capable de faire une démonstration comparable sur le terrain pratique, en particulier une démonstration de savoir-faire les armes à la main. Maintenant les conditions objectives étaient autres. Le champ de la guérilla s'était ouvert : il était objectivement possible, même à un petit groupe, d'ouvrir un front selon l'exemple des Cubains, à condition que tout soit subordonné à cette "nouvelle orientation et méthode". »

C'est donc bien d'après Hansen du programme qu'il s'agit : c'est sur un autre programme que celui de la révolution socialiste — le Programme de transition — que se tient ouvertement la majorité du S.U.

Si le courant que représente le S.W.P. continue à coexister avec le courant Maitan-Mandel qu'il caractérise comme exprimant des intérêts matériels étrangers au trotskysme, c'est là la preuve que les méthodes de la diplomatie demeurent. Il reste que ces méthodes ont des causes Si la direction du S.W.P. caractérisait le pablisme du S.U. pour ce qu'il est : courant liquidateur étranger au trotskysme, il ne pourrait coexister au sein de cette prétendue « IVe Internationale ». Il lui faudrait aller plus loin et rechercher sur quel terrain spécifique, avec qu'elles méthodes et de quelles forces sociales est né le pablisme liquidateur. Il lui faudrait admettre que la réunion des morceaux épars de l'organisation de la IVe Internationale, sous l'égide du S.U. pabliste, ne peut constituer la IVe Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938. Il lui faudrait également rechercher dans la pratique politique de la direction du S.W.P., les racines de la crise pabliste.

En 1963, l'O.C.I. et la S.L.L. se sont refusées à s'associer à cette réunification diplomatique qui ne pouvait entraîner que confusion, qu'approfondir la désorganisation et la démoralisation dans les rangs des partisans de la IVe Internationale.

Jusqu'en 1963, l'obstacle à l'accomplissement des tâches politiques et pratiques dans le C.I. résidait dans la politique de la direction du S.W.P.

A partir de la scission du C.I. en 1963, l'O.C.I., comme il est établi, avec patience et ténacité, a œuvré pour que le C.I. joue son róle. Nous avons cherché à ouvrir la discussion sur les problèmes analysés dans ce rapport. L'O.C.I. a proposé textes et résolutions. Elle a accepté toutes es demandes formulées par la S.L.L. tendant à reculer les conférences et les réunions internationales sous prétexte que les *« tâches pratiques en Angleterre ne permettaient pas au Comité central de la S.L.L. de préparer "textes" et "réponses" »* à nos analyses et propositions.

Il est du plus haut comique de lire les assertions récentes de la direction de la S.L.L. accusant l'O.C.I. de vouloir faire bloc avec les centristes, par exemple avec le groupe « Spartacist » des Etats-Unis. Tous les participants de la IIIe Conférence organisée par le Comité International (1966) ont été les témoins des ridicules palinodies de Gerry Healy qui, avant la Conférence, avait négocié l'entrée des organisations centristes-sectaires « Voix Ouvrière » et « Spartacist » au sein du Comité International pour se constituer une machine de guerre contre l'O.C.I. La présence de ces groupes, à la Conférence, était certes souhaitablee comme élément de clarification politique mais l'O.C.I. n'entendait pas se laisser imposer une « unification » sans principes.

Devant la résistance de la délégation de l'O.C.I. aboutissant à ce que les véritables problèmes soient abordés, Gerry Healy et la direction de la S.L.L. durent battre en retraite précipitamment et se rallier aux positions de l'O.C.I. qui rédigea tous les documents adoptés à cette Conférence et qui se situent clairement dans la perspective de la reconstruction de la IVe Internationale.

Les positions de la direction de la S.L.L. ont été clairement analysées dans ce rapport. C'est parce que la direction de la S.L.L., répétons-le, s'est refusée à aller jusqu'à a racine de la critique du pablisme, croyant ainsi protéger un faux prestige petit-bourgeois « d'infaillibilité », c'est parce qu'elle a été incapable de saisir les relations entre la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et le mouvement de la classe et partant, incapable de saisir les relations entre l'Internationale — la lutte pour sa reconstruction — et la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays, qu'elle a agi, pour l'essentiel, comme un frein, interdisant l'application effective des décisions prises en commun en 1966, repoussant les échéances, refusant la discussion politique pour finalement provoquer, sans aucun débat, une scission criminelle du Comité International.

C'est ce refus d'une critique radicale du pablisme qui amène Gerry Healy, en septembre 1970, alors qu'il œuvre pour empêcher la clarification politique au sein du Comité International, à proposer au S.U. des discussions pour aboutir à la réunification.

L'article de Gerry Healy, paru dans *Workers Press* du 8 septembre 1970 et intitulé *« Nouveaux commentaires sur la nécessité d'une discussion commune entre le Comité International et le Secrétariat Unifié »*, est intégralement reproduit dans l'étude du camarade Gérard Bloch, *« Un acte scissionniste contre le Comité International pour la reconstruction de la IVe Internationale »* (La Vérité, n° 556, avril 1972) ainsi que la lettre du Comité central de l'O.C.I. au Comité Central de la S.L.L. en date du 13 septembre, lettre restée sans réponse.

Nous nous contenterons donc ici de rappeler le « noyau » de l'argumentation de Gerry Healy, qui démontre avec éclat qu'au moment même où il n'avait que le mot « dialectique » à la bouche, c'est précisément la méthode du matérialisme dialectique qu'il abandonnait.

Rappelant les propositions de mise sur pied d'une « *commission paritaire* » entre le S.U. et le C.I. en 1963, Gerry Healy écrit :

" *Aujourd'hui, les CONDITIONS OBJECTIVES sont entièrement différentes et beaucoup plus favorables. La classe ouvrière de Grande-Bretagne et d'Europe occidentale* (seulement celle du Marché Commun élargi, si l'on comprend bien ?) *est en marche vers des conflits de classe ouverts et se prépare à s'engager dans la politique révolutionnaire sur une échelle jamais expérimentée jusqu'à ce jour par notre mouvement depuis qu'il a été fondé par le camarade Trotsky.*

Les organisations du Comité International et celles du Secrétariat Unifié sont les UNES ET LES AUTRES de plus en plus poussées à s'engager dans les luttes les plus acharnées contre les forces contre-révolutionnaires du stalinisme et de la social-démocratie.

La construction de partis révolutionnaires de masse fondés sur la classe ouvrière est à notre portée dans nombre de pays importants (...)

Pour contribuer à ce qu'elle (la discussion) *s'ouvre dans une atmosphère de camaraderie comme l'a suggéré le Secrétariat Unifié, nous sommes prêts à conclure un accord selon lequel cette discussion NE sera plus menée dans notre presse publique, mais à l'intérieur, dans nos organisations respectives.* »

Sur ce qui constitue l'essentiel de ce document, la lettre du Comité Central de l'O.C.I. remarquait :

« *Les formules du camarade G. Healy laissent au contraire entendre que la "situation objective" peut changer la nature du Secrétariat Unifié (à moins qu'il ne considère, comme nous l'avons noté plus haut, que le S.U. est par nature trotskyste, qu'il constitue une branche de la IVe Internationale). Tout au contraire, "l'imminence de la révolution", les processus en cours au sein de la classe ouvrière mondiale, du mouvement ouvrier font et feront que le S.U. tentera de détourner de la reconstruction de la IVe Internationale, les jeunes, les militants, les travailleurs qui sont et seront à la recherche d'une solution politique révolutionnaire et qu'il faut gagner à la reconstruction de la IVe Internationale : le S.U. le fera, fût-ce au prix de "trotskyser" son langage et ses théories. Si les organisations, les militants du C.I. ne sont pas éduqués, formés à partir de cette compréhension, ils seront politiquement désarmés. Ils ne peuvent être formés que si aucune équivoque n'est entretenue, que si sans cesse, la lutte publique, par la polémique comme dans la pratique politique est menée contre le S.U.*

Mais le camarade Healy choisit ce moment pour laisser entendre que la "situation objective" peut redresser le S.U. sinon modifier sa nature, et cela, de plus, par une discussion à l'intérieur des organisations excluant la polémique publique. Au nom de la dialectique de la "lutte des contraires" ! Mais le matérialisme dialectique nous enseigne justement que le conflit des idées, c'est l'expression théorique d'antagonismes sociaux que seule peut résoudre la vie pratique ; l'arme de la critique prépare la critique des armes et n'est rien sans elle.

C'est pourquoi l'essence du matérialisme dialectique, c'est aujourd'hui la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale. Le conflit constant, théorique, politique et d'organisation avec le stalinisme, le

réformisme, et le pablisme est le seul moyen de construire l'instrument qui permettra à la classe ouvrière de régler leur compte, par la critique des armes, à la bourgeoisie et à ses agences qui ont nom stalinisme, réformisme, pablisme : la IVe Internationale et ses partis.

L'article du camarade Healy, les propositions qu'il fait, les formules qu'il utilise font en quelques lignes litière du matérialisme dialectique, ils s'alignent sur un vulgaire évolutionnisme. »

Ainsi se précisait la méthode, contraire aux principes du marxisme, qui sous-tend les convulsions politiques de la direction de la S.L.L. et qui l'a menée à tenter de détruire l'acquis constitué par le Comité International.

OUVRONS LA DISCUSSION INTERNATIONALE POUR LA 2e SESSION DE LA PRE-CONFERENCE

Il y a une volonté commune parmi les éléments, groupes et organisations qui, dans de nombreux pays, considèrent que c'est seulement le programme qui peut permettre de comprendre la dynamique des développements actuels de la lutte de classes.

Il y a cette volonté commune qui est donnée par le fait que les marxistes, fidèles au programme de la IVe Internationale, condamnent et condamneront les tendances pablistes qui considèrent que la lutte de classes n'est plus le moteur de l'histoire mais, en quelque sorte, un supplément s'ajoutant aux forces « objectives » de la bureaucratie et de la petite-bourgeoisie. De telles conceptions révisionnistes font du prolétariat une force complémentaire à la petite-bourgeoisie et à la bureaucratie, et de la IVe Internationale un organisme de pression. Telle est d'ailleurs en fait l'essence de la fonction que le pablisme se reconnaît pour lui-même.

En 1963, les tâches de la pseudo IVe Internationale étaient ainsi définies :

« L'infusion des idées (!!!) trotskystes dans le nouveau courant castriste influencera le développement d'une direction révolutionnaire consciente. »

Plus loin, le Congrès pabliste constate :

« L'apparition (!!!) des forces révolutionnaires de masses dirigées par des partis ou des tendances qui se sont développées en dehors du domaine de contrôle stalinien : Cuba, Algérie (!!) »

La révolution consiste à édifier dans chaque pays l'Etat ouvrier. La révolution pour Mandel-Frank-Maitan a remporté la victoire à Cuba sous la direction du Parti de Castro et, en Algérie, sous la direction du F.L.N. de Ben-Bella-Boumedienne. Il en découle donc nécessairement l'abandon des tâches de construction dans chaque pays du Parti révolutionnaire de la IVe Internationale dirigeant la lutte de classe du prolétariat pour la conquête du pouvoir, cette tâche étant assurée par des « tendances et partis » qui ne se sont pas seulement développés en dehors du « domaine de contrôle stalinien », mais en dehors de la IVe Internationale.

Que la direction du S.W.P. qui, en 1953 avait dénoncé le pablisme comme tendance liquidatrice de la IVe Internationale se soit rallié à ces mêmes thèses en 1963, démontre seulement son éclectisme. Les

trotskystes ne sauraient se contenter de cette phrase de camouflage ajoutée dans les documents :

« La construction des sections de la IVe Internationale capables d'élaborer des analyses concrètes de leurs situations nationales spécifiques et de trouver des solutions concrètes aux problèmes reste une tâche stratégique centrale dans tous les pays. »

Pour les marxistes, les conceptions politiques sont déterminées non par des caractéristiques formelles, si importantes soient-elles, mais par le contenu de classe exprimé sur tous les plans : théorique, politique, pratique, d'organisation et dans les méthodes.

Par opposition au réformisme, au stalinisme et au centrisme, la politique révolutionnaire du prolétariat a pour but le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois au moyen de l'unification préalable du prolétariat, pour lui substituer l'Etat centralisé des Conseils ouvriers. La IVe Internationale est l'avant-garde de la clases ouvrière unifiée par le programme. Une telle organisation n'existe pas encore. Admettre que la bureaucratie stalinienne (comme le prétendait Pablo en 1950), que les organisations castristes et le parti de Ben-Bella-Boumedienne, le F.P.L.P. de Habbache ou le F.D.L.P. de Hawatmeh en Palestine (comme le prétendent Pablo-Mandel-Frank-Krivine) puissent accomplir au compte des classes petites-bourgeoises (paysannerie, étudiants, etc.) les tâches assignées au prolétariat et son parti révolutionnaire, c'est abandonner la lutte pour la IVe Internationale et la construction de sections de la IVe Internationale dans chaque pays.

Continuer à déclarer — en paroles — que l'on combat pour la IVe Internationale, c'est duper l'avant-garde.

Il y a plus. Si Staline, Castro et Ben-Bella-Boumedienne, Habbache ou Hawatmeh sont dirigeants de la révolution prolétarienne dont la mission est, répétons-le, d'édifier l'Etat ouvrier, c'est une provocation que de construire des sections de la IVe Internationale.

Ces « analyses et solutions concrètes » — si tant est qu'elles se distinguent de leurs propres analyses et solutions — il faut les proposer à Staline, Castro, Ben Bella-Boumedienne, Habbache, etc.

L'essence même de la tactique dite de *« l'entrisme sui-generis »* liquidant la lutte pour la construction de partis révolutionnaires, découlant de la capitulation pabliste devant la bureaucratie et la petite-bourgeoisie, est ici exprimée. Ajoutons encore ceci : apparemment, il peut sembler correct d'écrire que *« la construction de sections de la IVe Internationale capables d'élaborer des analyses concrètes de leurs situations nationales spécifiques et de trouver des solutions concrètes aux problèmes* reste *(souligné par nous) une tâche stratégique centrale dans tous les pays ».* En fait, il n'en est rien. Pour les marxistes : la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire dans un pays ne peut jamais être conçue comme un combat mené dans le seul cadre national. Ce combat doit toujours être considéré comme une activité « nationale » du combat pour l'Internationale.

Les *« analyses et solutions concrètes »* ne peuvent être appréhendées que comme expression nationale de l'unité mondiale de la lutte de classes qui commande, intègre et ordonne *« les situations nationales spécifiques ».* La *« spécificité nationale »* pour un marxiste ne peut être saisie comme telle autrement. Ici encore, le « national-trotskysme » est directement opposé et contradictoire à l'essence internationaliste du trotskysme.

La répudiation de l'unité mondiale de la lutte de classe au profit de la théorie stalinienne des blocs, secteurs et zones, reliée étroitement à la théorie stalinienne du socialisme en un seul pays et qui a détruit en dix années (1924-1933) la IIIe Internationale de Lénine-Trotsky, a conduit le pablisme à une politique d'adaptation à la bureaucratie stalinienne et au nationalisme petit-bourgeois (Gomulka, F.P.L.P., Nasser, Sekou Touré, Ben Bella-Boumedienne). L'abandon du rôle hégémonique du prolétariat dans la révolution a entraîné le pablisme à donner une valeur de fétiche aux méthodes populistes de la petite-bourgeoisie et à renoncer en pratique au point de vue de classe et à la lutte de classes pour s'attirer la sympathie de la petite-bourgeoisie intellectuelle et des journalistes libéraux de la bourgeoisie.

Tels sont les fondements idéologiques du pablisme mandelo-krivinien, qu'il faut extirper de la IVe Internationale.

La deuxième session de la pré-Conférence devra d'une part distinguer entre les liquidateurs dont la politique, inconsistante parce que sceptique sur la mission historique du prolétariat, est parée de mots d'ordre empruntés par ci par là au programme et destinée à ces petits-bourgeois intellectuels et journalistes libéraux, et, d'autre part, les organisations pour qui le Parti international de la révolution socialiste est l'instrument d'un programme — le programme de la IVe Internationale — qui répond aux conditions objectives de la lutte de classe du prolétariat.

Il s'agira encore une fois, comme en 1950-1953 et depuis, du programme qui détermine tout, car le programme est le seul obstacle sérieux à la fraternisation générale des petits-bourgeois, des intellectuels qui, par exemple en France, entraînait Krivine-Weber-Frank à proposer « l'unité des révolutionnaires » avec les anarchistes décomposés à la Cohn-Bendit (Mouvement du 22 mars) et avec toutes les autres variétés de la petite-bourgeoisie intellectuelle décomposée (Geismar-Sartre). Le respect du programme équivaut au respect des frontières de classe.

La IVe Internationale, la seule Internationale ouvrière, l'héritière des Ire, IIe et IIIe Internationales, n'est pas morte. Elle doit être reconstruite. Les éléments, groupes et organisations combattant sur le Programme de Transition existent en dépit de tout dans maints pays. Cimenter ces éléments, groupes et organisations authentiquement trotskystes, si peu nombreux soient-ils (et ils commencent à devenir une force) telle est la tâche que doit s'assigner la deuxième session de la pré-Conférence.

Il y a avec ces éléments, groupes et organisations, la volonté de lutter dans chaque pays pour la construction commune du parti révolutionnaire, section de la IVe Internationale et son programme ; il y a la volonté d'œuvrer à la reconstruction de la IVe Internationale, il y a la volonté de défendre le programme sans lequel il ne saurait être question d'aborder la construction du parti international de la révolution socialiste dans chaque pays.

D'ores et déjà, le combat pour la reconstruction de la IVe Internationale est passé du stade du débat d'idées au stade de la lutte politique. Les combats politiques et d'organisation engagés en commun sous l'égide du Comité International l'attestent.

L'activité, à divers niveaux, pour la construction de sections de la IVe Internationale en Europe, à l'Est comme à l'Ouest, en Amérique latine et en Afrique, le rassemblement international pour l'Internationale

Révolutionnaire de la Jeunesse à Essen et la manifestation de rue, internationale, à Paris du 31 octobre 1971, la récente conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IVe Internationale, témoignent que la reconstruction de la IVe Internationale est déjà amorcée. Négativement, les crises multiples qui secouent le S.U. pabliste et nombre de ses organisations, et la crise du Comité International, le démontrent également.

Il n'est pas douteux que la crise que traverse la IVe Internationale et le mouvement ouvrier mondial dominé par le stalinisme et le réformisme, est un seul et même problème. La tâche de la deuxième session de la pré-Conférence sera précisément d'avancer dans la compréhension commune des problèmes en cause, compréhension de laquelle découlent les tâches.

Les organisations trotskystes qui participeront à cette deuxième session n'attendent pas l'impossible, la solution rapide de toutes les questions. Elles chercheront à mettre exactement en lumière le caractère et le contenu de la période de l'imminence de la révolution, les tendances et les courants fondamentaux du mouvement ouvrier international, à faire en sorte que l'avant-garde, les travailleurs et la jeunesse prennent connaissance et conscience de ces combats en en discutant les principaux aspects, pour les vérifier par l'expérience de leur mouvement pratique.

Mais — nous estimons, en tant que trotskystes, avoir le droit et le devoir d'exposer nos opinions, de les soumettre à la discussion. C'est ainsi que la deuxième session de la pré-Conférence rompra avec les méthodes diplomatiques de la direction de la S.L.L., héritage de la direction Pablo, qui ouvraient la voie à toutes sortes de compromis sans principes, pour bloquer toute discussion internationale sérieuse. Le marxisme est étranger à ces méthodes. Le S.I. des années 50, avant sa dégénérescence pabliste, et en partie le C.I., sous la pression de la direction de la S.L.L., n'ont voulu ni définir ni analyser les problèmes décisifs soulevés dans la lutte de classes et par la construction de la IVe Internationale et de ses sections. La crise pabliste en a découlé. Les errements de la direction de la S.L.L., dont les racines ont été analysées dans ce rapport, sont cause de la crise du C.I. Dans ces crises, toutes les nuances, toutes les tendances ont eu la possibilité de s'exprimer. Elles se sont exprimées. Le pablisme — l'une d'entre elles — s'est transformé en courant liquidateur étranger au trotskysme. Il est temps de formuler des conclusions précises, positives, qui puissent servir de base à une activité pratique systématique pour la reconstruction de la IVe Internationale.

La situation est maintenant claire, il faut donc définir ce qui est, pour déterminer avec qui l'on est et où l'on va. La tâche de la deuxième session de la pré-Conférence sera de répondre à ces questions. Les organisations trotskystes qui participeront à cette deuxième session ne se dissimulent aucun des obstacles ni des difficultés pour accomplir cette tâche. Mais, si grands que paraissent obstacles et difficultés, les trotskystes ne renonceront pas à leur programme car ils savent que c'est seulement en restant fermes sur les principes du programme que l'on peut s'engager véritablement dans la voie de la reconstruction de la IVe Internationale et la construction de Partis révolutionnaires de la IVe internationale dirigeant la lutte révolutionnaire du prolétariat.

Dans le moment présent, après une longue phase d'hésitation et d'attente, de crainte de s'avouer toute la profondeur de la crise, le terrain est déblayé. Personne ne peut dire si les possibilités d'abréger cette phase ont été pleinement utilisées, mais une chose est certaine : c'est uniquement en refusant de laisser la porte ouverte aux équivoques et aux fausses interprétations, en ne dissimulant pas d'un iota les positions respectives, que le mouvement international pourra faire un pas en avant. Il est plus qu'urgent d'accomplir ce pas car ni le stalinisme, ni le réformisme ni le centrisme n'ont dit leur dernier mot. En particulier, le centrisme pabliste qui cherche à détacher les jeunes et l'avant-garde des objectifs révolutionnaires pour leur faciliter, sous le masque du trotskysme, une évolution vers le stalinisme, le nationalisme petit-bourgeois ou le gauchisme décomposé, poursuivra sa tâche réactionnaire. C'est ce centrisme de la petite-bourgeoisie qu'il faut extirper de la IVe Internationale.

Certes, l'attitude tant à l'échelle internationale qu'à l'échelon de chaque pays envers les militants et groupes qui ne se prononcent pas sur le programme de la IVe Internationale mais qui font mouvement du stalinisme et de la social-démocratie vers la révolution, a une importance considérable. Un rapprochement avec eux, un travail en commun contre le stalinisme et la social-démocratie sont indispensables. Mais la pierre de touche c'est l'attitude à l'égard de la bureaucratie stalinienne, des courants nationalistes de la petite-bourgeoisie dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., de la Chine, de Cuba, des conquêtes ouvrières des pays de l'Est, de la guerre révolutionnaire au Vietnam, mais indépendance totale, délimitation politique avec la bureaucratie stalinienne et ses partis, avec le castrisme et le P.C. vietnamien ; lutte partout pour la construction de partis de la IVe Internationale sous des formes adaptées à la situation.

En aucun cas, les partisans de la IVe Internationale ne limitent leur programme à ce qui est acceptable. ils refusent d'embellir la réalité ; en toutes circonstances, ils disent et diront ce qui est. Sur cette question fondamentale, dont dépend littéralement le sort de la révolution internationale du prolétariat, il n'y a plus de place pour l'inexprimé et l'obscurité. Si tant est que place il y ait eu dans le passé. Il faut la clarté. Mais en même temps nous savons que ce n'est pas une chose aisée que d'opérer le regroupement sur le terrain des principes et sur le terrain d'organisation, des militants et organisations capables de défendre le programme par des actes, c'est-à-dire d'organiser leurs forces à l'échelle internationale pour la reconstruction de la IVe Internationale et, dans chaque pays, pour la lutte pour la dictature du prolétariat. C'est parce que nous le savons que nous considérons que ce serait une mauvaise tactique que de multiplier les obstacles sous prétexte que le mouvement international n'est pas si rapide que nous le désirerions.

La deuxième session de la pré-Conférence sera capable de faire un pas en avant. C'est là l'essentiel. Certes cela ne sera pas, répétons-le, chose aisée. Il y faudra des discussions sérieuses qui soulèveront, nous n'en doutons pas, bien des difficultés. Mais précisément parce que la chose est difficile, il ne faut l'entreprendre qu'avec ceux qui veulent rester fidèles au programme et ne craignent pas de rompre avec le pablisme liquidateur.

La crise du C.I. pose avec acuité la question de savoir quels sont exactement, en ce qui concerne le problème de l'Internationale, les changements qui découlent de la crise ouverte en 1950-1953 et qui n'a cessé de s'approfondir. C'est la tâche qui doit être considérée par les organisations trotskystes qui participeront à la deuxième session de la pré-Conférence, comme leur principal objectif.

Comprenant qu'à l'époque actuelle de la situation de la IVe Internationale il ne saurait être question de proclamer un centre international dirigeant (S.I. ou C.I.) qui, l'expérience du S.U. et du C.I. le prouve, ne dirige rien, l'O.C.I. proposera à la deuxième session de la pré-Conférence internationale que soit constitué un *« Comité d'Organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale »*. Une telle proposition découle de toute l'analyse présentée dans ce rapport. Nous constatons que la IVe Internationale proclamée sous la direction de Léon Trotsky en 1938 a été détruite par le pablisme liquidateur comme organisation internationale basée sur le centralisme démocratique. Nous constatons que, pour ne l'avoir pas compris, la direction de la S.L.L. a tenté de se constituer en direction de l'Internationale, en chargeant en paroles le C.I. d'un rôle de centre international dirigeant, tout en refusant, par ailleurs, d'accomplir les tâches internationales.

Nous constatons ce qui est. Il faut reconstruire la IVe Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste. La crise de la IVe Internationale, répétons-le, n'a cessé de s'approfondir depuis 1950-53, tant dans les organisations adhérentes au S.U. que dans celles qui ont constitué le Comité International. Ces éléments, groupes et organisations trotskystes qui existent dans de nombreux pays et qui vont se réunir en deuxième session de la pré-Conférence internationale, ne contestent pas qu'il en existe d'autres affiliées au S.U. Ces éléments, groupes et organisations ne se masqueront pas la réalité de ce qu'ils représentent à l'échelle internationale. Ils diront nettement : nous ne constituons pas, dans le moment présent, une direction internationale centralisée. Nous engageons le combat pour la reconstruction de cette direction centralisée de l'Internationale que Pablo-Mandel-Frank ont détruite. Nous nous constituons, pour accomplir cette tâche, en *« Comité d'organisation pour la reconstruction de la IVe Internationale »*. Ce faisant, nous resterons fidèles à la résolution adoptée à Londres en 1966, à la troisième Conférence du Comité International dont nous reproduisons dans les pages qui suivent des extraits :

RESOLUTION SUR LA RECONSTRUCTION DE LA IVe INTERNATIONALE ET LES TACHES DU COMITE INTERNATIONAL

(Adoptée par la Conférence Internationale de 1966)

« La conférence de Londres réaffirme que le programme et les méthodes de construction de partis révolutionnaires nationaux et de la IVe Internationale sont inclus dans le programme de transition. Ce programme reste seul capable de fournir les solutions des problèmes soulevés par la crise historique de la direction du prolétariat.

« La conférence affirme que la IVe Internationale n'a pas dégénéré.

« La continuité historique de la IVe Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotsky, restructurée dans les années 1943-1946, que le pablisme a voulu détruire en 1950-1953 a été maintenue depuis 1953 par le combat mené par les organisations trotskystes rassemblées dans le Comité International.

« En conséquence, la conférence internationale proclame que la continuité de la IVe Internationale a été préservée par l'action du Comité International.

« La conférence constate l'impuissance des directions de l'Internationale depuis la mort de Léon Trotsky à réaliser les tâches nécessaires à la construction de Partis révolutionnaires et de l'Internationale.

« Dans la dure bataille pour le trotskysme, des cadres ont été exterminés, victimes de la répression stalinienne et impérialiste, d'autres se sont usés, des directions et la direction de l'Internationale ont fait faillite.

« En aucun cas, cette faillite ne saurait être considérée comme la faillite de la IVe Internationale.

« Ces directions ont fait faillite en particuier en déformant et abandonnant le marxisme c'est-à-dire la méthode du matérialisme dialectique. C'est pourquoi elles ont été incapabes de s'implanter dans la lutte des classes, particulièrement dans la jeunesse. Elles ont été, en conséquence, incapables d'assimiler les méthodes et les principes communistes d'organisation.

« L'unité essentielle de la lutte des classes internationale découlant du caractère international de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, implique directement la nécessité de construire des

partis trotskystes dans chaque pays, contre les conclusions liquidatrices qu'implique la notion révisionniste de la division du monde en blocs ou en secteurs. Notre perspective souligne l'urgence de construire des partis prolétariens indépendants dans les pays de l'Europe orientale, l'U.R.S.S., la Chine et les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

« Cette tâche centrale de la construction de partis révolutionnaires indépendants implique la lutte capitale pour l'indépendance politique de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne et les directions réformistes. Cette lutte implique également une bataille déterminée contre le trade-unionisme et toute forme de prostration devant le fait qu'un parti révolutionnaire puisse naître de la spontanéité de la classe ouvrière.

« La conférence internationale estime que le mouvement trotskyste doit, à travers la lutte pour la reconstruction de la IVe Internationale, construire la direction centralisée du parti mondial de la révolution socialiste, dans un combat organiquement relié au combat dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires centralisés dirigeant la lutte révolutionnaire des masses. La construction de ces partis et de l'Internationale doit être menée sur la base de l'expérience et de la poursuite du combat incessant contre le révisionnisme.

« Les travaux de la conférence de Londres démontrent la nécessité, pour le Comité international, de préparer politiquement, sur un délai d'un an et demi, une conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la IVe Internationale.

« En particulier, le C.I. luttera pour rassembler dans les rangs de la IVe Internationale, les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du "Secrétariat Unifié".

« Les trotskystes, organisés comme sections de la IVe Internationale, doivent lutter pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires fondés sur le programme de transition de la IVe Internationale.

« La lutte pour ce programme et pour la construction du parti constitue la base principale de leur travail dans les organisations de masse de la classe ouvrière, syndicats, et dans le travail qu'ils doivent mener en direction de la jeunesse ouvrière qui constitue le réservoir de forces vives de la IVe Internationale.

« Tout travail de ce genre est subordonné à la tâche principale de construction du parti. La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la lutte des classes. Cette lutte pour le parti indépendant constitue la seule base de défense des positions de la classe ouvrière et toutes considérations tactique lui sont subordonnées. Dans les circonstances où la tactique de l'entrisme dans les partis ouvriers existant est rendue nécessaire, cette tactique est conduite dans une façon qui la subordonne à la tâche principale de construction du parti indépendant.

« Pour la réalisation de cet objectif, le C.I. devra organiser la discussion internationale autour des axes suivants :

« a) Construction de partis révolutionnaires sur la base du programme, dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la IVe Internationale.

« b) Unité de la lutte de classe mondiale.

« c) Défense, par les méthodes de la révolution prolétarienne, des conquêtes du prolétariat mondial dans les pays capitalistes, l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

« Cette discussion se mènera sur la base de l'accord préalable sur la défense inconditionnelle de l'U.R.S.S., la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

« Le C.I. est composé des représentants des sections désignés par elles.

« A l'étape actuelle, les décisions du C.I. ne pourront être prises que selon la règle de l'unanimité. Le C.I. ne se proclamant pas, à cette étape, la direction centralisée de la IVe Internationale qui reste à construire. »

En 1966, cette résolution présentée par la délégation de l'O.C.I. a été adoptée à l'unanimité des organisations présentes.

En juin 1970, le C.I. a convoqué une pré-conférence internationale à Londres. Après avoir constaté que la délégation de la S.L.L. était incapable de soumettre un texte à la pré-conférence et prenant acte qu'elle s'engageait à présenter un document à la discussion internationale, la pré-conférence, sur la proposition de la S.L.L., a accepté de suspendre sa session et de convoquer une deuxième session au plus tard d'ici octobre 1970.

En outre, la première session a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

A toutes les organisations ouvrières, groupes et militants engagés à travers le monde dans la lutte pour la construction du parti ouvrier révolutionnnaire, instrument indispensable pour la victoire du prolétariat dans son combat pour le pouvoir !

La pré-conférence préparatoire à la quatrième conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée, le plus largement, la discussion, tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale.

La pré-conférence estime que le texte présenté par la section française est un texte se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme, soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

Ce texte, avec les textes en préparation dans les autres sections du Comité international, ouvre la discussion internationale dans toutes les sections.

La pré-conférence est suspendue jusqu'en octobre 1970, pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes. La discussion sera alors ouverte à toutes les organisations, groupes et militants pour qui la construction de partis révolutionnaires ne saurait être conduite à terme en dehors de la lutte pour l'Internationale.

Les sections du Comité International réunies en pré-conférence les 27, 28, 29 et 30 juin 1970, sont profondément convaincues que l'Internationale à reconstruire ne saurait être que la IVe Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938 sur la base du Programme de transition.

C'est pourquoi le Comité international, qui a pris en charge la tenue de la pré-conférence préparatoire à la quatrième conférence internationale, avait mandaté le camarade Healy pour proposer aux représentants du Secrétariat unifié l'ouverture d'une discussion internationale ayant pour but d'effectuer le bilan politique des divergences qui se sont cristallisées et se sont développées à partir de 1950-1953 autour de la crise pabliste.

La nouvelle conjoncture des rapports de force entre les classes, tant à l'échelle internationale que dans chaque pays, est considérée par le Comité international comme la période de la plus grande crise du capitalisme, où le problème du pouvoir devient l'enjeu central de la lutte des classes.

Cette période est celle de la crise de l'impérialisme ayant atteint un point où toutes les contradictions du système capitaliste doivent se dénouer dans la prochaine période, soit en révolution prolétarienne victorieuse, soit dans l'effondrement de la civilisation humaine.

Cette période est celle de la crise de la bureaucratie stalinienne conjointe à la crise de l'impérialisme qui, pour la première fois depuis la défaite de l'Opposition de gauche, à l'échelle internationale et dans tous les pays, particulièrement les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme, dégage les voies de la construction de partis trotskystes sur la base de la montée de la révolution politique.

La pré-conférence constate que les représentants du Secrétariat unifié n'ont jusqu'à présent pas accepté les propositions d'ouverture d'une telle discussion. Elle déclare que la responsabilité des conséquences de cette attitude revient entièrement au S.U. Par cette crainte d'ouvrir la discussion, il démontre qu'il préfère discuter avec les courants anti-communistes de la petite-bourgeoisie comme le P.S.U. en France et les groupes gauchistes décomposés, plutôt que d'engager la discussion avec les organisations et groupes trotskystes. Par là, le Secrétariat unifié confirme qu'il est bien le centre révisionniste que le C.I. a dénoncé depuis 1953.

LA PRE-CONFERENCE DECLARE LA DISCUSSION OUVERTE CHAQUE SECTION DU COMITE INTERNATIONAL Y APPORTERA SA CONTRIBUTION, AVEC SES PROPOSITIONS.

Toutes les organisations ouvrières, groupes et militants qui acceptent le cadre de la discussion tel qu'il est exprimé dans cette

résolution, sont invités à participer à la préparation de la quatrième conférence internationale.

La pré-conférence donne mandat au Comité international pour assurer la préparation de la quatrième conférence dont elle ne fixe pas la date.

Elle estime en particulier que, sous la direction du Comité international, un secrétariat international devra assurer les tâches politiques et d'organisation pour garantir la plus large discussion et la plus large diffusion des points de vue et positions.

La pré-conférence déclare que le Comité international et ses sections doivent immédiatement assurer le travail préparatoire à la conférence pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Londres, le 30 juin 1970.

La direction de la S.L.L. n'a tenu aucun de ses engagements. Une fois encore, elle a déserté la discussion internationale, comme elle déserte en toutes circonstances les tâches politiques et pratiques de l'Internationale.

Les travaux et les décisions de la deuxième session de la préconférence internationale démontrent que, pour une avant-garde consciente, le programme est une chose sérieuse et non un masque commode pour nouer des relations avec les salles de rédaction, les salons littéraires ou pour constituer des groupes satellites sans avenir.

BULLETIN D'ABONNEMENT A « LA VÉRITÉ »

NOM ..... Prénom .....

Adresse (en caractères d'imprimerie) .....

.....

- Je souscris un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F) (1).
- Je prolonge mon abonnement en cours d'un abonnement de : un an (25 F) ; deux ans (45 F) ; abonnement de deux ans de soutien (100 F) ; abonnement à perpétuité (250 F).
- J'ajoute au prix de mon abonnement un soutien de ..... F (1).

Ci-joint la somme de ..... F en chèque postal de virement (3 volets - pour le C.C.P. BLOCH Paris 606-23), chèque bancaire au nom de Gérard BLOCH ou mandat au même nom.
(A remplir et à retourner à **la Vérité,** 88 bis, avenue Parmentier, 75011 Paris.)

(1) Rayer les mentions inutiles.

XVIIIe CONGRÈS de L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(pour la reconstruction de la 4e internationale)

Rapport politique

« Il n'y a pas de travail aussi vain
que de spéculer si nous réussissons ou pas
à créer un puissant parti révolutionnaire dirigeant.
Nous avons devant nous une perspective favorable
qui justifie totalement une activité révolutionnaire.
Il faut utiliser les occasions qui s'ouvrent devant nous
et construire le parti révolutionnaire. »

Léon Trotsky (1940).

Le CC a décidé de convoquer le XVIIIe Congrès de l'OCI qui se tiendra du 23 décembre au 26 décembre 1972 (inclus).

Le projet de rapport soumis à la discussion se situe totalement dans le cadre des thèses adoptées par le XVIIe Congrès (le rapport présenté par l'OCI à la deuxième session de la pré-conférence sur les tâches de reconstruction de la IVe Internationale doit être considéré comme la neuvième thèse).

Pour les marxistes que nous sommes, il est bien évident que, pour apprécier une situation dans un pays, il faut mettre au premier plan les conditions internationales dont elle est l'expression.

Dans les thèses adoptées par le XVIe Congrès, nous estimons avoir, à partir des prémisses internationales analysées sur le plan fondamental, placé la situation française dans l'évolution de la situation mondiale ; il s'agit donc, dans le cadre des perspectives ouvertes, d'armer l'OCI pour préparer ses militants à combattre dans les événements révolutionnaires qui s'annoncent en France en tant que chaînon de la période historique de l'imminence de la Révolution mondiale.

1 - LA CRISE DE LA DOMINATION DE CLASSE DE LA BOURGEOISIE FRANÇAISE

La décrépitude du bonapartisme moribond, qui ne contient plus aucun élément de stabilité, ouvre la question du changement de régime d'une façon impérieuse et urgente. La situation objective et les expériences accumulées par la classe ouvrière mettent à l'ordre du jour le problème du pouvoir.

C'est sur cette perspective que nous devons baser toute notre propagande et notre agitation. Il n'est pas seulement question de prendre une position de principe sur le programme bourgeois du PCF et du PS, il s'agit de la préparation directe des affrontements révolutionnaires au niveau de l'Etat ; il s'agit d'ouvrir le gouvernement ouvrier et paysan comme transition vers la dictature du prolétariat. Cela, dans une situation où, toute l'expérience des révolutions le démontre, les staliniens seront à la tête de la situation révolutionnaire — pour la trahir.

Nous l'avons expliqué : la première vague de la Révolution portera au pouvoir le PCF et le PS qui s'opposeront à la Révolution dès le début. Le Programme commun l'atteste. Mais la seule issue réside dans la socialisation des moyens de

production dont le préalable est l'expropriation des capitalistes et la destruction de l'Etat bourgeois. Toutes les solutions intermédiaires entreprises par la bourgeoisie ou proposées par les appareils pour le compte de la bourgeoisie, ne permettront pas de sortir la société bourgeoise de l'impasse ; la profondeur de la crise sociale et politique provient de ce que le Capital financier et ses Etats, faussant l'application de la loi de la valeur, sont incapables d'équilibrer les rapports économiques.

Toute société de classes a besoin d'une unité de volonté gouvernementale. A peine replâtrée après le départ de de Gaulle, la crise politique ouverte par l'échec du référendum a créé une situation où toutes les couches et cliques bourgeoises cherchent appui, sans y croire, dans l'illusion consolante que Pompidou réussira peut-être à stabiliser un régime auquel rien ne réussit. Elles voudraient que le remplacement de Chaban par Messmer apporte la cohérence et la netteté. En vain. Le sol se dérobe, tout risque de leur tomber des mains avec les menaces qui s'annoncent de tous côtés : crise financière et monétaire, combativité des masses, désaffection de la petite bourgeoisie. Tout se retourne et se retournera contre le gouvernement ; même les « bonnes » intentions concernant le relèvement des « bas salaires », les allocations familiales, les aides limitées aux petites gens des villes et des campagnes, n'arriveront pas à retourner une situation dont les résultats du Référendum expriment très exactement les éléments sur le plan électoral. En fait, ces « concessions » partielles apparaissent aux yeux des masses comme forcées, tardives, et jettent sur le gouvernement un discrédit dont les scandales donnent la dimension. Car la source de l'irrémédiable faiblesse réside en ceci : le régime Pompidou a commencé à soulever tout le monde contre lui. Certes, dans la tradition du gaullisme, la nouvelle transformation du gouvernement, Pompidou désignant Messmer pour remplacer Chaban, s'accomplit au nom du pouvoir fort. Le gouvernement Pompidou-Messmer tombera dans l'impuissance car la bourgeoisie est contrainte de s'opposer aux revendications dans toute la mesure de ses forces. Ainsi, cherchant à mobiliser l'Eglise pour les élections, Pompidou a désigné Fontanet, homme de la hiérarchie. L'Eglise empochera les milliards qui mobiliseront les masses travailleuses pour la défense de l'Ecole laïque — ce qui n'implique pas que l'Eglise appellera nécessairement à voter pour l'UDR.

Il faut comprendre la situation dans toute son étendue. Il y a impossibilité de trouver un accommodement entre les aspirations des masses laborieuses et les intérêts de la classe dominante. Le gouvernement veut garantir l'ordre contre le prolétariat, mais il redoute d'affronter les travailleurs. Et le prolétariat est assez fort pour interdire que des coups majeurs soient portés à lui-même, à la jeunesse et aux masses laborieuses. C'est ainsi que la bourgeoisie cherche, et ne peut que chercher, à faire reculer les travailleurs, mais ni elle ni son gouvernement ne se disposent à attaquer directement. Ils sont trop faibles. D'un autre côté, le prolétariat n'est pas encore sûr de sa force, les appareils veulent à tout prix le contraindre à ne pas engager les combats d'affrontement contre la bourgeoisie et son Etat. Toute la situation conduit les travailleurs à resserrer les rangs mais ils sont empêtrés dans la confiance qu'ils portent aux dirigeants. Telles sont les bases politiques de la « stabilité » du régime du bonapartisme moribond. Mais cette « stabilité » est minée de toute part. Les bases de l'équilibre sont rompues.

Fidèle à sa tradition : ne résister à aucun choc sérieux, en appeler aux appareils pour garantir son existence, le gouvernement ira de mécomptes en déconvenues. La situation devient explosive. Les conflits de classes se préparent. Ils peuvent éclater à n'importe quel moment. La classe ouvrière peut également attendre les élections. La situation peut exploser après les élections. Mais la ligne du développement est toute tracée. C'est le même mouvement qui, quels que soient les résultats des élections (lesquelles, à moins d'un tournant brusque

toujours possible, mais néanmoins peu vraisemblable et qui ne saurait d'ailleurs que modifier les rythmes, l'allure, et non la ligne du développement — doivent entraîner un effondrement de l'UDR), conduit aux affrontements révolutionnaires. Ce mouvement ne peut être cassé que dans le cours de toute une série de luttes grandioses qui, à travers flux et reflux sur une longue période, verraient le prolétariat subir des défaites majeures. Hors de l'écrasement physique de la classe ouvrière, la bourgeoisie française ne peut stabiliser son pouvoir. Préalablement à une telle situation, la perspective passe par les conflits de classes, sur un terrain ou un autre, au niveau de l'Etat. Les mesures prises par la classe ennemie deviennent autant d'impulsions pour la formation de la conscience de l'objectif à atteindre : en finir avec le régime. Le prolétariat est engagé dans un processus politique où il élimine successivement toutes les fausses solutions présentées par les appareils, parce qu'elles sont fausses, parce qu'elles ne règlent rien, parce qu'elles sont inefficaces. Bientôt, il ne restera plus qu'une solution à imposer pour satisfaire les aspirations et les revendications : les affrontements au niveau de l'Etat où s'effondrera le régime Pompidou, toutes les autres solutions n'ayant conduit nulle part.

⁂

Il ne faut nullement considérer les conflits politiques entre les partis de la bourgeoisie et les conflits politiques entre les partis ouvriers et les partis bourgeois, comme purement formels. Certes, sous un certain angle, les conflits qui opposent tous les partisans de l'ordre bourgeois, le sont ; mais la crise du système de domination de classe de la bourgeoisie a atteint un tel degré que les solutions politiques pour sauver le système divergent.

⁂

La bourgeoisie tentera d'éviter jusqu'au bout de laisser le pouvoir aux appareils ; elle sera amenée à cette solution par le souci de sa propre sauvegarde, face au mouvement des masses. C'est alors que la bourgeoisie, après avoir résisté jusqu'au bout, demandera aux partis ouvriers traditionnels de prendre le pouvoir. Pour sauver la bourgeoisie, les appareils s'y préparent ; telle est la signification du Programme commun et de l'alliance avec les Radicaux. Le PCF et le PS au pouvoir, cela ne signifiera nullement que les appareils se rapprocheront des masses. Au contraire, plus seront révélées, au travers de la mobilisation des masses, les possibilités révolutionnaires encore latentes, plus les dirigeants officiels seront poussés à droite dans le sens d'un plus grand et plus étroit rapprochement avec la bourgeoisie.

En conclusion, tous les faits l'attestent : le régime a perdu son équilibre ; le nouveau rapport de forces entre les classes qui, d'ores et déjà, a été potentiellement révélé à partir de la grève générale de mai-juin 1968, s'établira en résultat de la lutte. C'est là la Révolution.

Depuis mai-juin 1968, la bourgeoisie française subit une crise politique qui s'est affirmée et précisée en avril 1969 au moment où de Gaulle, défait, dut partir. La signification du départ de de Gaulle était claire et sans équivoque : le bonapartisme gaulliste a été incapable de domestiquer la classe ouvrière selon les exigences du capitalisme français décadent, et encore bien moins de la

briser ; la classe ouvrière reprenait au contraire l'initiative dans la lutte des classes.

A ce moment, nous avons dit : « La classe ouvrière exigera que sa victoire politique, la défaite de de Gaulle, soit honorée. » Pourtant c'est un fait : plus de trois années ont passé depuis la chute de de Gaulle et l'échéance n'a pas encore été honorée. Au bonapartisme de de Gaulle (les formes de la légalité n'étant pas modifiées) succède son ombre : un bonapartisme bâtard, décomposé qu'incarne Pompidou.

Ce que de Gaulle n'est pas parvenu à réaliser : briser la classe ouvrière, discipliner les différentes couches de la bourgeoisie aux intérêts du Capital financier, le bonapartisme bâtard incarné par Pompidou peut encore moins le réaliser.

Néanmoins, tout bâtard et décomposé qu'il soit, ce système politique dure depuis trois ans. La défaite politique subie par Pompidou, qui aurait pu être totale si, d'un commun accord, le PS et le PCF avaient appelé à répondre « Non à Pompidou », indique sa fragilité et elle l'affaiblit encore. Elle n'a pas suffi à balayer Pompidou : le gouvernement Pompidou-Messmer succède au gouvernement Pompidou-Chaban Delmas.

L'objectif à court terme du gouvernement Pompidou-Messmer est de livrer bataille en vue de limiter la décomposition de la « majorité parlementaire », d'enrayer le déplacement à gauche de la petite bourgeoisie, de passer le cap des élections législatives en évitant que le bonapartisme bâtard de Pompidou ne s'effondre. A cette fin, à la tactique d'« ouverture à gauche » que concrétisait le « Référendum sur l'Europe », a succédé celle d'un certain retour « aux sources », de la fidélité à de Gaulle. Au prix de nouveaux réajustements, le bonapartisme bâtard de Pompidou peut encore traîner en longueur.

Une des caractéristiques du régime politique actuel est de ne rien résoudre sur le fond mais de maintenir, au moins en apparence, le cours des choses. Ainsi est-il parvenu à faire subir à la classe ouvrière les conséquences de la politique salariale et des rapports de travail inhérents à la politique des revenus, sans avoir pu cependant lui imposer le cadre qu'aurait signifié l'intégration des syndicats à l'Etat. Il en est de même de la « rentabilisation », de la « rationalisation », de la déqualification, qui ont été appliquées, encore que de façon partielle et prudente. Pompidou a poursuivi le démantèlement de l'enseignement, de la formation professionnelle ; il a porté de nouvelles atteintes à la laïcité, sans aller à fond et le plus souvent en prenant des demi-mesures. Il a renforcé l'arsenal légal répressif, sans l'utiliser pleinement : la loi anti-casseurs, etc.

Cette situation n'est paradoxale qu'en apparence. La crise de la bourgeoisie française semble être rampante ou encore piétiner sur place, car : la classe ouvrière se heurte à des barrages politiques intérieurs au mouvement ouvrier ; la coopération contre-révolutionnaire mondiale entre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires a été jusqu'à présent suffisamment efficace pour limiter les conséquences immédiates des explosions révolutionnaires qui se sont produites ces dernières années ; tout ceci au prix d'un accroissement inouï du parasitisme, qui rendra plus catastrophique encore l'effondrement du marché mondial profondément ruiné, les grandes puissances impérialistes étant parvenues à maintenir la conjoncture économique à un niveau relativement élevé.

La crise politique de la bourgeoisie française n'est pas de celles qui se résolvent rationnellement, à la suite de calculs mûrement réfléchis, par des combinaisons savamment agencées. De Gaulle y a échoué. Le parasitisme du mode de production capitaliste, dont le capitalisme français est l'un des plus faibles chaînons, entraîne la décomposition des superstructures de la société bourgeoise et du système politique bourgeois. Cette décomposition pénètre tous les rouages de l'appareil d'Etat bourgeois. Elle se manifeste de multiples manières : les cadres

de la bourgeoisie, le corps des fonctionnaires, entravent la politique définie par le gouvernement (par exemple : dans les entreprises publiques, l'administration, la « rationalisation », les réformes de l'enseignement et les autres) ; les serviteurs de la bourgeoisie sont rongés par le scepticisme ; ils ne croient pas en l'avenir ; les organismes bourgeois sont sclérosés ; la corruption gangrène, jusqu'aux sommets de l'Etat, le personnel politique bourgeois.

Mais, au moins à un certain stade et dans certaines conditions, l'impuissance, l'absence de perspectives, sont de puissants facteurs d'immobilisme et de conservatisme politiques. Ainsi, la certitude que la « majorité » bleu-CRS, élue à l'ombre de de Gaulle — qui semblait sortir victorieux de l'épreuve de la grève générale —, dès lors que de Gaulle devait se démettre en avril 1969, fondrait comme neige au soleil aux élections législatives de 1973, a entretenu sa cohésion. Il lui fallait durer. Le Capital financier sait parfaitement que le bonapartisme bâtard de Pompidou ne peut durer, mais il ne possède aucune autre solution toute prête. Il gagne du temps et laisse durer aussi longtemps que possible tant que les événements ne bouleversent pas brutalement la situation. Alors, lorsqu'ils se produisent, c'est du heurt des classes, des nécessités immédiates et brutales que surgissent les solutions. Des profondeurs de la société bourgeoise, de l'appareil d'Etat bourgeois, se font jour les forces les plus réactionnaires qui vont chercher à s'affronter avec le prolétariat, et qui, au service du Capital financier, tenteront d'imposer leur solution : la dictature ouverte et sanglante. Encore est-ce, le plus généralement, à la suite d'un développement s'étalant plus ou moins longuement et comportant diverses phases.

La situation actuelle est de celles où se produisent des processus moléculaires, ainsi que disait Trotsky, et où tout peut d'un seul coup se précipiter. La crise économique contenue, mais qui affleure, peut exploser à très court terme et disloquer le marché mondial, les échanges internationaux. Alors, en France comme dans d'autres pays, la lutte des classes se tendrait brutalement, les affrontements entre les classes et à l'intérieur des classes se produiraient immédiatement. Elle accélérerait considérablement les processus politiques. La classe ouvrière réagirait rapidement. La petite bourgeoisie serait non moins rapidement en ébullition. A l'échelle internationale, comme à l'échelle nationale, les conflits internes entre les couches dominantes de la bourgeoisie exploseraient subitement. C'est là une possibilité tout à fait réelle. Elle peut se présenter de façon inverse.

Sans faire une analyse des nouveaux développements de la lutte des classes, sur l'arène mondiale, le récent mouvement des dockers britanniques a démontré à quel point affleurent des affrontements généralisés entre les classes dans un pays aussi important du point de vue de la lutte des classes mondiale. La Sainte-Alliance contre-révolutionnaire a réussi, jusqu'à ce jour, à colmater les brèches ouvertes par les explosions révolutionnaires dans le système impérialiste et dans les bureaucraties parasitaires. La Sainte-Alliance a néanmoins une efficacité limitée. L'explosion d'une grève générale en Grande-Bretagne, ou d'affrontements sous une forme ou une autre, classe contre classe, retentirait immédiatement sur la lutte des classes dans les pays impérialistes et, naturellement, en France. Elle serait à coup sûr un puissant accélérateur de la lutte des classes dans des pays comme la France, c'est-à-dire d'une offensive du prolétariat qui désintégrerait le bonapartisme bâtard de Pompidou et porterait à un niveau supérieur la crise politique de la bourgeoisie. Alors l'éclatement de la crise politique serait le détonateur de la crise économique, laquelle, à son tour, approfondirait les conflits entre les classes. Bien entendu, les répercussions, par exemple de l'effondrement du franquisme rententiraient avec autant de force sur la lutte des classes en France et dans le monde. Bien d'autres exemples pourraient être évoqués : l'Italie, l'Allemagne, et également l'Europe de l'Est.

La décomposition du bonapartisme bâtard qu'incarne Pompidou peut s'accélérer en raison d'événements qui apparaissent fortuits. Les scandales s'accumulent. Ils viennent de plus en plus nombreux au jour. Il n'est pas exclu que l'un d'entre eux porte si haut, ait un tel retentissement que la crise politique éclate par suite de révélations plus énormes encore que les autres. On ne peut même pas exclure que l'équipe dirigeante se désagrège par suite de conflits internes nés de l'impuissance face aux échéances proches.

Les élections législatives sont parmi ces échéances proches et redoutables. Du côté de la bourgeoisie, une chose est certaine : la « majorité », c'est le plus vraisemblable, s'affaiblira considérablement, mais jusqu'à quel point ? Va-t-elle être pratiquement disloquée sinon balayée ? Du côté de la classe ouvrière, le « Programme de gouvernement », signé conjointement par les directions du PS et du PCF, tendra à polariser politiquement la classe ouvrière. La quasi-totalité de la classe ouvrière votera PS et, surtout, PCF. Le mouvement à gauche de la petite bourgeoisie s'accroîtra-t-il ? Quelle ampleur aura-t-il ? Les élections législatives bouleverseront-elles la représentation parlementaire ; ou même, par le simple déplacement des voix, seront-elles une telle défaite pour Pompidou que son départ s'imposera immédiatement ; ou encore, en donnant confiance en sa force politique au prolétariat, ouvriront-elles la voie de puissants mouvements de classe ? Toutes ces possibilités existent sans que nous puissions définir laquelle sera dégagée par la lutte des classes. Mais il est certain que l'enjeu des élections sera l'effondrement du bonapartisme bâtard ou un nouveau sursis. Des replâtrages encore plus fragiles demeurant possibles pour un temps, au cas de laminage limité de la majorité : une nouvelle « ouverture à gauche » ; l'alliance du PS et du PCF reste très superficielle et aléatoire malgré le « Programme de gouvernement » ; l'homogénéité du PS est des plus fragiles.

Les formes et les délais sont imprévisibles : la chute du bonapartisme bâtard qu'incarne Pompidou est certaine. Discerner, au-delà de l'apparent et de l'immédiat, le mouvement des classes sociales, tel est l'essentiel. La bourgeoisie vit sur une situation acquise, mais sans perspective. Le sol est miné sous ses pieds. Son système politique se dégrade progressivement. Sauf le recours à une sorte de Front populaire — mais qui serait déjà la conséquence d'une crise révolutionnaire ouverte ou larvée, et la tentative de l'embourber —, elle ne dispose, à court terme, d'aucune solution politique quelque peu durable.

La classe ouvrière a, au contraire, repris l'initiative politique dans la lutte des classes, sans avoir encore trouvé les moyens de cristalliser, de traduire en pratique les leçons de la grève générale de mai-juin 1968, de la chute de de Gaulle et, ensuite, de l'impuissance politique momentanée que lui ont imposée les appareils. La défaite politique de Pompidou au référendum lui confirme qu'elle peut et doit vaincre ce gouvernement. Elle ne lui donne pas encore les moyens de le faire et ne lui offre pas encore une perspective nette.

La conclusion de l'accord PS-PCF — le Programme de gouvernement — a des conséquences contradictoires. La classe ouvrière se dit : « Ils peuvent s'entendre, ils doivent s'entendre ».

Mais le Programme de gouvernement est fondamentalement un élément d'une politique de défense de l'Etat bourgeois, du système social bourgeois.

Il enserre la classe ouvrière dans les rets du parlementarisme : tout changement politique dépendrait de la conquête d'une majorité parlementaire de « gauche » aux prochaines élections législatives ; sinon, il faudrait attendre une victoire aux élections présidentielles. En tout état de cause, la politique des dirigeants du PS et du PCF est fondée sur le souci majeur d'éviter une mobilisation du prolétariat, y compris pour et au cours de la bataille électorale. Ces dernières années, les grèves, les mouvements de la classe ouvrière, le plus généralement, ne mobilisaient, n'engageaient directement que telle ou telle

corporation, que telle ou telle usine, mais ils valaient pour l'ensemble de la classe ouvrière. Ces grèves, ces mouvements apportaient de nouveaux éléments de réponse aux problèmes auxquels elle est confrontée. Ils s'intégraient à son expérience politique et l'enrichissaient. Déjà, la classe ouvrière avait appris de mai-juin 1968 que le « Tous ensemble » n'est pas forcément une grève générale cohérente ; ce peut être une juxtaposition de grèves ; elle apprenait que la grève générale ne suffit pas à vaincre la bourgeoisie comme classe, son Etat et son gouvernement. Néanmoins, la chute de de Gaulle démontrait que les gouvernements du Capital financier pouvaient être vaincus, mais que l'unité des organisations ouvrières était indispensable à la victoire. Le référendum d'avril 1972 prouvait que l'entente des directions du PS et du PCF, même fragile et apparemment contradictoire dans les consignes de vote (l'abstention et le non ayant pris pour les masses la même signification contre le gouvernement Pompidou), pouvait ouvrir une voie à la classe ouvrière et entraîner les masses petites-bourgeoises. Mais les consignes contradictoires signifiaient que les dirigeants refusaient le Front unique pour appeler les masses à la lutte pour la chute immédiate de Pompidou, lequel avait subi une grave et éclatante défaite.

En même temps, au travers de toutes ses luttes, de toute son expérience politique, la classe ouvrière perçoit que la politique du PS et du PCF, des appareils syndicaux, dresse des obstacles à la réalisation du Front unique, à la mobilisation et à l'organisation du prolétariat comme classe contre le patronat, l'Etat, le gouvernement bourgeois. La classe ouvrière ressent qu'une puissante impulsion venant des militants, de la masse des travailleurs est une condition indispensable à l'engagement de la lutte contre le patronat, l'Etat et le gouvernement. Une sourde méfiance grandit à l'égard des appareils du PS et du PCF, bien que la classe ouvrière n'ait pas les ressources de s'en passer et qu'elle continue de s'adresser à eux. Elle rejoint la prise de conscience progressive de la nécessité d'organiser et de centraliser ses luttes, de s'organiser et de se centraliser comme classe. Aussi, la tendance à exiger la démocratie syndicale, la démocratie ouvrière s'affirme. Elle s'exprime par la constitution de comités de grève, la réceptivité à l'exigence d'assemblées générales, de conférences ouvrières et démocratiques. La perspective politique de lutte contre les gouvernements du grand capital, de leur renversement, de leur substitution par un gouvernement ayant la confiance des travailleurs et satisfaisant leurs revendications, place au premier plan la nécessité du Front unique entre le PS et le PCF. Cependant, surtout en période non électorale, la classe ouvrière se sent beaucoup plus directement en prise avec les organisations syndicales et bien plus apte à les influencer, éventuellement à les utiliser et les contrôler.

Ces éléments et bien d'autres semblent épars, isolés les uns des autres. En réalité, il ne manque — comme dans une solution en saturation — qu'un catalyseur, et toute cette expérience se cristallisera, s'ordonnera, prendra corps, s'homogénéisera politiquement. Quand et comment se produira l'événement catalyseur ?

A cette question, il est impossible d'apporter une réponse précise. Le fortuit, le contingent, dégagera le nécessaire. Alors le bonapartisme bâtard, style Pompidou, aura vécu ; la crise politique de la bourgeoisie prendra toute son ampleur ; la classe ouvrière occupera au grand jour la scène politique : la crise révolutionnaire s'ouvrira.

Encore une fois, il est possible que les élections législatives aient, dans ce processus, un rôle catalyseur déterminant. Il est indispensable de leur attribuer toute leur importance politique ; tout comme il importe d'apprécier la signification et la portée politique du Programme de gouvernement. Ce ne peut être fait qu'en fonction de l'analyse de la situation politique, d'une perspective politique dont elles sont composantes. Nous sommes à un moment où s'accumulent les

prémisses d'une crise révolutionnaire. C'est pourquoi les élections législatives ont cette importance. Le PS et le PCF se sont entendus sur le « Programme de gouvernement ». La classe ouvrière charge d'un contenu de classe un accord qui, au contraire, vise à défendre l'Etat et la société bourgeoise. Mais c'est également pourquoi nous n'opposons pas les grèves, les mouvements de la classe ouvrière, à la lutte électorale et inversement. Nous dégageons le contenu de classe que peuvent avoir les élections législatives, au contraire de ce que tentent de faire les directions du PS et du PCF ainsi que les appareils bureaucratiques des organisations syndicales. Il nous faut exprimer consciemment et clairement ce que pensent les masses : *« Le PS et le PCF se sont mis d'accord sur un « Programme de gouvernement ». Ils peuvent donc s'entendre s'ils le veulent pour impulser, organiser la lutte pour les revendications des masses, contre le gouvernement Pompidou, pour un gouvernement PS-PCF sans représentants de partis bourgeois. Ils doivent s'entendre pour mener la lutte avant, pendant, après les élections législatives. »*

Ce cadre et cette perspective signifient : sans plus attendre, il faut combattre afin que soient satisfaites les revendications des travailleurs, pour le Front unique des organisations syndicales, pour la démocratie syndicale et la démocratie ouvrière, pour engager la lutte dès que les conditions sont réunies. C'est ainsi que les grèves, les mouvements partiels, peuvent et doivent être intégrés à la perspective politique d'ensemble. D'autant plus que ces luttes partielles concourent à la maturation politique de l'ensemble de la classe ouvrière et que, très probablement, c'est à partir de « luttes partielles » que la classe ouvrière s'ouvrira la voie de nouveaux affrontements de classe. En effet, les rapports à l'intérieur de la classe ouvrière, du mouvement ouvrier, sont tels que le prolétariat a beaucoup de mal à traduire globalement en pratique son expérience politique. Les travailleurs sont le plus souvent contraints d'engager leurs combats dans un secteur, dans une corporation, dans une usine, là où ils peuvent se saisir de leurs problèmes, et d'aboutir par cette voie aux affrontements généraux contre la bourgeoisie, son Etat, son gouvernement. Ou encore, ils se saisissent d'ouvertures que leur procure la politique des appareils bureaucratiques.

En tout cas : la hausse des prix, la « rationalisation » et la rentabilisation, la poursuite de l'application des réformes de l'enseignement, de la formation professionnelle, etc., contraignent la classe ouvrière, la jeunesse, à chercher à répliquer. Nous ne devons pas dire : *« Préparons les élections législatives »*, même d'une façon très gauche. Il est impossible de dire : *« Préparons les élections législatives sur un plan de classe : classe contre classe »*. Mais, au contraire, il nous faut dire : *« Le Front unique est possible, le F.U. doit se réaliser immédiatement pour les revendications, contre le patronat et le gouvernement, c'est notre façon de préparer les élections législatives. »*

2 - LA RADICALISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

De toute part, du côté des formations politiques de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie, on a expliqué que la grève générale de mai-juin 1968 avait été déclenchée par les étudiants. C'est là une explication très superficielle. Le fait que les petits-bourgeois centristes-pablistes-gauchistes aient obtenu au début du mouvement de mai-juin 1968 une situation en pointe, a été avant tout causé par la place exceptionnelle que les étudiants ont occupée, en raison même de

la faiblesse politique de la classe ouvrière dominée par les appareils bourgeois, fermes soutiens de de Gaulle.

A partir du 14 mai (déclenchement de la grève générale à partir de l'occupation de la SNIAS-Bouguenais-Nantes), les places respectives de la classe ouvrière et des couches étudiantes sont réoccupées, d'où la facilité remarquable avec laquelle les appareils — principalement ceux du PCF et de la CGT — ont fait reprendre le travail et liquidé la grève générale.

C'est là une vérification en quelque sorte négative de la force hégémonique du prolétariat dans la Révolution, attestant que les rapports essentiels entre les classes se sont réfractrés à travers la grève générale. Il faut néanmoins ne pas sous-estimer le fait que c'est précisément la place exceptionnelle (et qu'elle ne retrouvera certainement pas) de cette couche sociale intermédiaire — les étudiants — qui consolide, après la grève générale, le gauchisme-centrisme-pablisme et crée la possibilité de faire des « expériences » qui affaiblirent l'avant-garde.

Mais « l'idéologie de mai » qui puise ses racines sociales chez les intellectuels petits-bourgeois poussés au désespoir par la crise de la société bourgeoise, n'a pas de stabilité. Les mesures prises par l'Etat policier, y compris la provocation, et surtout la volonté des masses de ne plus subir l'exploitation, poussent les ouvriers à la lutte, en même temps qu'elles affaiblissent la place des étudiants dans le processus révolutionnaire, tout en donnant à la jeunesse — dont les étudiants font partie — la possibilité de préparer son déploiement sur le terrain de la classe ouvrière. Une telle situation ouvre, pour notre activité jeune, UNEF, AER et AJS, les plus larges perspectives.

⁂

La classe ouvrière, après la trahison de la grève générale, a dû, doit, et devra passer par toute la gamme des formes de luttes que lui imposent les appareils sur tous les terrains : électoral, « économique », manifestations limitées et contrôlées.

La classe ouvrière accomplit et accomplira tout le chemin de son expérience et de ses directions, en relation avec une lutte de classe qui, dans cette période de l'imminence de la Révolution, dépouillera les contradictions sociales l'une après l'autre, y compris la contradiction entre les aspirations des masses et les directions traditionnelles, pour se trouver en présence de celle qui est à la base de toutes les contradictions : le caractère social de la production et la propriété privée des moyens de production.

Il ne restera alors à la classe ouvrière qu'une expérience à réaliser : l'affrontement au niveau de l'Etat pour résoudre le problème de l'abolition de la propriété privée. C'est cette expérience qui s'inscrit dans la perspective la plus prochaine et qui couvrira toute une période où se jouera le sort de la crise révolutionnaire. Mais, si décisive que soit la perspective qui amène la classe ouvrière à réaliser son expérience dans le cadre des organisations, il serait extrêmement dangereux pour les révolutionnaires de ne pas dégager ce que la lutte de classe dégage elle-même par son propre mouvement : à savoir que la classe ouvrière, entravée par le carcan des appareils, opère des percées qui traduisent le contenu du mouvement historique. Cette voie a été ouverte avec éclat par les conducteurs de la RATP, imposant à l'assemblée générale, exigeant « les syndicats à nous », « les permanents à notre service ». Par notre intervention, tout récemment, ce sont les ouvriers de Renault-Flins qui exigent des comités de grève élus. En réalité, nous sommes en face d'un ensemble de

facteurs traduisant ce fait que la classe ouvrière, la jeunesse et les masses laborieuses entreront dans la période des affrontements directs — les luttes fusionnant en une combinaison de grèves généralisées, ou générales, dans des manifestations, à partir du terrain électoral ou, plus directement, sur le terrain de la lutte de classes, dans les entreprises et les quartiers, ou encore par une combinaison de ces différentes formes qui amènera la chute du gouvernement Pompidou — avec des forces extrêmement hétérogènes en raison même de la politique de division des appareils. Il nous faut analyser plus précisément les aspects contradictoires du mouvement de classe où seule la lutte permettra d'ordonner tous les facteurs en une force de classe cohérente qui posera le problème du pouvoir.

Sous une certaine forme, le mouvement des conducteurs de la RATP a pris le caractère et le contenu d'une action de « débordement » des appareils, contradictoire aux organisations, donc apparemment au mouvement d'ensemble du regroupement des forces de classe au travers et dans le cadre des organisations.

Certes, il y a là une contradiction dont il faut néanmoins circonscrire le cadre et les limites.

La lutte des classes saisit toutes les couches du prolétariat à des niveaux de conscience et d'expérience différenciés. Le marxisme ne fonde pas l'inéluctabilité de la Révolution prolétarienne sur un « idéal ». Si le régime capitaliste était capable de satisfaire les revendications et les aspirations des travailleurs, ceux-ci combattraient pour améliorer leur position mais accepteraient, dans leur masse, le système bourgeois. Plus précisément : dans une telle conjoncture, celle d'un capitalisme ayant encore un avenir, les travailleurs ne pourraient, par leur lutte de classe, briser le cadre du système de la bourgeoisie. L'attitude de Marx avant la Commune de Paris, conseillant au prolétariat parisien d'utiliser sa force de classe pour améliorer ses positions, procédait de la méthode résumée dans la préface bien connue de la « Critique de l'Economie politique » :

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes nouent des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté ; ces rapports de production correspondent, à un degré donné, au développement de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports forme la structure économique de la société, la fondation réelle sur laquelle s'élève un édifice juridique et politique et à quoi répondent des formes déterminées de la conscience sociale. Le mode de production de la vie matérielle domine en général le développement de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience. A un certain degré de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en collision avec les rapports de production existants ou avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors et qui n'en sont que l'expression juridique. Hier encore formes de développement des forces productives, ces conditions se changent en de lourdes entraves. Alors commence une ère de révolution sociale. Le changement dans les fondations économiques s'accompagne d'un bouleversement, plus ou moins rapide, dans tout cet énorme édifice. Quand on considère ces bouleversements, il faut toujours distinguer deux ordres de choses. Il y a le bouleversemnt matériel des conditions de production économique. On doit le constater dans l'esprit de rigueur des sciences naturelles. Mais il y a aussi les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques, bref les formes idéologiques dans lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le poussent jusqu'au bout. On ne juge pas un indivIdu sur l'idée qu'il a de lui-même. On ne juge pas une époque de révolution d'après la conscience qu'elle a d'elle-même. Cette conscience

s'expliquera plutôt par les contrariétés de la vie matérielle, par le conflit qui oppose les forces productives sociales et les rapports de production. Jamais une société n'expire avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports supérieurs de production ne se mettent en place avant que les conditions matérielles de leur existence ne soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que les tâches qu'elle peut remplir : à mieux considérer les choses, on verra toujours que la tâche surgit là où les conditions matérielles de sa réalisation sont déjà formées ou sont en voie de se créer. Réduits à leurs grandes lignes, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne apparaissent comme des époques progressives de la formation économique de la société. Les rapports de production bourgeois sont la dernière forme antagonique du procès social de la production. Il n'est pas question ici d'un antagonisme individuel, nous l'entendons bien plutôt comme le produit des conditions sociales de l'existence des individus : mais les forces productives qui se développent au sein de la société bourgeoise créent dans le même temps les conditions matérielles propres à résoudre cet antagonisme. Avec ce système social, c'est donc la préhistoire de la société humaine qui se clôt. »

Nous avons cité ce passage où Marx établit la méthode du matérialisme historique qui est la base de toute l'activité théorique, politique et pratique des révolutionnaires combattant pour la construction du Parti international de la Révolution socialiste. Aujourd'hui, et c'est là l'objet de ce rapport : « les tâches de construction du Parti « surgissent » parce que « les conditions matérielles de (leur) réalisation sont déjà formées ou sont en voie de se créer » : Objectivement — période de l'imminence de la Révolution, subjectivement, en résultat de matériaux que nous avons rassemblés et qu'il nous est possible de centraliser dans l'organisation communiste internationaliste « centralisée ».

Il faut réfléchir plus à fond sur le mouvement de la classe, en relation avec la méthode. Si donc aujourd'hui le capitalisme a fait son temps, cela ne signifie pas que le prolétariat, dans sa masse, en ait une claire conscience. Sur le plan historique, il en est ainsi : toutes les conditions matérielles de l'époque de l'impérialisme poussent le prolétariat dans la voie de cette conscience. Ces conditions matérielles intègrent les organisations édifiées, les positions arrachées pour assurer sa défense contre l'exploitation pendant la période du capitalisme ascendant, et aussi celles des positions conquises en résultat des actions de classe dans la période de l'impérialisme. Mais les organisations dominées par les appareils cherchent à tout prix à interdire au prolétariat de réaliser « la conscience de l'époque de révolution », à rejeter les travailleurs dans un passé révolu mais qui n'en continue pas moins à se survivre. Nous renvoyons au Bulletin préparatoire aux Thèses présentées pour le XVIIe Congrès, où nous avons analysé le mécanisme complexe par lequel le présent et les perspectives de la lutte de classe du prolétariat intègrent tous les éléments du passé, pour se rendre à même de les dépasser. Nous nous limiterons uniquement à éclairer le mécanisme qui constitue les rapports entre les actions de « débordement » et le mouvement vers les organisations.

Le « passé » de la lutte de classes ne vit pas artificiellement pour le présent. Il est des plus réels en ce sens que le mouvement de la classe part d'une situation générale où le capitalisme décadent remet en question tous les acquis du passé. C'est pour défendre et protéger ces acquis que la classe se met en mouvement. Le mouvement porte donc ce caractère : la classe dans sa masse est portée à accepter la politique des appareils contrôlant les organisations, qui lui assure qu'elle peut améliorer ses positions dans le cadre même du régime capitaliste. Elle est portée à l'accepter en conséquence de deux séries de problèmes reliés. La première c'est qu'effectivement la bourgeoisie par crainte du prolétariat et en

relation avec les luttes engagées peut « céder » sur des « revendications ». La deuxième réside en ceci que les appareils utilisent la satisfaction relative des revendications, pour amener et contraindre, le cas échéant, la classe ouvrière à « accepter ». Mais, pour reprendre Marx, « on ne peut pas juger une époque de révolution d'après la conscience qu'elle a d'elle-même ». Cette « conscience » ou plutôt cette relative absence de conscience qu'a le prolétariat de la crise révolutionnaire qui mûrit, entre nécessairement en « contrariété » avec la vie matérielle, en résultat du conflit historique qui oppose les forces productives sociales aux rapports de production. Conflit qui entraîne l'impérialisme à chercher à tout prix pour assurer sa survie, à utiliser son Etat pour liquider droits, garanties, etc., les appareils, étroitement dépendants de l'impérialisme, facilitant par tous les moyens à leur disposition cette politique de liquidation des acquis, nécessaire au maintien de l'ordre bourgeois.

Dès lors, nous sommes confrontés à une nouvelle série de problèmes. D'une part, la classe ou plutôt certaines de ses couches, à différents moments et à divers endroits, sont entraînées, pour se garantir contre l'offensive du Capital, étayée par la politique bourgeoise des directions traditionnelles, à agir par des actions à caractère de débordement des organisations dominées par les appareils.

D'autre part, ce mouvement est plus ou moins limité (il a pris dans le passé, et peut prendre, une envergure formidable) par la puissance des appareils qui, en s'appuyant sur les illusions des masses et en les renforçant, utilisent ces illusions (la bourgeoisie étant elle-même amenée à faire des concessions) pour isoler les actions de débordement. Si les appareils ne réussissent pas à isoler les actions de débordement lorsqu'elles tendent à se généraliser, les directions traditionnelles « tournent », prenant la tête de ces luttes afin de les canaliser. C'est alors que les travailleurs qui, pour se défendre contre l'offensive du Capital, ont « débordé » les directions bourgeoises des appareils, réintègrent le contrôle des organisations. Une partie, une minorité étant donné les rapports de force entre l'avant-garde et les appareils, peut rejoindre nos rangs, dans la mesure évidemment où l'OCI se donne les moyens politiques et d'organisation adéquats.

Nous analysons dans la section 6 de ce rapport un autre aspect de ce très important problème qui est celui des cadres organisateurs, sur lequel il nous faudra, dans des contributions complémentaires, revenir. Nous sommes en face de la question fondamentale des rapports entre Soviets et organisations, particulièrement entre formes d'organisation à caractère pro-soviétique, et syndicats.

Comme première conclusion, nous devons tirer de cette analyse ceci :

— Si le mouvement de la masse dans son ensemble se dirigera, à la première étape des affrontements révolutionnaires, vers les organisations dont il ne saurait être question, sous peine de trahir les enseignements de notre histoire, de se détourner,

— Si — et cela est une certitude — les actions de débordement se dirigeront à cette étape vers les organisations et, en premier lieu, vers les syndicats,

il nous faut comprendre que d'ici cette première étape, les actions de débordement peuvent dégager des couches de travailleurs et de jeunes de la tutelle des appareils, et créer ainsi un terrain pour notre renforcement. A condition, répétons-le, que l'OCI se donne à elle-même les moyens politiques et d'organisation lui permettant une approche correcte des relations entre « le débordement » et « les organisations ».

Ce qu'il nous faut assimiler profondément réside en ceci : la période dans laquelle nous sommes entrés instruit, chaque jour, chaque semaine, apporte sans cesse aux masses un élément nouveau qui entre comme élément d'une expérience élevant le niveau politique de la classe ouvrière, homogénéisant en un tout ses divers contingents, en dépit des appareils diviseurs, dans sa volonté d'en finir avec le régime.

Certes, les travailleurs, dans leur masse, apportent leur appui aux dirigeants du PCF et du PS (cet appui sera encore renforcé, comme résultat immédiat de la période des premiers affrontements révolutionnaires). Cela signifie que les masses, avec leurs espoirs et leurs aspirations, en sont encore à chercher leur expression. Mais les masses veulent autre chose que ce que les dirigeants déclarent qu'elles veulent (Programme commun). Néanmoins, elles ne réalisent pas encore leur propre volonté. Personne « en haut » dans les cercles de la bourgeoisie et dans les sommets des appareils ne mesure la puissance des aspirations révolutionnaires nourries par l'instabilité économique, financière, politique et par le désarroi qui règne au gouvernement. Nous-mêmes, avouons-le, ne nous rendons pas encore suffisamment compte de cette situation.

Les travailleurs se mettent seulement en branle (le dénouement peut aller vite, cela peut durer), tâtent le terrain, calculent les résistances, font pression sur les directions. Toute la situation conduit la classe à confronter tous les problèmes qui se posent à elle : tactique, manœuvres et combinaisons, avec leurs aspirations. Mais ces confrontations s'opèrent nécessairement dans les cadres anciens. Dans le moment préparatoire aux affrontements révolutionnaires, les travailleurs subissent toujours la discipline du Capital et de l'Etat bourgeois, ainsi que celle, encore plus contraignante, des appareils. Mais les fils de la discipline du travail sont usés. Les appareils, dans leur farouche volonté de garantir l'ordre de la propriété privée des moyens de production, contribuent également, à leur façon, à les user plus encore, parce que, tentant de fermer l'issue révolutionnaire, ils aggravent toujours plus toutes les tensions. Personne ne peut dire quand ces fils vont lâcher. Quand lâcheront-ils ? Il n'y aura d'inattendu pour tous, y compris pour nous, que le moment.

Toute la situation politique (référendum - remplacement de Chaban par Messmer - 7 juin, 23 juin) au travers de ces contradictions, est provoquée par une intervention directe des masses utilisant tous les terrains, au grand étonnement de tous les partis bourgeois et ouvriers. Les résultats du référendum traduisent le regroupement politique de la classe ouvrière et le mouvement vers la gauche des couches les plus basses de la petite bourgeoisie. C'est Pompidou qui essuie la défaite infligée par les masses. Après le référendum, le PCF et la CGT sont contraints de répondre aux aspirations des masses et des militants, tout en limitant au maximum la portée des conséquences qu'ils doivent tirer pour garder le contrôle des masses et des militants. Les travailleurs ne répondent pas aux prétendus appels à une grève qui se refusait à être un appel à la grève générale, mais ils se saisissent des manifestations pour dresser dans la rue leur volonté de changer de gouvernement.

Le 23 juin est la conséquence directe du 7 juin dans ce sens que les dirigeants staliniens, ayant constaté que les masses ne se disposent pas à quitter la scène, cherchent à tout prix à liquider les conséquences politiques du référendum, sur le plan direct de la lutte de classe. Mais les dirigeants, avec le 23 juin, vont commettre une nouvelle erreur : la classe ne s'est pas du tout sentie concernée par les prétendues actions du 23 juin, y compris les manifestations. C'est ainsi que les masses s'assimilent tel ou tel élément d'agitation pour en traduire les déductions en termes d'expérience politique.

Répétons-le, la classe ouvrière est confiante et patiente mais elle n'est nullement une glaise que l'on peut modeler à sa guise. Elle possède une énorme expérience acquise dans ses luttes. Elle a assimilé à sa façon de nombreuses connaissances et, dans les époques révolutionnaires, c'est avec cette expérience accumulée dans sa conscience instinctive qu'elle engage ses combats de classe. Certes, les travailleurs hésitent à se lancer car ils sentent que la question du pouvoir se présente, de par la volonté des appareils, d'une façon qui leur paraît compliquée.

Le moment où les travailleurs transformeront une action de grève, y compris une action disloquée par les appareils ou une manifestation du type le plus classique — celle à laquelle ils sont appelés par les dirigeants — ou encore se saisiront des résultats des élections ou de tout autre élément de façon spontanée ou contrôlée par les appareils, ce moment est préparé par toute la vivante expérience des masses qui vont bientôt se dresser. Où, quand, comment situer exactement ce moment ? Nul ne peut le prévoir. Seule l'action en décidera ; une action où fusionneront en un tout collectif, des masses de centaines de milliers et de millions d'êtres humains qui, au travers de chaque conflit, comprennent qu'il leur faut aller plus loin, plus profond.

3 - APPAREILS ET MASSES

Il nous faut revenir sur ce à quoi nous assistons depuis des années et dont l'accumulation quantitative va se transformer en qualité. C'est avec les matériaux du vieux monde que le prolétariat, guidé par le Parti international de la Révolution, construira le nouveau monde.

Dans cette période préparatoire, alors que les appareils font barrage et cherchent à détourner les masses, nombreux sont ceux qui n'osent croire que la crise de la bourgeoisie les concerne aussi. Ils ont l'espoir que les « partis ouvriers » leur permettront de « changer la vie ». A une étape donnée, ils se précipiteront, ils agiront pour que l'espoir devienne réalité. L'activité des masses s'accroîtra de plus en plus et, en même temps, la base des partis ouvriers s'élargira. Les masses pousseront en avant, les dirigeants deviendront ministres du gouvernement bourgeois et diront aux masses : « Il faut attendre, ne rien précipiter ». Toutes les offensives de la bourgeoisie contre les masses seront réalisées par les dirigeants-ministres (juin 1936, 1944, Chili, etc.).

Les travailleurs, dès à présent, au tout début du processus révolutionnaire, et encore dans le cours même du processus révolutionnaire, chercheront à prendre appui sur ce qui existe pour engager les combats de classe. Ce qui existe avant tout, ce sont les organisations dont les appareils sont subordonnés à la bourgeoisie. Les travailleurs s'efforceront de faire agir les organisations pour leurs fins. Mais ces organisations sont dirigées par les appareils. Les travailleurs chercheront donc également à faire agir, pour leurs propres fins, les appareils qu'ils considèrent comme les dirigeants des organisations. Cela dans tout le cours du processus révolutionnaire, jusqu'au moment où les travailleurs auront acquis assez de forces et de confiance conquises au travers de leurs luttes dans lesquelles le Parti révolutionnaire se construira. Les combats communiqueront aux masses l'assurance qu'elles sont capables de rompre avec les appareils donc avec la société bourgeoise.

Répétons-le, ce processus est d'ores et déjà en cours, mais il couvrira toute une longue période de lutte de classes car ce qui rend difficile pour les masses la compréhension des rapports entre organisations et appareils bourgeois, c'est que les rapports de classes se réfractent à l'intérieur des organisations. Cependant, les racines sociales de la politique bourgeoise des appareils ne se situent pas dans le prolétariat mais dans la bourgeoisie. Il faut néanmoins nuancer. L'existence et la croissance d'une couche de permanents-bureaucrates : délégués des comités d'entreprises, conseillers municipaux et fonctionnaires des municipalités, administrateurs des multiples organismes administrant toutes sortes

d'institutions dont les unes sont directement des institutions de la bourgeoisie, et d'autres, des institutions en partie au service des travailleurs (Offices d'HLM, Sécurité sociale, Assedic, sociétés mutualistes, etc.) ont détaché du prolétariat plusieurs centaines de milliers de « responsables » corrompus par le Capital et qui tirent leurs positions et leur subsistance de la plus servile fidélité aux dirigeants des appareils bourgeois. Cette couche qui s'est détachée de la classe ouvrière témoigne que la politique bourgeoise des appareils a également ses racines sociales dans le prolétariat. Mais le contrôle qu'elle assure aux directions traditionnelles des organisations représente tout à la fois sa force et sa faiblesse. La marche même du développement dans les pays capitalistes avancés tend à détruire l'aristocratie ouvrière dont elle cherche à exprimer les intérêts. La mise en place de l'automatisation, les concentrations, le développement des techniques, la destruction conséquente de l'enseignement réduisent les positions et même les anciennes fonctions occupées par les ingénieurs et cadres, techniciens, enseignants, ouvriers qualifiés, etc. La décomposition accentuée du Capital financier s'abat puissamment sur ces couches de l'ancienne aristocratie ouvrière. C'est ainsi que la base sociale à l'intérieur du prolétariat, des appareils, se rétrécit en relation avec la contradiction des rapports sociaux de production et la propriété privée. La politique des appareils elle-même manque de stabilité, à l'image de l'instabilité qui marque toute la société bourgeoise en décomposition. Cette instabilité est encore renforcée par la crise de la bureaucratie du Kremlin qui aboutit à dégager toutes les contradictions internes de l'appareil.

C'est dans ce cadre que l'on peut saisir le rapport entre masses et appareils. Les appareils cherchent à fractionner la volonté des masses d'en finir avec l'exploitation. Celles-ci répondent non seulement en faisant pression mais également par des mouvements spontanés. C'est ainsi que les travailleurs tentent de résoudre ce que leur refusent les organisations qu'ils ont eux-mêmes créées mais qui sont dominées par les directions traîtres. C'est ainsi que les masses sont amenées à frapper, à pousser les organisations, à les « déborder » également, pour s'ouvrir le chemin du pouvoir.

Des luttes sans résultats réels, dont les buts sont incertains, voilà à quoi aboutit la tactique des appareils, la politique de dislocation des luttes dictée par les appareils. Les luttes partielles, limitées, sans résultats, énervent les travailleurs, peuvent les amener à opérer des reculs ; mais dans les conditions actuelles elles ne peuvent abattre leur volonté de trouver une issue ; au contraire, elles entraînent à de multiples conflits, à une profonde fermentation qui dirige la volonté des masses contre le gouvernement.

C'est ainsi que les élections, pour les dirigeants du PCF et du PS, représentent le terrain sur lequel ils entendent canaliser les masses vers le respect de l'ordre bourgeois. Mais le terrain des élections est également celui qui peut donner une généralisation politique à tous les conflits. Il y a certes, dans les masses, des illusions sur ce que peuvent donner les élections, car nous savons que les angoissantes questions qui se posent, les aspirations, ne trouveront pas leur règlement sur le terrain électoral. Mais, dans une importante mesure, il n'y a pas chez les masses que des illusions ; elles pensent également que c'est la question du gouvernement qui détermine en fin de compte la possibilité ou l'impossibilité de satisfaire les aspirations et les revendications qui se jouent dans les élections.

Les masses, répétons-le, ont acquis une grande expérience. Les appareils les contraignent à évaluer par elles-mêmes les mots d'ordre, les objectifs, les tactiques, les moyens mis au point par les directions traditionnelles qui, tous autant qu'ils sont, ne règlent en rien le problème qu'il faut régler : le pouvoir. Ce faisant, les apareils dépouillent l'une après l'autre toutes les illusions pour, en fait, laisser les masses devant la contradiction fondamentale qu'il faut

résoudre : l'antagonisme irréductible entre le système de la propriété privée des moyens de production et leurs aspirations ; en d'autres termes : la nature du pouvoir.

Nous pouvons reprendre l'analyse à travers l'expérience de ces dernières années. Après la grève générale de mai-juin 1968, trahie par les directions, la classe ouvrière s'est trouvée contrainte de passer sur les grèves limitées, partielles, les grèves « nationales » contre la grève générale. Toute cette tactique ne règle aucun des véritables problèmes. Par la force des choses, la classe ouvrière est amenée à se poser le problème de fusionner ses combats particuliers dans des combats d'ensemble : grèves générales, manifestations, vote massif classe contre classe dans les élections au référendum, etc.

D'un côté, l'échec de la grève générale, les grèves disloquées créent les conditions du renforcement du contrôle des appareils sur les masses, de l'autre, la tendance à fusionner les actions — qu'elle soit créée par la volonté de permettre aux Partis ouvriers de remporter la victoire aux élections ou par la volonté d'arracher directement par la lutte de classe la satisfaction des revendications — produisent les conditions d'un affaiblissement des liens de contrôle des appareils sur les masses, affaiblissement qui est renforcé par la crise de la bureaucratie du Kremlin. C'est justement cette tendance à l'unification des luttes qui soudera de plus en plus, en un tout politique, les masses contre le gouvernement.

En particulier, ce qu'il faut comprendre réside en ceci : pour les masses éparpillées par la politique des appareils, les élections ouvriront une possibilité de se prononcer politiquement. Mais le Parlement ne réglera rien. Un Parlement dominé par la « gauche » se trouvera frappé d'impuissance pour régler les problèmes les plus vitaux. Mais pour le moment, les masses acceptent, veulent se convaincre que les partis ouvriers doivent prendre le pouvoir par les élections. Cela est leur état d'esprit actuel. Les travailleurs suivent les directions dans la mesure où ils donnent un contenu anti-capitaliste aux formules bourgeoises du Programme commun. Ils pensent que le PCF et le PS au gouvernement leur donneront l'assurance que leurs aspirations vont être satisfaites. C'est pourquoi les travailleurs acceptent, à une première étape, pour ne pas remettre en cause l'expérience de gouvernement d'union populaire — « leur » gouvernement, croiront-ils — d'attendre, de ne pas aller trop vite, de ne pas effaroucher « nos alliés des classes moyennes »... « on ne peut tout avoir d'un coup, il faut patienter ».

A cela, les travailleurs ne peuvent rien répliquer. Et il nous faut déjà, dès aujourd'hui, et demain plus encore, évaluer avec toute la souplesse nécessaire, cet état d'esprit, pour ne pas être écrasés par les appareils utilisant les illusions des masses qui, elles, penseront :

« Nous connaissons les dirigeants, ils dirigent des organisations qui sont nos organisations. Les trotskystes disent des choses justes, mais ils critiquent tout ; ils sont divisés ». Mais, en même temps, les masses veulent et voudront que leurs revendications et aspirations soient satisfaites.

Il nous faut et il nous faudra plus encore agir dans une situation complexe où les contours du processus révolutionnaire se dessineront en relation avec les luttes. Situation d'ores et déjà complexe qu'il nous faut pleinement apprécier car les travailleurs sont loin d'être crédules. Ils estimeront nécessaire d'aider « nos dirigeants » et, par là même, ils garderont des illusions que nous ne partageons pas et dont ils ne peuvent se défaire que dans les luttes où ils chercheront à aider leurs dirigeants, par l'expérience et les déceptions.

Le PCF et le PS obtiendront des mains des masses laborieuses le pouvoir qu'ils utiliseront contre les aspirations révolutionnaires. Les travailleurs, avant d'admettre la nécessité d'une nouvelle direction, tenteront de faire pression sur

les anciennes directions pour que celles-ci réalisent leurs aspirations ; elles réclameront à celles-ci d'exécuter les engagements qu'elles prétendent avoir pris. Les travailleurs cherchent à en finir avec le capitalisme. C'est précisément cette tendance que les dirigeants réussiront à transformer en volonté d'imposer un gouvernement PS-PCF-Radicaux qui apparaîtra à leurs yeux comme un gouvernement ouvrier alors que ce sera un gouvernement bourgeois. Les masses tiennent avant tout à ce que le PCF et le PS entrent au gouvernement. Cette volonté atténue, pour l'immédiat, le fait que les radicaux bourgeois y entreront aussi. Les masses ne savent pas que cela s'appelle une coalition avec la bourgeoisie pour agir contre leurs aspirations.

Sous le feu de la lutte des classes, les masses se dresseront contre la présence au sein du gouvernement, des radicaux bourgeois. Elles y seront amenées en relation même avec l'argumentation mise en avant par les dirigeants : *« Nous ne pouvons tout faire d'un coup, nous ne pouvons satisfaire toutes les revendications car cela effraierait nos alliés des classes moyennes. Nous risquerions d'isoler la classe ouvrière de ses alliés naturels »*. Après un certain temps, les masses traduiront : *« Si c'est la présence des radicaux bourgeois au gouvernement qui empêche la satisfaction de nos aspirations, alors il faut que les ministres bourgeois s'en aillent »*.

Les dirigeants du PCF et du PS constitueront un gouvernement PCF-PS, ultime barrage pour garantir la société bourgeoise. Ce gouvernement ne sera pas un gouvernement ouvrier et paysan, ce sera un gouvernement bourgeois. Les masses ne comprendront pas du premier coup. Nous devrons, sous des formes concrètes et adaptées, les amener par leur propre expérience et sur la ligne du F.U. de rupture avec l'ordre bourgeois, à une telle conclusion.

Les masses veulent la satisfaction de leurs aspirations anti-capitalistes et elles comprennent que le problème du pouvoir est décisif. Les dirigeants du PCF et du PS s'apprêtent à prendre le pouvoir pour sauver la bourgeoisie. Deux orientations allant en sens contraire se combineront un moment en une seule : l'essentiel, présentement, pour les masses, est que PCF et PS aillent au Gouvernement.

Nous appuyons inconditionnellement cette volonté des masses en disant : « Le PS et le PCF doivent gouverner ensemble pour satisfaire les aspirations et les revendications des travailleurs. C'est sur cette ligne que nous devons élaborer le Programme d'action et d'unité des travailleurs et de la jeunesse ».

Tels sont les éléments de la situation qui se prépare, où le maximum de l'emprise organisationnelle exercée par les appareils entrera plus encore que dans la situation présente, en contradiction avec les revendications et aspirations. Les masses considéreront le PS et avant tout le PCF comme le parti qui doit leur donner satisfaction. Les dirigeants du PCF défendront farouchement la bourgeoisie. C'est ainsi qu'il faut analyser les rapports masses et appareils, en comprenant que l'entente entre les intérêts de la classe bourgeoise et l'intérêt des masses laborieuses étant incompatibles, le sol glissera pour les appareils et en particulier pour l'appareil stalinien qui, quand il verra les masses s'ébranler dans la lutte pour le pouvoir, ne mettra plus de bornes à la calomnie et à sa volonté d'écraser par tous les moyens les marxistes qui, organisés, « exprimeront le processus inconscient des masses ».

4 - LA MÉTHODE DU PROGRAMME DE TRANSITION

Le Programme des revendications transitoires est un pont entre la situation actuelle et la Révolution prolétarienne. Le caractère profond de la situation prérévolutionnaire se dirigeant vers la situation révolutionnaire ouverte, peut se

résumer simplement : tous les développements politiques vont s'accélérer jusqu'à créer une situation d'affrontements révolutionnaires multipliés, entre les classes. Cela implique que les mots d'ordre révolutionnaires du Programme de la IVe Internationale deviendront de plus en plus actuels, efficaces, ressentis comme nécessaires par les larges masses. Il nous faut seulement apprendre à les concrétiser et à les adapter en relation avec l'état d'esprit des masses.

« *Toute la marche* (de la politique révolutionnaire) *conduit de l'objectif au subjectif* » écrivait Trotsky. Pour définir la politique révolutionnaire, nous partons fondamentalement de l'impasse du mode de production capitaliste à l'époque de l'impérialisme : « *Les forces productives étouffent dans le cadre de la propriété privée, des moyens de production et des frontières nationales* ». Le prolétariat est la principale force productive. Les nécessités objectives du prolétariat le dressent comme classe contre le mode de production capitaliste décadent, « réaction sur toute la ligne ». Il lui faut le détruire et instaurer un nouveau mode de production sociale, ou être entraîné vers la décadence, vers sa propre destruction, vers la barbarie. Fondé, en dernière analyse, sur les « conditions objectives », l'état d'esprit des masses dépend : du développement historique de la classe ouvrière ; des rapports politiques internes au mouvement ouvrier, à la classe ouvrière, à un moment déterminé ; de l'expérience antérieurement accumulée. La politique révolutionnaire ne saurait être définie sans tenir compte étroitement, et à chaque moment, de l'état d'esprit des masses.

Les masses interviennent dans les événements, non d'après les instructions des doctrinaires, mais quand cela procède de leurs propres déductions politiques. Nous comprenons que la situation politique mène à la Révolution, mais les militants et les travailleurs ne le comprennent pas encore. Seules, les expériences qu'ils tireront des luttes multiples qu'ils devront engager et ce, en relation avec notre propre intervention et construction, les amèneront à comprendre que la Révolution est la seule issue, et à s'y engager. Encore une fois, et jusqu'au moment où nous aurons forgé le Parti Révolutionnaire dirigeant, il nous faut apprendre à nous placer sur le terrain des illusions pour combattre les illusions.

Ainsi, les travailleurs voteront PS et PCF, non pour ce qu'ils sont — des agents de la bourgeoisie — mais parce qu'ils croient que ce sont des ennemis de la bourgeoisie et du gouvernement. Telle est la racine des tendances révolutionnaires des masses qui ne correspondent pas aux tendances bourgeoises du PS et du PCF. Mais, en votant pour ces derniers, en acceptant leur contrôle dans les luttes de classe, les travailleurs établissent eux-mêmes l'obstacle entre eux-mêmes et leurs véritables objectifs. Ils ne peuvent avancer sans heurter de front l'obstacle bourgeois qu'ils ont eux-mêmes élevé dans leurs rangs, sans le renverser, pour être à même de renverser définitivement le pouvoir de la bourgeoisie que protègent les appareils bourgeois.

C'est à partir de ce contenu que nous pouvons aborder la méthode du Programme de transition. Nous sommes absolument et inconditionnellement pour la défense des libertés démocratiques et leur élargissement. Nous nous prononçons contre la « démocratie politique » (bourgeoisie) parce que nous savons que le maintien de la domination, même démocratique, de la bourgeoisie à l'époque de l'impérialisme, c'est la « réaction sur toute la ligne ».

Ici encore, il nous faut revenir à Trotsky, notamment à ce qu'il a écrit :

« *Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire. Cela est démontré en même temps par la théorie et par l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le*

prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. »

C'est pourquoi nous devons expliquer aux travailleurs : « *Nous ne pouvons laisser la défense et l'approfondissement des libertés aux mains de l'Etat bourgeois* ». A partir de cette position de principe, il nous faut différencier et dire : « *Certes, dans le Programme commun, toute une série de dispositions vont dans le sens de l'abrogation des entraves aux libertés incluses dans la Constitution gaulliste. Pourquoi dès lors le gouvernement PCF-PS maintiendrait-il toute une série d'autres dispositions tout autant réactionnaires ?* »

Nous concentrons ainsi notre lutte pour l'abrogation de toutes les dispositions anti-démocratiques que PCF-PS entendent maintenir pour préserver l'ordre bourgeois. Nous ne devons pas apparaître comme nous opposant à l'abrogation d'une partie des dispositions anti-démocratiques incluses dans le Programme commun, mais lutter contre le maintien des autres qui visent à garantir l'Etat bourgeois.

C'est ainsi que, en relation avec leur état d'esprit, nous aiderons les masses, pour qui l'approfondissement de la démocratie signifie l'extension de leurs propres libertés, garanties, droits contre l'exploitation, à comprendre par leur propre expérience le contenu bourgeois du Programme et la nécessité de mettre fin à la domination réactionnaire de la bourgeoisie.

Il nous faut assimiler jusqu'au bout la méthode du Programme. Nous n'adaptons en aucun cas notre politique à une politique de maintien de la domination de la bourgeoisie, même sous une forme démocratique. Mais tout le marxisme nous enseigne que, jusqu'à l'instauration de la dictature du prolétariat, la lutte pour les libertés démocratiques est inséparable de la lutte pour élargir les conquêtes ouvrières et pour la Révolution.

Nous ne ferons aucune concession politique aux appareils qui défendent la domination de la bourgeoisie contre la Révolution, mais nous accepterons tout compromis qui vise à étendre les libertés démocratiques en sachant qu'à notre époque, la lutte pour les revendications démocratiques ne peut s'organiser que contre toutes les couches de la bourgeoisie, toutes parfaitement conscientes du fait que la survie du régime bourgeois dans le cadre de la crise irrémédiable du système de la bourgeoisie est incompatible avec le développement de la démocratie politique (bourgeoise).

C'est pourquoi seule la classe ouvrière, en s'organisant comme classe, peut garantir les libertés démocratiques. Mais, de ce fait, la démocratie ouvrière commence à se substituer à la démocratie bourgeoise, sans que ce mouvement de la classe ouvrière pour arracher ses positions puisse abolir la démocratie bourgeoise avec toute autre forme de domination de la bourgeoisie, ce qui ne pourra être accompli que par la révolution prolétarienne.

A l'époque de l'impérialisme — « réaction sur toute la ligne » (Lénine) — les formes de la démocratie politique deviennent insupportables au maintien de la domination de classe de la bourgeoisie. Le bonapartisme, sous ses aspects les plus décadents, devient la forme de domination de classe qui correspond le mieux à la défense des intérêts de la bourgeoisie qui ont cessé de correspondre au développement historique nécessaire.

Cependant l'Histoire n'est pas une ligne droite, et l'expérience démontre qu'au nom de « l'approfondissement » et de « l'élargissement » de la « démocratie », les éléments de démocratie ouvrière que sont les Conseils et les Soviets peuvent être étranglés. Ainsi en fut-il en 1919 en Allemagne (Conseils ouvriers ou Assemblée constituante). Ainsi en 1945-46, la « Constituante » fut-elle dressée comme un obstacle à la constitution d'organismes de type soviétique en France, et comme ligne de défense du système politique de domination bourgeoise.

La bourgeoisie, avec le bonapartisme, limite (ou liquide avec le fascisme), les formes développées de la démocratie politique parce que dans celles-ci, les

masses — restant organisées — peuvent utiliser droits, libertés, garanties, organisations pour affirmer une lutte de classe qui pose ouvertement les problèmes du pouvoir.

La crise du régime bonapartiste moribond, après mai-juin 68, met à l'ordre du jour la Révolution. La bourgeoisie et les appareils chercheront à préserver à tout prix les cadres politiques mis en place par de Gaulle en 1958 : les partis bourgeois, directement, les appareils indirectement. Mais l'héritier du régime gaulliste, Pompidou, est condamné ; c'est pourquoi la tentative des appareils d'« améliorer » les institutions de la Ve République en y intégrant certaines des dispositions de la IVe, s'avérera vaine. Dans la marche de la lutte des classes, est inscrite l'abrogation, peut-être l'abrogation formelle, mais surtout l'éclatement de la Constitution de la Ve République ; avec des illusions renforcées sur la démocratie politique, les masses se mettront en mouvement contre le régime Pompidou. La ligne du développement de l'action des masses se dirigera contre l'ensemble du cadre politique existant ; y compris en construisant leurs propres organes de pouvoir (Conseils, Soviets), les masses en brisant le régime Pompidou, agiront en croyant simplement étendre les libertés démocratiques. Il se peut même qu'elles adhèrent au mot d'ordre d'une « Constituante souveraine ». C'est ici que la politique réformiste des appareils recoupera la volonté des masses d'élargir les libertés démocratiques, nourrissant les illusions démocratiques.

Répétons-le, l'ensemble de cette analyse n'implique évidemment pas que nous nous prononcions pour le retour à la démocratie politique. Ce serait là trahir la Révolution car nous savons que, y compris les formes les plus développées de la démocratie politique ont toujours comme contenu la domination de la bourgeoisie, domination qui, à l'époque de l'impérialisme, est devenue obstacle absolu à la marche en avant de la civilisation.

Mais la dialectique de la lutte des classes peut imposer à la bourgeoisie et aux appareils d'avoir recours aux formes les plus développées de la démocratie bourgeoise, pour les opposer à la démocratie ouvrière, aux formes d'organisation de la classe comme classe, pour les subordonner à l'Etat bourgeois, finalement les détruire et détruire en fin de compte les libertés démocratiques bourgeoises.

Nous nous prononçons, en conséquence, pour toutes les revendications qui élargissent les libertés démocratiques pour l'abrogation de toutes les dispositions anti-démocratiques prises sous le régime bonapartiste, contre la Constitution de la Ve République sans prendre en charge la démocratie politique.

Nous nous prononçons et combattons pour l'organisation de la classe ouvrière comme classe, selon les données du moment, pour la démocratie ouvrière. Nous nous prononçons et combattons donc pour toutes les conquêtes démocratiques bourgeoises que la classe ouvrière peut utiliser pour s'organiser comme classe. Nous utilisons toutes les formes de la démocratie bourgeoise (y compris éventuellement une Constituante souveraine, contre laquelle nous opposerons, sous une forme adéquate, les perspectives des Soviets) pour combattre dans ce but. Ainsi nous préparons directement la Révolution prolétarienne. Dans la mesure où le PCF et le PS sont parfaitement conscients que les libertés démocratiques bourgeoises seront utilisées par la classe ouvrière pour s'organiser comme classe et mettre en place les éléments de la démocratie ouvrière, ils sont opposés — le Programme commun en atteste — à la lutte pour les libertés démocratiques et l'abrogation de toutes les dispositions anti-démocratiques de la Constitution de la IVe République. Cette lutte peut d'ores et déjà ébranler et ébranlera plus encore la collaboration des partis ouvriers avec la bourgeoisie.

La question des voies vers le socialisme doit être abordées de la façon suivante :

« La méthode la plus économique, la plus favorable pour les masses laborieuses, serait que le socialisme puisse être instauré pacifiquement, que la bourgeoisie laisse place à la domination du prolétariat sur la base de la démocratie ouvrière. Mais pouvons-nous croire un seul instant que le Capital financier, les monopoles, permettront au prolétariat de prendre le pouvoir et d'instaurer la démocratie socialiste pacifiquement. »

« Ainsi, non seulement les entreprises inscrites sur la liste des nationalisations du Programme commun, percevront de substantielles indemnités, il en est d'autres, que le « Gouvernement d'Union Populaire » n'aura pas nationalisées, qui resteront sous le contrôle des monopoles privées. Ainsi, Citroën, Simca ne figureront pas sur la liste. Tout le monde le sait, les organisations syndicales le disent : chez Citroën-Simca, des bandes armées du capital, organisées dans la C.F.T., font régner la terreur. Citroën-Simca s'appuie sur ces nervis pour violer systématiquement les libertés syndicales. N'est-il pas urgent, indispensable d'imposer à Citroën-Simca le respect des libertés ouvrières et démocratiques ? Citroën truque systématiquement toutes les élections d'entreprise, refuse de se plier aux décisions prises par la majorité des ouvriers de l'usine ; n'est-il pas nécessaire d'imposer à Citroën - et à tous les Citroën qui constituent tous ensemble toute la bourgeoisie - le respect de la démocratie ? »

Notre ligne doit être appliquée ainsi :

« Vous travailleurs, vous désirez défendre, améliorer, étendre la démocratie. Nous OCI, nous estimons qu'il faut aller plus loin et, pour garantir la démocratie, préparer la Révolution qui expropriera sans indemnité ni rachat toute la bourgeoisie, en substituant au préalable la République ouvrière à la République du Capital. Mais nous, OCI, ne pratiquons pas la politique du tout ou rien. Nous disons : il faut défendre et élargir les libertés ouvrières et démocratiques ; il faut lutter dans l'unité, pour abroger toutes les dispositions anti-démocratiques de la Constitution de la Ve République. Chez Citroën et dans toutes les entreprises, les organisations doivent réaliser l'unité pour imposer le respect des libertés et, en nous organisant, organisations unies et travailleurs, nous chasserons les nervis des milices privées patronales qui, chez Renault, ont assassiné le jeune ouvrier Overney. » Mais ainsi, ce sont les fondements de la démocratie ouvrière que nous posons.

C'est ainsi qu'en prenant appui sur le combat pour les libertés démocratiques, nous pourrons ouvrir, à une autre étape de la lutte des classes, le mot d'ordre des milices ouvrières comme développement de la lutte pour la défense de la « démocratie ». C'est ainsi qu'en prenant appui sur la volonté saine des travailleurs de combattre pour la défense de la « démocratie », pour son approfondissement et l'extension des libertés démocratiques, nous pouvons démontrer, en partant de l'état d'esprit des masses, que le vrai combat pour la « démocratie » passe par la constitution des organes prolétariens du pouvoir ouvrier se dressant contre l'Etat bourgeois. Telle est l'essence de la méthode du programme de transition. On voit combien est erronée la position qui commence à être théorisée et qui consiste à dire, au nom de l'indubitable contenu bourgeois du Programme commun, *« les revendications ne nous intéressent pas, ce n'est pas là le problème », etc.* Ce sont là des affirmations doctrinaires, étrangères au marxisme, au programme de transition. Et il nous faut comprendre que des affirmations doctrinaires de « principes » ne sauraient gagner les masses et les militants.

Il faut ramener le débat à sa base essentielle qui tourne inévitablement autour de ces questions :

- La « démocratie véritable » ne peut s'instaurer si l'on marche avec la bourgeoisie. Il faut rompre avec la bourgeoisie pour instaurer la démocratie véritable.
- Les travailleurs suivent et suivront les partis traditionnels dans la mesure

où ils estiment que les formules et les propositions de ces derniers (nationalisations, etc.) leur permettent d'agir contre le Patronat et le Gouvernement. Mais les formules et les propositions des dirigeants ne permettront pas d'agir contre le Patronat et le Gouvernement.

● Dès lors, en nous insérant dans cette contradiction, et en partant de l'état d'esprit des masses qui suivent les directions traditionnelles, nous concentrerons, dans le présent, notre propagande et notre agitation contre le gouvernement Pompidou-Messmer, pour le gouvernement des organisations ouvrières unies, le gouvernement PCF-PS sans représentant des partis bourgeois ; c'est ainsi que nous n'ouvrirons pas demain, comme objectif immédiat, la tâche de renverser le gouvernement PCF-PS-Radicaux, mais soulignerons, en utilisant tous les éléments de la vie l'impossibilité de satisfaire aspirations et revendications avec un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie.

Ce qui est le plus important pour construire le Parti révolutionnaire, c'est-à-dire pour préparer la classe ouvrière à ses tâches, c'est de dégager en les termes les plus simples de propagande et d'agitation nourris par la multitude des événements de la vie, les perspectives révolutionnaires. Cela ne peut se faire que si l'on a constamment à l'esprit les positions de principes et savoir faire dans la pratique des « concessions » à l'état d'esprit des masses.

Ne pas assimiler la méthode, c'est se rendre incapable de formuler les revendications de transition qui, à partir de ce qui est immédiatement ressenti par les masses, constituent le pont les conduisant de la situation actuelle à la Révolution. Le mouvement amenant à la succession des mots d'ordre et revendications, à partir de ce qui est immédiatement ressenti par les travailleurs se dirigeant vers la Révolution, doit être compris comme le mouvement même qui doit nous permettre de formuler pour la construction du Parti révolutionnaire, les formes d'organisation, les chaînons d'organisation, c'est-à-dire tout le contenu de la perspective stratégique de la « Ligue Ouvrière Révolutionnaire » sur laquelle nous reviendrons dans ce rapport.

Mais il y a plus. La méthode erronée qui consiste à expliquer : « les revendications du Programme commun, ce n'est pas le problème » aboutit directement à la déviation trade-unioniste. Que cela nous plaise ou non. Les larges masses mettent dans les revendications du Programme commun le contenu de leurs propres revendications et aspirations. A leur façon — traître — les directions traditionnelles nouent, avec le Programme commun de gouvernement, les revendications « économiques » à la revendication politique. Si donc nous estimons ne pas devoir insérer notre politique dans ce cadre pour opposer revendications et aspirations au contenu bourgeois des revendications du Programme commun, nous serons amenés soit à une propagande révolutionnaire abstraite, soit à réduire la lutte politique pour les revendications et contre le Gouvernement à la lutte « économique » pour les revendications. S'il est vrai que nous devons inlassablement expliquer, en partant des faits de l'exploitation quotidienne : « Nous pouvons et devons arracher nos revendications tout de suite », en l'absence d'une perspective politique — qui doit s'appuyer sur l'état d'esprit des masses forgé par leurs aspirations et revendications d'essence révolutionnaire, que les appareils utilisent pour les trahir — nous nous condamnons au trade-unionisme.

Tirons dans les faits les leçons de notre propre expérience. Avant la grève générale, nous avons pensé plus ou moins consciemment que le « Tous ensemble » suffirait à régler tous les problèmes. La grève générale « Tous ensemble » nous a appris que cela ne suffisait pas. Ne recommençons pas cette erreur que nous avons analysée dans les thèses du XVIIe Congrès.

Certes, les lois de l'Histoire sont plus fortes que les appareils, mais cela ne signifie nullement que les appareils, qui sont eux-mêmes un produit de l'Histoire, ne contribuent pas à tenter de bloquer les lois de l'Histoire. Toute la perspective

« socialisme ou barbarie » n'est pas autre chose que l'expression de ce conflit entre les lois de l'Histoire et les appareils bourgeois. Nous luttons sur la perspective de la victoire du socialisme, nous luttons pour la construction du Parti révolutionnaire qui dégagera le mouvement historique des masses (les lois de l'Histoire) des entraves traîtres des appareils. Cette lutte consciente intègre le mouvement des masses et la politique des appareils.

C'est seulement en respectant la méthode du programme de transition, que nous serons amenés à nouer en un nœud solide la revendication « économique » et la revendication politique contre l'Etat bourgeois et ses gouvernants, contre ceux qui cherchent à protéger le système failli de la propriété privée des moyens de production.

Le Programme commun déclare qu'il faut nationaliser. Nous axons notre intervention sur cette ligne : si des mesures portant atteinte au droit de propriété ne sont pas prises, cela ne peut que désorganiser la classe ouvrière, opposer les catégories entre elles. Nous devons démontrer, avec toute la souplesse tactique nécessaire, en relation avec l'expérience : le PCF et le PS ne pourront régénérer l'économie ni satisfaire les aspirations et les revendications véritables, pour la raison qu'ils laissent debout l'Etat bourgeois, et ne peuvent transformer les rapports sociaux de production.



La crise révolutionnaire prend racine, sous une forme ou une autre, sur le fait que les travailleurs estimeront indispensable que se constitue dans le pays un « gouvernement à eux, pour eux ». C'est ainsi que sera posé le problème du pouvoir. Or, les dirigeants du PS et du PCF se soucient, non d'arracher le pouvoir à l'ennemi de classe, mais de protéger la domination de classe de la bourgeoisie, y compris en siégeant au gouvernement. En mettant en avant le Programme commun de gouvernement, les directions traditionnelles signifient leur volonté de sauver l'Etat bourgeois, tout en créant l'illusion qu'elles entendent lutter contre le Grand capital. C'est ainsi que le Programme commun envisage d'indemniser les monopoles inscrits sur la liste limitée des nationalisations, tout en laissant de côté tous les nombreux domaines, secteurs et entreprises où les conditions de monopoles sont d'ores et déjà établies. Comment aborder, en relation avec l'analyse effectuée dans ce rapport, ces problèmes ?

Le Programme commun dit :

« Pour briser la domination du Grand capital et mettre en œuvre une politique économique et sociale nouvelle rompant avec celle qu'il pratique, le Gouvernement réalisera progressivement le transfert à la collectivité des moyens de production les plus importants et des instruments financiers actuellement entre les mains de groupes capitalistes dominants. »

Dès lors, des questions doivent être soulevées :

« Pourquoi « progressivement » ? Pourquoi ne pas exproprier (voir Trotsky) ? Pourquoi pas l'ensemble des monopoles ? Après avoir admis la nécessité de nationaliser les entreprises inscrites dans le seuil minimum d'extension du secteur public et nationalisé, pourquoi l'industrie électronique ne serait-elle nationalisée qu'en partie ? Pourquoi le trust ITT-France serait-il nationalisé et non le monopole IBM ? Pourquoi le monopole Honeywell-Bull et non le monopole SEMA ? Pense-t-on que ces monopoleurs « dont les instruments de production ne seraient pas transférés à la collectivité » n'agiront pas contre un gouvernement qui aurait la ferme volonté de porter atteinte au droit de propriété du Grand capital ? Pense-t-on qu'en permettant aux groupes capitalistes dominants de conserver en leurs

mains IBM, la SEMA, etc., le Gouvernement pourra « mettre en œuvre une politique économique et sociale nouvelle » dont la condition est justement le transfert à la collectivité des moyens de production monopolisés par le Capital ? Et ce d'autant plus que, par le jeu des participations, ce sont les mêmes représentants du Capital financier qui siègent aux conseils d'administration de Honeywell-Bull et de IBM. »

Il faudra, dans l'agitation, rendre concrètes ces constatations ; en recherchant et en publiant les noms, nous établirons que les positions financières « entre les mains des groupes capitalistes dominants » forment un tout où s'enchevêtrent les « monopoles » figurant sur la liste du Programme commun, et les « monopoles » n'y figurant pas. Ce tout, c'est le Capital financier disposant de son Etat, dominant par l'Etat, toute la société. C'est ainsi que nous concentrerons l'attention des masses sur l'absolue nécessité d'exproprier sans indemnité ni rachat tout le Capital financier.

Nous établirons concrètement cette vérité du marxisme qui montre que les petites entreprises jouent un rôle infime dans l'ensemble de l'économie. C'est ainsi qu'il nous faut aborder, en relation avec une propagande et une agitation adaptées, les problèmes, pour amener les travailleurs, par leur propre expérience, guidés par notre intervention, à conclure qu'il ne peut y avoir qu'un programme conséquent, celui qui nationalise « tous les monopoles », tous les « groupes capitalistes dominants », toute la question étant de faire dégager par les masses elles-mêmes le programme ouvrier de satisfaction des revendications et des aspirations qui ne saurait être réalisé que par un Gouvernement décidé à aller jusqu'au bout de la lutte pour exproprier sans indemnité ni rachat les « monopoles ».

⁂

Les dirigeants du PCF et du PS mettent en avant les nationalisations pour sauver la bourgeoisie, pour dénaturer les réponses que les masses attendent. Mais la mise en avant des nationalisations, réponse traître aux aspirations des masses, ouvre l'esprit des ouvriers à la revendication du contrôle ouvrier sur les trusts, les banques, les monopoles, les pousse à avoir l'idée de la nécessité de l'expropriation sans indemnité ni rachat. Il est aisé de permettre aux travailleurs de tirer eux-mêmes les déductions.

D'une part, d'une façon ou d'une autre, toutes les entreprises « monopolistes » travaillent, pour une importante partie de leur production, sur des commandes de l'Etat (par exemple les trusts du Bâtiment et des Travaux publics dont on ne voit pas pourquoi ils ne figurent pas dans le « seuil ») ou avec des facilités financières (IDI) généreusement octroyées par l'Etat. D'autre part, toute la marche de l'économie se dirige — et en particulier sur le plan financier — vers une succession de crises majeures. L'idée de contrôle sur les entreprises et sur les banques apparaît donc comme toute naturelle. Nous pouvons facilement montrer de façon concrète que les travailleurs doivent lutter pour établir leur contrôle sur les mécanismes de l'économie, qu'on leur dissimule et desquels dépend la satisfaction des aspirations et des revendications. Il est ici indispensable d'aborder la place des syndicats.

Si nous ne posons pas la question de la participation des syndicats dans le gouvernements des organisations ouvrières unies, ce n'est pas parce que nous leur dénions un rôle politique. Ce serait commettre la plus lourde des erreurs. En réalité, si la CGT en particulier est dominée par l'appareil du PCF, toute l'expérience démontre le poids décisif du syndicat dans la lutte de classes. Ce sont les dirigeants syndicaux qui, à Grenelle, ont liquidé la grève générale. C'est, en pre-

mier lieu, par les syndicats que la classe ouvrière a chassé de Gaulle (référendum d'avril 1969). Aucun doute n'est permis à ce sujet : les syndicats ouvriers jouent et joueront un rôle politique décisif dans les luttes de classe contre le Gouvernement:

Toute l'expérience amène la classe ouvrière à une déduction toute simple : *« Le Gouvernement Pompidou ne veut pas donner satisfaction aux revendications, le Gouvernement Pompidou ne veut pas juguler les spéculateurs, le Gouvernement Pompidou ne veut pas entendre parler des nationalisations. Il faut changer de Gouvernement ! »*

C'est par là que nous devons aborder, dans les syndicats, le problème du gouvernement. A partir de chaque cas particulier, une seule et même question : *« Le patron licencie, le Gouvernement appuie le patron ; les écoles laïques n'ont pas de maîtres en nombre suffisant, le Gouvernement accroît encore les subventions aux écoles confessionnelles et patronales. Pourquoi devons-nous continuer à accepter cette situation ? »*

C'est ainsi que les syndicats sont contraints, par toute la situation, à soulever la question du gouvernement pour conserver le contrôle des masses. Mais les dirigeants des syndicats se refusent à poser le problème du gouvernement en d'autres termes qu'en termes parlementaires. C'est à partir de là que nous pouvons développer une propagande et une agitation des plus concrètes ; ainsi, dans telle et telle entreprise ne figurant pas sur la liste du Programme commun, la direction refuse de satisfaire les revendications, licencie, aggrave les conditions de travail. Nous devons proposer : *« Nos syndicats doivent demander que telle et telle entreprise soit inscrite dans les entreprises que le Gouvernement devra nationaliser ».*

L'information noyée de « L'Humanité » au sujet de la demande formulée par les syndicats CGT et Force Ouvrière des Abattoirs de la Villette, au PCF et au PS, pour que ces établisements figurent dans la liste des nationalisations, atteste combien cette propagande et une agitation selon les possibilités, répondent à toute la situation. Propagande et agitation que l'on peut et doit élargir considérablement, en relation avec les problèmes posés : ainsi, bon nombre de trusts sont articulés sur des entreprises multiples, géographiquement dispersées. Il est possible de développer cette lutte pour la nationalisation à partir d'une entreprise, pour proposer la conférence ouvrière et démocratique convoquée par les syndicats unis, rassemblant les délégués de toutes les entreprises du trust pour étudier la demande que tel et tel monopole soit nationalisé.

Mais il faut également ne pas donner dans le piège de la « nationalisation » voire de « l'expropriation », qui sont opposées à la préparation immédiate de la lutte contre les licenciements, la déqualification, etc. Il nous faut dire : la nationalisation, l'expropriation peuvent seules nous apporter finalement les garanties nécessaires. Dans cette perspective il est indispensable d'organiser immédiatement la lutte contre les licenciements, la déqualification, pour la garantie de l'emploi et de la qualification. Les partis de la classe ouvrière qui estiment nécessaire de nationaliser les entreprises-clés doivent d'autant plus s'entendre pour impulser ce combat.

De multiples possibilités sont ouvertes et s'élargiront à travers les initiatives pour accrocher de la manière la plus vivante la propagande et l'agitation pour amorcer la lutte pour le contrôle ouvrier, ainsi que le fait Trotsky dans l'intervention qu'il rédigea pour Bardin et que celui-ci prononça au CCN de la CGT en 1935, à propos du « plan ».

Il en est une par exemple : les trusts pharmaceutiques figurent sur la liste des entreprises à nationaliser. Les trusts pharmaceutiques mettent en coupe réglée la Sécurité sociale et les Hôpitaux. Faut-il attendre les élections pour préparer la nationalisation des trusts pharmaceutiques ? N'est-il pas nécessaire que, d'une

part les syndicats et les travailleurs de Roussel-Uclaf prennent sur eux de publier les comptes du trust ? Pourquoi les syndicats de Roussel-Uclaf ne demanderaient-ils pas aux syndicats des employés de banques d'étudier les positions financières occupées par le trust Roussel-Uclaf ? Les syndicats de la Sécurité sociale peuvent établir à un sou près ce que représente le pillage financier de l'institution par Roussel-Uclaf ; les syndicats hospitaliers également.

Pourquoi les dirigeants ne prendraient-ils pas la décision de convoquer, en une conférence commune, les représentants des syndicats et des travailleurs de Roussel-Uclaf, de la Sécurité sociale, des Hôpitaux et des employés de banques ?

Répétons-le : rien n'est plus simple que de développer notre propagande et notre agitation en raison même de tous les développements de la crise révolutionnaire qui commence à se matérialiser. A une condition, celle d'assimiler réellement la méthode du Programme, de laquelle découle la nécessité pour l'OCI à tous les échelons et en particulier dans IO, de fournir tous les éléments de faits qui permettront dans les entreprises, les localités et les syndicats de mener une campagne vivante.

Une dernière question se pose concernant la manière d'aborder le contrôle ouvrier. Nous l'avons appris, nous le savons : on peut trahir tout au nom de tout. On peut trahir la grève générale au nom de la grève générale, les Soviets au nom des Soviets, le contrôle ouvrier au nom du contrôle ouvrier. L'Eglise et la CFDT s'y emploient en tentant de transformer par l'autogestion le contrôle ouvrier en système d'intégration corporative des syndicats. C'est pourquoi, tant en raison de la place des syndicats dans la lutte contre le Gouvernement, telle que nous venons de la définir, que pour combattre la hiérarchie catholique et ses organisations, nous devons formuler le contrôle ouvrier en termes de contrôle syndical, en comprenant que, sous cette forme, le contrôle ouvrier épouse la marche de toute la situation politique. Non seulement pour se défendre contre l'exploitation, mais en raison même de ce qu'elles prendront au sérieux les revendications truquées du Programme commun, les masses en voulant pousser en avant leurs organisations, seront amenées à s'ouvrir la voie du contrôle, par leurs organisations, de toute l'économie. Les appareils s'opposeront à cela : les ouvriers seront amenés à chercher les voies des organes autonomes pour l'imposer. C'est ainsi que l'expérience de la vie aidant, la lutte pour le contrôle syndical ouvrira la propagande et l'agitation pour les « comités d'usine ».

⁂

C'est, répétons-le encore, à partir de l'état d'esprit des masses et de leurs besoins que nous devons traduire notre ligne d'intervention. Les masses pensent :

« Nous connaissons les dirigeants du PCF et du PS depuis longtemps. Ils sont contre Pompidou, le PCF n'a, pour sa part, jamais collaboré avec de Gaulle. Pompidou et le Grand capital sont contre nos revendications et nos aspirations. Nos dirigeants demandent que nous leur fassions confiance. Certes, nous ne comprenons pas toujours pourquoi ils nous font faire des grèves tournantes, pourquoi ils parlent d'indemniser les monopoles. Mais eux ils savent. Nous devons leur faire confiance. L'OCI, les militants de l'Alliance Ouvrière et de l'AJS expliquent des choses justes mais ils sont trop faibles. Pour remporter la victoire contre le Capital et l'Etat, il faut être forts, unis. Et puis, on ne comprend rien à toutes ces organisations, groupes qui se réclament du trotskysme : il y a Krivine,

et il y a l'OCI. Il y a Lutte Ouvrière et l'OCI et tous les autres. S'ils ne sont pas capables de s'unir, comment peuvent-ils unir les travailleurs ? »

En même temps, les travailleurs dresseront leurs aspirations et, par là, affirmeront de plus en plus résolument les mots d'ordre que nous lancerons.

C'est dans ce contexte complexe que nous devons agir, expliquer et encore expliquer. Les travailleurs et les militants se convaincront par leur propre expérience. Ils diront, des couches limitées le constatent déjà :

« Quoi ? Nos dirigeants disent : nous défendons vos revendications et, quand nous engageons le combat pour nos revendications, ils nous expliquent toutes sortes de choses pour nous demander d'attendre. D'accord, il faut attendre les élections, mais d'ici là pouvons-nous tout accepter ? D'accord, il faut faire attention de ne pas laisser Pompidou-Messmer nous diviser. Les dirigeants nous disent de ne pas effrayer nos alliés, les Radicaux, mais si les militants de l'OCI disent vrai quand ils démontrent que M. Faure a toujours voté contre nos revendications, que X, candidat du Parti radical est un administrateur de tel monopole, qu'est-ce que cela veut dire ? C'est tout de même exact : il n'y a aucune raison d'indemniser les trusts qui ont gagné en nous exploitant milliards sur milliards ! ? »

C'est ainsi que dans le cadre même des pensées intimes et contradictoires des masses, une politique correcte, partant de leur état d'esprit, permettra de féconder les mouvements de l'intérieur même du processus révolutionnaire dominé par les appareils et se dirigeant contre les appareils.

Il faut nous attendre à ce que, dans le cours de ce processus, nos explications, nos mots d'ordre, nos propositions d'action rencontrent le plus large écho. Nous devons constamment agir dans ce sens, tout en veillant à ne pas nous laisser griser, en sachant que si haut que puisse s'élever le mouvement, dans la mesure où nous ne pouvons pour toute une étape, prétendre diriger les masses pour autant que nous ne sommes pas le Parti révolutionnaire reconnu pour lequel nous luttons, les appareils s'adapteront, pour les trahir, aux actions.

Les travailleurs dans leur majorité continueront à accepter la tutelle des appareils. Le déplacement d'opinion dans le sens de l'OCI ne peut se réaliser dans une ou même plusieurs actions. Il faut le temps. Il faut utiliser le temps pour nouer des relations, construire l'OCI patiemment, avec ténacité et méthode. Il nous faut apprendre la maîtrise que seule peut donner l'intime compréhension de la marche globale du processus révolutionnaire, où la conviction de la nécessité de construire l'OCI, la volonté de construire le Parti révolutionnaire, ne sont pas des éléments de second plan. Il nous faut, en même temps que nous fécondons les actions, apprendre à maîtriser notre propre intervention en sachant qu'il nous faut — y compris lorsque nous agissons avec l'audace la plus grande, à la mesure des circonstances — laisser ouvertes toutes les voies de dégagement pour ne donner qu'un minimum de prise à la répression bureaucratique. Ce à quoi nous ne pouvons arriver qu'en nous renforçant, en calculant notre intervention pour ne pas nous laisser isoler des travailleurs, objectif que rechercheront, en action conjuguée, les appareils alliés aux pablistes, aux gauchistes, etc.

Cela, nous pouvons l'apprendre par une application correcte de la méthode. Agir avec le maximum d'audace, mais ne pas nous laisser entraîner au-delà des limites fixées par l'état d'esprit de la majorité. Cela ne se peut que par l'assimilation dans la chair et le sang, du caractère de la période et, à partir de là, par l'assimilation des processus politiques complexes et contradictoires desquels découlent l'état d'esprit ; et, enfin, « Last but not least » par l'assimilation de la place de l'OCI et de sa construction dans le processus révolutionnaire.

⁂

Il y aura contradiction entre les actions dans lesquelles les masses seront entraînées et la politique de trahison de leur représentation politique. Les masses agissent plus rapidement qu'elles ne peuvent tirer elles-mêmes les leçons de leur propre expérience. Les appareils tireront dans le sens de la bourgeoisie tandis que les masses chercheront à agir contre la bourgeoisie. Il n'y a pour lever cette contradiction fondamentale qui marquera tout le cours du processus révolutionnaire, que le renforcement du Parti révolutionnaire sans lequel il n'y aura, au bout, que la victoire de la contre-révolution. Cela n'est évidemment pas tellement simple, d'autant plus que les déductions révolutionnaires auxquelles arrivent les masses elles-mêmes, ne peuvent se matérialiser que si l'avant-garde, soudée sur le Programme, arrive de son côté, à les transformer en termes d'organisation, c'est-à-dire de changement de direction. Autrement, ne trouvant pas d'issue historique, les travailleurs retourneront vers les organisations contrôlées par les appareils. Mais c'est là encore expliquer ce phénomène de façon trop schématique parce que ces déductions révolutionnaires, les masses ne peuvent les tirer globalement, d'un coup, mais seulement graduellement au cours du processus révolutionnaire. Certes, les masses ne pourront tirer seules toutes les déductions révolutionnaires. Cela n'implique cependant nullement que les actions qu'elles engagent et engageront passeront sans laisser de trace dans leur conscience, ces actions sont et seront à la base des tournants qui modifient et modifieront la situation politique, donneront une impulsion à la lutte de classes et à ses affrontements, créeront le terrain où s'opéreront les regroupements politiques dans toutes les classes, et les heurts politiques entre ces regroupements et partis et à l'intérieur de ceux-ci, contraindront les dirigeants à s'adapter sans cesse à des situations nouvelles, encore plus instables, dans lesquelles les masses se dresseront contre les appareils... A condition, encore une fois, que nous assimilions la méthode du Programme.

5 - LE GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

De toute l'analyse qui précède, une conclusion se déduit : le cours des événements amène inéluctablement à poser le problème du gouvernement ouvrier et paysan comme transition vers le gouvernement de la dictature au prolétariat. Les appareils s'y préparent et c'est pourquoi ils ont, comme barrage, édifié le Programme commun. La propagande et l'agitation pour un gouvernement qui donnerait satisfaction aux revendications et aspirations ont un contenu explosif. A l'adresse des dirigeants nous disons : « *Vous dites ceci et cela, nous pensons ceci et cela, vous déclarez vouloir défendre les intérêts des masses travailleuses ; si tel est le cas, il faut en déduire ceci ou cela.* »

Le gouvernement ouvrier et paysan épouse le cours du développement de la situation. Ce qu'il nous faut apprendre, c'est à faire éclater pour ainsi dire de l'intérieur — ce qui suppose une OCI indépendante « extérieure » — le mensonge et la tromperie de la politique bourgeoise des appareils avec laquelle les directions traditionnelles s'efforcent de faire croire aux masses laborieuses qu'elles s'apprêtent à donner satisfaction aux aspirations et revendications. Nous devons expliquer :

« Tout le monde l'admet : toutes les conditions politiques sont réunies pour un changement de Gouvernement. Alors il faut préparer la lutte pour ce changement de gouvernement, faire des propositions concrètes. » C'est ainsi que tout en n'apportant ni d'aucune façon, ni d'aucune manière, notre appui au Programme commun, nous utiliserons ce pourquoi les masses y apportent leur appui pour les dresser, en relation avec leur expérience propre, contre le contenu bourgeois du Programme. Nos propositions doivent tendre à une seule et même conclusion : si les dirigeants le veulent, alors le pouvoir de la bourgeoisie ne fera pas long feu.

C'est à eux de décider ce qu'ils veulent. Et nous disons aux travailleurs, nous leur apprendrons à partir de leurs propres expériences cette leçon toute simple que leur donnera la vie : *« Si vous attendez que l'on vous donne ce que vous voulez, si vous n'arrachez pas vous-mêmes vos revendications, vous n'aurez ni un véritable gouvernement ouvrier, ni la satisfaction de vos revendications. »*

Nos propositions formulées en relation avec l'état d'esprit des masses doivent s'appuyer sur le levier de leurs aspirations anti-capitalistes, sans heurter de front les illusions, tout en ne cédant pas aux illusions. La coalition avec la bourgeoisie, la volonté des appareils de ne pas porter atteinte au système de la propriété privée des moyens de production, ne peuvent régler aucune des véritables questions qui angoissent les masses. Il faut le dire nettement :

— ou un gouvernement des organisations ouvrières unies qui donnera satisfaction aux aspirations, et par suite, agira non par les mots mais, dans les faits, contre le capitalisme,

— ou un gouvernement auquel collaboreraient les dirigeants du PS et du PCF qui, respectant le droit de propriété et l'Etat bourgeois, agira contre les masses.

Les masses inclinent irrésistiblement pour un gouvernement ouvrier et paysan. Les masses savent parfaitement ce dont elles ne veulent plus : un gouvernement bourgeois. Mais elles ne savent pas exactement par quoi remplacer le gouvernement bourgeois. C'est précisément ces tendances tout à la fois claires et indécises que les dirigeants, avec le Programme commun, cherchent à transformer en une volonté de soutenir le gouvernement bourgeois qu'ils s'apprêtent à constituer.

Pas plus à la première étape, qu'à la seconde ni à la troisième du processus révolutionnaire, les masses laborieuses ne nous reconnaîtront comme direction (il faut s'armer de patience pour une période d'années et non de mois où, minorité construisant le Parti révolutionnaire, nous deviendrons le Parti dirigeant la majorité).

Les masses laborieuses tendront à ce que les dirigeants entrent au Gouvernement, y compris les Radicaux. Elles auront des doutes, mais elles accepteront l'argument qui leur sera donné par les bureaucrates : *« Il est préférable d'avoir les Radicaux dedans que dehors pour mieux les contrôler. »* Les masses ne peuvent savoir à la seule lecture de nos tracts que le gouvernement PCF-PS-Radicaux s'appelle un gouvernement bourgeois, contre lequel elles se prononcent. Il faut qu'elles l'apprennent par l'expérience.

Même avec la rupture, même formelle, avec les radicaux, en tant que résultat de la pression des travailleurs, les masses le comprendront ; mais même dans ce cas, elles ne pouront clairement savoir qu'un tel gouvernement, uniquement PCF-PS, se plaçant sur le terrain de la défense de l'ordre bourgeois, s'appelle un Gouvernement bourgeois.

Nous devons être parfaitement convaincus de ceci : sous la discipline imposée par les appareils se cachent un esprit tendu, une volonté de comprendre, une radicalisation profonde des masses et des militants. Masses et militants peuvent prêter une oreille de plus en plus attentive à nos explications et nos mots d'ordre si celles-ci et ceux-là sont définis en relation avec leur expérience.

6 - CLASSE ET CADRES ORGANISATEURS

L'analyse scientifique marxiste établit la perspective révolutionnaire. C'est elle qui est à la base de cette volonté de vaincre dans les tâches de construction de l'OCI. Il n'y a pas, pour un marxiste qui a assimilé le Programme comme expression constante, donc organisée, du processus inconscient, de grandes et de petites choses. Le processus révolutionnaire intègre les événements, moments, actions, luttes, motivations, les plus limitées et les plus larges. Les mouvements plus larges intègrent les mouvements plus limités qui conduisent au mouvement révolutionnaire. La détermination limitée, partielle, a pour contenu la détermination plus large. Si la détermination limitée n'est pas intégrée comme partie constituante de la détermination plus large, elle entre en contradiction avec le mouvement révolutionnaire. On ne peut donc saisir, dans toute sa dimension, la détermination plus limitée d'où découle la tâche limitée à accomplir, qu'intégrée à la perspective révolutionnaire.

Savoir choisir au bon moment ce qui peut et doit faire avancer les tâches de construction du Parti révolutionnaire, procède d'évaluations politiques larges exigeant une compréhension claire de la perspective historique. Les masses ne modifient pas, contrairement aux individus, leurs sentiments et pensées sous l'influence de circonstances contingentes, bien que les contigences de la vie quotidienne participent comme motivation de leur comportement. Les masses sont exploitées. Dans certaines circonstances, elles acceptent le système d'exploitation. Dans d'autres circonstances, elles le combattent. Les masses s'engagent dans la voie de la Révolution avec leurs préjugés et leur passé. C'est pourquoi l'on ne peut s'orienter que sur l'analyse théorique des conditions objectives du combat prolétarien pour savoir comment agir dans telle ou telle circonstance particulière, non sur les réactions individuelles — par essences mouvantes, instables et qui se modifient dans la lutte. La classe ouvrière est la plus homogène de la société capitaliste de par la place qu'elle occupe dans les relations sociales de production. Elle est néanmoins hétérogénéisée en catégories, professions, métiers par la division du travail. Elle est amenée à entrer en « concurrence » avec elle-même, concurrence qu'elle ne surmonte que par la lutte de classes et l'organisation. Classe homogène, la classe ouvrière est infiniment plus à même que toutes les autres classes et couches de la société (paysannerie, petite bourgeoisie, jeunes, etc.) de s'unifier par la grève, la manifestation, les luttes économiques et politiques, en un mot par la lutte de classes. Classe hétérogénéisée par le mode de production capitaliste où, comme nous le savons, une couche particulière, l'aristocratie ouvrière s'est subordonnée à la bourgeoisie, elle doit surmonter par la lutte de classes ses propres divisions.

Nous avons largement analysé ces problèmes dans les textes préparatoires au XVIIe Congrès. Indiquons seulement que la politique des appareils utilise les organisations édifiées par la classe ouvrière dans le but de réaliser son unité, pour, « scientifiquement », si l'on peut dire, épouser les divisions du mode de production c apitaliste, en vue d'opposer catégories, professions, métiers les uns aux autres.

Cette composition « organique », « objective » du prolétariat entraîne une « composition politique » tout à la fois différenciée et unifiée par la lutte de classes. Bien évidemment, il ne s'agit pas d'en déduire des conséquences mécaniques.

Il serait absurde de déduire : les métallos de chez Renault ont tel comportement, les ouvriers de la SNCF doivent avoir, nécessairement, tel autre. Ce serait substituer au marxisme qui enseigne que les conditions matérielles d'existence

déterminent en *dernière* analyse l'histoire, un matérialisme vulgaire. La lutte de classes vivante ne connaît pas un tel mécanisme ; les conducteurs de la RATP sont catégorie privilégiée. En imposant aux dirigeants des syndicats, l'assemblée générale, en formulant « les syndicats à nous, les permanents à notre service », ils ont exprimé, comme avant-garde de toute la classe, la perspective politique pour toute la classe. Jamais toute la masse n'est tout entière engagée immédiatement dans la lutte : grèves, manifestations ou autres formes d'action. Il y a ceux qui hésitent mais qui rejoindront le combat. Il y a une minorité qui, en toutes circonstances, refuse le combat et à qui l'on doit, le cas échéant, l'imposer (piquet de grève). Ceux qui hésitent avant le déclenchement de la lutte représentent presque toujours la majorité. Ils pèsent sur les plus résolus. L'organisation révolutionnaire doit axer sa politique et ses mots d'ordre sur les plus résolus, non sur les hésitants. Dans les plus larges combats, c'est toujours une « minorité » d'avant-garde qui intervient directement et qui trouve l'appui et les sympathies de la majorité qu'elle peut et doit entraîner.

Une politique — des mots d'ordre correctement adaptés à la situation et à l'état d'esprit des masses — doit être ouverte à cette minorité d'avant-garde que nous avons pris l'habitude de qualifier de « cadres organisateurs ». Il nous faut délimiter ce que signifie cette qualification :

Les appareils s'appuient sur une masse de « permanents-bureaucrates » que nous avons caractérisée dans ce rapport. Mais il existe un assez grand nombre de militants du PCF, du PS, des organisations syndicales CGT, CGT-FO, FEN, qui sont réellement disposés à marcher jusqu'au bout avec les travailleurs contre les capitalistes de l'Etat bourgeois. Ils n'entendent pas, à cette étape, rompre ouvertement avec « leurs » partis ; néanmoins, ils aident les travailleurs à interpréter les « directives » à leur façon. A un étage au-dessous des appareils, dans les organisations en partie sous leur couverture, des liens nouveaux se nouent entre les aspirations des masses et les militants. Celles-ci et ceux-ci n'ont pas l'intention de rompre avec les directions. Au contraire, la majorité des travailleurs, y compris ceux qui seront entraînés dans des actions de débordement, et les militants, entendent que les dirigeants deviennent « ministres ». Ces militants ne sont pas disposés à rompre, ils veulent seulement faire « pression » pour que les dirigeants appliquent « leur » programme, c'est-à-dire ce qu'ils croient être le programme de leurs aspirations.

Dans chaque usine, faculté, bureau, chantier et quartier, il est des centaines et milliers de travailleurs et de jeunes « anonymes » qui discutent, confrontent, commentent, observent. Ceux-là ne sont pas organisés ou, s'ils le sont, ont, pour une faible fraction, pris une carte syndicale. Ces centaines et milliers d'« anonymes » possèdent de multiples éléments d'expérience, d'initiatives, de volonté, acquis par eux-mêmes au travers des luttes. Ils se saisissent, en particulier pour ce qui nous concerne, des tracts, des bulletins IO d'entreprises parvenus à eux par diverses voies. Ils en tirent la possibilité de commencer à généraliser par eux-mêmes leur propre expérience. Dans la situation présente, tout concourt à développer leur esprit critique ; ils découvrent eux-mêmes, y compris dans la grande presse et l'ORTF, ce qu'il leur faut et, surtout, ce qu'il leur faudra pour le combat. Ce sont les cadres potentiels de la Révolution qui, d'ores et déjà et demain plus encore, pénètrent et pénétreront les masses d'une volonté d'en finir et de vaincre qui donne son contenu à la volonté révolutionnaire.

C'est essentiellement de cette couche que se désignent les cadres des actions de débordement.

L'expérience l'atteste : ces cadres inconnus, anonymes, ceux qui, en majeure partie jeunes, inorganisés, ont constitué les cadres de juin 36 et ont adhéré en masse au PCF, aujourd'hui encore, ces cadres joueront le rôle décisif dans le processus révolutionnaire, en tant que première expression consciente du pro-

cessus inconscient. Ceux-là, pour une fraction peuvent et doivent être organisés par l'O.C.I.. A nous, en partant de leurs préoccupations, en généralisant celles-ci au niveau des luttes révolutionnaires qui mûrissent, de leur ouvrir la voie de la construction du Parti révolutionnaire.

Dans la masse — avec les cadres organisateurs et ces centaines et milliers d'« anonymes » que la lutte de classes va révéler — nombreux sont ceux qui, plus vieux, ont participé à des actions, milité dans les organisations, occupé des postes de responsabilité, et se sont retirés chez eux, déçus. Parmi eux, il en est qui ont appris de leur passé bien des choses qui sommeillent en eux. Ceux-là savent.

Ceux-là, et avec eux les centaines et milliers de jeunes et travailleurs, et les militants qui ne sont pas disposés à rompre mais seulement à faire pression, tous plus ou moins plongés dans l'anonymat, seront « levés » par la crise révolutionnaire. Répétons-le, une partie lit nos tracts, les journaux d'entreprises ; ils les emportent chez eux, réfléchissent. Par les mille et un canaux où se forge la conscience des luttes, la propagande et l'agitation de l'OCI acquièrent — à condition d'exprimer clairement et d'une manière vivante les objectifs et les moyens de la lutte — l'importance énorme de permettre à cette avant-garde potentielle de travailleurs et de jeunes de donner au moment voulu, l'expression généralisée de l'état d'esprit réel de la masse, à une fraction de la masse infiniment plus large que celle que nous touchons directement.

La condition première pour que propagande et agitation atteignent ce but, c'est la régularité, l'accomplissement régulier des tâches, l'organisation et le renforcement de l'OCI. Il nous faut l'assimiler complètement : une fraction de cette avant-garde, une fraction importante ajouterons-nous, est d'ores et déjà disponible à l'organisation dans l'OCI. Ces centaines et milliers de jeunes et de travailleurs « anonymes » sont éduqués par la vie et par les luttes. Ils attendent que nous fassions la preuve que nous sommes capables de les organiser. Il nous faut frapper, frapper inlassablement sur le même clou, en sachant que l'outil est bon : c'est le programme de son organisation. Autrement dit : la capacité de la masse d'évaluer la situation, de formuler ses revendications et ses méthodes de lutte, de créer ses Conseils, est donnée par l'expérience de toute la lutte, et également par la capacité politique de l'OCI d'organiser ces centaines et milliers de travailleurs et de jeunes d'avant-garde, capacité elle-même basée sur celle de la masse.

Dans les conditions présentes de la lutte de classes, nous pouvons et nous devons devenir une « force » pour aborder l'étape qui vient. L'étape qui verra, au travers des formes multiples de la lutte de classes, dans les affrontements révolutionnaires, des masses de millions d'hommes occuper tous les terrains de la lutte de classes. Ces masses, qui entreront dans la période révolutionnaire directe avec un comportement que nous avons analysé, renforceront considérablement le poids des appareils. Nous ne nous lasserons pas de le redire. Leurs illusions submergeront nécessairement cette avant-garde qui, nous le savons, ne pourra être rassemblée dans sa masse dans l'OCI bien que, répétons-le, d'ici les affrontements révolutionnaires, une large fraction de cette avant-garde est suceptible d'être organisée à l'OCI.

L'immense majorité qui submergera tout ou partie (la proportion, dans des limites données dépend de nous et de nous seuls), de l'avant-garde, ne pourra comprendre, à une première étape, ce qui distingue l'OCI de toutes les autres organisations. Les organisations officielles, les organisations centristes et, en particulier, les pablistes-réactionnaires bénéficieront de l'appui des intellectuels, de la presse, de la radio, de toute la société bourgeoise qui tendra ses muscles, ses nerfs et ses ressources à la mesure même des dangers révolutionnaires. Les masses afflueront vers les organisations officielles, une partie d'entre elles vers les organisations centristes et gauchistes. La dialectique de la perspective révolu-

tionnaire, d'un côté, amène les trotskystes combattant pour se renforcer à permettre aux masses de clarifier leur volonté de lutte, donc par là-même à faire mûrir, par leur intervention, la situation. Mais, de l'autre, ce même mouvement révolutionnaire qu'il nous faut éclairer pour progresser, amène les masses en lutte à apporter un appui massif aux vieilles directions. Il en sera ainsi parce qu'il en a toujours été dans toutes les Révolutions, y compris dans la Révolution russe.

Si nous n'assimilons pas pleinement la perspective de la Révolution imminente qui mûrit, marquée par de brusques revirements de l'état d'esprit des masses, qui, sous le fouet des circonstances, passeront des illusions circonspectes à l'entousiasme pour les directions officielles ; si nous ne créons pas d'ores et déjà les points d'appui qu'il dépend de nous d'établir dans les syndicats et les organisations sous toutes les formes, en sachant que les appareils bénéficieront, pour toute une étape, d'une prépondérance formidable ; si nous ne multiplions pas nos liaisons, si ceux qui sont prêts à adhérer et à militer dans nos rangs, nous les plaçons par nos faiblesses politiques et d'organisation, dans l'impossibilité de le faire, alors nous serons complètement isolés. Cette fraction de l'avant-garde dont il dépend de nous qu'elle adhère à l'OCI, retournera vers les appareils, rejoindra les centristes-gauchistes. Tous, nous serons contraints de reculer. C'est maintenant, tout de suite, que les centaines et milliers d'anonymes, jeunes et travailleurs attendent l'OCI. Les militants du PCF et du PS qui, tout en refusant de quitter leurs organisations, manifestent les doutes les plus grands sur la politique des appareils, ceux avec qui nous avons pris contact, ceux, bien plus nombreux, avec lesquels nous n'avons pas encore noué de liens, tous ceux qui nous observent ou avec qui nous discutons, si nous ne combattions pas pour construire l'OCI — seul cadre qui nous permet de traduire en mots d'ordre clairs et accessibles à tous, les aspirations des travailleurs — auraient le sentiment d'avoir enfreint la discipline de leur Parti. C'est alors que faisant taire leurs doutes, ayant le sentiment d'avoir commis une faute, ils apporteraient l'appui sans faille exigée par la politique contre-révolutionnaire des appareils, ou alors ils abandonneraient les champs de bataille de la lutte de classe. C'est ainsi que le manque de clarté sur la situation révolutionnaire et les hésitations dans nos propres rangs, engendreraient, non seulement notre propre affaiblissement, mais permettraient aux appareils, bénéficiant de l'appui des centristes-gauchistes, de diriger la lutte de classes vers de nouvelles défaites.

Notre tâche est fixée : les militants, les travailleurs, les jeunes doivent constater par eux-mêmes, non seulement que nous avons raison (bien entendu) mais que l'on peut compter sur nous, en un mot que nous commençons à devenir la force que nous pouvons, d'ores et déjà, rassembler et constituer. C'est ainsi qu'en organisant l'OCI nous organiserons et multiplierons à la mesure de ce que nous sommes et à celle de notre renforcement, les points d'appui pour l'« offensive » — affrontement révolutionnaire — afin qu'après l'offensive des masses qui élèveront PCF et PS « au sommet », nous puissions résister, nous maintenir, en attendant que les masses fassent l'expérience de leurs propres illusions, sans que nous soyons submergés par les illusions.

7 - LA QUESTION DU CENTRISME

La situation objective du prolétariat conduit aux affrontements révolutionnaires au niveau de l'Etat. Le réformisme et le stalinisme contrôlent la classe ouvrière pour lui interdire de s'ouvrir le chemin de la lutte pour la dictature du prolétariat.

Par opposition au réformisme et au stalinisme, la politique du Parti révolutionnaire prolétarien a pour but de renverser l'Etat bourgeois en unifiant le prolétariat dans la lutte pour la dictature du prolétariat. Sous sa forme la plus générale, le centrisme tente d'occuper une position intermédiaire entre la politique bourgeoise des appareils et la politique révolutionnaire du prolétariat.

Nous venons d'étudier, d'une part les rapports entre appareils et masses et, de l'autre, le mouvement des cadres organisateurs, militants, acceptant le contrôle des appareils, mais cherchant à faire pression pour amener « leurs » organisations, y compris les directions traditionnelles, à réaliser les objectifs de la classe ouvrière. C'est l'existence de cette couche qui forme une base potentielle au centrisme dans ce pays. Cette couche exprime les difficultés de la marche vers des positions révolutionnaires claires, difficultés motivées par la puissance contraignante des appareils (particulièrement l'appareil stalinien en raison de sa liaison avec l'URSS) et la faiblesse de l'organisation révolutionnaire porteuse du Programme de la révolution prolétarienne.

Le processus de radicalisation de la classe crée incontestablement une base à la naissance de nouvelles tendances centristes dans la social-démocratie, le stalinisme, les syndicats et la jeunesse inorganisée.

Pour en apprécier la signification et la portée, il nous faut aller plus loin dans la caractérisation de ce que recouvre le centrisme. L'Histoire en donne des variétés multiples qui toutes — qu'elles soient « progressistes » ou réactionnaires — ne peuvent constituer le Parti international de la Révolution socialiste dont le prolétariat a besoin pour vaincre.

Ainsi, nous avons connu en France, la constitution par Pivert, après l'exclusion des bolcheviks-léninistes de la SFIO, d'une tendance centriste, la Gauche révolutionnaire, dont la fonction a été de couvrir « à gauche » le réformisme, en créant un barrage à l'évolution vers le trotskysme des militants et jeunes. Ce centrisme était de nature réactionnaire. Il a pu se développer comme une force en partie en raison des erreurs et faiblesses des bolcheviks-léninistes. Que les trotskystes eussent dû adopter à son égard une politique appropriée, fort éloignée de l'impuissant sectarisme opportuniste des Frank, Naville, Craipeau, est une chose : la Gauche révolutionnaire a été créée comme obstacle à la construction du Parti révolutionnaire. Mais nous avons également connu, en résultat de l'exclusion de la Gauche révolutionnaire de la SFIO, la construction du PSOP, organisation centriste. Bien que Pivert ait considérablement gaspillé la base militante de la Gauche révolutionnaire en capitulant devant l'appareil réformiste après les massacres de Clichy en 1937, le PSOP, en 1938, se constituait comme une organisation centriste contre le réformisme et le stalinisme. Il exprimait, en quelque sorte, une fonction progressiste.

Il ne faudrait évidemment pas tomber dans un schématisme qui ne prendrait en considération que ces deux variétés de centrisme. Encore une fois, l'Histoire a connu toutes sortes de variétés d'organisations centristes combinant plus ou moins ces deux fonctions. Quoi qu'il en soit, le centrisme, même progressiste, est toujours une tendance à double évolution contradictoire. S'il ne fait place à l'organisation révolutionnaire, l'organisation centriste se liquidera dans le réformisme ou le stalinisme (il en a été ainsi pour le PSOP). Le centrisme progressiste ne peut aller jusqu'au bout de son rôle positif qu'en évoluant, sous l'impulsion de l'avant-garde marxiste, organisée, vers le Parti révolutionnaire. Ce que les petits bourgeois ont qualifié de « déstalinisation », dont le prétendu « polycentrisme » du PC italien est l'expression la plus achevée, représente une tentative de canalisation à l'intérieur du stalinisme, des réactions de type centriste, de militants-cadres organisateurs.

Certes, le centrisme — à contenu réactionnaire ou progressif — cherche toujours, par la pression, à « réformer », à redresser l'appareil et la bureaucratie

(telle est, soit dit en passant, l'essence même du pablisme, que l'on doit qualifier de centrisme réactionnaire).

Mais la « pression » sur les appareils a deux bouts : celle exercée par la bourgeoisie dont, par exemple, Garaudy est l'expression la plus achevée (il est à peine possible de qualifier Garaudy de centriste, après son passage — sans armes ni bagages — sur les positions de la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire). Garaudy est, avec V. Leduc, Tillon et autres, un dirigeant des CIC. Cela suffit parfaitement à déterminer la nature réactionnaire du centrisme des CIC qui ne vise, quelles que soient les bonnes intentions de certains militants, qu'à élever entre les militants du PCF et la Révolution, un utile barrage au compte de la bourgeoisie et des appareils. La lutte des peuples tchécoslovaques pour la Révolution politique, après la Révolution hongroise des conseils et le Gomulkisme, fournit d'utiles leçons pour caractériser le centrisme. L'unité mondiale de la lutte de classe du prolétariat trouve son expression dans la montée de la Révolution politique en URSS et dans les pays où l'impérialisme a été exproprié. En Hongrie, en Pologne comme en Tchécoslovaquie, la montée de la Révolution politique est passée jusqu'à présent par des étapes plus ou moins nettes selon les pays. La première de ces étapes a été, sur la base des contradictions et des déchirements permanents propres à la bureaucratie, la tentative d'abandonner les méthodes staliniennes les plus accusées.

Les luttes entre les diverses fractions recherchant une solution aux problèmes soulevées pour préserver les bases de la domination de la bureaucratie, aboutissent à desserrer l'étreinte stalinienne ; les militants cherchent à formuler les questions à résoudre en faisant pression dans le sens de la réforme. Les mesures prises par les sommets bureaucratiques le sont pour éviter que les masses ne dressent leurs propres revendications.

A un certain stade du développement de ces contradictions, lorsque les masses commencent à agir, la tendance à la réforme s'accentue tandis que les bureaucrates du Kremlin et leurs agents directs s'organisent pour stopper, par tous les moyens, la Révolution politique. Les PC explosent sous le poids des multiples et insolubles contradictions, en particulier la contradiction fondamentale, celle qui oppose les masses en lutte et la bureaucratie.

Cette contradiction ne peut être résolue par la « réforme » de l'appareil. En Hongrie, où les formes de la Révolution politique ont été les plus claires (conseils ouvriers - constitution du gouvernement Imre Nagy ayant un contenu spécifique de gouvernement ouvrier et paysan), la reconstruction du Parti « stalinien » s'est opérée à la suite de l'intervention de la bureaucratie, sans que le mouvement de la Révolution politique ait pu définir la forme et le contenu d'un nouveau Parti.

En Pologne, Gomulka a mené jusqu'à son terme la politique de « réforme » de l'appareil stalinien bureaucratique. Il a reconstruit le Parti stalinien polonais.

En Tchécoslovaquie, c'est, en relation avec le mouvement des masses, pour prévenir la convocation du XIVe Congrès du PC tchécoslovaque, que le Kremlin a décidé d'occuper le pays. Le XIVe Congrès du PC tchécoslovaque a été convoqué par des dirigeants qui voulaient également appliquer une politique de réforme. Se déroulant au moment où Brejnev prenait position avec ses chars, le XIVe Congrès s'est radicalisé jusqu'à consacrer la rupture du Parti tchécoslovaque avec la bureaucratie du Kremlin. Le XIVe Congrès clandestin, protégé par les travailleurs, a vu la création d'un « nouveau » Parti que nous pouvons qualifier de centriste.

Mais la nature du centrisme s'est révélée également par la suite. D'une part, en Tchécoslovaquie, une partie de la direction et des militants ont continué à évoluer sur la gauche, exprimant la profonde résistance des masses à la norma-

lisation. D'autre part, à l'étranger, Pelikan qui évolue de plus en plus vers la droite, exprime un courant à l'intérieur même de l'ancienne direction Dubcek.

Une leçon de portée plus générale peut être tirée : les masses et militants engagés dans des luttes révolutionnaires sont amenés dans certaines circonstances à se rallier à une organisation centriste, laquelle ne peut assumer l'avenir victorieux de la Révolution. Une chose est hors de doute : la politique de « pression » d'essence centriste ne peut aboutir ni à « rénover » ni à réformer les appareils. La politique de pression, équivalente à la politique du redressement, doit tôt ou tard faire place à une politique de rupture ouverte avec les appareils, qui rapprochera les militants ayant rompu de la politique révolutionnaire de la IVe Internationale. Sinon, les appareils reprennent le dessus et liquident en les menant à la capitulation, ou par la répression, les partisans de la politique de pression.

Mais, dans cette question comme dans tout autre, il y a le contenu que les masses et les militants placent, à une étape de leur radicalisation, dans une politique de pression sur leurs dirigeants officiels ; il y a également le contenu qu'y mettent les Leduc, Krivine, Pablo ou Mandel.

⁂

La classe ouvrière et les militants ne changent pas de direction comme on change de paire de chaussures usagées. C'est seulement *graduellement* sur la base de leur propre expérience, au travers des multiples étapes de la lutte de classes que les travailleurs et militants peuvent se convaincre de la nécessité d'une nouvelle direction, plus ferme, plus efficace, plus loyale que les vieilles directions. Il est certain que durant la période ouvertement révolutionnaire, une organisation faible peut, dans des délais plus rapides, se renforcer en un puissant Parti. Mais pour qu'un tel processus puisse se développer, il est indispensable que cette organisation encore faible occupe certaines positions dans la lutte de classes, aie noué des liens solides avec de plus larges secteurs de travailleurs et de jeunes, possède des cadres fermes, avec une compréhension lucide du cours de la période, qui ne se laissent pas intoxiquer par les phrases ni intimider par les persécutions, et aient pleinement assimilé le centralisme démocratique.

Mais une telle organisation (faible du point de vue du nombre quand s'amorce le cours direct du processus révolutionnaire), doit être construite préalablement à la Révolution, comme résultat d'un travail d'éducation des cadres intervenant dans la lutte de classe, travail qui requiert un temps suffisant. Les rythmes relativement lents du développement de la situation (mais qui peuvent s'accélérer ainsi que nous l'avons montré par ailleurs), nous donnent ce temps précieux pour l'accomplissement des tâches qui doivent nous permettre de constituer dans ce pays, l'OCI comme organisation fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique (ces principes, appliqués aux réalités de notre pays, nous les avons analysés dans les textes préparatoires au XVIIe Congrès). C'est ainsi que tous les matériaux par nous accumulés — que nous continuons d'accumuler (que nous pouvons centraliser dans les délais très courts) — ouvrent l'objectif réaliste de passer du « groupe à l'organisation ». Nous reconnaissons néanmoins que le prolétariat continue à faire encore confiance (confiance dont nous avons analysé le contenu) à ses vieilles directions ; que nous ne sommes par le Parti révolutionnaire qu'il nous faut construire ; que nous ne pourrons aborder la période des affrontements révolutionnaires directs, comme Parti dirigeant. Dans la lutte contre l'exploitation et l'Etat bourgeois, les travailleurs utiliseront les mots d'ordre du Programme. Ils parleront de plus en plus le langage du Programme de la 4e Internationale, mais sans s'en douter pour la plus large fraction... C'est ce

« trotskysme » inconscient, reflétant la marche des développements politiques, qui constitue la force de l'OCI.

Mais nous ne pouvons prétendre constituer, au moment des affrontements révolutionnaires, cette force (Parti) capable de donner une direction uniforme aux pensées et aux actions de la classe. Il faudra, répétons-le, encore des délais pour que l'avant-garde puisse — à condition de mener une politique correcte et de posséder une ferme volonté d'organisation — avoir le temps d'amener à elle, politiquement, les militants encadrant les lourds bataillons de la classe, engagés dans la crise révolutionnaire. Nous ne partageons pas les illusions des travailleurs à l'égard des vieilles directions. C'est pourquoi nous ne pouvons surmonter que graduellement la contradiction entre les illusions et les nécessités révolutionnaires, par une tactique correcte basée sur l'expérience et les déceptions qui dessilleront les yeux des masses et des militants sur le caractère bourgeois de la politique des appareils.

Nous devons et pouvons nous organiser pour que l'écho de tel ou tel mot d'ordre se transforme en une large sympathie consciente pour l'OCI. Mais nous ne pouvons prétendre transformer rapidement ces « sympathies » en un Parti révolutionnaire dirigeant. Les travailleurs s'alimenteront de notre propagande et de notre agitation sans pour autant nous reconnaître comme direction. C'est avec cette compréhension large, profonde, que nous devons aborder les problèmes soulevés par la construction du Parti révolutionnaire. En aucun cas, répétons-le, l'OCI et ses militants ne s'appuieront sur les préjugés et les illusions actuelles des masses. Encore moins s'en accommoderont-ils. Nous réglerons notre politique et nos interventions sur la logique du mouvement de la classe ; *sans lui imposer nos plans ;* en aidant la classe, les militants et les jeunes à réaliser leurs propres plans. Nous ne nous opposerons pas, nous ne serons pas extérieurs au mouvement des masses et des militants, nous combattrons pour en être l'expression la plus achevée, avec des mots d'ordre, des tactiques, des formes de regroupement adaptées de l'avant-garde.

C'est à partir de ces considérants que la place de la stratégie de construction du Parti révolutionnaire sur la perspective de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire peut être formulée dans les points suivants :

1 - L'expérience des luttes révolutionnaires démontre que le prolétariat n'aborde jamais la période directe de la Révolution avec un Parti révolutionnaire reconnu comme direction. Nous avons tout au long de ce rapport largement analysé le contenu de la conclusion qu'il nous faut tirer de l'expérience historique : dans toutes les révolutions ,les premiers affrontements révolutionnaires renforcent les vieilles directions.

2 - Il faut au prolétariat pour vaincre, un Parti révolutionnaire dirigeant, uni sur le Programme de la 4e Internationale.

3 - L'OCI, bâtie sur le Programme de la 4e Internationale, n'est pas le Parti dirigeant pour lequel elle combat.

4 - Si les rythmes ouverts par la situation donnent à l'OCI toute la possibilité de passer, dans des délais très brefs, du groupe à l'organisation, nous reconnaissons que l'expérience des luttes révolutionnaires que les masses doivent faire par leur propre mouvement, ainsi que les rapports de forces, à l'intérieur de la classe et de la jeunesse, entre les appareils et l'OCI, ne permettent pas à l'OCI de prétendre être reconnue comme direction au début de la période des affrontements révolutionnaires. Il faudra le temps. Les plus grandes secousses révolutionnaires, ébranlant la domination des appareils sur le mouvement ouvrier, ouvrent directement une période où - si nous avons construit préalablement l'organisation communiste centralisée, qui ne sera pas le Parti dirigeant -, les possibilités de construire effectivement le Parti révolutionnaire dirigeant seront ouvertes.

5 - La période de l'imminence de la Révolution, la crise internationale de la bureaucratie stalinienne, notre propre intervention ont, d'ores et déjà, créé un courant potentiel parmi une couche de militants, contrôlée par les appareils, parmi les jeunes et travailleurs inorganisés, qui tend à remettre en cause la politique bourgeoise des vieilles directions, à un niveau qui n'est plus celui de la spontanéité des mouvements de masses.

6 - Ce courant potentiel tendra à s'organiser comme un courant centriste.

7 - La puissance de contrôle des appareils sur la classe, les illusions de ce courant potentiel sur l'efficacité d'une politique de pression sur les vieilles directions, le centrisme réactionnaire orgainsé par la Ligue, les CIC et leurs alliés du gauchisme décomposé, contient encore le passage direct à l'organisation centriste.

8 - S'il est indispensable de mesurer la force potentielle de ce courant, qui ne peut que se renforcer dans le cours des événements, il n'est pas donné que nous ne puissions pas en canaliser une large fraction, portant ainsi les coups les plus durs au centrisme réactionnaire.

9 - C'est ici que s'insère la perspective stratégique de la Ligue :

Un cadre de militants, contrôlés par les vieilles directions, s'efforcent de faire pression sur elles pour les amener à répondre aux aspirations des masses. A ce cadre de militants, nous offrons une politique, des explications, des mots d'ordre qui sont seuls aptes à répondre aux aspirations des masses. Nous devons leur offrir une forme d'organisation au niveau de leur propre expérience. Nous disons à ces militants :

« Pour nous, il n'est qu'un Parti qui puisse répondre aux aspirations des masses : le Parti révolutionnaire de la 4e Internationale, qui est l'objectif du combat de l'OCI. Mais le combat de l'OCI sur telle ou telle politique, tel ou tel mot d'ordre, telle ou telle tactique de lutte, telle explication - vous l'admettez vous-mêmes - peut unir les travailleurs et la jeunesse contre le Capital et l'Etat. Vous approuvez cette politique de l'OCI mais vous n'acceptez pas la conclusion que nous en tirons : construire un nouveau Parti. Vous pensez pouvoir utiliser les vieilles organisations pour la défense des intérêts des travailleurs ; c'est votre droit comme c'est le nôtre de penser autrement. Combattons ensemble sur la politique, les mots d'ordre, pour la tactique sur lesquels nous sommes d'accord. Orgainsons-nous pour agir sur cette politique, ces mots d'ordre, cette tactique. L'expérience, la libre discussion dans les rangs de la classe ouvrière, trancheront. »

10 - Tel est le contenu de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire qui trouve son expression dans les Comités d'Alliance Ouvrière, les CPUO et toute autre forme d'organisation souple, qui constitueront ce pont que nous devons édifier entre le moment actuel dans la construction du Parti révolutionnaire et l'étape où le Parti révolutionnaire dirigeant sera construit.

11 - Les résultats (très limités) de notre action pour l'Alliance Ouvrière et les CPUO témoignent que cette ligne répond à la situation et à ses développements. Bien plus : dès que nous accrochons un fil, nous mesurons combien, au sein même du PCF et de la CGT, cette ligne correspond à l'état d'esprit de militants qui, de l'intérieur, combattent sur nos mots d'ordre, dans l'espoir de « faire pression » pour redresser le Parti.

12 - Nous luttons pour la construction de l'OCI, combattant pour la construction du Parti de la 4e Internationale en France. Nous reconnaissons que la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire relève de la transition. La perspective de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire réintègre la transition dans la lutte pour la construction du Parti révolutionnaire. La lutte pour la construction des CAO et des CPUO a donc comme contenu le combat pour convaincre, par l'intervention dans la lutte des classes, militants et jeunes de s'organiser dans l'OCI.

13 - C'est ainsi que la perspective de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire ne saurait nous conduire à cristalliser nous-mêmes, ni les CAO ni les CPUO, comme organisations centristes. La stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire s'établit sur la perspective de formes d'organisations souples, tout en laissant ouvertes toutes les possibilités — selon des tactiques appropriées — lors de ruptures larges dans le PCF ou le PS, qui verraient la formation d'un puissant Parti centriste.

Les CAO, les CPUO ou toutes autres formes d'organisation adéquates à la situation, constituent une passerelle vers la construction de l'OCI, laissant largement ouvertes les voies les plus diverses que peut prendre la construction du Parti Révolutionnaire en France. En un mot, une juste politique doit amener, dans le moment présent, CAO et CPUO à se renouveler sans cesse pour le recrutement à l'OCI et la conquête de nouveaux militants, en ne nous fermant aucun des chemins qui mèneront à la constitution du Parti dirigeant de la Révolution. Sous cet angle, nous pouvons écrire que la stratégie de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire est une perspective « algébrique » assurant au combat de l'OCI toute la flexibilité nécessaire pour répondre à la richesse de la vie.

14 - La perspective de la LOR, qui réintègre la transition dans la lutte pour la construction du Parti Révolutionnaire, laisse donc ouvertes toutes les possibilités selon les circonstances. Le préalable reste la construction d'une OCI ayant passé du groupe à l'Organisation communiste se dotant ainsi des moyens de résister, comme Organisation indépendante, à la formidable pression des appareils dirigeant les Organisations traditionnelles, combinée à celle des Organisations centristes.

Alors deux éventualités parmi d'autres peuvent se présenter :

1. *Fusion avec les militants en rupture avec le PCF, se plaçant sur le terrain de l'opposition à l'appareil, et avec tous autres groupements, sur la base d'un Programme déterminé. Les militants de l'OCI continuant, en toutes circonstances, à combattre pour le Programme de la 4e Internationale.*
2. *Passage direct à l'OCI de ces militants et, avec eux, jeunes, etc.*

Bien d'autres éventualités sont ouvertes. Pour le moment, il nous faut construire l'OCI, recruter, renforcer l'Organisation des partisans de la 4e Internationale, en réintégrant le combat pour la construction du Parti Révolutionnaire, dans la transition ; la perspective de la LOR nous donnant ainsi toute la flexibilité indispensable, toute la souplesse nécessaire pour accomplir nos tâches, pour l'immédiat et dans la situation révolutionnaire.

⁂

Dans les affrontements révolutionnaires se révélera la formidable expérience accumulée par le prolétariat, par ces milliers et dizaines de milliers d'anonymes qui prendront leur poste de dirigeants sans qu'ils soient dirigés par le PR. L'action des Trotskystes, depuis l'Opposition de Gauche étouffée par la persécution, la calomnie et la bureaucratie, n'aura pas constitué un facteur mineur dans l'accumulation de cette expérience. Nous pouvons cependant, d'ores et déjà faire plus... Nos mots d'ordre, nos explications le Programme de la 4e Internationale ont une telle force qu'ils peuvent féconder le mouvement spontané et, ainsi, nous gagner une sympathie plus étendue, de nouveaux liens. L'importance d'une avant-garde aux rangs serrés, est un des facteurs décisifs pour ouvrir, le plus concrètement possible, en relation avec le rapport de forces entre l'OCI, les appareils et les centristes, des perspectives claires aux masses et aux militants. C'est ainsi que,

dans la situation présente, en nous renforçant, nous nous préserverons de l'écrasement, objectif premier que les appareils se fixeront pour écraser la Révolution.

La règle politique que nous nous donnons se résume simplement :

Ne pas oublier, ne fut-ce qu'un instant, la responsabilité que nous assumons.

Savoir tirer d'une situation toutes les différentes possibilités ; y intégrer les déductions de l'action.

Ignorer les oscillations de l'opinion publique. Ni don quichottisme, ni pose. Le froid calcul.

8 - LE CENTRISME RÉACTIONNAIRE DE LA LIGUE PABLISTE

La place du centrisme réactionnaire est essentiellement, dans les conditions présentes, occupée par la Ligue pabliste et son ombre portée, l'Organisation « Lutte Ouvrière », cette dernière combinant, sur la base d'une ligne centriste, toutes les déviations du sectarisme et de l'ouvriérisme étrangers à la 4e Internationale.

Ce double mouvement du centrisme : le mouvement centriste qui peut — avec notre intervention, sous des formes appropriées aux circonstances — se diriger vers le Parti Révolutionnaire, et le mouvement du centrisme réactionnaire, a néanmoins des bases communes. Ces deux mouvements se recoupent et peuvent se rejoindre sur la « politique de pression ». La confuse politique de pression que cherchent à réaliser des cadres organisateurs pour amener à redresser « leur Parti », n'aura un contenu progressif que si, par notre action, nous les amenons à abandonner cette position. Ils doivent se convaincre, eux-mêmes, par leur propre expérience, parce que nous les en convaincrons nous-mêmes, que le mouvement des masses, le prolétariat révolutionnaire ne redresseront jamais des appareils bourgeois dont la place est de constituer l'obstacle contre-révolutionnaire à la marche vers la dictature du prolétariat.

Qu'il faille aborder la solution de ces questions avec toute la souplesse adéquate n'implique en aucune façon que nous puissions renforcer, sous quelque forme que ce soit, les illusions des militants du PCF sur l'appareil stalinien... Nous sommes amenés à élaborer des méthodes politiques et d'organisation pour résoudre ces questions : elles partent toutes de l'absolue nécessité d'amener masses et militants à surmonter leurs illusions, c'est-à-dire de leur permettre, en relation avec leur état d'esprit, d'opposer leurs aspirations aux illusions. Nous abordons ces problèmes à partir des aspirations, lesquelles se confondent avec les intérêts des masses, irréductiblement inconciliables avec la politique des appareils, du pablisme capitulard. Les lois de l'Histoire sont plus fortes que les appareils, avons-nous rappelé à Pablo-Mandel qui entendaient nous faire admettre que, par la politique de « pression » (entrisme sui generis), nous aurions dû aider « la bureaucratie stalinienne à réaliser le Socialisme à sa manière ». Nous avons appliqué la méthode du marxisme pour analyser le pablisme.

En n'appliquant pas les critères de classe du matérialisme historique, nous nous confinerions sur le terrain stérile de l'« idéologie » qu'utilise la société bourgeoise en décomposition pour tenter de barrer le chemin de la Révolution prolétarienne, en détournant le combat pour la destruction matérielle de l'Etat bourgeois et l'abolition de la propriété privée des moyens de production.

Les Soviets sont des organes d'un pouvoir d'Etat, le plus concentré : la dictature révolutionnaire du prolétariat. La lutte pour les Soviets est incompatible

avec les « théories » et la pratique petite-bourgeoises proudhonniennes du pablisme de l'absence de pouvoir ou des pouvoirs disloqués (pouvoir dans la rue, pouvoir étudiant, pouvoir à la Sorbonne, pouvoir dans les entreprises, etc.).

Le Programme de la dictature du prolétariat répond aux nécessités matérielles du développement de la société. Nous nous formons sur ce Programme qui nous forme nous-mêmes. Le pablisme, en ayant abandonné le Programme de la 4e Internationale, se forme sur un autre Programme, le programme de la petite-bourgeoisie, qui forme son cadre militant.

Ne pas appliquer les critères de classe — donc en dernière analyse matériels — au pablisme, c'est se montrer incapable de prendre au sérieux ce qui, dans les manifestations, peut prendre l'apparence du manque de sérieux mais qui contribue à renforcer le barrage contre-révolutionnaire des appareils. La lutte contre le pablisme est affaire sérieuse. Nous ne sommes ni en compétition ni en rivalité « idéologique » avec la Ligue. Nous devons combattre « sérieusement » le pablisme, avec la volonté de détruire cet obstacle centriste réactionnaire et de gagner à nous les jeunes et aussi les travailleurs que la Ligue dupe en usurpant le drapeau de la 4e Internationale. Notre politique est déterminée par une appréciation des rapports entre les classes et non pas par les sympathies ou antipathies. De là découle notre attitude envers toutes les Organisations — y compris les pablistes.

Ne pas appliquer la méthode du matérialisme historique à l'analyse du pablisme aboutit à ne pas l'appliquer pour construire le Parti Révolutionnaire ; c'est nous amener à substituer les critères subjectivistes à l'analyse des conditions objectives — matérielles — qui fondent concrètement l'activité subjective.

Répétons-le, il est une tendance naturelle à chercher — sous la pression de l'idéologie de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, expression d'intérêts matériels contraires aux besoins de l'humanité — à travers des individus ou le mouvement des appareils, l'explication des événements, alors que se réfléchissent sur les individus, les partis ou les appareils, les forces de classes en mouvement.

Il ne s'agit pas de nier l'importance de l'élément que représentent l'individu, les partis et les appareils. Mais leur action ne peut être comprise que comme l'expression de la réalité politique, elle-même expression des conditions sociales données, en dernière analyse, des conditions matérielles d'existence qui sont créées sur la base des rapports sociaux de production.

Dans le domaine des idées, les théories fumeuses sur l'autogestion, la théorie des pouvoirs, les nouvelles avant-gardes étudiantes, le guérillérisme sans guérilleros reflètent les conditions contradictoires de l'existence de la petite bourgeoisie étudiante et intellectuelle, précipitée par la décadence du système capitaliste dans une situation sans issue. D'où l'indigence intellectuelle prétentieuse et inconsistante de la production idéologique du réformisme, du stalinisme et du centrisme auxquels les diverses variétés de gauchisme sont organiquement reliées comme le revers de la médaille. Consciemment (pour les appareils), plus ou moins consciemment (pour les diverses variétés du gauchisme et du centrisme), les idéologues petits-bourgeois reflètent la crise de la société bourgeoise dont ils sont les derniers remparts. Ils cherchent à prendre en tutelle les masses et la jeunesse qu'ils sont absolument incapables d'écouter, de comprendre et dont ils sont absolument incapables d'apprendre quelque chose de leurs luttes réelles. La Révolution semble, pour les centristes et gauchistes de toute obédience, relever avant tout du domaine de l'idéologie, substituant ainsi des formules « idéales » au contenu de classe des événements. Ils tentent ainsi de se tracer une voie indépendante entre la bourgeoisie, les appareils bourgeois et le prolétariat. Ils ne font que se conformer servilement à la bourgeoisie libérale contre-révolutionnaire (*Le Monde*). Ils vivent dans toutes leurs couches, groupes organisations et cliques, des restes de toutes sortes d'idées usées (particuliè-

rement des fumeuses « idées de Mai »), séduits par un charlatanisme qui s'est toujours identifié, depuis la féodalité, avec les classes exploiteuses, et que l'Eglise et ses Organisations (CFDT, etc.) cherchent à remplacer par quelque variété moderne d'un christianisme adapté aux besoins de sauvetage de la société bourgeoise en décomposition (autogestion).

Sous-estimer la force des racines sociales intermédiaires du pablisme pour l'avenir serait commettre la plus grave des erreurs. C'est précisément l'hétérogénéité des bases de classe (petite bourgeoisie) dont le pablisme est l'expression, qui en fait la force, car, dans la première étape de la crise révolutionnaire, la force des illusions submergera la classe ouvrière et la jeunesse ; et les racines de classe des illusions, qui sont inconsistantes, hétérogènes parce qu'illusion, sont précisément petites-bourgeoises.

Le pablisme apportera un dénominateur commun à tout ce qui sera confus, informe ; suivre le pablisme, pour les intellectuels petits-bourgeois, n'engagera à rien et donnera à bon compte le vernis « révolutionnaire », tandis que les appareils poursuivront leur tâche contre-révolutionnaire.

Telle est et sera la fonction du pablisme qui s'élargira à la mesure des besoins à la lutte pour le Comité Central des Comités de Grève élus, la théorie des pouvoirs disloqués, facilitait l'œuvre de dislocation de la Grève générale que réalisaient les appareils.

Telle a été la fonction du pablisme qui, dans la Grève générale, en opposant de sauvetage de la bourgeoisie dans la situation révolutionnaire ouverte. Il nous faut le comprendre. C'est précisément la crise profonde du système capitaliste qui nécessite pour tous un camouflage « socialiste » et « révolutionnaire », demain « trotskyste ». Le combat que la classe ouvrière va mener pour le pouvoir contre la bourgeoisie en général et la bourgeoisie « libérale » en particulier, doit inévitablement conduire les Partis et Organisations petits-bourgeois à entrer en conflit ouvert avec le prolétariat et l'avant-garde révolutionnaire organisée sur le Programme.

Telles sont les racines de classes de la lutte implacable qui se déroule et se déroulera plus dure encore, en dépit de leurs différends, entre le Front stalino-social-démocrate-gaulliste-pabliste et l'OCI. Le pablisme, qui se couvre du drapeau de la 4e Internationale, n'impose pas pour l'aile gauche de la petite-bourgeoisie, de grandes obligations mais, en même temps lui permet de ne pas dévoiler ses liens avec les appareils bourgeois, de camoufler sa fonction principale qui consiste à brancher — en se couvrant du drapeau de la 4e Internationale — les jeunes à la recherche d'une nouvelle direction, sur le courant des appareils bourgeois. Il dépend aujourd'hui de notre cohésion, de notre progression, de la multiplication de nos points d'appui, de notre capacité d'organisation, que nous infligions des coups sensibles au pablisme.

9 - QUELQUES PROBLÈMES CRUCIAUX QUE NOUS AVONS A RÉSOUDRE

Le rapport politique que nous présentons au XVIIIe Congrès est rédigé de bout en bout en termes de construction de l'OCI. Il nous faut préciser, c'est-à-dire prendre appui sur les principes pour dégager les chaînons d'organisation afin d'avancer dans l'accomplissement de nos tâches. La théorie nous enseigne que le marxisme unissant théorie et pratique est l'expression consciente du processus inconscient. Le processus est constitué en « moments » qui doivent être concrétisés en autant de chaînons concrets d'organisation. Ce serait ignorer totalement

les lois de la politique que de poser le matérialisme historique comme assimilé seulement par son étude livresque — condition indispensable mais non suffisante. La tendance inconsciente à ne pas aller jusqu'au bout des déductions pratiques des décisions prises, la rigueur insuffisante dans l'accomplissement des tâches découlent de l'inassimilation de la méthode, où s'engouffre la pression de l'idéologie qui cherche pour la sauvegarde du vieux monde à émasculer le marxisme en un système d'idées plus ou moins détachées des racines sociales et matérielles.

Le marxisme, autrement dit le bolchevisme, le programme de la 4e Internationale, n'est pas une idéologie, c'est le corps matériel organisé de l'expérience matérielle de la lutte du prolétariat pour sa libération et la libération de l'humanité des chaînes de l'exploitation. Si les idées s'emparent des masses, devenant ainsi des forces matérielles, c'est parce que les idées sont déjà expression des forces matérielles. Les « idées » (le programme) révolutionnaires du prolétariat sont l'expression des intérêts de la classe, qui dans les rapports du travail avec la technique, est le résultat le plus élaboré de tous les acquis de la civilisation humaine. Telle est l'essence fondamentale des rapports entre la méthode matérialiste et le combat pour la 4e Internationale, dont l'assimilation dans toute sa dimension est indispensable.

C'est dans la recherche organisée des racines sociales matérielles de l'action à entreprendre, que nous basant avec rigueur sur les faits, réels parce qu'intégrés par le marxisme dans la perspective, nous éviterons l'activisme subjectiviste substitué à l'activité rationnelle.

C'est ainsi que l'accomplissement des tâches, autrement dit l'application des mesures « techniques » de la politique (inséparables de la politique), cesse de relever de l'arbitraire ou d'un fardeau, devient l'expression disciplinée de libres décisions politiques prises par l'association de révolutionnaires librement unis pour la destruction du vieux monde.

Nous le savons, si nous ne surmontons pas les contradictions entre notre conception révolutionnaire et nos hésitations, nous ne pourrons construire l'OCI, qui se donne pour tâche la construction du parti révolutionnaire, alors que nous avons d'ores et déjà accumulé de nombreux matériaux, alors que nous avons commencé à centraliser — insuffisamment — ces matériaux. Nous devons surmonter les hésitations pour passer du groupe à l'organisation, en surmontant la tendance à ne pas aller jusqu'au bout de ce que l'on pense. C'est ainsi que nous forgerons la volonté révolutionnaire exigée par nos conceptions révolutionnaires, sans lesquelles les travailleurs et les militants ne peuvent nous faire confiance. Pour devenir un parti, il faut commencer par agir comme parti.

C'est là un des plus puissants motifs de nos difficultés que de ne pas saisir dans toute son ampleur le processus révolutionnaire qui entraîne des millions et des dizaines de millions d'hommes, de femmes et de jeunes à l'assaut. Des dizaines d'années de défaites et d'échecs sont à la racine de ce scepticisme à l'égard de la préparation de la révolution. Mais déjà pour la jeunesse ce n'est pas le cas. Ce n'est déjà plus le cas pour de larges masses de jeunes et de travailleurs qui, n'ayant connu aucune défaite majeure de la lutte des classes, puiseront dans toute la situation les éléments d'audace pour accomplir la mission historique du prolétariat. Demain plus encore qu'aujourd'hui, l'OCI, qui trouve sa force dans le programme donnant l'expression la plus achevée du mouvement historique, est ainsi amenée à conclure qu'elle doit progresser, mais tout en sachant que cette progression révélera des contradictions, des flux et reflux en relation avec l'expérience que les masses acquerront elles-mêmes, et contre laquelle se heurteront les illusions de ces masses. L'OCI doit et devra expliquer, expliquer patiemment. Elle sera à même de le faire et apprendra à éviter au maximum, pendant un temps, l'affrontement direct avec les appareils — il est

exclu d'éviter tout à fait cet affrontement — pour se préparer pleinement l'OCI aux affrontements révolutionnaires avec la bourgeoisie et l'Etat, affrontements dans lesquels les masses, dirigées par le parti révolutionnaire, abattront les appareils. Les dirigeants officiels — nous l'avons établi — s'efforcent de diviser. Ils chercheront à frapper la seule tendance unificatrice : l'organisation révolutionnaire, l'OCI. D'où l'importance décisive de conquête de positions, de renforcement des liens avec les travailleurs, militants et jeunes, de recrutement à l'OCI. « Expliquer patiemment », cela signifie amener la conscience des travailleurs en concordance avec la situation matérielle, morale, intellectuelle à laquelle ils sont acculés par la survie du capitalisme moribond. La vie les amènera à se heurter à leurs illusions. C'est une certitude. Il nous faut, en conséquence, ne pas regarder « d'en haut », « de l'extérieur », du point de vue des appareils, des centristes, des idéologues professionnels, journalistes, intellectuels, la situation qui mûrit.

La source de nos retards et de nos hésitations ne réside pas autre part que dans cette pression de tout ce qui est rattaché à la société officielle en décomposition. Nos mots d'ordre pénètrent profondément, largement, et nous ne nous comptons qu'en faibles unités. L'action d'un seul militant de l'OCI dans une entreprise, un quartier, une faculté ou un lycée peut jouer un rôle décisif : les travailleurs s'alimentent déjà et s'alimenteront plus encore demain à notre agitation, la précéderont. Car, sur les questions vitales de l'action, les masses ont appris d'une façon ou d'une autre bien des choses. Il faut apprendre à écouter la classe, pour élaborer des mots d'ordre corrects et une juste ligne d'intervention. Les masses n'ont pas besoin d'être « aiguillonnées » pour agir. Les masses ne sont ni aveugles, ni crédules, tout en étant sillonnées par de multiples illusions. Il faut apprendre à traduire dans la seule langue qui permette à la masse d'exprimer sa voix, la langue du marxisme organisé, concrétisé par la propagande et l'agitation en mots d'ordre clairs.

C'est alors que, par milliers et par milliers, les masses, comme nous l'avons expliqué, les masses qui enregistrent, vérifient, éliminent, ne conserveront que ce dont elles ont besoin, ce qui répond à leurs aspirations. L'art d'une direction révolutionnaire consiste à savoir écouter la voix qui monte d'en bas, et pour apprendre le métier, il est nécessaire de s'appuyer sur la théorie.

C'est ainsi que le militant conscient doit tenir compte de tous les éléments et contradictions pour dégager l'élément qui, élevé par la propagande, l'agitation, l'organisation, l'action, centralisera la volonté de lutte des masses. Pour acquérir cette maîtrise consciente, il faut apprendre à concevoir ce qui est, en comprenant que, pour ce faire, il faut avoir compris comment ce qui existe s'est formé. Cela ne se peut que par la théorie qui seule permet d'élucider la perspective historique. L'empirisme qui déclare s'appuyer avant tout sur les données « de l'expérience individuelle » et non sur la science et le raisonnement, est étranger au marxisme, nous conduit à la dislocation, au niveau des « expériences individuelles » d'hommes nécessairement disloqués par le mode de production capitaliste et la politique des appareils.

Il est parfaitement impossible et totalement erroné de penser que l'on puisse rédiger un livre de recettes dans lequel nous puiserions en toutes circonstances la réponse aux questions : que faut-il faire ? et comment le faire ? Les principes du marxisme qui généralisent les lois du développement historique appellent la libre initiative de la volonté mûrie par l'expérience collective. Il est néanmoins nécessaire de dégager de notre propre expérience quelques leçons stratégiques indispensables pour mener à bien notre travail révolutionnaire.

On doit prévoir la ligne du développement. On ne peut en prévoir les combinaisons circonstancielles. Si la spontanéité, s'enrichissant par l'expérience de la lutte, est l'embryon du conscient, rester au seul niveau de l'expérience spontanée

c'est abandonner le rationnel. Toute l'expérience atteste la parfaite inutilité d'estimer possible la définition d'une ligne d'intervention en se référant au seul comportement individualisé, avant l'action. La théorie confirme l'expérience. Le travailleur, dans la société capitaliste, n'a pas d'autre individualité propre que celle d'être un producteur passif de plus-value. Il ne peut acquérir la conscience de son individualité que par et dans la lutte de classes. La conscience de classe n'est pas l'addition de consciences d'individus broyés par le système de production capitaliste.

La ligne du développement ne peut être établie que par la théorie, la tactique étant déduite à partir des perspectives de l'expérience concertée des masses, qui permet d'agir dans et sur les combinaisons circonstancielles qui concrétisent la ligne du développement. Il nous faut considérer l'essentiel, pour déterminer préalablement à l'intervention une tactique particulière. L'objectif défini, il nous faut envisager les multiples éventualités que toute lutte recèle. Il faut ensuite s'aligner sur l'éventualité la plus probable, adopter les moyens d'organisation adéquats, les forces politiques, matérielles, financières, humaines pour atteindre l'objectif et, en ne fermant aucune voie de dégagement, s'engager à fond avec toute la décision, l'audace, la maîtrise que donne la prudence scientifique avec laquelle nous avons analysé le rapport des forces. Mesurer, à chaque moment, dans et par l'organisation, les résultats en relation avec l'objectif fixé est indispensable pour atteindre l'objectif qui, une fois arraché, doit être reconquis sur toutes les forces intéressées au maintien de l'ordre bourgeois, qui nous en disputeront les résultats. Pour agir en marxiste, il faut apprendre à méditer à l'avance deux ou trois coups de suite. Autrement dit, préparer, dans le moment, le mouvement suivant, plus profond, plus conscient, des masses et des militants. Cela ne se peut que par l'assimilation large, profonde, féconde de la méthode que Trotsky définit ainsi :

« La méthode matérialiste institue une discipline en nous obligeant à partir des faits dominants de la structure sociale. Les forces essentielles du processus historique sont pour nous les classes. Sur elles s'appuient les partis politiques, les mots d'ordre... Toute la marche de (la politique révolutionnaire) conduit de l'objectif au subjectif, du social à l'individuel, de ce qui est capital à la conjoncture... Seul est convaincant le système qui unit le général et le particulier. »

Les mots d'ordre révolutionnaires doivent correspondre à la situation objective, aux relations entre les classes, aux rapports internes dans l'avant-garde définie par toutes ses composantes, la composante essentielle étant l'avant-garde des cadres organisateurs organisés dans l'OCI. Nos mots d'ordre ne peuvent être déduits des appréciations subjectives et personnelles de ce que la masse peut ou ne peut accepter, à partir d'une masse non encore engagée dans l'action. Les événements révolutionnaires qui se préparent amèneront les masses par leur propre mouvement à accepter nos mots d'ordre parce qu'ils sont justes, et s'avéreront encore plus justes parce que conformes à la marche du développement.

En aucun cas, les mots d'ordre, la tactique, ne peuvent être déduits de la politique des appareils. Certes, la politique traîtresse des vieilles directions est la source des illusions qui font obstacle aux aspirations révolutionnaires qui fondent dans l'essence l'état d'esprit des masses. C'est là une contradiction ; c'est la contradiction que, sur la base de leur propre expérience, nous devons aider les masses à surmonter. Mais, si nous prenons pour point de départ de notre intervention la politique des appareils, dans la mesure où nous sommes amenés à définir notre politique en partant des illusions, nous sommes contraints de nous adapter aux appareils. Ainsi, en identifiant les deux termes contradictoires qui forment l'état d'esprit des masses, les aspirations contradictoires à leurs illusions quant aux vieilles directions, nous conduisons nous-mêmes les masses et les militants à identifier leurs aspirations à la politique bourgeoise des appareils. C'est ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, que nous n'aurons pas le droit, en

quelque circonstance que ce soit, de partir du programme commun, qui est le programme bourgeois des appareils, pour fonder notre tactique. En toutes circonstances, nous partons de ce qui est juste pour les masses et, nous adaptant à ce qui est juste, nous sommes amenés, selon la méthode et les formes souples que nous avons analysées tout au long de ce rapport, à formuler les mots d'ordre qui répondent aux intérêts des masses. Si nous procédons en sens inverse, à partir du programme commun, nous sommes conduits, en nous adaptant aux appareils, à une politique de pression, au passage sur une orientation de redressement des appareils. En aucun cas nous n'avons le droit d'embellir le programme commun, de faire croire aux masses et aux militants qu'ils peuvent « gauchir » le programme bourgeois du PCF et du PS. Admettre que les masses ont des illusions ne peut pas signifier ne pas combattre les illusions. Combattre, avec toute la souplesse, le tact nécessaire que donne l'intelligence de la situation, mais sur le terrain du respect des principes. Si l'on s'adapte aux mots d'ordre et revendications du programme bourgeois PCF-PS, on renonce aux mots d'ordre et revendications transitoires dictés par la situation objective, de laquelle découlent les tâches politiques d'organisation, et qui sont l'essence de notre programme. Dès lors, en quoi nous distinguerions-nous des directions officielles et de leurs alliés centristes-pablistes ? En rien. Nous nous condamnerons à être des centristes de seconde zone, et les masses, les militants, les jeunes préféreront toujours les appareils et les centristes conséquents aux centristes inconséquents. En d'autres termes, toutes les places étant prises sur l'échiquier politique, nous ne pouvons occuper que la seule place que personne ne nous conteste : celle du combat conséquent sur le programme de la VIe Internationale. C'est alors que nos mots d'ordre, nos explications, la tactique répondant aux aspirations des masses créeront les multiples canaux permettant d'atteindre de plus larges couches. Nos tracts seront lus, pliés, emportés au domicile, lus par l'époux de l'employée, par la ménagère. Tout ce qui distingue nos mots d'ordre et nos explications de ceux des appareils et des centristes apparaîtra plus clairement ; militants et jeunes se convaincront par eux-mêmes que les mots d'ordre des appareils relèvent d'un ordre et d'une directive venue d'en haut qui, en dernière analyse, visent à protéger l'ordre bourgeois. C'est alors que nos mots d'ordre, partant prioritairement des besoins des masses et de leur état d'esprit, formé par la contradiction entre les besoins et la politique des vieilles directions, suivront l'expérience des travailleurs, la précédant d'un pas. C'est alors que, sur la base d'un travail d'organisation maîtrisé par le sang-froid que donnent les perspectives révolutionnaires analysées sur les principes du programme, des couches plus importantes de militants, de jeunes, seront conduits à penser qu'il ne suffit pas d'accepter les mots d'ordre révolutionnaires, mais qu'il faut en tirer les conclusions nécessaires. Sans cela, tous les mots d'ordre révolutionnaires deviennent mots et phrases creuses. Les travailleurs ne sont pas ces petits bourgeois intellectuels qui s'arrêtent à chaque pas devant les déductions de leur propre pensée. Certes, les travailleurs sont paralysés par l'attachement à leurs partis traditionnels, mais une fois qu'ils ont compris la politique de trahison des appareils, et ils ne peuvent la comprendre que comme résultat de notre propre action, ils sont prêts à passer à l'organisation révolutionnaire. Voilà pourquoi il faut présenter aux travailleurs un programme non équivoque. Nous devons apprendre à ne pas aborder les masses, les syndiqués, le mouvement ouvrier d'une façon ultimatiste. Mais cela ne peut nous entraîner à nous adapter aux groupements et partis qui trahissent la classe ouvrière. Les travailleurs, les militants, les jeunes seront amenés, pour affronter la bourgeoisie et son Etat, à se heurter aux dirigeants réformistes et staliniens. Nous devons leur présenter l'alternative : ou la victoire de la contre-révolution sous la direction des appareils traîtres, ou la victoire de la révolution sous la direction du parti révolutionnaire, objectif du combat de l'OCI. L'OCI n'exagère pas les succès, elle

explique sérieusement les faits. Elle ne gonfle pas les résultats, mais discute ouvertement des problèmes politiques, des mots d'ordre et de la tactique. L'OCI refuse de se soumettre à la publicité journalistique. Elle dit les choses telles qu'elles sont, ne promet pas de miracles ; elle s'astreint à la précision, elle est exigeante pour elle-même dans l'établissement des objectifs qui, une fois définis, discutés, adoptés, doivent coûte que coûte être réalisés. L'OCI puise sa détermination résolue dans sa certitude que le communisme n'est pas un parti ou une secte parmi d'autres. Le communisme, c'est l'avant-garde de la classe ouvrière unifiée sur le programme de la révolution. Un tel parti communiste n'existe pas encore. Les éléments existent. Il nous faut combattre pour les centraliser. L'OCI n'est pas un élément parmi d'autres dans la lutte de classe. Elle est le produit de tout le passé du mouvement ouvrier international, de ses victoires éclatantes et de ses amères défaites. C'est ainsi que le rôle et la place de l'OCI étant définis dans toute leur immense signification, l'« esprit de parti » d'une organisation communiste se forge pour arracher les masses et les militants à l'influence du PCF. du PS et de leurs succédanés centristes. Ce qui implique en premier lieu que nous nous détachions nous-mêmes de la pression des organisations traditionnelles, pour en détacher les travailleurs et les militants.

Le trotskysme doit et peut aujourd'hui surmonter l'isolement du petit groupe. Si, alors que les plus importants mouvements de classe ont déjà commencé à se produire sous nos yeux, nous n'accomplissions pas le passage du groupe à l'organisation communiste, pour lequel nous avons accumulé tous les matériaux, nous nous condamnerions à la défaite. L'appréciation de la force que nous avons rassemblée, en même temps que des limites de cette force, constitue un élément loin d'être négligeable du rapport objectif des forces. Dans le moment présent, ainsi que nous l'avons montré, nous pouvons trouver appui sur les couches de la jeunesse qui montent, et desquelles se dégage une nouvelle génération de militants tandis que la situation entraîne de plus anciens à reprendre confiance. Il ne s'agit pas d'imposer notre ligne, mais d'aider cette nouvelle génération de militants et les plus anciens, à réaliser la perspective révolutionnaire qui se dégage de toute la situation. Il s'agit en conséquence d'expliquer la multitude de faits et d'éléments qui concourent à comprendre l'inéluctabilité de la période révolutionnaire qui s'ouvre.

Les masses interviendront spontanément sur la scène où se jouera leur sort et leur avenir en relation avec leur propre expérience. L'avant-garde révolutionnaire peut se fixer la tâche de féconder par ses propositions et ses actions le mouvement spontané des masses. L'avant-garde sait qu'elle ne peut prétendre diriger les premières étapes du mouvement spontané, mais elle sait également qu'elle peut en affermir les bases.

Ce ne sont pas les forces de la bourgeoisie qui barrent la route à l'action révolutionnaire, c'est la tromperie et le mensonge bourgeois des appareils qui dirigent la classe. L'unanimité derrière les appareils s'effacera sous le coup de crises nombreuses, en résultat du mouvement des masses qui entrera en contradiction avec la tromperie et le mensonge bourgeois des vieilles directions. C'est notre propre confiance dans le mouvement des masses qui se dirige vers le pouvoir que nous devons infuser à ces nouvelles générations de militants et aux plus anciens. Nous devons leur expliquer, munis du programme de la IVe Internationale, la volonté passionnée de millions et de dizaines de millions d'hommes, de femmes et de jeunes d'en finir avec le régime capitaliste et l'Etat bourgeois. La dictature du prolétariat, la République des Conseils découlent de toute la situation. Encore faut-il la réaliser. Et l'on ne pourra réaliser la dictature du prolétariat sans le combat pour la construction du parti révolutionnaire.

Le marxisme n'a rien de commun avec le fatalisme : au fur et à mesure que le processus révolutionnaire mûrira, l'hostilité des appareils contre l'OCI se ren-

forcera, pour atteindre une violence des plus forcenée. Il faut nous préparer à ce que tout soit mis en œuvre pour nous expulser, par tous les moyens, y compris les plus extrêmes, du mouvement de la classe. Mais cela ne signifie nullement que les appareils atteindront leur but. Nous pourrons résister en évaluant avec un froid réalisme les étapes concrètes du processus, en louvoyant et en faisant front selon les circonstances. Nous pourrons nous renforcer, nous lier à tous les niveaux, occuper des positions dans les organisations, utiliser d'ores et déjà la crise des organisations. Nous pourrons ne pas nous laisser isoler, car nous sommes à même de convaincre les travailleurs, les jeunes et les militants, par leur propre expérience, qu'ils peuvent compter sur l'OCI qui n'a pas d'arrière-pensées et qui ne cache rien.

10 - LE COMBAT POUR INFORMATIONS OUVRIÈRES

Nous avons cherché à dessiner dans ce rapport le tableau le plus réaliste des forces sociales de classes qui se dirigent vers les affrontements révolutionnaires. Il nous faut être parfaitement convaincus de ce que la crise révolutionnaire mûrit pour accomplir nos tâches, celles qui dépendent immédiatement et directement de nous, que nous seuls, en tant qu'OCI, pouvons accomplir : construire l'instrument de la victoire, le parti révolutionnaire, la IVe Internationale en France. Nous avons analysé les contradictions multiples auxquelles nous devons faire face. Nous en avons déduit la nécessité d'homogénéiser notre politique d'intervention dans la classe et nos méthodes de construction de l'OCI sur des objectifs clairs dont découle la mise au point rigoureuse des moyens de les réaliser. Il est inutile de revenir sur la place du journal dans la construction de l'organisation révolutionnaire centralisée.

Il y a un lien étroit entre l'insuffisante maîtrise dans l'élaboration de la politique révolutionnaire et les difficultés que nous rencontrons pour réaliser la diffusion régulière et **rentable** de notre journal. Si, dans un tract, dans un journal d'entreprise, nos mots d'ordre apparaissent comme adaptés à la politique des appareils — « gauchir » les revendications du programme commun —, il est évident que nous ne pouvons nous donner à nous-mêmes les moyens d'assurer la diffusion régulière du journal d'une organisation luttant pour construire le Parti Révolutionnaire qui combat, non pour « gauchir », mais pour détruire les appareils. C'est ce type d'erreur qui traduit la pression des appareils et des centristes réactionnaires qu'il nous faut surmonter, et ainsi nous cesserons de considérer la vente méthodique, élargie, de « I.O. » comme relevant de la discipline. Il faut aller jusqu'à la racine politique du problème à résoudre.

En réduisant le centralisme démocratique à une seule de ses déterminations, la discipline, nous en émasculons le contenu. Le centralisme démocratique est la substance du programme de transition dont l'organisation révolutionnaire est l'expression. Le centralisme démocratique donne le seul cadre qui assure le fonctionnement politique selon les règles de la démocratie ouvrière indispensable à l'élaboration politique et à l'accomplissement des tâches politiques. Comprendre que la dictature du prolétariat réalise la démocratie ouvrière relève de la même question méthodologique que celle d'assimiler que c'est de la « dictature du Comité central » que dépend le fonctionnement de la démocratie ouvrière qui n'a rien de commun avec le libéralisme dans l'organisation communiste. Le centralisme démocratique ne saurait être réduit à la « sanction » nécessitée par le

non-accomplissement des tâches librement décidées. L'application des principes du centralisme démocratique intégrant le respect de la discipline permet avant toute chose à l'organisation communiste d'assurer l'élaboration de la ligne politique et des tâches qui en découlent, par la seule méthode possible, la démocratie ouvrière.

Le libre et réel exercice de la démocratie ouvrière élève le niveau politique, donc de responsabilité, de tous, en rendant responsable en premier lieu le CC dans le travail d'organisation, par le contrôle constant des objectifs et des résultats. Cette responsabilité trouve sa traduction dans les problèmes soulevés par la diffusion de « I.O. ».

Le journal révolutionnaire, c'est l'instrument de construction du parti révolutionnaire qui, par la propagande et l'agitation centralisée, tend à permettre aux travailleurs de rejoindre un seul et même niveau. Nous avons montré tout au long de ce rapport comment, en dépit de la bourgeoisie et de la politique des appareils, la classe ouvrière présente entre toutes ses catégories un système de relations qui fait que tout ce qui est introduit dans une entreprise, une localité, atteint une autre entreprise, un immeuble ouvrier. Ce que doit apporter le tract ou le bulletin d'entreprise ne peut représenter qu'une première et nécessaire généralisation au niveau de l'expérience particularisée. Seul le journal qui unit le général au particulier fournit la dimension globale de la lutte de classes, donne les réponses politiques complètes permettant d'unifier la conscience militante sur les perspectives révolutionnaires. Certes, ce n'est ni le tract, ni le « I.O. » d'entreprise, ni le journal qui crée l'opinion des masses que nous devons formuler. Mais une chose est certaine : lorsque les travailleurs, les militants, les jeunes, font leur une idée, ils veulent la réaliser. Le journal est le moyen centralisé pour donner cette volonté de réaliser cette idée toute simple : celle d'en finir avec le régime capitaliste et son Etat. Diffuser régulièrement « I.O. », élargir la diffusion de notre journal à cette avant-garde des 10.000 travailleurs, militants et jeunes qui, sous une forme ou une autre, meetings, élections syndicales, manifestations, rassemblement, réunion d'entreprise, etc., représente la couche que nous mobilisons dans ce pays sur notre politique, c'est donner à de plus larges couches de l'avant-garde, et par leur intermédiaire, à de plus larges secteurs de la masse, les moyens d'assumer en eux la nécessité de la révolution. C'est nous assurer à nous-mêmes les moyens de centraliser notre activité et de réaliser dans le délai le plus rapide l'objectif que nous nous sommes fixé : passer du groupe à l'organisation communiste.



Prix de ce numéro spécial : 5 F